

MESSAGE N° 265 15 mai 2006
du Bureau du Grand Conseil au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur le Grand
Conseil (LGC)

1. NÉCESSITÉ DU PROJET ET DÉROULEMENT DES TRAVAUX

1.1 Origines et nécessité du projet

La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (ci-après: Cst.; RSF 10.1) apporte plusieurs nouveautés en relation avec la composition, l'organisation et le fonctionnement du Grand Conseil, ainsi que certaines modifications dans les droits populaires et la répartition des compétences entre les pouvoirs. Conformément à l'article 151 al. 1 Cst.: «Les nouvelles règles relatives au Grand Conseil, notamment à son Secrétariat (art. 97), prennent effet en vue de la législature 2007–2011».

Le projet annexé met en œuvre la plupart de ces nouveautés. Il tient aussi compte des effets réflexes d'autres nouveautés constitutionnelles sur le fonctionnement du Grand Conseil à condition qu'elles soient applicables au 1^{er} janvier 2007. Une présentation plus détaillée de l'ensemble de ces questions figure sous le chiffre 3 ci-après.

Le projet donne également suite à deux motions acceptées par le Grand Conseil en 2005 (motion 081.04 Gilles Schorderet; motion 103.05 Benoît Rey; voir chiffre 2 ci-après) et à un certain nombre de propositions de modification de la loi portant règlement du Grand Conseil (LRGC; RSF 121.1) arrêtées en 2004 par la «commission de réforme du Parlement» et les présidences des groupes parlementaires.

En raison du nombre et du volume des modifications apportées, la LRGc sera remplacée par une loi nouvelle. Par ailleurs, le Bureau a renoncé à scinder la législation sur le Grand Conseil entre une loi et une ordonnance parlementaire, estimant plus aisé pour les membres du Grand Conseil de consulter un texte unique.

1.2 Travaux préparatoires

1.2.1 Comité de pilotage (CoPil-24)

En application du rapport N° 170 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle Constitution cantonale, du 15 novembre 2004 (*BGC* 2004 p. 1716ss), l'élaboration de la législation relative au Grand Conseil constitue le «Projet 24» qui, compte tenu de son objet, a été attribué au Bureau du Grand Conseil.

En conséquence, le Bureau a adopté, au début 2005, la définition de projet et la fiche de planification du «Projet 24» et a nommé un comité de pilotage, qui a été constitué des personnes suivantes:

- *Georges Godel*, député, vice-président du Grand Conseil, président du CoPil-24
- *René Aebischer*, (alors) chancelier d'Etat et 1^{er} secrétaire du Grand Conseil
- *Gérard Vaucher*, (alors) vice-chancelier et 2^e secrétaire du Grand Conseil
- *Denis Loertscher*, chef du SLeg et chef de projet de la mise en œuvre de la Constitution
- *André Schoenenweid-Butty*, chef de projet

et, en outre, dès juin 2005:

- *Danielle Gagnaux*, chancelière d'Etat
- *Monica Engheben*, secrétaire générale du Grand Conseil.

Pour sa part, le Conseil d'Etat a renoncé, dans sa séance du 15 février 2005, à déléguer l'un de ses membres au sein du CoPil-24, estimant que ses intérêts étaient suffisamment représentés en l'état par le chancelier, la future chancelière et le vice-chancelier.

Le CoPil-24 a tenu 20 séances consacrées à l'examen d'une cinquantaine de documents de travail élaborés par le chef de projet. D'organe de pilotage, il s'est transformé, avec l'accord du Bureau, en organe d'examen préliminaire des avant-projets rédigés par le chef de projet. Sur la base de ces travaux, le CoPil-24 a adressé au Bureau du Grand Conseil, au début janvier 2006, un avant-projet de loi et un avant-projet d'ordonnance parlementaire accompagnés d'un rapport explicatif, de divers graphiques et d'une table de concordance avec la LRGc.

On relèvera que la définition de projet comportait l'importante limitation suivante: «Compte tenu notamment des délais à respecter, reprise en principe des solutions actuelles et pas de remise en cause notamment du nombre de sessions et du système actuel des commissions».

En outre, la Direction de la sécurité et de la justice a fait valoir qu'il était trop tôt pour tenir compte de la réforme fondamentale du pouvoir judiciaire (notamment l'instauration du Conseil de la magistrature et l'unification du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif) que le Grand Conseil devra adopter en 2007.

1.2.2 Bureau du Grand Conseil

Le Bureau a procédé à l'adoption du présent projet en deux phases.

De la fin janvier au début mars 2006, le Bureau a consacré dix séances (dont huit séances spéciales d'un demi-jour) à l'examen des documents transmis par le CoPil-24. Les présidents et présidentes des groupes parlementaires ont pris part aux travaux du Bureau avec voix délibérative, de manière à assurer un large consensus politique au texte élaboré avec le concours du chef de projet. Le Bureau a appliqué la procédure usuelle pour l'examen des projets législatifs et a ainsi procédé à trois lectures avant d'adopter son avant-projet, le 3 mars 2006. Cet avant-projet a été soumis pour détermination au Conseil d'Etat du 6 mars au 4 mai 2006. Il a en outre été soumis au Tribunal cantonal, au Tribunal administratif, à la Conférence des préfets et aux commissions parlementaires permanentes pour qu'ils puissent se déterminer essentiellement sur certaines règles qui les concernent plus particulièrement.

Dans la seconde phase, le Bureau a examiné la détermination de ces autorités, les observations reçues directement de l'Autorité cantonale de protection des données et du Service de législation ainsi que les propositions du chef de projet qui leur donnaient suite au cours de deux séances extraordinaires tenues les 11 et 15 mai 2006, la dernière en présence de M. Claude Grandjean, Président du Conseil d'Etat.

2. MOTIONS TRAITÉES

2.1 Motion 081.04 Gilles Schorderet

Par motion déposée et développée le 16 décembre 2004 (*BGC* 2004 p. 1870; réponse du Bureau du 21.6.05, *BGC*

2005 p. 703), le député Gilles Schorderet a proposé de modifier la loi portant règlement du Grand Conseil dans le sens que le résultat de chaque vote soit nominatif et rendu public. Il estimait que les citoyens et citoyennes friburgeois-es ont le droit de connaître la position de leurs élu-e-s sur les divers objets qui leurs sont présentés en séances de Grand Conseil, étant convaincu que chaque député-e est à même de justifier ses votes et de les argumenter auprès de la population.

Cette motion a été prise en considération le 24 juin 2005 et «renvoyée au comité de pilotage qui l'intégrera à la révision de la LRGC» (BGC 2005 p. 787).

Le projet donne suite à cette motion notamment dans ses articles 86 al. 1 let. a, 129 et 130.

2.2 Motion 103.05 Benoît Rey

Par motion déposée et développée le 24 juin 2005 (BGC 2005 p. 807; réponse du Bureau du 28.10.05, BGC 2005 p. 1831), le député Benoît Rey a proposé de modifier la loi portant règlement du Grand Conseil en transformant l'actuelle commission spéciale chargée des affaires extérieures en une commission permanente de 11 membres.

Cette motion a été prise en considération le 13 décembre 2005 et renvoyée au comité de pilotage 24 pour qu'il en tienne compte dans ses travaux (BGC 2005 p. 1830).

Le projet donne suite à cette motion dans ses articles 12 let. b, 13 al. 1 et 15.

3. PRINCIPALES NOUVEAUTÉS

A) Comme cela a été mentionné sous le chiffre 1.1, l'objet principal du présent projet est de mettre en œuvre les dispositions de **la nouvelle Constitution** qui modifient l'organisation et le fonctionnement du Grand Conseil.

a) Selon la fiche 24 des travaux de mise en œuvre de la nouvelle Constitution, ce projet doit **assurer la mise en œuvre des articles** 89 al. 2, 91 al. 1, 93, 96 al. 1 et 4, 98, 99 al. 3, 104/151 Cst.

Il s'agit concrètement des questions suivantes:

- les cas et la procédure de **levée de l'immunité** (art. 89 Cst.) [art. 167s. du projet];
- la **forme des actes du Grand Conseil** (disparition du décret de portée générale et apparition de l'ordonnance parlementaire, art. 91 al. 1 Cst.) [art. 84s. du projet];
- la délégation de compétences législatives assortie d'un droit de **veto** du Grand Conseil (art. 93 Cst.) [art. 172ss du projet];
- l'augmentation du nombre des membres nécessaire pour demander une **session extraordinaire** du Grand Conseil (un cinquième [=22] selon l'art. 96 al. 1 let. b Cst. contre vingt membres précédemment) [art. 103 du projet];
- l'exigence du **quorum** pour les délibérations du Grand Conseil (art. 96 al. 4 Cst.) [art. 120s. du projet];
- le **mandat**, nouvel instrument parlementaire permettant d'intervenir dans le domaine de compétence du Conseil d'Etat (art. 98 al. 1 Cst.) [art. 79s. du projet];
- le **référendum parlementaire** (art. 99 al. 3 Cst.) [art. 50 du projet];
- l'exercice de la **haute surveillance** (art. 104) [art. 14, 16, 89, 177ss, 184 al. 1, 187 et 188 du projet].

b) D'autres nouveautés de la Constitution, d'application directe ou régies par d'autres projets de mise en œuvre, peuvent également influencer sur l'organisation et le fonctionnement du Grand Conseil, principalement:

- le droit de consulter les documents officiels (art. 19 al. 2 Cst.);
- les droits populaires (référendums, art. 46 al. 1 let. b Cst.) et le droit de pétition (art. 25 Cst.);
- la **motion populaire** (art. 47 Cst.);
- l'équilibre budgétaire (art. 83 Cst.);
- l'obligation de rendre publics les **liens particuliers** qui rattachent les membres du Grand Conseil à des intérêts privés ou publics (art. 88 al. 2 Cst.);
- la nouvelle réglementation des **actes déclarés urgents**, soumis, le cas échéant, au référendum postérieur à leur entrée en vigueur (art. 92 Cst.);
- la **réduction du nombre des députés** de 130 à 110 (art. 95 al. 1 Cst.);
- la **séparation du Secrétariat** du Grand Conseil et de la Chancellerie d'Etat (art. 97 Cst.; réalisée par la loi du 19.11.2004, entrée en vigueur le 1.6.2005);
- la répartition des compétences en matière d'affaires extérieures (art. 100 et 114 Cst.);
- l'information annuelle sur la réalisation du plan de législation (art. 109 al. 1 Cst.);
- le droit de nécessité et son éventuelle approbation (art. 117 Cst.);
- les réformes concernant le pouvoir judiciaire (art. 124ss Cst.)

La mise en œuvre de certaines de ces modifications n'interviendra que *postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi sur le Grand Conseil*. C'est le cas surtout des règles sur les relations avec le pouvoir judiciaire et de celles sur l'information et l'accès aux documents officiels (y compris la déclaration et la publication des liens particuliers).

Quant aux modifications qui devront entrer en vigueur à la même date que la loi sur le Grand Conseil, essentiellement celles liées à l'exercice des droits politiques et au fonctionnement du Conseil d'Etat, la coordination, déjà assurée jusqu'ici de manière intensive, devra se poursuivre tout au long des travaux parlementaires d'adoption de ces divers actes législatifs.

B) Le projet tient aussi compte de **l'évolution survenue récemment dans le fonctionnement du Grand Conseil** (logistique électronique, rôle du Bureau, séparation du Secrétariat du Grand Conseil et de la Chancellerie d'Etat), et apporte quelques correctifs à des règles qui n'ont pas été adaptées au rythme des sessions ou aux délais qu'il implique. La plupart de ces modifications correspond aux demandes encore en suspens de la «commission de réforme du Parlement».

C) Le CoPil-24 et le Bureau, dans son avant-projet de mars 2006, avaient adopté, avec une certaine réticence, des règles sur **l'initiative parlementaire**, conçue comme un instrument parlementaire «jumeau» de la motion qui permettait de charger une commission parlementaire, et non pas le Conseil d'Etat, d'élaborer un projet d'acte législatif. Cet instrument, dont la réglementation avait été demandée par la «commission de réforme du Parlement», a été vivement combattu par le Conseil d'Etat dans sa détermination, motif pris notamment du texte de l'arti-

cle 111 al. 1 Cst. et de la difficulté pratique pour un parlement de milice de réaliser lui-même les travaux préparatoires dans le domaine législatif. Le Bureau, à une courte majorité, s'est laissé convaincre par ce dernier argument et a renoncé à introduire cet instrument parlementaire.

4. PRÉSENTATION SUCCINCTE DU PROJET

Les numéros d'article cités sans autre précision sont ceux du projet.

Art. 1 *Objet et champ d'application*

Le projet ne reproduit pas les règles figurant dans la Constitution (notamment pas celles sur la composition et sur les compétences du Grand Conseil); il en assure la mise en œuvre.

Ainsi, le nombre des membres du Grand Conseil et l'exigence du quorum ne figurent pas explicitement dans le projet, même s'ils sous-tendent certaines de ses règles, par ex. le nombre minimal de membres nécessaires pour former un groupe parlementaire (art. 25) ou la procédure en cas de défaut du quorum (art. 121).

Parfois, une reprise partielle a toutefois été nécessaire, notamment pour préciser la règle constitutionnelle (par ex. art. 79 al. 1 ou 103).

Art. 3ss *Bureau*

La composition du Bureau a fait l'objet d'un large réexamen basé sur les considérations qui suivent.

Depuis quelques années, le Bureau joue un rôle plus important que par le passé. Les président-e-s de groupes participent pratiquement à toutes ses séances; ils devraient s'y exprimer uniquement avec voix consultative, mais ils votent aussi le plus souvent. En outre, le rôle des scrutateurs et scrutatrices lors des séances s'est sensiblement amoindri avec l'introduction du vote électronique, de sorte que leur présence au Bureau pour préparer les séances mérite d'être rediscutée. Finalement, la réduction du nombre des membres du Grand Conseil demande que l'on réexamine la composition de tous les organes du Grand Conseil.

Le projet finalement codifie la pratique actuelle, à savoir la participation avec voix délibérative de la présidence des groupes avec possibilité de remplacement en cas d'empêchement. Cette règle favorise l'information des groupes et une préparation efficace des débats. Le maintien des scrutateurs et des scrutatrices au Bureau assure une certaine représentativité de la force numérique des groupes et évite une élection supplémentaire lors de la séance constitutive.

Art. 6ss *Présidence*

La durée de la présidence ne figure plus dans la Constitution. Elle reste fixée à une année dans le projet avec une modalité pour le cas de remplacement durable par un-e vice-président-e, solution inspirée de l'article 21 al. 2 LOCEA. Les attributions de la présidence sont un peu réduites en faveur du Bureau, par rapport à celles figurant dans la LRGC.

Art. 9ss *Commissions*

Ces articles reprennent les principes actuels, sous réserve des changements qui suivent.

1. Terminologie

- Les commissions *ordinaires* (art. 10 al. 2) désignent les commissions nommées pour traiter d'une affaire déterminée, actuellement appelées commissions spéciales (art. 40 al. 1 et 41 al. 2 LRGC) ou ad hoc (art. 41 al. 3 LRGC);
- Les commissions *spécialisées* (art. 10 al. 3) correspondent aux actuelles commissions non permanentes instituées par le Grand Conseil pour la durée d'une législature (art. 40 al. 2 LRGC).

Il s'agit actuellement de la Commission des routes et endiguements, de la Commission des fusions de communes et de la Commission des affaires extérieures, qui toutes comptent onze membres.

2. Composition

Si l'on appliquait à la composition des commissions une diminution proportionnelle à celle des membres du Grand Conseil, cela représenterait 84,62% du chiffre actuel (110/130), ce qui correspondrait très exactement au passage de 13 à 11 membres et environ à celui de 11 à 9 membres.

Le Bureau estime cependant que pour accomplir efficacement leur travail préparatoire les commissions doivent être représentatives des courants d'opinion, des régions et des forces politiques au sein du Grand Conseil (voir art. 26 al. 1) et qu'un nombre réduit de membres serait contraire à cet objectif. C'est pourquoi, dans l'ensemble, le projet a maintenu les chiffres actuels (art. 13 al. 1 et 20 al. 1).

En conséquence, le nombre des membres des *commissions permanentes* restent de sept, sauf pour la Commission des finances et de gestion (CFG) et la Commission des affaires extérieures (CAE), où il sera de treize au maximum (art. 13 al. 1); c'est le Grand Conseil, lors de la session constitutive, qui arrêtera le nombre précis pour la durée de la législature (art. 43 al. 3 let. b). Le Bureau a voulu ainsi laisser une marge pour pouvoir tenir compte du nombre effectif des groupes parlementaires.

Actuellement la CFG compte quinze membres (soit deux par Direction du Conseil d'Etat, plus une personne) et la CAE, onze (ce qui permet d'avoir des suppléants dans les commissions interparlementaires qui demandent sept représentants par canton, art. 5 de la «convention des conventions», RSF 121.4).

Pour les commissions ordinaires et les commissions spécialisées, le maximum a été fixé à onze membres (art. 20 al. 1).

On notera encore que les commissions spécialisées sont nommées par le Bureau et que leur durée de fonction peut être inférieure à celle de la législature (art. 10 al. 3). En outre, comme les présidents et présidentes des groupes parlementaires sont membres à part entière du Bureau, le projet ne prévoit plus la possibilité d'élire certaines commissions ordinaires ou spécialisées en Grand Conseil, contrairement à ce que permet actuellement l'article 41 al. 3 LRGC.

A la demande du Conseil d'Etat et du Secrétariat, le Bureau a examiné de manière approfondie la question du remplacement des membres des commissions. Il a retenu la solution suivante:

- a) Pour les *commissions permanentes* et les *commissions spécialisées*: pas de remplacement. Les règles

sur les absences (art. 54) sont applicables (absence en cas d'empêchement passager et démission en cas d'empêchement durable).

b) Pour les *commissions ordinaires*: un membre peut se faire remplacer, mais il quitte alors définitivement la commission, compte tenu du mandat relativement bref de ces commissions et des problèmes d'intendance que cela cause. La règle est mentionnée explicitement à l'article 20 al. 3. Les règles sur les absences (art. 54) sont applicables si un membre a un empêchement et ne souhaite pas se faire remplacer définitivement.

Rappel: Un remplacement temporaire des présidents ou présidentes de groupe est autorisé pour les séances du Bureau (art. 3 al. 2); les scrutateurs et scrutatrices par contre sont traités comme les membres des commissions permanentes.

Art. 14 Commission des finances et de gestion

Cet article groupe de manière plus rationnelle les règles actuelles. La lettre b de l'alinéa 1 est partiellement nouvelle: la somme déterminante est portée à 1,5 million et il est précisé qu'il s'agit d'une somme brute. En outre, l'alinéa 2 introduit formellement la possibilité pour un autre organe du Grand Conseil de demander un préavis à la CFG.

Art. 15 Commission des affaires extérieures

Cet article donne suite à la motion 103.05 Benoît Rey (cf. ch. 2.2, ci-avant). Notons que l'article 15 al. 3 fait renvoi pour les questions de fond, d'une part, au droit intercantonal, actuellement en pleine (r)évolution, et, d'autre part, à la future législation spéciale sur les collaborations intercantionales demandée en septembre 2005 par voie de motion/initiative parlementaire (119.05, *BGC* 2005 p. 1379). La nomination par le Grand Conseil des représentants du canton dans une commission de contrôle intercantonale (art. 15 al. 5) est une nouveauté justifiée par l'importance de cette fonction, qui risque d'aller croissant.

Art. 16 Commission de justice

Comme mentionné plus haut, il n'est pas possible d'anticiper la réforme fondamentale du pouvoir judiciaire qu'engendre la nouvelle Constitution. Le projet se contente donc de reprendre la situation actuelle à une exception près: la lettre e de l'alinéa 1, qui fait référence aux nouvelles règles des articles 77 al. 2 et 78 al. 2 pour les questions parlementaires qui touchent à l'administration de la justice. Cette question et la compétence (transitoire) de la Commission de justice sont commentées aux articles 77s.

Art. 21ss Fonctionnement des commissions

Ces règles, applicables à tous les types de commissions, correspondent à la pratique actuelle. Elles précisent quelque peu le rôle du secrétariat (art. 22) et exigent, c'est une nouveauté, le dépôt d'un rapport complémentaire écrit lorsqu'une proposition majoritaire ou minoritaire modifie de manière importante l'évaluation des conséquences du projet discuté (art. 24 al. 3).

Art. 25s. Groupes parlementaires

a) La réglementation actuelle demande d'être précisée en raison de l'évolution récente, notamment en cas de chan-

gement d'appartenance politique des membres élus selon le système proportionnel (cf. question Stocker 898.05 du 11.11.2005 et la réponse du Conseil d'Etat du 31.1.2006, *BGC* 2006 p. 335s.).

Les règles concernant la constitution des groupes ont été fondamentalement changées, dans le sens que certains groupes sont formés d'office, alors que les autres doivent être reconnus lors de la session constitutive. Le système reste ensuite stable pendant toute la législature parce qu'il influence la composition des commissions permanentes et du Bureau ainsi que, dans les faits, les élections et nominations intervenant au Grand Conseil. L'article 25 al. 5 tire la conséquence d'un éventuel changement d'appartenance politique.

L'expression «groupe d'électeurs et électrices» de l'article 25 al. 1 est reprise de la loi sur l'exercice des droits politiques (RSF 115.1) et de la loi sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC; RSF 115.6).

La constitution d'office d'un groupe parlementaire, connue d'autres cantons, a pour but d'éviter que les membres d'un parti politique s'organisent après les élections en plusieurs groupes parlementaires pour gagner des sièges au Bureau et dans les commissions. De même, les membres élus sur les listes d'un même groupe d'électeurs et électrices présent dans plusieurs cercles électoraux ne peuvent pas se scinder en plusieurs groupes parlementaires. Par contre, il ne serait pas contraire au but de l'article 25 al. 1 qu'un groupe parlementaire constitué d'office des membres élus sur une liste d'un groupe d'électeurs et électrices (par ex. des personnes appartenant à divers partis politiques ne présentant pas de liste dans un cercle électoral déterminé) annonce sa dissolution avant la session constitutive pour permettre à ses élus de rejoindre le groupe parlementaire de leur parti respectif.

b) S'agissant du nombre minimal de membres nécessaire pour former un groupe, une large majorité du Bureau a choisi de le maintenir à cinq afin d'éviter un éparpillement peu propice au fonctionnement efficace du Grand Conseil. Mathématiquement, la diminution du nombre des député-e-s représente les pourcentages suivants: actuellement 5/130 député-e-s = 3,85%. Dans le nouveau Grand Conseil: 5/110 = 4,55% et 4/110 = 3,64%.

Art. 27s. Scrutateurs et scrutatrices

Après s'être longuement penché sur l'évolution de cette fonction et sur les conséquences à en tirer, le Bureau a choisi le statu quo, aussi bien pour leur fonction spécifique que pour leur participation au Bureau.

L'article 28 al. 4 consacre la pratique consistant à appeler les suppléant-e-s en renfort pour accélérer le dépouillement lors de scrutins complexes.

Art. 29ss Secrétariat

Le projet reprend, avec de minimes modifications rédactionnelles, les règles introduites en 2005. La seule nouveauté est l'énumération des tâches d'état-major à l'article 30.

Art. 39ss Session constitutive

Cette section, qui a fait l'objet de larges discussions au cours des travaux préparatoires, comporte plusieurs propositions de modification de la situation actuelle:

- composition du Bureau provisoire et de la commission spéciale de validation (art. 40 et 42);
- bref rapport écrit pour la validation (art. 42 al. 4);
- assermentation des membres avant la poursuite des opérations (art. 43 al. 2 let. c et 47 al. 1);
- assermentation par le Bureau en cas de nécessité (art. 45 al. 4).

Ces changements reposent notamment sur la prise en compte du fait que, depuis 2001, le Tribunal administratif est l'autorité de recours contre le résultat des élections cantonales et que les cas litigieux que devrait éventuellement trancher le Grand Conseil se limitent à ceux des fonctionnaires autorisés à siéger au Grand Conseil (art. 49 LEDP) et au domicile d'un membre du Grand Conseil dans le cercle où il a été élu (art. 48 al. 2 LEDP), question qui pourrait perdre une partie de son actualité après la prise en considération de la motion 082.04 Monney/Rey (*BGC* 2005 p. 807).

Le projet renonce à la formule spéciale du serment ou de la promesse solennelle qui figurait dans la LRGC et renvoie à législation spéciale y relative à savoir le décret du 7 mars 1848 relatif au serment des fonctionnaires de l'Etat (RSF 129.1.1) et la loi du 27 novembre 1875 modifiant la formule du serment en application de l'article 49, 2^e alinéa, de la constitution fédérale du 29 mai 1874 (RSF 129.1.2).

La combinaison de ces deux actes conduira à l'usage des formules suivantes:

a) Pour le serment:

«Je jure d'être fidèle à la Constitution du canton de Fribourg, de respecter les droits et les libertés du peuple et des citoyens, d'observer avec exactitude les lois de l'Etat et de remplir fidèlement et consciencieusement les devoirs de ma charge, aussi vrai que Dieu m'assiste».

b) Pour la promesse solennelle:

«Je promets sur mon honneur et ma conscience d'être fidèle à la Constitution du canton de Fribourg, de respecter les droits et les libertés du peuple et des citoyens, d'observer avec exactitude les lois de l'Etat et de remplir fidèlement et consciencieusement les devoirs de ma charge».

Art. 47ss Statut des député-e-s

Ce chapitre donne une vision d'ensemble du statut des membres du Grand Conseil, qui fait défaut actuellement dans la LRGC. On relèvera que l'article 47 al. 3 let. d, à lire en relation avec l'article 54, apporte une solution qui est indépendante d'un nombre précis de séances ou de sessions manquées.

Art. 50 Référendum parlementaire

La mention de l'article 99 al. 3 Cst. ne modifie rien au fait que l'article 46 Cst. relatif aux référendums facultatifs ne sera pas encore en vigueur au début de l'application de la loi sur le Grand Conseil; la mise en œuvre de l'article 46 Cst. fait en effet l'objet du projet 13^{bis} de mise en œuvre de la Constitution, dont la date-butoir d'entrée en vigueur est fixée par la Constitution au 1.1.2009. Dans l'intervalle, les règles de l'article 28^{bis} de l'ancienne Constitution restent applicables (ce qui exclut un référendum contre un crédit d'étude d'importance régionale ou cantonale).

Art. 55ss Déclaration des intérêts et récusation

La législation sur l'information et l'accès aux documents officiels, en cours d'élaboration, mettra en œuvre les règles constitutionnelles sur la déclaration et la publication des liens particuliers qui lient les membres du Grand Conseil et du Conseil d'Etat ainsi que les préfets à des intérêts privés ou publics (art. 88 al. 2 Cst.). Les règles du présent projet qui se réfèrent de manière anticipée à cette future législation resteront donc en suspens jusqu'à l'entrée en vigueur de cette législation spéciale.

Le projet reprend, quant au fond, la situation actuelle en matière de récusation, qui n'a qu'une portée très limitée en raison des larges exclusions prévues et de la quasi-absence de sanction. Il y aura lieu d'examiner, lors de l'adoption de la future loi sur l'information, si ces dispositions sur la récusation ne peuvent pas être abandonnées en faveur d'un simple rappel, lors des débats, par la personne concernée des intérêts qui la lient dans le cas concret à l'un ou l'autre des personnes bénéficiaires de l'acte examiné ou de la décision à prendre.

Art. 59ss Instruments parlementaires

Sans bouleverser la situation actuelle, ce chapitre apporte tout de même plusieurs nouveautés, comme:

- la possibilité de déposer les instruments hors session (art. 60 al. 1, 3^e phr.);
- la réglementation du retrait (art. 60 al. 2 et 3, 108 al. 2, 2^e phr.);
- la possibilité pour le Conseil d'Etat de déposer une réponse commune à plusieurs instruments (art. 63);
- la possibilité pour le Conseil d'Etat de donner suite directement à un instrument (art. 64) ou de déposer un projet complémentaire (art. 64 al. 2 et 66 al. 1);
- des précisions sur la procédure en cas de fractionnement (art. 73 al. 2 et 74 al. 2);
- le mandat (art. 79), dans la forme nouvelle que lui donne l'article 98 al. 1 Cst.;
- l'abandon des règles relatives aux mandats de prestations;
- la requête, instrument couvrant notamment la motion d'ordre (art. 82).

Comme exposé précédemment (ch. 3, let. C), le Bureau n'a finalement pas retenu l'instrument de l'initiative parlementaire.

Terminologie: «instrument» a été préféré à «intervention» pour mieux marquer le caractère formel et écrit de ces demandes et bien les distinguer du fait de prendre la parole au cours des débats.

Art. 64s. Suite directe

Pour répondre à une demande de la pratique, le projet permet au Conseil d'Etat, lorsqu'il adhère à la proposition présentée dans un instrument parlementaire, de lui donner suite directement, c'est-à-dire comme si l'instrument lui avait été transmis après avoir été pris en considération. De même, le Conseil d'Etat peut déposer directement un contre-projet s'il n'adhère pas, en tout ou partie, à la proposition présentée dans l'instrument parlementaire.

S'il estime ce «raccourci» justifié, le Bureau pourvoit au traitement du rapport ou du projet du Conseil d'Etat, c'est-à-dire qu'il transmet le rapport au Grand Conseil

pour discussion ou, s'il s'agit d'un projet d'acte, qu'il le renvoie pour examen à une commission. Mais il peut également estimer cette démarche prématurée ou inadéquate et suivre la procédure ordinaire de prise en considération.

Art. 66 et 70 al. 2 Motion sous forme rédigée et projet complémentaire

Une motion «rédigée de toutes pièces» demande souvent à être complétée pour répondre à toutes les exigences dans le domaine législatif. En effet, les auteur-e-s des motions se préoccupent, légitimement, du fond de leur proposition et de son impact politique plus que des contraintes de la technique législative ou de la cohérence de la législation dans son ensemble. Dans un tel cas, la LRG ne prévoit que la possibilité de déposer un contre-projet, appellation inadéquate lorsque le Conseil d'Etat est d'accord avec le ou la motionnaire sur le fond.

Pour tenir compte de cette situation, l'article 70 al. 2 prescrit que la motion est formulée en termes généraux ou sous «une forme rédigée» et l'article 66 introduit la notion de projet complémentaire, qui se distingue du contre-projet par le fait qu'il n'y a pas de divergence de fond entre l'auteur-e et le Conseil d'Etat.

Le projet complémentaire, dans ce sens, ne doit pas se confondre avec la possibilité exceptionnelle pour le Conseil d'Etat de modifier ultérieurement un projet qu'il a déjà déposé (art. 191 al. 3).

Art. 77s. Questions relatives au pouvoir judiciaire

Selon le projet, le membre du Grand Conseil qui demande des explications sur l'administration de la justice dispose d'une double voie: la question au Conseil d'Etat ou la requête à la Commission de justice, avec une préférence pour cette dernière (art. 77 al. 2 et 78 al. 2).

La question adressée au Conseil d'Etat se justifie par exemple si elle concerne l'activité de la police ainsi que celle de la justice. Par contre, le Conseil d'Etat est souvent dans une position délicate pour répondre si la question porte exclusivement sur l'activité d'autorités judiciaires, même si la loi d'organisation judiciaire lui prescrit de «veiller, d'une manière générale, à la bonne marche de l'administration de la justice» (art. 96 LOJ, RSF 131.0.1).

Cette procédure nouvelle a été saluée par le Conseil d'Etat et le Tribunal administratif, alors que la Commission de justice ne considère pas que ce soit la meilleure solution, relevant notamment que la surveillance du pouvoir judiciaire devra être assumée par le futur Conseil de la magistrature. Le Bureau a maintenu cette nouveauté, estimant cette solution meilleure que le statu quo et considérant qu'elle pourra être transférée, à court terme, au futur Conseil de la magistrature.

Art. 79s. Mandat

1) L'article 79 al. 1 reprend la règle de l'article 98 al. 1 Cst., qui instaure une nouveauté en droit fribourgeois. Selon la Constituante, le mandat est un instrument politique qui permet une discussion dans un domaine qui relève des compétences du Conseil d'Etat et peut redonner un plus grand poids au Grand Conseil dans la conduite de l'Etat. Cet instrument devrait permettre au Grand Conseil de **donner une direction contraignante au Conseil d'Etat** pour garantir une application correcte et à temps

des décisions figurant dans les lois (BGC 2002 p. 367; 2003 p. 299, 719s.).

Toutefois, le mandat **n'est qu'une intervention parlementaire**; ce n'est pas une loi.

C'est pourquoi, à l'instar du droit fédéral, le projet prévoit expressément que le mandat ne devrait pas mettre en cause la répartition des tâches ou d'autres règles qui figurent dans un acte de niveau constitutionnel ou légal. Ces actes sont en effet adoptés selon une procédure soumise à l'exercice des droits populaires et donc supérieure au mode de traitement des interventions parlementaires.

En outre, le mandat ne peut pas servir à influencer ou à remettre en cause une décision relevant du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). En effet, on ne se trouve alors pas dans le domaine de la politique générale ou de la conduite de l'Etat, mais dans celui de l'application de la législation à un cas individuel et concret dont le contrôle relève, au besoin, de la juridiction administrative.

Dans le même sens, voir la législation fédérale (art. 120 al. 3 LParl): «Une motion visant à influencer sur une décision administrative à prendre dans le cadre d'une procédure ordonnée par la loi ou sur une décision sur recours est irrecevable».

Comme il s'agit d'une atteinte à des principes fondamentaux de l'organisation de l'Etat, l'article 80 exige le *nombre minimal de dix signataires* (al. 2) et, lorsque le Conseil d'Etat s'oppose à la prise en considération du mandat, la *majorité qualifiée* au Grand Conseil (al. 3).

Neuchâtel exige vingt signatures sur 115 députés. A Soleure, les demandes de mandat sont soumises à l'examen préalable d'une commission.

Le Conseil d'Etat pourra, le cas échéant, donner suite directement au mandat dans le délai de réponse; dans ce cas, il adopte les règles ou prend les mesures souhaitées et fait rapport sur la suite qu'il a donnée (art. 64 al. 3).

2) Ce nouveau mandat a un objet différent, plus large que l'actuel «mandat» de l'article 77a LRG qui ne vise que des **mandats de prestations**. Le projet ne reprend pas l'article 77a LRG; cette règle disparaîtra avec l'abrogation de la LRG au 31.12.2006.

En effet, le décret qui règle à titre expérimental la gestion par mandats de prestations (RSF 122.90.1) arrivera à son échéance ordinaire le 31.12.2006, soit simultanément à l'entrée en vigueur de la loi sur le Grand Conseil. La Direction des finances envisage de proposer au Conseil d'Etat la prorogation de ce décret pour une année supplémentaire, comme le décret l'autorise, puis de le remplacer, le cas échéant, par une loi. Aucun nouveau mandat de prestations ne devant intervenir dans l'intervalle, la Direction des finances a donné son accord explicite à l'abandon de l'article 77a LRG.

Art. 83 Motion populaire

La motion populaire est une innovation introduite par l'article 47 Cst., qui a la teneur suivante:

¹ 300 citoyennes et citoyens actifs peuvent adresser une motion au Grand Conseil.

² Le Grand Conseil la traite comme une motion de l'un de ses membres.

La réglementation de cet instrument ressortit:

– à la *législation sur l'exercice des droits politiques*: pour les questions touchant à sa mise en œuvre, à la

forme à respecter, au dépôt des signatures et à la validation de celles-ci.

Le CoPil-24 a soumis des propositions rédigées à la DIAF, qui prépare la modification correspondante de la LEDP dans le cadre du projet N° 13. La procédure pour une motion populaire sera plus simple que celle régissant les initiatives populaires (qui demandent un nombre bien plus grand de signatures): l'ensemble des listes signées sera déposé en une fois auprès du Secrétariat du Grand Conseil, qui organisera la vérification des signatures et procédera à leur dénombrement. Si la motion populaire a abouti, le Secrétariat la transmettra à la Chancellerie d'Etat (art. 98 al. 3 et 109 al. 3 Cst.) pour réponse du Conseil d'Etat, comme en cas de dépôt d'une motion parlementaire.

- à la *législation sur le Grand Conseil*: pour ce qui est de son traitement ultérieur, c'est-à-dire de l'examen de sa recevabilité sur la base de la réponse du Conseil d'Etat et de son éventuelle prise en considération.

Le Grand Conseil vote sur la prise en considération de la motion populaire, sans avoir à motiver sa décision ni à la faire connaître spécifiquement aux auteurs de la motion, puisque les débats du Grand Conseil sont publics, diffusés sur l'Internet et reproduits dans le *BGC*. Les motionnaires n'interviennent pas au sein du Grand Conseil pour s'exprimer. Sous ces aspects, la situation des motionnaires est la même que celle des auteurs d'une initiative législative ou constitutionnelle.

Art. 84s. *Forme des actes du Grand Conseil*

La nouvelle Constitution (art. 91 al. 1 Cst.) fixe la forme des actes du Grand Conseil en s'écartant de la typologie actuelle, telle qu'elle figure notamment à l'article 62 LRGC. Cela entraîne la disparition du décret de portée générale (forme de loi limitée dans le temps) et l'apparition de l'ordonnance parlementaire.

Comme l'article 91 Cst. ne précise pas ce qu'est, respectivement, un «acte législatif» ou «un autre acte» du Grand Conseil, le projet définit l'objet de la loi et celui de l'ordonnance parlementaire et tente de cerner les décisions du Grand Conseil qui doivent prendre la forme d'un décret.

Il convient de souligner:

- qu'une loi peut avoir une durée limitée (comme au niveau fédéral);
- qu'une ordonnance parlementaire n'est pas sujette au référendum législatif (art. 46 al. 1 let. a Cst. *a contrario*);
- que l'approbation de l'adhésion à un traité *normatif* par le Grand Conseil doit prendre la forme d'une loi sans quoi cet acte ne serait pas susceptible du référendum législatif (art. 46 al. 1 let. a Cst. *a contrario*).

La disparition de la forme du décret de portée générale, qui constituait une sorte de loi limitée dans le temps, nécessite de régler les cas où le droit existant demande cette forme (cf. dispositions finales, notamment art. 195).

Art. 86s. *Bulletin officiel (BGC)*

Le projet tient compte de la motion Schorderet (cf. ch. 2.1 ci-avant) concernant les résultats nominaux des votes (art. 86 al. 1 let. a). Il prévoit la publication systématique du *BGC* sur Internet (art. 87 al. 2; l'article 26 al. 5 LRGC se contente actuellement de dire «peut en outre être diffusé»), tout en garantissant la protection de données personnelles sensibles (art. 87 al. 3).

L'article 51 al. 2 prévoit que les membres du Grand Conseil reçoivent d'office la version imprimée, mais ils peuvent, s'ils le souhaitent, se contenter de la version électronique du *BGC*, par quoi il faut entendre actuellement une version au format PDF.

Les règles sur le compte-rendu des débats se trouvent aux articles 112s., celles sur les votes aux articles 126ss et celles sur les documents distribués aux articles 88ss.

Art. 88ss *Information du Grand Conseil*

Cette section précise les règles et la pratique actuelles sur plusieurs points. Il convient de relever en particulier:

- l'accès aux procès-verbaux et aux documents des commissions et du Bureau (art. 88 al. 2 et 3);
- l'obtention d'informations de la part du Conseil d'Etat et de l'administration (art. 89 al. 2);
- les mesures prises pour sauvegarder le secret de fonction tout en assurant l'exercice de la haute surveillance et des autres attributions du Grand Conseil (art. 88 al. 3 et 89 al. 3 et 5, 99 et 100);
- la codification de la pratique en matière de langues (art. 90).

Dans les **relations avec le Conseil d'Etat et l'administration (art. 89)**, on doit distinguer plusieurs niveaux:

- les informations requises par la présidence du Grand Conseil: celle-ci bénéficie d'un large accès en vertu de la Constitution (art. 98 al. 2 Cst., rattaché à l'article 89 al. 4 du projet);
- les informations nécessaires à l'exercice de la haute surveillance: elles doivent être fournies d'office et d'une manière suffisante aux organes du Grand Conseil qui sont chargés de cette tâche (art. 89 al. 1, 14 al. 1, 16 al. 2 et 188);
- les informations qui sont nécessaires à une commission pour préparer l'examen d'un objet à discuter au Grand Conseil (art. 9, 38 al. 2 et 89 al. 2);
- les informations qui entrent dans le cadre de l'entraide administrative, que le Secrétariat du Grand Conseil peut obtenir au même titre qu'une Direction (art. 38 al. 1);

Relevons les deux limitations suivantes:

- Le projet ne règle pas le cas du membre du Grand Conseil qui souhaite obtenir *individuellement* des informations dans le cadre de son activité parlementaire. Si celui-ci n'obtient pas satisfaction en s'adressant à l'administration, il devra recourir aux instruments parlementaires (notamment à la question), demander l'assistance du Secrétariat du Grand Conseil ou déposer une requête priant la présidence d'exercer son droit constitutionnel à l'information sur les affaires qui concernent le Grand Conseil, si l'objet le justifie. La future loi sur l'information devrait élargir considérablement l'accès du public aux documents de l'administration, et donc permettre de régler ainsi la plupart des demandes individuelles des député-e-s.
- Cet article ne vise que la remise d'informations qui sont en possession de l'administration. Pour demander de collecter d'autres informations ou demander d'autres prestations, le Grand Conseil et ses organes doivent passer par la voie des instruments parlementaires ou d'une entente selon l'article 37 al. 3.

Art. 90 *Langue*

Le projet maintient la pratique actuelle du Grand Conseil en matière de langue, à savoir:

- Chaque député a le droit de s'exprimer dans la langue officielle de son choix (art. 45 al. 2, 48 al. 2, 70 al. 2).
- Les propos ne sont pas traduits en Grand Conseil (le Bureau a expressément renoncé à envisager l'instauration d'une traduction simultanée lors des débats); par contre, avant le vote, les propositions et l'ordre des votes sont traduits sur demande (art. 127 al. 2).
- Le Secrétariat pourvoit au besoin à la traduction des documents émis par le Grand Conseil et ses organes, ainsi que des instruments parlementaires déposés et de leur motivation (art. 90 al. 1).
- Les documents provenant d'une autorité ou d'une unité administrative du canton destinés à être distribués à l'ensemble des députés sont remis par celle-ci dans les deux langues officielles; sur demande, d'autres documents nécessaires à la haute surveillance sont traduits par les organismes qui y sont soumis (art. 90 al. 2 et 3).
- Chaque membre indique au Secrétariat dans quelle(s) langue(s) officielle(s) il souhaite recevoir la documentation (art. 51 al. 4).

Art. 91ss Information du public

Le projet complète les règles de la LRGC et de la loi sur les publications officielles (art. 17 al. 3 LPAL, RSF 124.1) en s'inspirant des principes de l'ordonnance du 22 mars 2005 relative à l'information du public sur les activités du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale (OInf, RSF 122.0.51). Il incorpore également certaines propositions rédigées par la commission extraparlamentaire chargée de préparer un avant-projet de la loi sur l'information; une véritable coordination avec la future loi sur l'information n'est toutefois pas réalisable en l'état puisque l'adoption de celle-ci n'interviendra qu'au cours de la prochaine législature.

On relèvera que:

- le rôle du Secrétariat, mentionné à l'article 91, est rappelé à propos des instruments parlementaires (art. 62);
- les médias ont, en principe, la possibilité d'assister aux séances à huis clos, mais ne peuvent pas filmer ou enregistrer de tels débats (art. 117 al.2).

Art. 97ss Secret de fonction

1. La réglementation du secret de fonction dans le domaine parlementaire est un exercice délicat. D'une part, la nature de la fonction parlementaire voudrait que l'on puisse discuter librement de tout objet d'intérêt public au sein du parlement et que l'on obtienne toutes les informations utiles à cet égard, raison pour laquelle la Constitution accorde, en principe l'immunité pour les propos tenus devant le Grand Conseil et ses organes (art. 89 Cst.). D'autre part, il y a lieu d'assurer la protection de la personnalité ou d'un intérêt public ou privé supérieur.

Le projet tente de relever ce défi dans ses articles 97 et suivants, qui définissent l'objet du secret de fonction et les personnes visées, en fixant le cadre dans lequel une divulgation interne au Grand Conseil est autorisée et en réglant la procédure de levée du secret. Il prévoit en outre des mesures concernant la forme de la transmission d'informations sensibles permettant d'informer le Grand Conseil et de veiller au respect d'autres intérêts et il donne des garanties aux autres pouvoirs concernant les informations livrées par eux sous le sceau du secret (art. 88 al. 3, 89 al. 5, 97 al. 3 et 100 al. 2). Finalement, il coordonne ces règles avec celles sur l'immunité, en ce

sens qu'une violation grave du secret de fonction, sous la forme de propos tenus devant le Grand Conseil ou l'un de ses organes, est l'un des cas où le Grand Conseil peut prononcer la levée de l'immunité parlementaire (art. 167).

2. Le code pénal suisse (CP, RS 311.0) sanctionne la violation du secret de fonction à son article 320, qui a la teneur suivante:

1. Celui qui aura révélé un secret à lui confié en sa qualité de membre d'une autorité ou de fonctionnaire, ou dont il avait eu connaissance à raison de sa charge ou de son emploi, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La révélation demeure punissable alors même que la charge ou l'emploi a pris fin.

2. La révélation ne sera pas punissable si elle a été faite avec le consentement écrit de l'autorité supérieure.

Les membres du Grand Conseil, en tant que «membre d'une autorité», sont passibles des sanctions prévues par cet article. L'infraction peut aussi être réalisée en cas de révélation à une autre personne tenue par le secret de fonction mais n'appartenant pas au cercle des personnes qui pouvaient connaître le secret (B. Corboz, *Les principales infractions*, Staempfli, 1999, tome II, n. 34 ad art. 320; ATF 114 IV 48 cons. b).

La poursuite pénale a lieu d'office, mais l'infraction n'est punissable qu'en cas de faute intentionnelle. L'immunité parlementaire demeure en outre réservée.

- Une violation du secret pourrait résulter par ex. de la communication intentionnelle d'une information secrète à un député qui n'est pas membre de la commission à laquelle le secret a été confié. L'article 99 tient compte des besoins légitimes du fonctionnement du parlement, pour autant que l'obligation stricte de maintenir le secret ne résulte pas clairement des circonstances, par ex. parce que la commission a pris une telle décision (art. 97 al. 2) ou a reçu des informations sous le sceau du secret (art. 88 al. 3).
- Une violation du secret est couverte par l'immunité si elle intervient sous la forme de propos tenus au sein du Grand Conseil (mais le Grand Conseil peut lever cette immunité, art. 167s.). Elle n'est donc pas couverte par l'immunité si elle intervient hors de ce cadre (par ex. par l'envoi d'une copie de documents confidentiels à la presse ou au comité d'un parti politique) même si la personne agit «en tant que député». En cas de doute ou de besoin, il faut demander la levée du secret de fonction (art. 99 al. 3 et 100).

3. La levée du secret doit être autorisée par écrit par «l'autorité supérieure» (elle peut aussi résulter du consentement du «maître du secret»). Dans le cas du Grand Conseil, l'autorité compétente va varier selon le secret concerné.

a) Lorsque le fait soumis au secret est spécifique au Grand Conseil et à ses organes, le projet retient la compétence de la commission concernée ou du Bureau, selon le cadre au sein duquel le secret a été confié.

La compétence du Grand Conseil lui-même n'a pas été retenue par souci de ne pas diffuser plus largement le secret ainsi que pour des raisons d'efficacité.

b) Lorsque le fait soumis au secret n'est pas spécifique au Grand Conseil (par ex. information reçue de l'administration ou d'une personne privée directement concernée), l'autorité compétente doit entendre le «maître du secret» (art. 100 al. 3). En outre, un droit de veto a été institué

dans les cas où le secret de fonction avait été préalablement levé par une autre autorité pour permettre au Grand Conseil d'exercer ses fonctions (art. 100 al. 2).

Art. 102 Sessions ordinaires

Le système des sessions reste le même que dans la LRGC, conformément à la limite fixée par la définition de projet 24. Les discussions au sein du Bureau ont d'ailleurs montré que ce système garde l'adhésion d'une large majorité, prioritairement pour des motifs d'organisation de la vie professionnelle, bien qu'il conduise souvent à l'étirement de l'examen d'un objet sur plusieurs sessions.

La convocation sous serment de l'article 48 LRGC, tombée en désuétude, n'a pas été reprise dans le projet.

Art. 103 Sessions extraordinaires

L'article 96 al. 1 Cst. prévoit que:

¹ Le Grand Conseil se réunit:

- a) régulièrement en session ordinaire;
- b) à la demande d'un cinquième de ses membres;
- c) à la demande du Conseil d'Etat.

La Constitution exige ainsi *vingt-deux membres* du Grand Conseil (contre vingt selon l'art. 42 al. 2 de l'ancienne Constitution) et ne mentionne plus expressément la convocation extraordinaire par la présidence. Selon P. Scyboz (RFJ Numéro spécial 2005, note 166 p. 260), la Constituante n'a pas toutefois pas voulu exclure une telle convocation. Le projet complète donc la règle constitutionnelle dans ce sens et confie cette compétence à l'autorité ordinaire de convocation du Grand Conseil, soit le Bureau selon le projet. Compte tenu des huit sessions annuelles, une session extraordinaire restera extrêmement rare.

Art. 104s. Séances complémentaires et suspension

Ces règles clarifient la pratique résultant des règles actuelles sur la suspension et l'interruption de la session ou d'une séance (art. 46 et 73 al. 1 LRGC).

Art. 109s. Mode de traitement des affaires

Par souci de logique, le débat libre, qui est la catégorie «reine», constitue la catégorie I et la procédure écrite, la catégorie III. La formulation de la possibilité de changer la classification d'une affaire (art. 108 al. 3, 2^e phr. reprenant l'art. 78a al. 3 LRGC) a été adaptée en conséquence. Les règles sur le déroulement de la discussion se trouvent à l'article 122.

Art. 112s. Compte rendu des débats

Ces dispositions tirent les conséquences de l'enregistrement des débats et consacrent la pratique actuelle en matière de rectification du Bulletin officiel.

Art. 114 Rôle

Cet article clarifie la terminologie: on abandonne, pour le plenum, le terme de «procès-verbal» qui prêtait à confusion avec le compte rendu des débats. La lourde procédure de vérification du procès-verbal de l'article 24 LRGC a été abandonnée. Il n'est plus prévu de contrôle

systématique du rôle, mais il reste évidemment loisible à la présidence ou au Bureau d'y procéder.

Art. 116s. Huis clos

Dans l'ensemble, ces articles reprennent les dispositions de l'article 59 LRGC. La liste des cas légaux de huis clos a été adaptée aux institutions nouvelles. En outre, à l'instigation de la commission extraparlamentaire chargée d'élaborer la loi sur l'information, la possibilité de prononcer le huis clos dans d'autres cas n'est plus accordée à la présidence, mais relève du Grand Conseil qui doit statuer à la majorité qualifiée de l'article 135, soit à la majorité de ses membres (56 voix). Cette règle s'explique par la volonté de transparence concrétisée par les articles 19, 52 al. 1, 88 al. 1 et 96 al. 2 Cst.

Il faut relever que la possibilité pour les médias d'assister aux séances à huis clos (art. 117 al. 1) et de relater partiellement ceux-ci (art. 117 al. 2) n'a pas fait l'unanimité au sein du Bureau.

Art. 122 al. 1 Temps de parole

Le Bureau a décidé de réduire le temps de parole pour les interventions individuelles à cinq minutes (contre dix selon l'art. 86 al. 2 LRGC). Il est d'avis que ce laps de temps est suffisant pour exprimer une opinion motivée, comme le démontrent les relevés de l'enregistrement des débats, et qu'après ce laps de temps, l'orateur ou l'oratrice ne capte plus l'attention du Grand Conseil, ce qui provoque du brouhaha dans les travées. Cette mesure devrait inciter les député-e-s à concentrer leur intervention sur des points nouveaux et importants et à éviter les redites.

Art. 124s. Amendements

Ces articles sont inspirés de l'article 88 LRGC, mais le projet ne reprend pas la distinction entre une proposition principale et un amendement, qui suscitait des difficultés de compréhension en pratique.

L'article 124 al. 2 codifie la limite de recevabilité posée actuellement par la jurisprudence: si l'objet d'un amendement sort du cadre du projet examiné, il est irrecevable et le membre du Grand Conseil intéressé doit recourir, le cas échéant, à l'instrument parlementaire adéquat pour présenter sa demande (le plus souvent, ce sera une motion). Ainsi, un amendement tendant à modifier le montant d'une subvention ne serait pas recevable si le projet examiné portait sur la modification du délai de recours prévu par une loi.

Art. 126ss Procédure de vote

Ces articles reprennent des règles de la LRGC et tiennent compte de la motion Gilles Schorderet concernant le résultat nominal des votes (cf. ch. 2.1 ci-avant).

Art. 135s. Majorité qualifiée

Le projet définit et unifie les cas où une majorité qualifiée est requise. Ce sera toujours la même majorité qualifiée, à savoir la majorité des membres du Grand Conseil (56 membres).

C'est la majorité expressément requise par la Constitution pour déclarer un acte urgent – et ainsi ne pas le soumettre aux règles ordinaires du référendum (art. 92 al. 1 Cst.) – et c'est aussi celle qui est requise par la LRGC pour certaines décisions financières

(art. 97 al. 2 LRGC) et par la loi sur les finances de l'Etat pour déroger aux limites en cas de besoins financiers exceptionnels (art. 40c al. 1 LFE, réservé implicitement par l'art. 136 al. 3). Cette règle entraîne un changement pour la procédure accélérée devant le Grand Conseil (l'article 69 al. 1 LRGC demande actuellement l'accord des deux tiers des membres présents pour déclarer une motion urgente).

Les montants déterminants pour les limites fixées à l'article 136 al. 2 devront figurer explicitement dans un acte adapté annuellement (art. 193 al. 2).

Art. 142ss Actes susceptibles de référendum

Le projet, pour tenir compte de la pratique du Grand Conseil, assouplit les règles actuelles concernant le laps de temps qui doit séparer les lectures.

La procédure simplifiée pour certains décrets (art. 93 LRGC) n'a pas été reprise; il est apparu inutile d'instituer un tel catalogue et de le tenir à jour alors que les décrets concernés sont généralement brefs, peuvent être traités selon la catégorie II ou III, ne sont pas nécessairement soumis à une 2^e lecture (art. 142 al. 1 *a contrario*) qui de toute manière peut suivre immédiatement la 1^{re} lecture (art. 143 al. 1 *a contrario*).

Le projet modifie les règles concernant la clause référendaire. En raison de la nouvelle typologie des actes du Grand Conseil et de la formulation des cas de référendum dans la nouvelle Constitution, l'article 144 exige dans tous les cas l'insertion d'une clause explicite. Cela revient surtout à demander que même les lois indiquent de quel(s) référendum(s) elles sont effectivement susceptibles.

L'article 129 LEDP sera modifié en conséquence dans le cadre des lois mettant en œuvre la Constitution (projet concernant l'exercice des droits politiques).

L'article 145 ne concerne que les actes dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun retard et pour lesquels, en vertu de l'article 92 Cst., celle-ci est alors fixée en dérogation au système référendaire ordinaire. Le projet ne traite de ces actes urgents que dans la mesure où cela concerne le fonctionnement du Grand Conseil; au surplus, la mise en œuvre de l'article 92 Cst. relève du projet 25 de mise en œuvre de la Constitution (droits populaires en cas d'acte urgent du Grand Conseil).

Situation actuelle: Les lois et décrets (y compris constitutionnels) ayant le caractère d'urgence sont promulgués sans délai; ils sont soustraits définitivement au référendum législatif. Par contre, les actes du Grand Conseil ne peuvent pas être soustraits au référendum financier en invoquant leur caractère urgent (art. 28^{bis} Cst et 129 al. 2 LEDP). L'urgence doit être mentionnée expressément dans l'acte (art. 129 al. 1 LEDP). Aucune majorité spéciale n'est requise à cet effet, ni par la LEDP, ni par la LRGC.

La Constitution du 16 mai 2004 règle le droit d'urgence à son article 92. Elle prévoit, en outre, des compétences temporaires du Conseil d'Etat en cas de circonstances extraordinaires constituant un danger sérieux, direct et imminent (art. 117 Cst.). Le texte de l'article 92 Cst. instaure le système qui suit.

a) Le droit d'urgence vise tout acte du Grand Conseil dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun retard, y compris des actes soumis au référendum financier obligatoire.

b) L'urgence doit faire l'objet d'une déclaration expresse adoptée à la majorité des membres du Grand Conseil (soit 56 voix, art. 92 al. 1 Cst).

c) L'acte doit avoir une durée limitée.

d) Les droits populaires peuvent, le cas échéant, être exercés *a posteriori*. Dans ce cas, le délai d'acceptation par le peuple est d'une année depuis l'adoption de l'acte par le Grand Conseil.

Art. 147ss Elections

Le projet reprend les règles des articles 103ss LRGC.

On notera toutefois que l'article 148 al. 3 précise qu'il faut avoir obtenu des voix au 2^e tour pour rester éligible, et diffère en cela de l'article 104 al. 2 LRGC.

Cette solution permet de savoir immédiatement après la proclamation des résultats du 2^e tour quelles personnes restent en course; elle ne devrait préjudicier personne, car on ne voit pas quelles sont les chances d'une personne qui aurait reçu des voix au 1^{er} tour, mais n'en aurait plus reçu au 2^e tour.

En outre, le projet prévoit que la présidence offre aux groupes la possibilité de s'exprimer brièvement entre chaque tour de scrutin (art. 148 al. 4 et 149 al. 5).

L'article 150 est une nouveauté. Il ne vise pas les préavis donnés par le Bureau (par ex. art. 32 et 33) ni la simple présentation d'une candidature par un groupe parlementaire (art. 26 al. 2), mais les rares cas où la législation spéciale prévoit que seules des candidatures proposées par une autorité ou un organisme déterminés entrent en ligne de compte. On trouve un tel cas dans la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (LPrD; RSF 17.1) qui prévoit que les membres de la Commission cantonale de la protection des données sont élus par le Grand Conseil suite à une proposition du Conseil d'Etat (art. 30 LPrD).

Art. 154ss Gestion financière

Il s'agit d'une nouvelle formulation des règles de l'article 44e LRGC.

Art. 157ss Indemnités

Après un examen approfondi, le Bureau a maintenu les principes posés par la LRGC et le décret du 22 juin 2001 concernant les indemnités des membres et des groupes du Grand Conseil (RSF 121.2). Les montants figurent dans une annexe (qui fait partie intégrante de la loi) pour faciliter sa consultation et son adaptation périodique au coût de la vie.

On notera les innovations suivantes:

- la codification de l'octroi d'une indemnité de groupe par session (art. 157 al. 3);
- l'octroi d'une indemnité forfaitaire de frais pour les député-e-s non membres d'un groupe (art. 157 al. 5, 164 al. 2);
- la précision du calcul du supplément pour la présidence d'une commission ou pour la présentation d'un rapport (art. 159);
- la codification des pratiques actuelles s'agissant du calcul dans des cas particuliers et du versement des indemnités (art. 160 et 162ss);
- la possibilité donnée au Bureau d'indexer les indemnités en cours de législature pour tenir compte du renchérissement (art. 165 al. 2).

En raison des disparités liées aux circonstances comme à la personnalité des présidents ou présidentes, le Bureau a renoncé à introduire le versement d'un forfait annuel

pour les représentations officielles de la présidence, tout en reconnaissant la gêne que la justification individuelle des prestations peut provoquer dans les relations entre la présidence et le Secrétariat. Par ailleurs, il a décidé de revaloriser un peu la présidence des séances du Grand Conseil par rapport aux prestations officielles de représentation.

Les montants des indemnités ont été augmentés par rapport à ceux de 2001 pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie (environ 5%) et des contributions sociales d'employé qui seront désormais déduites des indemnités. Pour le calcul des conséquences financières, voir le chiffre 5 ci-après.

Art. 167s. Immunité

L'article 89 Cst. prévoit ce qui suit:

¹ Les membres du Grand Conseil et du Conseil d'Etat ne peuvent en principe être poursuivis pour les propos qu'ils tiennent au Parlement et devant les organes de celui-ci.

² La loi décrit les conditions de la levée de l'immunité.

L'article 89 Cst. introduit ainsi une modification par rapport à la situation actuelle, car:

- il affaiblit la protection absolue dont jouissent actuellement les *membres du Grand Conseil* pour les opinions émises dans cette assemblée (art. 47 de l'ancienne Constitution);
- il étend l'immunité aux *membres du gouvernement* pour les propos qu'ils tiennent devant le Grand Conseil ou l'un de ses organes.

L'immunité est le corollaire de la liberté d'expression nécessaire devant le parlement et ses organes. Elle ne vise pas à permettre des écarts de langage, mais à assurer le fonctionnement des institutions démocratiques en préservant ses représentants des risques de poursuites (de toute responsabilité juridique, selon le texte allemand).

Le projet ne donne pas une description très détaillée des cas de levée possible de l'immunité. Cela n'est en effet pas indispensable puisqu'il ne s'agit pas pour le Grand Conseil de rendre un jugement motivé, mais uniquement de décider, au bulletin secret, si l'immunité doit être levée pour permettre à la justice de faire son travail.

L'immunité parlementaire dans le domaine pénal sous-trait partiellement ou totalement une personne à la souveraineté pénale étatique pour des raisons d'intérêt public. Le bénéficiaire ne peut donc pas y renoncer volontairement (Hauser/Schweri, *Schweizerisches Strafprozessrecht*, 4^e éd. 1999, § 17, ch. 1, p. 58); l'article 168 al. 1 permet par contre à la personne concernée de demander elle-même au Grand Conseil de lever son immunité.

La Constitution posant clairement l'immunité en principe, le projet exige un nombre minimal de députés pour demander sa levée et la majorité qualifiée pour que celle-ci soit accordée.

Art. 169ss Urgence

Dans le domaine de l'urgence, il faut distinguer l'accélération de la procédure parlementaire (art. 169s.) de la déclaration d'urgence (art. 92 Cst; art. 145) qui, elle, modifie l'exercice des droits populaires.

Le projet donne une grande liberté de choix au Grand Conseil sur les dérogations nécessaires en cas d'urgence.

Cela implique donc de la part des député-e-s une réflexion supplémentaire pour indiquer les dérogations demandées (art. 169 al. 2).

Par souci d'unité dans le projet, l'urgence sera décidée à la majorité qualifiée de l'article 135, alors que l'article 69 LRGC demande actuellement la majorité des deux tiers des membres présents.

Une réflexion sur la nécessité de poursuivre le traitement d'un objet en procédure accélérée doit être menée aux différents stades de la procédure; le retour à la procédure ordinaire peut être décidé à la majorité simple (art. 170 al. 3, 2^e phr.).

Art. 172ss Veto

L'article 93 Cst. introduit une nouveauté en droit fribourgeois: le droit du Grand Conseil d'opposer son veto à des dispositions qu'une autre autorité cantonale a adoptées sur délégation du Grand Conseil. Cette disposition devrait permettre au Grand Conseil de contrôler l'usage qui est fait de la délégation.

On peut considérer qu'il ne s'agit pas d'une véritable entorse à la séparation des pouvoirs puisque, d'une part, cet instrument est prévu par la Constitution elle-même et que, d'autre part, il se limite expressément au domaine délégué – que le pouvoir législatif pourrait donc ne pas déléguer à une autre autorité.

Le texte constitutionnel laisse entièrement ouverte la question de la forme et des modalités du droit de veto. Après un examen approfondi de ces questions, le CoPil-24 a proposé une solution basée sur les réflexions suivantes:

- Il est important que le Conseil d'Etat sache clairement quand et sur quel objet le Grand Conseil souhaite réserver son intervention ultérieure.
- Il ne paraît pas efficient de suspendre une épée de Damoclès au-dessus de tout acte législatif du Conseil d'Etat, de ses modifications ou abrogations, alors que les règles déléguées devraient être non importantes (art. 93 al. 2 Cst.). Compte tenu de l'organisation de milice du Grand Conseil, du système des commissions ordinaires et du potentiel limité du Secrétariat du Grand Conseil, le veto devrait être un garde-fou (Rapporteur, BOC 2002 p. 366s.) et être plutôt envisagé pour des domaines ou des circonstances sensibles. Ce d'autant que rien n'oblige le Grand Conseil à faire une délégation à une autre autorité; s'il la fait, c'est normalement qu'il a confiance dans l'autorité délégataire, sinon il devrait régler lui-même ces questions dans la loi ou dans une ordonnance parlementaire.
- L'introduction du mandat du Grand Conseil au Conseil d'Etat permet de ne pas donner un cadre excessif au veto. Le Grand Conseil pourra encore intervenir à l'usage pour faire rectifier le tir, si nécessaire.

Le Bureau partage ces considérations. Le projet prévoit ainsi que le veto, s'il est souhaité, doit être mentionné expressément dans l'acte qui comporte la délégation. Le Conseil d'Etat soumet ensuite d'office les dispositions qu'il adopte en vertu de cette délégation à la commission parlementaire qui a traité l'acte délégant, pour qu'elle examine leur conformité à la délégation et donne le cas échéant son feu vert. Le Grand Conseil n'intervient qu'en cas de problème.

Le veto ne s'exerce pas sur les modifications ultérieures des dispositions du Conseil d'Etat pour ne pas alourdir la procédure (la commission qui s'est occupée de la loi déléguée n'existera plus d'ordinaire) et parce que le Grand Conseil peut, au besoin, intervenir par un mandat.

Art. 177ss Commission d'enquête parlementaire

Ce chapitre reprend les règles des articles 40b et suivants LRGC. L'article 177 doit être lu en rapport avec les articles 10 al. 5, 11 al. 1, 149 et 185 al. 1 let. g. Les membres de la commission seront donc élus par le Grand Conseil; leur nombre sera fixé par le décret qui institue la commission et qui devra aussi prévoir les moyens (financiers et en personnel) mis à la disposition de cette commission.

La procédure, notamment pour ce qui est des droits et obligations des personnes concernées, est plus proche de la procédure judiciaire que de la procédure parlementaire. Il y aura donc lieu de mettre à disposition de la commission un secrétariat ad hoc rompu aux opérations de caractère judiciaire.

Art. 184ss Relations avec le pouvoir exécutif

Le projet présente une synthèse des droits et obligations du Conseil d'Etat et précise les modes d'intervention de ce dernier devant le Grand Conseil et ses organes. Ces chapitres offrent une vue d'ensemble qui fait défaut actuellement dans la LRGC, où ces règles sont dispersées dans les articles topiques de la procédure parlementaire.

Parmi les règles qui n'ont pas déjà été commentées avec celles applicables au Grand Conseil, on relèvera:

- l'art. 187 al. 2, qui permet au Grand Conseil de fixer par ordonnance parlementaire les formes et les délais à respecter, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du Grand Conseil;
- l'art. 188 sur les relations avec la CFG, qui reprend quant au fond les articles 37 et 38 LRGC;
- l'art. 191, qui précise le droit de retrait et de modification des propositions du Conseil d'Etat;
- l'art. 193 al. 2, qui exige un acte annuel mentionnant explicitement les montants déterminants pour les référendums financiers et pour la majorité qualifiée en matière financière.

Art. 194ss Dispositions finales

Art. 195

Cet article est utile, malgré l'adaptation formelle à laquelle il a été procédé, car il est possible que certains textes mentionnent uniquement l'exigence d'un décret et que, par interprétation, il s'agisse d'un décret de portée générale.

Art. 197

La modification de l'article 128 LEDP tient compte de la forme nouvelle de l'ordonnance parlementaire. D'autres modifications de la LEDP liées à la loi sur le Grand Conseil sont traitées dans le cadre des projets de mise en œuvre de la Constitution attribués à la DIAF.

Art. 198

Remplacement de la référence à la «loi portant règlement du Grand Conseil».

Art. 199

La modification de l'article 17 LOCEA permet de généraliser la réserve qui, actuellement, est limitée aux informations fournies à la commission d'enquête. Les cas visés implicitement sont ceux des articles 89, 181 et 188 du projet.

La modification de l'article 18 al. 3 LOCEA traite du cas où un membre du Conseil d'Etat fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit commis dans l'exercice de ses fonctions. Actuellement la majorité simple du Grand Conseil suffit pour autoriser la poursuite. La question de fond à résoudre est de savoir s'il y a lieu de faire la même chose que pour l'immunité, soit d'exiger la majorité qualifiée. Le Bureau unanime a décidé de retenir la majorité qualifiée pour les deux cas de manière à ne pas compliquer les choses pour des procédures très rares.

A l'article 39 LOCEA, il s'agit de remplacer la référence à la «loi portant règlement du Grand Conseil».

On notera que la LOCEA fait aussi l'objet d'un projet spécifique de mise en œuvre de la Constitution avec lequel il y a lieu de se coordonner.

Art. 200

Il s'agit de modifications rédactionnelles, notamment pour remplacer la référence à la «loi portant règlement du Grand Conseil».

Art. 203

Historiquement, le recours à un décret de portée générale a été nécessité par l'absence d'une forme correspondant à l'ordonnance parlementaire. Il est maintenant possible de prévoir cette forme.

Annexe

Les commentaires ont été faits en relation avec les articles 157 et suivants.

5. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

5.1 Comme il reprend pour l'essentiel l'organisation et le fonctionnement actuels du Grand Conseil et met en œuvre de nouvelles institutions imposées par la Constitution, le projet n'entraîne par lui-même guère de dépenses nouvelles sous réserve de l'indexation au coût de la vie des indemnités et de la prise en compte des contributions sociales à payer sur certaines des indemnités qui sont considérées comme un revenu soumis à contribution par les assurances sociales.

5.2 a) L'augmentation des montants par rapport à ceux de 2001 pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie (5%), après l'arrondissement des montants, aurait coûté environ 62 000 francs si l'on était resté à un parlement de 130 membres, mais le passage à 110 députés prévu par la Constitution va finalement entraîner une baisse de dépenses pour ce poste d'environ 44 000 francs.

b) Le paiement des contributions sociales sur les indemnités considérées comme un revenu soumis à contribution par les assurances sociales devrait coûter environ 90 000 francs par an à l'Etat (part d'employé calculée dans l'augmentation des indemnités, part d'employeur et participation aux frais administratifs). Le paiement des contributions sociales est une dépense liée résultant de la législation fédérale.

c) Un supplément de dépenses négligeable, probablement moins de 1000 francs par an, résultera de l'octroi de l'indemnité de frais aux députés non membres d'un groupe parlementaire (art. 164 al. 2).

5.3 a) L'usage des nouveaux instruments introduits par la Constitution (mandat et veto) va entraîner une augmentation des dépenses liées au fonctionnement des commissions et, par conséquent, de la charge de travail du Secrétariat.

b) La possibilité de déposer des instruments parlementaires hors session et le traitement des motions populaires augmenteront aussi la charge de travail du Secrétariat.

c) Cette augmentation de la charge de travail, conjuguée aux besoins de renforcement déjà existants, est prise en compte dans la demande d'un demi-poste supplémentaire de secrétaire au Secrétariat du Grand Conseil pour le budget 2007.

6. AUTRES CONSÉQUENCES

Au vu de ce qui précède, le projet n'est soumis à aucun référendum financier. Comme toute loi, il est par contre soumis au référendum législatif facultatif.

Pour le reste, le projet n'a aucune influence sur la répartition des tâches État-communes. Dans la mesure où il met en œuvre des dispositions constitutionnelles ayant reçu l'approbation fédérale et qu'il concerne l'organisation et le fonctionnement des autorités, il ne soulève aucun problème sous l'angle de sa conformité au droit fédéral et de son eurocompatibilité.

BOTSCHAFT Nr. 265 15. Mai 2006 des Büros des Grossen Rates an den Grossen Rat zum Entwurf für ein Grossratsgesetz (GRG)

1. NOTWENDIGKEIT DES ENTWURFS UND VERLAUF DER ARBEITEN

1.1 Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs

Die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV; SGF 10.1) bringt verschiedene Neuerungen bei der Zusammensetzung, der Organisation und der Arbeitsweise des Grossen Rates, daneben führt sie Änderungen bei den Volksrechten und der Verteilung der Zuständigkeiten zwischen den Gewalten ein. Artikel 151 Abs. 1 KV bestimmt: «Die neuen Regeln über den Grossen Rat, insbesondere jene über sein Sekretariat (Art. 97), finden im Hinblick auf die Legislaturperiode 2007–2011 Anwendung.».

Mit dem beiliegenden Entwurf wird die Mehrzahl dieser Neuerungen umgesetzt. Es berücksichtigt auch die Auswirkungen von anderen Neuerungen der Verfassung auf die Arbeitsweise des Grossen Rates, unter der Voraussetzung, dass diese Neuerungen am 1. Januar 2007 gelten. Eine ausführlichere Darstellung all dieser Fragen befindet sich weiter unten unter Ziffer 3.

Mit dem Entwurf wird auch zwei Motionen, die der Grosse Rat 2005 angenommen hat (Motion 081.04 Gilles Schorderet; Motion Nr. 103.05 Benoît Rey; siehe unten Ziffer 2) und einigen Anträgen zur Änderung des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates (GRRG; SGF 121.1) Folge gegeben, die 2004 von der «Kommission für eine Parlamentsreform» und den Fraktionsvorsitzenden beschlossen wurden.

Angesichts der Zahl und des Ausmasses der Änderungen wird das GRRG durch ein neues Gesetz ersetzt. Das Büro hat ausserdem darauf verzichtet, die Gesetzgebung über den Grossen Rat in ein Gesetz und eine Parlamentsverordnung aufzuspalten, da es der Meinung war, für die Mitglieder des Grossen Rates sei es einfacher, nur in einem Text nachschlagen zu müssen.

1.2 Vorarbeiten

1.2.1 Leitungsausschuss (COPIL-24)

Laut Bericht Nr. 170 des Staatsrats vom 15. November 2004 an den Grossen Rat über die Umsetzung der neuen Kantonsverfassung (TGR 2004 S. 1716 ff.) bildet die Ausarbeitung der Gesetzgebung über den Grossen Rat das «Projekt 24», für das angesichts des Gegenstands das Büro des Grossen Rates zuständig ist.

Das Büro hat deshalb Anfang 2005 die Definition des Projekts und das Planungsblatt des «Projekts 24» verabschiedet und einen Leitungsausschuss ernannt, der sich wie folgt zusammensetzt:

- *Georges Godel*, Grossrat, Vizepräsident des Grossen Rates, Präsident des COPIL-24;
- *René Aebischer*, (damaliger) Staatskanzler und 1. Sekretär des Grossen Rates;
- *Gérard Vaucher*, (damaliger) Vizekanzler und 2. Sekretär des Grossen Rates;
- *Denis Loertscher*, Vorsteher des GeGA und Projektleiter für die Umsetzung der Verfassung;
- *André Schoenenweid-Butty*, Projektleiter;

dazu sind im Juni 2005 gekommen:

- *Danielle Gagnaux*, Staatskanzlerin;
- *Monica Engheben*, Generalsekretärin des Grossen Rates.

In der Sitzung vom 15. Februar 2005 verzichtete der Staatsrat darauf, eines seiner Mitglieder in den Leitungsausschuss COPIL-24 zu delegieren, weil er der Meinung war, er sei durch den damaligen Kanzler, die neue Kanzlerin und den Vizekanzler ausreichend vertreten.

Der COPIL-24 hielt 20 Sitzungen ab, in denen rund 50 vom Projektleiter verfasste Arbeitsdokumente geprüft wurden. Aus dem Leitungsausschuss wurde mit dem Einverständnis des Büros das Organ zur Vorprüfung der Vorentwürfe, die vom Projektleiter verfasst wurden. Als Ergebnis dieser Arbeiten hat der COPIL-24 dem Büro des Grossen Rates Anfang Januar 2006 einen Vorentwurf für ein Gesetz und einen Vorentwurf für eine Verordnung zusammen mit einem erläuternden Bericht, verschiedenen Grafiken und einer Konkordanztafel zum GRRG zugestellt.

Es sei noch darauf hingewiesen, dass die Definition des Projekts folgende wichtige Grenze enthielt: «Angesichts der Fristen, die eingehalten werden müssen, werden die gegenwärtigen Lösungen grundsätzlich übernommen, und die Zahl der Sessionen und das gegenwärtige System der Kommissionen werden nicht in Frage gestellt».

Ausserdem machte die Sicherheits- und Justizdirektion geltend, es sei zu früh, um die grundsätzliche Reform der richterlichen Gewalt (insbesondere die Einsetzung des Justizrats und die Zusammenlegung von Kantonsgericht und Verwaltungsgericht), die der Grosse Rat 2007 verabschieden muss, zu berücksichtigen.

1.2.2 Büro des Grossen Rates

Bei der Verabschiedung dieses Entwurfs ist das Büro in zwei Etappen vorgegangen:

Von Ende Januar bis Anfang März 2006 hat das Büro die Dokumente, die ihm vom COPIL-24 überwiesen wurden, in zehn Sitzungen (darunter 8 besondere halbtägige Sitzungen) geprüft. Die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten haben mit beratender Stimme an den Arbeiten des Büros teilgenommen, so dass zum Text, der mit der Hilfe des Projektleiters erarbeitet wurde, ein breiter politischer Konsens herrscht. Das Büro hat das für die Prüfung von Gesetzgebungsentwürfen übliche Verfahren angewendet und so drei Lesungen durchgeführt, bevor es am 3. März 2006 seinen Vorentwurf verabschiedet hat. Dieser Vorentwurf wurde dem Staatsrat vom 6. März bis zum 4. Mai 2006 zur Stellungnahme unterbreitet. Er wurde ausserdem dem Kantonsgericht, dem Verwaltungsgericht, der Oberamtmännerkonferenz und den ständigen parlamentarischen Kommissionen unterbreitet, damit sie sich im Wesentlichen zu gewissen Bestimmungen, die sie besonders betreffen, äussern konnten.

In einer zweiten Etappe hat das Büro die Stellungnahmen dieser Behörden, die Bemerkungen, die es direkt von der kantonalen Aufsichtsbehörde über den Datenschutz und vom Amt für Gesetzgebung erhalten hatte, und die Vorschläge des Projektleiters, mit denen diesen Stellungnahmen und Bemerkungen Folge geleistet wurde, in zwei ausserordentlichen Sitzungen am 11. und am 15. Mai 2006 geprüft; an der letzten Sitzung war auch Staatsratspräsident Claude Grandjean anwesend.

2. BEHANDELTE MOTIONEN

2.1 Motion Nr. 081.04 Gilles Schorderet

Mit der Motion, die er am 16. Dezember 2004 eingereicht und begründet hat (*TGR* 2004 S. 1870; Antwort des Büros vom 21.6.05, *TGR* 2005 S. 703), beantragte Grossrat Gilles Schorderet, das Gesetz über das Reglement des Grossen Rates sei in dem Sinn zu ändern, dass das Ergebnis jeder Abstimmung nach Namen dargestellt und veröffentlicht wird. Er war der Meinung, dass die Freiburger Wählerinnen und Wähler das Recht haben zu wissen, wie die von ihnen Gewählten über die verschiedenen Geschäfte, die im Grossen Rat behandelt wurden, abgestimmt haben; Grossrat Schorderet ist überzeugt, dass jede Grossrätin und jeder Grossrat sein Abstimmungsverhalten rechtfertigen und vor der Bevölkerung mit Argumenten darlegen kann.

Diese Motion wurde am 24. Juni 2005 erheblich erklärt und «dem Leitungsausschuss überwiesen, der sie in die Revision des GRRG aufnehmen wird» (*TGR* 2005 S. 787).

Der Entwurf gibt dieser Motion insbesondere in den Artikeln 86 Abs. 1 Bst. a, 129 und 130 Folge.

2.2 Motion Nr. 103.05 Benoît Rey

Mit der Motion, die er am 24. Juni 2005 eingereicht und begründet hat (*TGR* 2005 S. 807; Antwort des Büros vom 28.10.05, *TGR* 2005 S.1831), beantragte Grossrat Benoît Rey, das Gesetz über das Reglement des Grossen Rates so zu ändern, dass die gegenwärtige Fachkommission für die auswärtigen Angelegenheiten in eine ständige Kommission mit 11 Mitgliedern umgewandelt wird.

Die Motion wurde am 13. Dezember 2005 erheblich erklärt und dem Leitungsausschuss 24 überwiesen, damit er die Motion bei seinen Arbeiten berücksichtige (*TGR* 2005 S. 1830).

Der Entwurf gibt dieser Motion insbesondere in den Artikeln 12 Bst. b, 13 Abs. 1 und 15 Folge.

3. WICHTIGSTE NEUERUNGEN

A) Wie unter Ziffer 1.1 erwähnt besteht das Hauptziel des Entwurfs darin, die Bestimmungen **der neuen Verfassung**, die die Organisation und die Arbeitsweise des Grossen Rates ändern, umzusetzen.

a) Laut Blatt 24 der Arbeiten zur Umsetzung der neuen Verfassung, muss dieser Entwurf **die Umsetzung der Artikel** 89 Abs. 2, 91 Abs. 1, 93, 96 Abs. 1 und 4, 98, 99 Abs. 3, 104/151 KV sicherstellen.

Es geht konkret um folgende Fragen:

- die Fälle und das Verfahren bei der **Aufhebung der Immunität** (Art. 89 KV) [Art. 167f. des Entwurfs];
- die **Form der Erlasse des Grossen Rates** (Abschaffung des Dekrets allgemein verbindlicher Natur und Einführung der Parlamentsverordnung, Art. 91 Abs. 1 KV) [Art. 84 f. des Entwurfs];
- die Delegation von Gesetzgebungskompetenzen mit einem **Vetorecht** des Grossen Rates (Art. 93 KV) [Art. 172 ff. des Entwurfs];
- die Erhöhung der Zahl von Mitgliedern, die nötig ist, um eine ausserordentliche **Session** des Grossen Rates einzuberufen (ein Fünftel [=22] gemäss Art. 96 Abs. 1 Bst. b KV, gegenüber bisher zwanzig Mitgliedern) [Art. 103 des Entwurfs];
- das **Quorum** für die Beratungen des Grossen Rates (Art. 96 Abs. 4 KV) [Art. 120 f. des Entwurfs];
- der **Auftrag** als neue Art von parlamentarischem Vorstoss, mit dem in den Zuständigkeitsbereich des Staatsrats eingegriffen werden kann (Art. 98 Abs. 1 KV) [Art. 79 f. des Entwurfs];
- das **parlamentarische Referendum** (Art. 99 Abs. 3 KV) [Art. 50 des Entwurfs];
- die Ausübung der **Oberaufsicht** (Art. 104) [Art. 14, 16, 89, 177 ff., 184 Abs. 1, 187 und 188 des Entwurfs].

b) Andere Neuerungen der Verfassung, die direkt anwendbar sind oder mit anderen Projekten zur Umsetzung geregelt werden, können ebenfalls einen Einfluss auf die Organisation und die Arbeitsweise des Grossen Rates haben; es sind dies hauptsächlich:

- das Einsichtsrecht in amtliche Dokumente (Art. 19 Abs. 2 KV);
- die Volksrechte (Referenden, Art. 46 Abs. 1 Bst. b KV) und das Petitionsrecht (Art. 25 KV);
- die **Volksmotion** (Art. 47 KV);
- der ausgeglichene Voranschlag (Art. 83 KV);
- die Verpflichtung der Mitglieder des Grossen Rates, ihre **besonderen Bindungen** zu öffentlichen oder privaten Interessen publik zu machen (Art. 88 Abs. 2 KV);
- die neue Regelung der **dringlich erklärten Erlasse**, gegen die gegebenenfalls nach dem Inkrafttreten das Referendum ergriffen werden kann (Art. 92 KV);

- die **Verminderung der Zahl der Grossrätinnen und Grossräte** von 130 auf 110 (Art. 95 Abs. 1 KV);
- die **Trennung des Sekretariats** des Grossen Rates von der Staatskanzlei (Art. 97 KV; die Trennung wurde mit dem Gesetz vom 19.11.2004, das am 1.6.2005 in Kraft getreten ist, verwirklicht);
- die Aufteilung der Zuständigkeiten bei den auswärtigen Angelegenheiten (Art. 100 und 114 KV);
- die jährliche Information über den Stand des Legislaturprogramms (Art. 109 Abs. 1 KV);
- die Massnahmen bei ausserordentlichen Umständen und die allfällige Genehmigung (Art. 117 KV);
- die Reformen der richterlichen Gewalt (Art. 124 ff. KV).

Einige von diesen Änderungen werden erst *nach dem Inkrafttreten des Grossratsgesetzes* umgesetzt. Das gilt vor allem für die Bestimmungen über die richterliche Gewalt und über die Information und den Zugang zu den amtlichen Dokumenten (einschliesslich der Deklaration und der Veröffentlichung von besonderen Bindungen).

Die Änderungen, die gleichzeitig mit dem Grossratsgesetz in Kraft treten müssen, im Wesentlichen handelt es sich um die Ausübung der politischen Rechte und die Arbeitsweise des Staatsrats, werden schon jetzt intensiv koordiniert; diese Koordination muss während der Parlamentsarbeit zur Verabschiedung dieser verschiedenen Erlasse fortgesetzt werden.

B) Im Entwurf werden auch **die jüngste Entwicklung der Arbeitsweise des Grossen Rates** (elektronische Infrastruktur, Rolle des Büros, Trennung von Sekretariat des Grossen Rates und Staatskanzlei) berücksichtigt und einige Bestimmungen korrigiert, die dem Sessionsrhythmus und den sich daraus ergebenden Fristen nicht angepasst wurden. Die Mehrzahl dieser Änderungen entspricht den noch hängigen Anträgen der «Kommission für eine Parlamentsreform».

C) Der COPIL-24 und das Büro hatten im Vorentwurf vom März 2006 etwas zurückhaltend Bestimmungen über **die parlamentarische Initiative** erlassen, die als «Zwillings»vorstoss zur Motion gedacht war; mit der parlamentarischen Initiative hätte eine parlamentarische Kommission und nicht der Staatsrat beauftragt werden können, einen Erlassentwurf auszuarbeiten. Dieser Vorstoss, der auf Verlangen der «Kommission für Parlamentsreform» geregelt werden sollte, wurde vom Staatsrat in seiner Stellungnahme heftig bekämpft, insbesondere auf Grund des Wortlauts von Artikel 111 Abs. 1 KV und der praktischen Schwierigkeit für ein Milizparlament, selbst Vorbereitungsarbeiten in einem Gesetzgebungsverfahren auszuführen. Eine knappe Mehrheit des Büros liess sich von letzterem Argument überzeugen, so dass auf die Einführung dieses parlamentarischen Vorstosses verzichtet wurde.

4. GRUNDZÜGE DES ENTWURFS

Die Artikelnummern verweisen auf den Entwurf, wenn nicht etwas anderes angegeben wird.

Art. 1 *Gegenstand und Geltungsbereich*

Im Entwurf werden die Bestimmungen der Verfassung (insbesondere über die Zusammensetzung und die Zuständigkeiten des Grossen Rates) nicht wiedergegeben; mit ihm soll die Ausführung sichergestellt werden.

So werden die Zahl der Mitglieder des Grossen Rates und das Quorum im Vorentwurf nicht ausdrücklich erwähnt, obwohl sie in einigen Bestimmungen stillschweigend enthalten sind, z. B. bei der Mindestzahl der Mitglieder, die für die Bildung einer Fraktion nötig sind (Art. 25), oder beim Verfahren bei fehlendem Quorum (Art. 121).

Manchmal mussten trotzdem Verfassungsbestimmungen teilweise übernommen werden, damit sie näher ausgeführt werden konnten (z. B. Art. 79 Abs. 1 oder 103).

Art. 3 ff. *Büro*

Die Zusammensetzung des Büros wurde ausführlich geprüft; die folgenden Erwägungen dienten dabei als Grundlage.

Seit einigen Jahren spielt das Büro eine wichtigere Rolle als in der Vergangenheit. Die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten nehmen an fast allen Sitzungen teil; sie hätten dort eigentlich nur beratende Stimme, aber in den meisten Fällen stimmen sie auch ab. Ausserdem hat die Rolle der Stimmzählerinnen und Stimmzähler bei den Sitzungen mit der Einführung der elektronischen Abstimmung spürbar an Bedeutung verloren, so dass es sich lohnt zu prüfen, ob sie im Büro anwesend sein müssen, um die Sitzungen vorzubereiten. Schliesslich wird es mit der Verminderung der Zahl der Mitglieder des Grossen Rates nötig, dass man die Zusammensetzung aller Organe des Grossen Rates überprüft.

Im Entwurf wird schliesslich die geltende Praxis festgeschrieben, nämlich die Teilnahme der Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten mit beratender Stimme und der Möglichkeit, sich im Verhinderungsfall vertreten zu lassen. Mit dieser Regelung werden die Information der Fraktionen und eine effiziente Vorbereitung der Beratungen gefördert. Die Beibehaltung der Stimmzählerinnen und Stimmzähler im Büro stellt eine gewisse Vertretung der Fraktionen im Verhältnis zu ihrer zahlenmässigen Stärke sicher und verhindert, dass bei der konstituierenden Sitzung noch eine Wahl mehr durchgeführt werden muss.

Art. 6 ff. *Präsidentin oder Präsident*

Die Amtsdauer der Präsidentin oder des Präsidenten wird nicht mehr in der Verfassung bestimmt. Sie wird im Entwurf auf ein Jahr beschränkt, mit einer kleinen Ausnahme für den Fall, dass die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident die Präsidentin oder den Präsidenten auf die Dauer vertreten muss; diese Lösung orientiert sich an Artikel 21 Abs. 2 SVOG. Die Präsidentin oder der Präsident muss einige Zuständigkeiten, die ihm das GRRG verlieh, zugunsten des Büros abgeben.

Art. 9 ff. *Kommissionen*

In diesen Artikeln werden die geltenden Grundsätze übernommen; die folgenden Änderungen bleiben vorbehalten.

1. Terminologie

- Als *ordentliche* Kommissionen (Art. 10 Abs. 2) werden die Kommissionen bezeichnet, die für die Behandlung eines bestimmten Geschäfts ernannt werden und zurzeit nichtständige Kommission (Art. 40 Abs. 1 und 41 Abs. 2 und 3 GRRG) heissen.
- Die *Fachkommissionen* (Art. 10 Abs. 3) entsprechen den heutigen nichtständigen Kommissionen, die vom

Grossen Rat für eine Legislaturperiode eingesetzt werden (Art. 40 Abs. 2 GRRG).

Zurzeit gibt es die Kommission für Strassen und Wasserbau, die Kommission für Gemeindegemeinschaften und die Kommission für auswärtige Angelegenheiten, die alle elf Mitglieder zählen.

2. Zusammensetzung

Wenn man die Zahl der Mitglieder der Kommissionen im Verhältnis zur Verminderung der Zahl der Mitglieder des Grossen Rates herabsetzt, kommt man auf 84,62% der jetzigen Zahlen (110/130), was genau der Verminderung von 13 auf 11 und ungefähr derjenigen von 11 auf 9 Mitglieder entspricht.

Das Büro ist jedoch der Meinung, dass in den Kommissionen – wollen sie ihre Vorbereitungsarbeiten effizient erfüllen – alle wichtigen Meinungen, Regionen und politischen Kräfte im Grossen Rat vertreten sein müssen (siehe Art. 26 Abs. 1) und dass eine Verminderung der Mitglieder diesem Ziel zuwiderliefe. Deshalb wurden im Entwurf die gegenwärtigen Zahlen beibehalten (Art. 13 Abs. 1 und 20 Abs. 1).

Die Mitgliederzahl der *ständigen Kommissionen* bleibt bei sieben, ausser bei der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission (FGK) und bei der Kommission für auswärtige Angelegenheiten (KAA), wo sie höchstens dreizehn beträgt (Art. 13 Abs. 1); der Grosse Rat beschliesst an der konstituierenden Sitzung die genaue Zahl für die Legislaturperiode (Art. 43 Abs. 3 Bst. b). Das Büro wollte so einen gewissen Handlungsspielraum lassen, mit dem die tatsächliche Zahl der Fraktionen berücksichtigt werden kann.

Zurzeit zählt die FGK fünfzehn Mitglieder (das sind zwei pro Direktion des Staatsrats plus eine Person) und die KAA elf (dadurch kann man Ersatzleute in den interparlamentarischen Kommissionen, in denen sieben Vertreter pro Kanton verlangt werden, haben. Art. 5 der Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland, SGF 121.4).

Die Mitgliederzahl der ordentlichen Kommissionen und der Fachkommissionen wurde auf höchstens elf festgelegt (Art. 20 Abs. 1).

Es sei noch darauf hingewiesen, dass die Fachkommissionen vom Büro ernannt werden und dass ihre Amtsdauer weniger lang als eine Legislaturperiode sein kann (Art. 10 Abs. 3). Da ausserdem die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten volle Mitglieder des Büros sind, wird im Entwurf die Möglichkeit, im Grossen Rat gewisse ordentliche oder Fachkommissionen zu wählen, nicht mehr vorgesehen; zurzeit ist dies laut dem Artikel 41 Abs. 3 GRRG noch möglich.

Auf Verlangen des Staatsrats und des Sekretariats hat das Büro die Frage der Vertretung der Kommissionsmitglieder eingehend geprüft. Es hat folgende Lösung gewählt:

a) Für die *ständigen Kommissionen und die Fachkommissionen*: keine Vertretung. Die Bestimmungen über die Abwesenheiten (Art. 54) sind anwendbar (Abwesenheit bei einem vorübergehenden Hinderungsgrund und Rücktritt bei einer dauerhaften Verhinderung).

b) Für die *ordentlichen Kommissionen*: Ein Mitglied kann sich vertreten lassen, aber es tritt damit endgültig aus der Kommission aus, da der Auftrag dieser Kom-

missionen relativ kurz ist und damit Verwaltungsprobleme verbunden sind. Diese Bestimmung wird im Artikel 20 Abs. 3 ausdrücklich erwähnt. Die Bestimmungen über die Abwesenheit (Art. 54) gelten, wenn ein Mitglied verhindert ist und sich nicht endgültig vertreten lassen will.

Zur Erinnerung: Eine zeitweise Vertretung der Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten an den Sitzungen des Büros ist zulässig (Art. 3 Abs. 2); die Stimmzählerinnen und Stimmzähler werden hingegen wie die Mitglieder der ständigen Kommissionen behandelt.

Art. 14 Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

In diesem Artikel werden die geltenden Vorschriften etwas rationeller zusammengefasst. Der Buchstabe b von Absatz 1 ist teilweise neu: der massgebliche Betrag wird auf 1,5 Millionen erhöht, und es wird darauf hingewiesen, dass es sich um einen Bruttobetrag handelt. In Absatz 2 wird ausserdem formell die Möglichkeit eingeführt, dass ein anderes Organ des Grossen Rates von der FGK eine Stellungnahme verlangen kann.

Art. 15 Kommission für auswärtige Angelegenheiten

Mit diesem Artikel wird der Motion 103.05 Benoît Rey Folge gegeben (s. oben Ziff. 2.2). In Artikel 15 Abs. 3 wird einerseits auf das interkantonale Recht, das sich zurzeit in voller Entwicklung befindet, und andererseits auf die künftige Spezialgesetzgebung über die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen verwiesen, die im September 2005 mit einer Motion/parlamentarischen Initiative verlangt wurde (119.05, TGR 2005 S. 1379). Die Ernennung der Vertreterinnen und Vertreter des Kantons in einer interkantonalen Aufsichtskommission durch den Grossen Rat (Art. 15 Abs. 5) bildet eine Neuerung, die auf Grund der Bedeutung dieser Funktion gerechtfertigt ist, die künftig noch zunehmen dürfte.

Art. 16 Justizkommission

Wie oben erwähnt ist es nicht möglich, die grundlegende Reform der richterlichen Gewalt, die die neue Verfassung mit sich bringt, vorwegzunehmen. Der Entwurf beschränkt sich deshalb darauf, die geltende Situation bis auf eine Ausnahme zu übernehmen: In Buchstabe e von Absatz 1 wird für die parlamentarischen Anfragen, die den Justizbereich betreffen, auf die neuen Bestimmungen der Artikel 77 Abs. 2 und 78 Abs. 2 hingewiesen. Diese Frage und die (vorübergehende) Zuständigkeit der Justizkommission werden bei den Artikeln 77 f. kommentiert.

Art. 21 ff. Arbeitsweise der Kommissionen

Diese Bestimmungen, die für alle Arten von Kommissionen gelten, entsprechen der gegenwärtigen Praxis. Die Rolle des Sekretariats wird ein bisschen genauer umschrieben (Art. 22), und neu wird vorgeschrieben, dass ein ergänzender schriftlicher Bericht eingereicht werden muss, wenn ein Mehrheits- oder ein Minderheitsantrag die Schätzung der Folgen des diskutierten Entwurfs in bedeutendem Mass verändert (Art. 24 Abs. 3).

Art. 25 f. Fraktionen

a) Die geltende Regelung muss präzisiert werden, damit die durch die jüngste Entwicklung aufgeworfenen Fragen beantwortet werden können, insbesondere bei einem Parteiwahlwechsel von Mitgliedern, die nach dem Proporzsystem

gewählt wurden (s. Anfrage Stocker 898.05 vom 11.11.2005 und die Antwort des Staatsrats vom 31.1.2006, TGR 2006 S. 335 f.).

Die Bestimmungen über die Bildung der Fraktionen wurden grundlegend geändert, in dem Sinn, dass gewisse Fraktionen von Amtes wegen gebildet werden, während die übrigen in der konstituierenden Sitzung anerkannt werden müssen. Das System bleibt dann während der ganzen Legislaturperiode stabil, weil es die Zusammensetzung der ständigen Kommissionen und des Büros und in der Praxis die Wahlen und Ernennungen im Grosse Rat beeinflusst. Im Artikel 25 Abs. 5 werden die Konsequenzen aus einem allfälligen Parteiwechsel festgelegt.

Der Ausdruck «Wählerinnen- und Wählergruppe» in Artikel 25 Abs. 1 wurde aus dem Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte (SGF 115.1) und aus dem Gesetz über die finanzielle Beteiligung des Staates an Wahlkampfkosten (BWKG; SGF 115.6) übernommen.

Die Bildung von Fraktionen von Amtes wegen, die man auch in anderen Kantonen kennt, hat den Zweck zu verhindern, dass die Mitglieder einer politischen Partei sich nach den Wahlen in mehreren Fraktionen organisieren, um so zusätzliche Sitze im Büro und in den Kommissionen zu erlangen. Genauso wenig können die Mitglieder, die auf den Listen derselben Wählerinnen- und Wählergruppe gewählt wurde, sich in verschiedene Fraktionen aufteilen, wenn diese Wählerinnen- und Wählergruppe in mehreren Wahlkreisen präsent ist. Hingegen würde es dem Zweck von Artikel 25 Abs. 1 nicht widersprechen, wenn eine von Amtes wegen gebildete Fraktion aus Mitgliedern, die auf der Liste einer Wählerinnen- und Wählergruppe gewählt wurden (z. B. Personen, die verschiedenen politischen Parteien angehören, wenn diese Parteien in einem bestimmten Wahlkreis keine Liste einreichen), vor der konstituierenden Session ihre Auflösung bekannt geben, damit die gewählten Mitglieder zur Fraktion ihrer jeweiligen Partei stossen können.

b) Bei der Mindestzahl von Mitgliedern des Grossen Rates, die nötig ist, um eine Fraktion zu bilden, entschied sich die grosse Mehrheit des Büros dafür, dass diese weiterhin fünf beträgt, um eine Verzettelung zu verhindern, die der effizienten Arbeitsweise des Grossen Rates kaum zuträglich wäre. Mathematisch gesehen entspricht die Verminderung der Zahl der Grossrätinnen und Grossräte folgenden Prozentsätzen: zurzeit 5/130 Grossrätinnen/Grossräten = 3,85%. Im neuen Grosse Rat: 5/110 = 4,55% und 4/110 = 3,64%.

Art. 27 f. Stimmzählerinnen und Stimmzähler

Nachdem das Büro lange über die Entwicklung dieser Funktion und über die daraus zu ziehenden Konsequenzen nachgedacht hat, hat es sich dafür entschieden, die bestehende Situation, sowohl was die spezifische Funktion der Stimmzählerinnen und Stimmzähler als auch ihre Mitarbeit im Büro anbelangt, beizubehalten.

In Artikel 28 Abs. 4 wird die geltende Praxis bestätigt, nach der die Stellvertreterinnen und Stellvertreter beigezogen werden, um die Auszählung bei komplizierten Abstimmungen zu beschleunigen.

Art. 29 ff. Sekretariat

Der Entwurf übernimmt mit minimalen redaktionellen Änderungen, die Bestimmungen, die 2005 eingeführt wurden. Die einzige Neuerung stellt die Aufzählung der Stabsaufgaben in Artikel 30 dar.

Art. 39 ff. Konstituierende Session

Über diesen Abschnitt wurde bei den Vorbereitungsarbeiten lang diskutiert; er enthält mehrere Anträge zur Änderung der bestehenden Situation.

- Zusammensetzung des provisorischen Büros und der besonderen Validierungskommission (Art. 40 und 42);
- kurzer schriftlicher Bericht für die Validierung (Art. 42 Abs. 4);
- Vereidigung der Mitglieder, bevor die Handlungen weitergeführt werden (Art. 43 Abs. 2 Bst. c und 47 Abs. 1);
- Vereidigung, wenn nötig durch das Büro (Art. 45 Abs. 4).

Diese Änderungen berücksichtigen insbesondere die Tatsache, dass das Verwaltungsgericht seit 2001 Beschwerdebehörde gegen das Ergebnis der kantonalen Wahlen ist und dass die Streitfälle, über die der Grosse Rat allenfalls entscheiden müsste, lediglich die Fragen betreffen, ob gewisse Beamte in den Grosse Rat Einsitz nehmen dürfen (Art. 49 PRG) und ob ein Mitglied des Grossen Rates im Kreis, in dem es gewählt wurde, wohnen muss (Art. 48 Abs. 2 PRG); die letztere Frage könnte nach der Erheblichkeitsklärung der Motion 082.04 Monney/Rey (TGR 2005 S. 807) einen Teil ihrer Aktualität verlieren.

Im Entwurf wird darauf verzichtet, die Eidesformel oder die Formel des feierlichen Gelübdes, die im GRRG standen, wiederzugeben, sondern es wird auf die einschlägige Gesetzgebung verwiesen, d. h. das Dekret vom 7. März 1848 in Bezug auf den Eid der Staatsbeamten (SGF 129.1.1) und das Gesetz vom 27. November 1875, mit dem die Eidesformel in Anwendung von Artikel 49 Abs. 2 der Bundesverfassung vom 29. Mai 1847 geändert wurde (SGF 129.1.2).

Aus der Kombination der beiden Erlasse ergibt sich der Gebrauch der folgenden Formeln:

a) Für den Eid:

«Ich schwöre, treu zur Verfassung des Kantons Freiburg zu stehen, die Rechte und Freiheiten des Volkes und der Bürger zu achten, die Gesetze des Staates genau zu befolgen und meine Pflicht zuverlässig und gewissenhaft zu erfüllen, so wahr mir Gott helfe».

b) Für das feierliche Gelübde:

«Ich gelobe auf meine Ehre und mein Gewissen, treu zur Verfassung des Kantons Freiburg zu stehen, die Rechte und Freiheiten des Volkes und der Bürger zu achten, die Gesetze des Staates genau zu befolgen und meine Pflicht zuverlässig und gewissenhaft zu erfüllen».

Art. 47 ff. Stellung der Mitglieder des Grossen Rates

In diesem Kapitel wird eine Übersicht über die Stellung der Mitglieder des Grossen Rates gegeben; ein solcher Überblick fehlt zurzeit im GRRG. Es sei darauf hingewiesen, dass der Artikel 47 Abs. 3 Bst. d, der in Verbindung mit dem Artikel 54 gelesen werden muss, eine Lösung bringt, die unabhängig von der genauen Zahl der verpassten Sitzungen oder Sessionen ist.

Art. 50 Parlamentarisches Referendum

Der Hinweis auf den Artikel 99 Abs. 3 KV ändert nichts an der Tatsache, dass der Artikel 46 KV über das fakultative Referendum beim Inkrafttreten des Grossratsgesetzes noch nicht in Kraft ist; die Umsetzung von Artikel 46

KV ist Gegenstand des Projekts 13^{bis} zur Umsetzung der Kantonsverfassung; die entsprechenden Bestimmungen sollten gemäss Verfassung am 1.1.2009 in Kraft treten. In der Zwischenzeit gelten weiterhin die Bestimmungen von Artikel 28^{bis} der alten Verfassung (weshalb ein Referendum gegen einen Studienkredit von regionaler oder kantonaler Bedeutung ausgeschlossen ist).

Art. 55 ff. Verpflichtung zur Offenlegung der Interessenbindungen und Ausstand

Die Gesetzgebung über die Information und den Zugang zu den amtlichen Dokumenten, die sich in Ausarbeitung befindet, wird die Verfassungsbestimmungen über das Offenlegen und die Veröffentlichung von besonderen Bindungen umsetzen, die die Mitglieder des Grossen Rates und des Staatsrats sowie die Oberamtänner zu privaten und öffentlichen Interessen haben (Art. 88 Abs. 2 KV). Die Bestimmungen in diesem Entwurf verweisen vorzeitig auf diese künftige Gesetzgebung und bleiben deshalb bis zum Inkrafttreten dieser Spezialgesetzgebung hängig.

Im Entwurf wird materiell die gegenwärtige Situation beim Ausstand übernommen, die jedoch wegen der zahlreichen vorgesehenen Ausnahmen und dem fast vollständigen Fehlen von Sanktionen nur eine sehr beschränkte Wirkung hat. Man wird beim Erlass des künftigen Gesetzes über die Information prüfen müssen, ob die Bestimmungen über den Ausstand nicht zugunsten einer Praxis aufgegeben werden können, bei der die betreffenden Personen bei der Behandlung einfach auf die Interessen hinweisen müssen, die sie im konkreten Fall an die eine oder andere Person binden, die vom geprüften Erlass oder einem Entscheid profitieren würde.

Art. 59 ff. Parlamentarische Vorstösse

Ohne dass die bestehende Situation auf den Kopf gestellt wird, finden sich in diesem Kapitel doch einige Neuerungen:

- die Möglichkeit, Vorstösse ausserhalb der Sessionen einzureichen (Art. 60 Abs. 1, 3. Satz);
- die Regelung des Rückzugs (Art. 60 Abs. 2 und 3, 108 Abs. 2, 2. Satz);
- die Möglichkeit, dass der Staatsrat auf mehrere Vorstösse eine gemeinsame Antwort gibt (Art. 63);
- die Möglichkeit, dass der Staatsrat einem Vorstoss direkt Folge leistet (Art. 64) oder einen ergänzenden Entwurf einreicht (Art. 64 Abs. 2 und 66 Abs. 1);
- nähere Hinweise zum Verfahren bei der Aufteilung (Art. 73 Abs. 2 und 74 Abs. 2);
- der Auftrag (Art. 79) in der neuen Form nach Artikel 98 Abs. 1 KV;
- das Aufgeben von Bestimmungen zum Leistungsauftrag;
- die Eingabe; dieser Vorstoss deckt vor allem den Ordnungsantrag ab (Art. 82).

Wie oben erläutert wurde (Ziff. 3, Bst. C), hat das Büro die parlamentarische Initiative nicht weiterverfolgt.

Terminologie: Im Französischen erhielt «instrument» den Vorzug vor «intervention», um den formellen und schriftlichen Charakter dieser Gesuche zu unterstreichen und sie besser von der Wortergreifung bei den Beratungen zu unterscheiden.

Art. 64 f. Direkte Folge

Um einer Anforderung aus der Praxis zu entsprechen, führt der Entwurf die Möglichkeit ein, dass der Staatsrat, wenn er dem Antrag, der in einem parlamentarischen Vorstoss gemacht wurde, zustimmt, diesem Vorstoss direkt Folge gibt, das heisst, wie wenn dieser ihm nach einer Erheblicherklärung überwiesen worden wäre. Ausserdem kann der Staatsrat direkt einen Gegenentwurf einreichen, wenn er mit dem Antrag, der mit einem parlamentarischen Vorstoss gemacht wurde, ganz oder teilweise nicht einverstanden ist.

Wenn das Büro der Meinung ist, dass diese «Abkürzung» gerechtfertigt sei, sorgt es dafür, dass dieser Bericht oder dieser Entwurf des Staatsrats behandelt wird, indem es den Bericht dem Grossen Rat oder den Erlassentwurf einer Kommission zur Prüfung überweist. Es kann aber auch die Meinung vertreten, dass dieses Vorgehen verfrüht und unangemessen sei, und das ordentliche Verfahren der Erheblicherklärung anwenden.

Art. 66 und 70 Abs. 2 Motion als ausformulierter Entwurf und ergänzender Entwurf

Eine «ausformulierte» Motion muss oft noch ergänzt werden, damit sie allen Anforderungen im Bereich der Gesetzgebung gerecht wird. Die Verfasserinnen und Verfasser von Motionen beschäftigen sich mit Recht mehr mit dem Inhalt ihres Antrags und den politischen Auswirkungen als mit den Zwängen der Gesetzestechnik oder des inneren Zusammenhangs innerhalb der Gesetzgebung. In einem solchen Fall sieht das bisherige GRRG lediglich die Möglichkeit vor, einen Gegenentwurf einzureichen; diese Bezeichnung stimmt jedoch nicht, wenn der Staatsrat mit dem Inhalt der Motion einverstanden ist.

Um dieser Situation Rechnung zu tragen, wird in Artikel 70 Abs. 2 vorgeschrieben, dass die Motion in Form einer allgemeinen Anregung oder «als ausgearbeiteter Entwurf» formuliert werden kann, und in Artikel 66 wird der Begriff des ergänzenden Entwurfs eingeführt, der sich vom Gegenentwurf dadurch unterscheidet, dass es materiell keine Differenzen zwischen der Verfasserin oder dem Verfasser und dem Staatsrat gibt.

Der ergänzende Entwurf in diesem Sinn darf nicht mit der Möglichkeit des Staatsrats verwechselt werden, ausnahmsweise einen Entwurf, den er bereits eingereicht hat, zu ändern (Art. 191 Abs. 3).

Art. 77 f. Anfragen über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden

Das Mitglied des Grossen Rates, das Auskünfte über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden wünscht, verfügt gemäss dem Entwurf über zwei Möglichkeiten: die Anfrage an den Staatsrat oder die Eingabe an die Justizkommission, wobei der zweiten Möglichkeit der Vorzug gegeben werden soll (Art. 77 Abs. 2 und 78 Abs. 2).

Eine Anfrage an den Staatsrat ist beispielsweise dann angebracht, wenn sie die Tätigkeit der Polizei und der Justiz betrifft. Der Staatsrat ist jedoch oft in einer heiklen Situation, wenn er eine Anfrage beantworten sollte, die ausschliesslich die Tätigkeit der Gerichtsbehörden betrifft, auch wenn das Gesetz über die Gerichtsorganisation vorschreibt: «Der Staatsrat überwacht allgemein die Gerichtsverwaltung» (Art. 96 GOG, SGF 131.0.1).

Dieses neue Verfahren wurde vom Staatsrat und vom Verwaltungsgericht begrüsst, während die Justizkommission es nicht für die beste Lösung hält; sie weist insbesondere darauf hin, dass die Aufsicht über die richterliche Gewalt vom künftigen Justizrat ausgeübt werden sollte. Das Büro hat diese Neuerung beibehalten, da es der Meinung war, dass diese Lösung besser als die bestehende Situation sei und dass sie kurzfristig dem künftigen Justizrat übertragen werden könne.

Art. 79 f. Auftrag

1) In Artikel 79 Abs. 1 wird eine Bestimmung von Artikel 98 Abs. 1 KV übernommen, mit der eine Neuerung im Freiburger Recht eingeführt wird. Laut Verfassungsrat ist der Auftrag ein politisches Instrument, mit dem eine Diskussion in einem Bereich in der Zuständigkeit des Staatsrats ermöglicht wird und dem Grossen Rat in der Staatsführung wieder ein grösseres Gewicht gegeben werden soll. Dieser Vorstoss sollte es dem Grossen Rat ermöglichen, **dem Staatsrat eine zwingende Richtung vorzugeben**, damit die korrekte und pünktliche Anwendung der Bestimmungen in den Gesetzen gewährleistet ist (TVR 2002 S. 367; 2003 S. 299, 719 f.)

Der Auftrag **ist aber lediglich ein parlamentarischer Vorstoss**; er ist kein Gesetz.

Deshalb ist im Entwurf – wie im Bundesrecht – ausdrücklich festgehalten, dass der Auftrag die Aufgabenteilung oder andere Bestimmungen in einem Erlass auf Verfassungs- oder Gesetzesstufe nicht in Frage stellen sollte. Diese Erlasse werden nach einem Verfahren, bei dem die Volksrechte ausgeübt werden können, verabschiedet; dieses Verfahren steht über der Behandlung von parlamentarischen Vorstössen.

Ausserdem darf der Auftrag nicht dazu dienen, einen Entscheid nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) zu beeinflussen oder in Frage zu stellen. In einem solchen Fall befände man sich nicht mehr im Bereich der allgemeinen Politik oder der Staatsführung, sondern demjenigen der Anwendung der Gesetzgebung in einem individuellen und konkreten Fall; für die Aufsicht über diese Fälle ist wenn nötig die Verwaltungsgerichtsbarkeit zuständig.

Siehe dazu auch die Bundesgesetzgebung (Art. 120 Abs. 3 ParlG): «Unzulässig ist eine Motion, die auf eine in gesetzlich geordnetem Verfahren zutreffende Verwaltungsverfügung oder einen Beschwerdeentscheid einwirken will».

Da mit dem Auftrag Grundsätze der staatlichen Organisation berührt werden, wird in Artikel 80 eine *Mindestzahl von zehn Unterzeichnerinnen und Unterzeichnern* (Abs. 2) und, wenn der Staatsrat gegen die Erheblicherklärung ist, das *qualifizierte Mehr* (Abs. 3) im Grossen Rat gefordert.

In Neuenburg werden bei 115 Grossrätinnen und Grossräten 20 Unterschriften verlangt. In Solothurn werden die Auftragsgesuche von einer Kommission vorgeprüft.

Der Staatsrat kann allenfalls einem Auftrag in der Antwortfrist direkt Folge geben; in diesem Fall erlässt er die Bestimmungen oder trifft die gewünschten Massnahmen und macht einen Bericht über die Folge, die er dem Auftrag gegeben hat (Art. 64 Abs. 3).

2) Dieser neue Auftrag hat ein anderes, viel breiteres Ziel als der «Auftrag» nach Artikel 77a GRRG, mit dem nur «**Leistungsaufträge**» bezweckt werden. Im Entwurf

wird der Artikel 77a GRRG nicht übernommen; diese Bestimmung wird mit der Aufhebung des GRRG am 31.12.2006 verschwinden.

Das Dekret über die versuchsweise Einführung der Führung mit Leistungsauftrag (SGF 122.90.1) läuft grundsätzlich am 31.12.2006, gleichzeitig mit dem Inkrafttreten des Grossratsgesetzes aus. Die Finanzdirektion plant, dem Staatsrat zu beantragen, dieses Dekret um ein Jahr zu verlängern, wie das laut dem Dekret möglich ist, und es nachher allenfalls durch ein Gesetz zu ersetzen. Da es in der Zwischenzeit keinen neuen Leistungsauftrag mehr geben soll, hat sich die Finanzdirektion ausdrücklich damit einverstanden erklärt, dass der Artikel 77a GRRG aufgegeben wird.

Art. 83 Volksmotion

Die Volksmotion ist eine Neuerung, die in Artikel 47 KV eingeführt wird; er lautet wie folgt:

¹ 300 Stimmberechtigte können eine Motion zuhanden des Grossen Rates einreichen.

² Der Grosse Rat behandelt sie wie eine Motion eines seiner Mitglieder.

Dieses Mittel muss wie folgt geregelt werden:

– *In der Gesetzgebung über die Ausübung der politischen Rechte*: Fragen der Umsetzung, der zu beachtenden Form, des Einreichens der Unterschriften und der Bestätigung dieser Unterschriften.

Der COPIL-24 hat die ausgearbeiteten Anträge der ILFD unterbreitet, die im Rahmen des Projekts Nr. 13 die entsprechende Änderung des PRG vorbereitet. Das Verfahren für eine Volksmotion ist viel einfacher als dasjenige bei Volkswritten (bei denen eine erheblich grössere Anzahl Unterschriften verlangt wird): Alle unterzeichneten Listen werden in einem Mal beim Sekretariat des Grossen Rates eingereicht, und dieses organisiert dann die Prüfung der Unterschriften und zählt sie aus. Wenn die Volksmotion zustande gekommen ist, übermittelt das Sekretariat sie der Staatskanzlei (Art. 98 Abs. 3 und 109 Abs. 3 KV) für die Beantwortung durch den Staatsrat wie bei einer parlamentarischen Initiative.

– *In der Gesetzgebung über den Grossen Rat*: die Weiterbehandlung, d. h. die Prüfung der Zulässigkeit auf Grund der Antwort des Staatsrats und die allfällige Erheblicherklärung.

Der Grosse Rat stimmt über die Erheblicherklärung der Volksmotion ab; er braucht seinen Entscheid weder zu begründen noch den Verfassern der Motion besonders mitzuteilen, denn die Beratungen des Grossen Rats sind öffentlich, werden im Internet veröffentlicht und ins *TGR* aufgenommen. Die Verfasser äussern sich nicht im Grossen Rat. Unter diesem Gesichtspunkt befinden sich die Verfasser der Motion in der gleichen Situation wie die Verfasser einer Gesetzes- oder Verfassungsinitiative.

Art. 84 f. Form der Erlasse des Grossen Rates

In der neuen Verfassung (Art. 91 Abs. 1 KV) wird die Form der Erlasse des Grossen Rates festgelegt; dabei wird die geltende Typologie, insbesondere diejenige nach Artikel 62 GRRG aufgegeben. Damit verschwindet das Dekret allgemein verbindlicher Natur (zeitlich beschränkt gültige Gesetzesform), dafür gibt es neu die Parlamentsverordnung.

Da in Artikel 91 KV nicht näher festgelegt wird, was «rechtsetzende Bestimmungen» und «übrige Erlasse»

des Grossen Rates sind, werden im Entwurf die Gegenstände des Gesetzes und der Parlamentsverordnung definiert; des Weiteren wird versucht, die Beschlüsse des Grossen Rates, die die Form eines Dekrets annehmen müssen, zu umschreiben.

Es muss auf folgende Punkte hingewiesen werden:

- Die Gültigkeitsdauer eines Gesetzes kann zeitlich beschränkt werden (wie beim Bund).
- Eine Parlamentsverordnung untersteht nicht dem Gesetzesreferendum (Art. 46 Abs. 1 Bst. a KV *a contrario*).
- Die Genehmigung des Beitritts zu einem rechtsetzenden Vertrag durch den Grossen Rat muss die Form eines Gesetzes annehmen, ansonsten könnte gegen den Erlass kein Gesetzesreferendum ergriffen werden (Art. 46 Abs. 1 Bst. a KV *a contrario*).

Mit dem Verschwinden des Dekrets allgemein verbindlicher Natur (das eine Art Gesetz, dessen Gültigkeitsdauer zeitlich beschränkt war, bildete) wird es nötig, die Fälle, in denen das geltende Recht diese Form verlangt, zu regeln (siehe Schlussbestimmungen, insbesondere Art. 195).

Art. 86 f. Offizielles Tagblatt (TGR)

Im Entwurf wird die Motion Schorderet (siehe Ziff. 2.1 oben) über die Abstimmungen mit Namensergebnissen berücksichtigt (Art. 86 Abs. 1 Bst a). Er sieht vor, dass das TGR systematisch auf dem Internet veröffentlicht wird (Art. 87 Abs. 2; in Artikel 26 Abs. 5 GRRG beschränkt man sich zurzeit darauf zu sagen «kann verbreitet werden»), wobei der Schutz von heiklen Personendaten gewährleistet wird (Art. 87 Abs. 3).

In Artikel 51 Abs. 2 wird bestimmt, dass die Mitglieder des Grossen Rates die gedruckte Version von Amtes wegen erhalten, dass sie sich aber auf Wunsch auch mit der elektronischen Fassung zufrieden geben können, das heisst heutzutage mit einer PDF-Version.

Die Bestimmungen über das Protokoll der Beratungen befinden sich in den Artikeln 112 f., diejenigen über die Abstimmungen in den Artikeln 126 ff. und diejenigen über die verteilten Unterlagen in den Artikeln 88 ff.

Art. 88 ff. Information des Grossen Rates

In diesem Abschnitt werden die gegenwärtigen Bestimmungen und die Praxis in verschiedenen Punkten näher ausgeführt. Man muss insbesondere auf folgende Punkte hinweisen:

- Zugang zu den Protokollen und den Unterlagen der Kommissionen und des Büros (Art. 88 Abs. 2 und 3);
- Beschaffung von Informationen von Seiten des Staatsrats und der Verwaltung (Art. 89 Abs. 2);
- Massnahmen zur Einhaltung des Amtsgeheimnisses, wobei die Oberaufsicht und die Zuständigkeiten des Grossen Rates gewährt bleiben müssen (Art. 88 Abs. 3 und 89 Abs. 3 und 5, 99 und 100);
- Festschreiben der Praxis im Bereich der Amtssprachen (Art. 90).

In den **Beziehungen zum Staatsrat und zur Verwaltung (Art. 89)** muss man mehrere Ebenen unterscheiden:

- Informationen, die von der Präsidentin oder vom Präsidenten des Grossen Rates angefordert werden: Diese Person hat auf Grund der Verfassung einen breiten Zugang (Art. 98 Abs. 2 KV, auf den in Artikel 89 Abs. 4 des Entwurfs hingewiesen wird);
- Informationen, die zur Ausübung der Oberaufsicht notwendig sind: Sie müssen den Organen des Grossen Rates, die mit dieser Aufgabe beauftragt sind, von Amtes wegen und in ausreichendem Mass gegeben werden (Art. 89 Abs. 1, 14 Abs. 1, 16 Abs. 2 und Abs. 188);
- Informationen, die eine Kommission braucht, um die Prüfung eines Gegenstands, der im Grossen Rat beraten werden muss, vorzubereiten (Art. 9, 38 Abs. 2 und 89 Abs. 2);
- Informationen, die zur Amts- und Verwaltungshilfe gehören und die das Sekretariat des Grossen Rates in gleichem Mass wie eine Direktion erlangen kann (Art. 38 Abs. 1).

Es sei auf folgende 2 Einschränkungen hingewiesen:

- Im Entwurf wird der Fall des Mitglieds des Grossen Rates, das im Rahmen seiner parlamentarischen Tätigkeit *individuell* Informationen erlangen möchte, nicht geregelt. Wenn dieses Mitglied die gewünschten Informationen nicht erhält, muss es zu den parlamentarischen Vorstössen (insbesondere zur Anfrage) greifen, die Hilfe des Sekretariats des Grossen Rates verlangen oder eine Eingabe einreichen, mit der es die Präsidentin oder den Präsidenten bittet, vom verfassungsmässigen Recht auf Information über die Angelegenheiten, die den Grossen Rat betreffen, Gebrauch zu machen, wenn es durch den Gegenstand gerechtfertigt wird. Das künftige Gesetz über die Information dürfte den Zugang der Öffentlichkeit zu den Dokumenten der Verwaltung beträchtlich erleichtern, so dass die Mehrzahl der individuellen Gesuche von Grossrätinnen und Grossräten geregelt werden kann.
- Dieser Artikel gilt nur für die Abgabe von Informationen, die sich im Besitz der Verwaltung befinden. Um weitere Informationen einzuholen oder andere Leistungen zu verlangen, müssen der Grosse Rat und seine Organe den Weg über einen parlamentarischen Vorstoss oder das Einverständnis gemäss Artikel 37 Abs. 3 wählen.

Art. 90 Sprache

Der Entwurf behält die geltende Praxis des Grossen Rates bei den Sprachen bei:

- Jedes Mitglied kann sich in der Amtssprache seiner Wahl äussern (Art. 45 Abs. 2, 48 Abs. 2, 70 Abs. 2).
- Die Voten im Grossen Rat werden nicht übersetzt (das Büro hat ausdrücklich auf die Einführung einer Simultanübersetzung bei den Beratungen verzichtet); vor einer Abstimmung werden aber die Anträge und die Abstimmungsreihenfolge auf Verlangen übersetzt (Art. 127 Abs. 2).
- Das Sekretariat sorgt wenn nötig dafür, dass Unterlagen aus dem Grossen Rat oder seiner Organe sowie die parlamentarischen Vorstösse und deren Begründung übersetzt werden (Art. 90 Abs. 1).
- Die Unterlagen, die von einer Behörde oder einer Verwaltungseinheit des Kantons stammen und allen Mitgliedern des Grossen Rates verteilt werden, werden von der Behörde oder der Verwaltungseinheit in beiden Amtssprachen abgegeben; auf Verlangen werden weitere Unterlagen, die für die Oberaufsicht gebraucht werden, von den zu beaufsichtigenden Organen übersetzt (Art. 90 Abs. 2 und 3).

- Jedes Mitglied gibt dem Sekretariat an, in welcher Amtssprache es die Unterlagen erhalten will (Art. 51 Abs. 4).

Art. 91 ff. Information der Öffentlichkeit

Im Entwurf werden die Bestimmungen des GRRG und des Gesetzes über die Veröffentlichung der Erlasse (Art. 17 Abs. 3 VEG, SGF 124.1) vervollständigt; dabei liess man sich von den Grundsätzen der Verordnung vom 22. März 2005 über die Information der Öffentlichkeit über die Tätigkeit des Staatsrats und der Kantonsverwaltung (InfoV, SGF 122.0.51) leiten. Im Vorentwurf wurden auch einige Anträge der ausserparlamentarischen Kommission, die mit der Ausarbeitung eines Vorentwurfs für ein Informationsgesetz beauftragt wurde, aufgenommen; eine richtige Koordinierung mit dem künftigen Informationsgesetz ist zurzeit leider nicht möglich, da dieses erst in der nächsten Legislaturperiode verabschiedet wird.

Es sei auf folgende Punkte hingewiesen:

- Es wird auf die Rolle des Sekretariats, die in Artikel 91 erwähnt ist, bei den parlamentarischen Vorstössen hingewiesen (Art. 62).
- Die Medien haben grundsätzlich die Möglichkeit an geheimen Beratungen teilzunehmen, aber sie dürfen von den Beratungen keine Film- und Tonaufnahmen machen (Art. 117 Abs. 2).

Art. 97 ff. Amtsgeheimnis

1. Die Regelung des Amtsgeheimnisses im Parlament ist heikel. Einerseits sollte man in einem Parlament seiner Bestimmung gemäss frei über alle Gegenstände von öffentlichem Interesse beraten können und dazu die nötigen Informationen erhalten; deshalb gewährt die Verfassung grundsätzlich Immunität für Äusserungen vor dem Grosse Rat und dessen Organen (Art. 89 KV). Andererseits muss der Schutz der Persönlichkeit oder eines höheren öffentlichen oder privaten Interesses sichergestellt werden.

Der Entwurf versucht, diese Herausforderung anzunehmen; in den Artikeln 97 folgende werden der Gegenstand des Amtsgeheimnisses und die betreffenden Personen definiert; dabei wird der Rahmen, innerhalb dem eine interne Verbreitung im Grosse Rat zulässig ist, festgelegt und das Verfahren zur Aufhebung des Geheimnisses geregelt. Es werden ausserdem Massnahmen zur Form der Übermittlung von heiklen Informationen vorgesehen, mit denen der Grosse Rat informiert und andere Interessen gewahrt werden können; ausserdem werden den anderen Gewalten Garantien zu Informationen, die sie geliefert haben und die dem Amtsgeheimnis unterstehen, gegeben (Art. 88 Abs. 3, 89 Abs. 5, 97 Abs. 3 und 100 Abs. 2). Schliesslich werden diese Bestimmungen in dem Sinn mit denjenigen über die Immunität koordiniert, dass eine schwere Verletzung des Amtsgeheimnisses in Form einer Aussage vor dem Grosse Rat oder einem seiner Organe einen Fall darstellt, in dem der Grosse Rat die parlamentarische Immunität aufheben kann (Art. 167).

2. Im Schweizerischen Strafgesetzbuch (StGB, SR 311.0) wird die Verletzung des Amtsgeheimnisses im Artikel 320 unter Strafe gestellt; er hat folgenden Wortlaut:

1. Wer ein Geheimnis offenbart, das ihm in seiner Eigenschaft als Mitglied einer Behörde oder als Beamter anvertraut worden ist, oder das er in seiner amtlichen oder dienstlichen Stellung wahrgenommen hat, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

Die Verletzung des Amtsgeheimnisses ist auch nach Beendigung des amtlichen oder dienstlichen Verhältnisses strafbar.

2. Der Täter ist nicht strafbar, wenn er das Geheimnis mit schriftlicher Einwilligung seiner vorgesetzten Behörde offenbart hat.

Die Grossrätinnen und Grossräte können als «Mitglieder einer Behörde» mit den Sanktionen nach diesem Artikel belegt werden. Die Straftat kann auch begangen werden, indem das Geheimnis einer anderen Person, die zwar ebenfalls dem Amtsgeheimnis untersteht, aber nicht zum Personenkreis, der vom Geheimnis Kenntnis haben darf, gehört, mitgeteilt wird (B. Corboz, *Les principales infractions*, Staempfli, 1999, Band II, N. 34 ad Art. 320; BGE 114 IV 48 Erw. b).

Die Straftat wird von Amtes wegen verfolgt, ist aber nur strafbar, wenn sie vorsätzlich begangen wurde. Ausserdem bleibt die parlamentarische Immunität vorbehalten.

- Eine Amtsgeheimnisverletzung könnte z. B. gegeben sein, wenn einem Grossrat eine geheime Information mitgeteilt wird und der Grossrat nicht Mitglied der Kommission ist, der das Geheimnis anvertraut wurde. In Artikel 99 wird den berechtigten Bedürfnissen der Arbeitsweise des Parlaments Rechnung getragen, falls sich die Pflicht zur strikten Beachtung des Amtsgeheimnisses nicht klar aus den Umständen ergibt, z. B. weil eine Kommission einen entsprechenden Beschluss gefasst hat (Art. 97 Abs. 2) oder geheime Informationen erhalten hat (Art. 88 Abs. 3).
- Die Amtsgeheimnisverletzung steht unter dem Schutz der Immunität, wenn sie in einer Aussage im Grosse Rat begangen wird (aber der Grosse Rat kann diese Immunität aufheben, Art. 167 f.). Wenn sie ausserhalb dieses Rahmens begangen wird (z. B. wenn Kopien von geheimen Dokumenten der Presse oder dem Vorstand einer politischen Partei zugestellt werden), wird sie nicht mehr von der Immunität geschützt, auch wenn die Person als «Mitglied des Grossen Rates» handelt. Im Zweifels- oder Bedarfsfall muss die Aufhebung des Amtsgeheimnisses verlangt werden (Art. 99 Abs. 3 und 100).

3. Die Aufhebung des Amtsgeheimnisses muss schriftlich von der «übergeordneten Behörde» bewilligt werden (sie kann auch das Ergebnis der Zustimmung des «Herrn des Geheimnisses» sein). Im Fall des Grossen Rates kann die zuständige Behörde je nach Geheimnis variieren.

a) Wenn eine für den Grosse Rat spezifische Tatsache dem Geheimnis untersteht, wird im Entwurf die Zuständigkeit je nach Rahmen, in dem das Geheimnis anvertraut wurde, der betreffenden Kommission oder dem Büro übertragen.

Der Grosse Rat wurde nicht für zuständig erklärt, damit das Geheimnis nicht weiter verbreitet wird, dabei spielten auch Effizienzgründe eine Rolle.

b) Wenn eine Tatsache, die nicht spezifisch für den Grosse Rat ist, dem Geheimnis untersteht (z. B. eine Information von der Verwaltung oder von einer direkt betroffenen Privatperson), muss die zuständige Behörde den «Herrn des Geheimnisses» anhören (Art. 100 Abs. 3). Ausserdem wird ein Vetorecht geschaffen für den Fall, dass das Amtsgeheimnis vorher aufgehoben worden war, um dem Grosse Rat die Ausübung seiner Funktionen zu ermöglichen (Art. 100 Abs. 2).

Art. 102 Ordentliche Sessionen

Das System der Sessionen bleibt innerhalb der Grenze, die in der Projektdefinition 24 formuliert wurde, dasselbe

wie im GRRG. Die Diskussionen im Büro zeigten im Übrigen, dass dieses System vor allem aus Gründen der Organisation des Berufslebens immer noch eine breite Mehrheit hinter sich hat, obwohl sich dadurch die Prüfung eines Gegenstands oft über mehrere Sessions hinzieht.

Die Einberufung unter Eid gemäss 48 GRRG, die unüblich geworden ist, wurde im Vorentwurf nicht übernommen.

Art. 103 Ausserordentliche Sessionen

Artikel 96 Abs. 1 KV bestimmt:

¹ Der Grosse Rat versammelt sich:

- a) regelmässig zu den ordentlichen Sessionen;
- b) auf Begehren eines Fünftels seiner Mitglieder;
- c) auf Begehren des Staatsrats.

Laut Verfassung sind so 22 Mitglieder des Grossen Rates (gegen 20 gemäss Art. 42 Abs. 2 der alten Verfassung) nötig, und die ausserordentliche Einberufung durch die Präsidentin oder den Präsidenten wird nicht mehr ausdrücklich erwähnt. Laut P. Scyboz (FZR, Spezialnummer 2005, Note 166 S. 260) wollte der Verfassungsrat eine solche Einberufung nicht ausschliessen. Im Entwurf wird deshalb die Verfassungsbestimmung in diesem Sinn ergänzt und diese Zuständigkeit der ordentlichen Einberufungsbehörde des Grossen Rates, d. h. laut Entwurf dem Büro, übertragen. Da im Jahr acht Sessionen stattfinden, wird eine ausserordentliche Session äusserst selten sein.

Art. 104 f. Ergänzende Sitzungen und Unterbrechung

Mit diesen Bestimmungen wird die Praxis gemäss den geltenden Vorschriften über die Unterbrechung der Session oder einer Sitzung klarer ausgeführt (Art. 46 und 73 Abs. 1 GRRG).

Art. 109 f. Verfahren für die Behandlung der Geschäfte

Aus Gründen der Logik bildet die Freie Debatte, die «Königs»-Kategorie, die Kategorie I, und das Schriftliche Verfahren die Kategorie III. Die Formulierung der Möglichkeit, die Klassierung eines Geschäfts zu verändern (Art. 108 Abs. 3, 2. Satz, mit dem der Art. 78a Abs. 3 GRRG übernommen wird), wurde entsprechend angepasst. Die Bestimmungen über den Ablauf der Beratungen befinden sich in Artikel 122.

Art. 112 f. Protokoll der Verhandlungen

Mit diesen Bestimmungen wird den Folgen der Aufzeichnung der Beratungen Rechnung getragen und die geltende Praxis bei der Berichtigung des Amtlichen Tagblatts bestätigt.

Art. 114 Sitzungsjournal

In diesem Artikel wird die Terminologie geklärt: Für das Plenum wird der Begriff «Protokoll», der oft zu Verwechslung mit dem Protokoll der Beratungen führte, aufgegeben. Das schwerfällige Verfahren zur Prüfung des Protokolls nach Artikel 24 GRRG wurde aufgegeben. Das Sitzungsjournal wird nicht mehr systematisch geprüft, aber der Präsidentin oder dem Präsidenten und dem Büro steht es jederzeit frei, Prüfungen vorzunehmen.

Art. 116 f. Geheime Beratung

Im Allgemeinen übernehmen diese Artikel die Bestimmungen von Artikel 59 GRRG. Die Liste der gesetzlichen Fälle von geheimer Beratung wurde den neuen Einrichtungen angepasst. Ausserdem wird auf Anregung der ausserparlamentarischen Kommission, die mit der Ausarbeitung des Informationsgesetzes beauftragt war, die Möglichkeit, geheime Beratung in anderen Fällen zu beschliessen, nicht mehr der Präsidentin oder dem Präsidenten gegeben; dafür ist neu der Grosse Rat zuständig, der mit qualifiziertem Mehr nach Artikel 135, d. h. mit der Mehrheit der Mitglieder (56 Stimmen) entscheiden muss. Diese Bestimmung lässt sich mit dem Willen zur Transparenz erklären, mit dem die Artikel 19, 52 Abs. 1, 88 Abs. 1 und 96 Abs. 2 KV konkretisiert werden.

Man muss darauf hinweisen, dass die Möglichkeit für die Medien, den geheimen Beratungen beizuwohnen (Art. 117 Abs. 1) und teilweise über diese zu berichten (Art. 117 Abs. 2), im Büro nicht mit Einstimmigkeit gutgeheissen wurde.

Art. 122 Abs. 1 Redezeit

Das Büro hat beschlossen, die Redezeit für die individuellen Voten auf 5 Minuten zu vermindern (gegenüber 10 nach Art. 86 Abs. 2 GRRG). Es ist der Meinung, dass diese Zeit ausreicht, um eine begründete Meinung zu äussern, was die Aufzeichnungen der Beratungen beweisen; nach dieser Zeit vermag die Rednerin oder der Redner die Aufmerksamkeit des Grossen Rates nicht mehr auf sich zu lenken, und in den Reihen entsteht ein Gemurmel. Diese Massnahme dürfte die Grossrätinnen und Grossräte dazu anhalten, ihre Voten auf die neuen und wichtigen Punkte zu beschränken und Wiederholungen zu vermeiden.

Art. 124 f. Änderungsantrag

Diese Artikel lehnen sich an den Artikel 88 GRRG an, aber der Entwurf übernimmt die Unterscheidung zwischen Hauptantrag und Änderungsantrag nicht, die in der Praxis Verständnisschwierigkeiten verursachte.

In Artikel 124 Abs. 2 wird die Grenze der Zulässigkeit, die zurzeit von der Rechtsprechung festgelegt wird, gesetzlich festgehalten. Wenn der Gegenstand eines Änderungsantrags über den Rahmen des geprüften Entwurfs hinausgeht, ist der Antrag unzulässig, und das entsprechende Mitglied des Grossen Rates muss allenfalls sein Begehren mit einem geeigneten parlamentarischen Vorstoss vorbringen (in den meisten Fällen wird das die Motion sein). So wäre ein Änderungsantrag, mit dem verlangt wird, den Betrag einer Subvention zu ändern, nicht zulässig, wenn es im geprüften Entwurf um die Änderung einer Beschwerdefrist, die in einem Gesetz vorgesehen ist, geht.

Art. 126 ff. Abstimmungsverfahren

In diesen Artikeln werden die Bestimmungen des GRRG wieder aufgenommen und der Motion Gilles Schorderet über die Veröffentlichung der Abstimmungsergebnisse mit Namenliste berücksichtigt (siehe Ziff. 2.1 oben).

Art. 135 f. Qualifiziertes Mehr

Im Entwurf werden die Fälle, in denen ein qualifiziertes Mehr erforderlich ist, definiert und vereinheitlicht. Es

geht dabei immer um dasselbe qualifizierte Mehr, nämlich um die Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates (56 Mitglieder).

Das ist das qualifizierte Mehr, das in der Verfassung verlangt wird, um einen Erlass als dringlich zu erklären – und ihn so den ordentlichen Referendumsregeln zu entziehen (Art. 92 Abs. 1 KV) –, und es ist auch das qualifizierte Mehr, das im GRRG für bestimmte finanzielle Beschlüsse (Art. 97 Abs. 2 GRRG) und im Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates zur Abweichung von den Grenzbeträgen im Fall von ausserordentlichen finanziellen Bedürfnissen gefordert wird (Art. 40c Abs. 1 FHG, der ausdrücklich in Art. 136 Abs. 3 vorbehalten wird). Diese Bestimmung bringt eine Änderung beim beschleunigten Verfahren vor dem Grossen Rat mit sich (in Artikel 69 Abs. 1 GRRG wird zurzeit verlangt, dass zwei Drittel der anwesenden Mitglieder einverstanden sein müssen, damit eine Motion als dringlich erklärt wird).

Die bestimmenden Beträge für die Grenzen nach Artikel 136 Abs. 2 müssen ausdrücklich in einem jährlich angepassten Erlass aufgeführt werden (Art. 193 Abs. 2).

Art. 142 ff. Dem Referendum unterstehende Erlasse

Um die Praxis des Grossen Rates zu berücksichtigen werden im Entwurf die geltenden Bestimmungen über die Zeitspanne, die zwischen den Lesungen liegen muss, gelockert.

Das vereinfachte Verfahren für gewisse Dekrete (Art. 93 GRRG) wurde nicht übernommen; es schien nicht nützlich zu sein, einen solchen Katalog zu schaffen und nachzuführen, um so mehr, als die betreffenden Dekrete im Allgemeinen kurz sind, nach den Kategorien II oder III behandelt werden können und nicht unbedingt in einer 2. Lesung behandelt werden müssen (Art. 142 Abs. 1 *a contrario*), die ohnehin unmittelbar auf die 2. Lesung folgen könnte (Art. 143 Abs. 1 *a contrario*).

Im Entwurf werden die Bestimmungen über die Referendums Klausel geändert. Auf Grund der neuen Typologie der Erlasse des Grossen Rates und der Aufzählung der Referendumsfälle in der neuen Verfassung, wird in Artikel 144 vorgeschrieben, dass in jedem Fall eine ausdrückliche Klausel eingefügt werden muss. Das bedeutet, dass in den Gesetzen sogar angegeben werden muss, welche Arten von Referenden gegen sie ergriffen werden können.

Der Artikel 129 PRG wird im Rahmen der Gesetze zur Umsetzung der Verfassung entsprechend geändert (Entwurf über die Ausübung der politischen Rechte).

Der Artikel 145 betrifft nur Erlasse, deren Inkrafttreten keinen Aufschub duldet und auf Grund von Artikel 92 KV in Abweichung vom ordentlichen Referendumsystem festgelegt wird. Im Entwurf werden diese dringlichen Erlasse nur so weit behandelt, als sie einen Einfluss auf die Arbeitsweise des Grossen Rates haben; abgesehen davon gehört die Umsetzung von Artikel 92 KV zum Projekt 25 zur Umsetzung der Verfassung (Volksrechte bei einem dringlichen Erlass des Grossen Rates).

Gegenwärtige Situation Die dringlichen Gesetze und Dekrete (auch die mit Verfassungsrang) werden unverzüglich promulgiert; sie werden dem Gesetzesreferendum endgültig entzogen; hingegen können die Erlasse des Grossen Rates nicht mit der Begründung, dass sie dringlich seien, dem Finanzreferendum entzogen werden (Art. 28^{bis} KV und 129 Abs. 2 PRG). Die Dringlichkeit muss ausdrücklich im Erlass erwähnt werden (Art. 129 Abs. 1 PRG). Dazu wird weder im PRG noch im GRRG ein besonderes Mehr vorgeschrieben.

In der Verfassung vom 16. Mai 2004 wird das Dringlichkeitsrecht in Artikel 92 geregelt. Ausserdem hat der Staatsrat gemäss Verfassung bei ausserordentlichen Umständen, die eine ernste, unmittelbar drohende Gefahr bilden, befristete Zuständigkeiten (Art. 117 KV). In Artikel 92 KV wird folgendes System geschaffen:

- a) Das Dringlichkeitsrecht gilt für jeden Erlass des Grossen Rates, dessen Inkrafttreten keinen Aufschub duldet, auch für die Erlasse, die dem obligatorischen Finanzreferendum unterstehen.
- b) Die Dringlichkeit muss ausdrücklich von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates erklärt werden (also mit 56 Stimmen, Art. 92 Abs. 1 KV).
- c) Der Erlass muss befristet sein.
- d) Die Volksrechte können gegebenenfalls im Nachhinein ausgeübt werden. In diesem Fall muss der Erlass innerhalb eines Jahres nach der Verabschiedung durch den Grossen Rat dem Volk unterbreitet werden.

Art. 147 ff. Wahlen

Im Entwurf werden die Bestimmungen der Artikel 103 ff. GRRG übernommen.

Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass in Artikel 148 Abs. 3 festgelegt wird, dass jemand im 2. Wahlgang Stimmen erhalten haben muss, um wählbar zu bleiben; das ist ein Unterschied zu Artikel 104 Abs. 2 GRRG.

Mit dieser Lösung weiss man sofort nach der Verkündung der Ergebnisse des 2. Wahlgangs, welche Personen noch wählbar sind. Sie dürfte niemanden benachteiligen, denn es ist nicht einzusehen, dass eine Person, die im 1. Wahlgang, nicht aber im 2. Wahlgang Stimmen erhalten hat, noch eine Chance haben sollte.

Ausserdem ist im Vorentwurf vorgesehen, dass die Präsidentin oder der Präsident den Fraktionen die Möglichkeit gibt, sich zwischen den Wahlgängen kurz zu äussern (Art. 148 Abs. 4 und 149 Abs. 5).

Der Artikel 150 stellt eine Neuheit dar. Er betrifft weder die Stellungnahmen des Büros (z. B. Art. 32 und 33) noch die einfache Präsentation einer Kandidatur durch eine Fraktion (Art. 26 Abs. 2), sondern die seltenen Fälle, in denen die Gesetzgebung bestimmt, dass nur die von einer bestimmten Behörde oder einem bestimmten Organ vorgeschlagenen Kandidaturen in Frage kommen. Man findet einen solchen Fall im Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (DSchG; SGF 17.1), laut dem die Mitglieder der kantonalen Datenschutzkommission vom Grossen Rat auf Antrag des Staatsrats gewählt werden (Art. 30 DSchG).

Art. 154 ff. Finanzhaushalt

Es handelt sich um eine Neuformulierung der Bestimmungen von Artikel 44e GRRG.

Art. 157 ff. Entschädigungen

Nach einer ausführlichen Prüfung hat das Büro die Grundsätze nach dem GRRG und dem Dekret vom 22. Juni 2001 über die Entschädigungen der Mitglieder und der Fraktionen des Grossen Rates (SGF 121.2) beibehalten. Die Beträge werden in einem Anhang (der integrierender Bestandteil des Gesetzes ist) aufgezählt; damit können sie leichter konsultiert und einfacher periodisch den Lebenshaltungskosten angepasst werden.

Es sei auf die folgenden Neuerungen hingewiesen:

- Die Fraktionsentschädigung pro Session wird im Gesetz festgehalten (Art. 157 Abs. 3).
- Den fraktionslosen Grossrätinnen und Grossräten wird eine pauschale Entschädigung für die Kosten ausgerichtet (Art. 157 Abs. 5, 164 Abs. 2).
- Die Berechnung des Zuschlags für den Vorsitz in einer Kommission oder das Vorstellen eines Berichts wird genau festgelegt (Art. 159).
- Die geltende Praxis bei der Auszahlung von Entschädigungen in besonderen Fällen und bei der Berechnung wird im Gesetz festgehalten (Art. 160 und 162 ff.).
- Dem Büro wird die Möglichkeit gegeben, die Entschädigung während der Legislaturperiode der Teuerung anzupassen (Art. 165 Abs. 2).

Aufgrund der Unterschiede, die sowohl mit den Umständen als auch mit der Person der Präsidentin oder des Präsidenten zusammenhängen, verzichtet das Büro darauf, einen jährlichen Pauschalbetrag für die offiziellen Auftritte der Präsidentin oder des Präsidenten einzuführen; es anerkennt aber, dass die Pflicht, die einzelnen Leistungen zu belegen, im Verhältnis zwischen der Präsidentin oder dem Präsidenten und dem Sekretariat peinlich sein kann. Ausserdem wurde beschlossen, den Vorsitz in den Sitzungen des Grossen Rates im Verhältnis zu den Dienstleistungen in Form der offiziellen Vertretung ein bisschen aufzuwerten.

Die Beträge der Entschädigungen wurden gegenüber 2001 erhöht, um der Erhöhung der Lebenshaltungskosten (ungefähr 5%) und den Sozialabgaben für die Arbeitnehmer, die künftig von den Entschädigungen abgezogen werden, Rechnung zu tragen. Für die Berechnung der finanziellen Auswirkungen, siehe Ziffer 5 weiter unten.

Art. 167 f. Immunität

Der Artikel 89 KV lautet wie folgt:

¹ Die Mitglieder des Grossen Rates und des Staatsrats können für ihre Äusserungen im Parlament und vor seinen Organen rechtlich grundsätzlich nicht zur Verantwortung gezogen werden.

² Das Gesetz umschreibt die Voraussetzungen für die Aufhebung der Immunität.

Artikel 89 KV führt also eine Änderung im Vergleich zur gegenwärtigen Situation ein, denn:

- der absolute Schutz, den *die Mitglieder des Grossen Rates* zurzeit für die vor diesem Organ geäusserten Meinungen geniessen (Art. 47 der alten Kantonsverfassung), wird abgeschwächt;
- die Immunität wird auf die *Mitglieder der Regierung* für Äusserungen vor dem Grossen Rat oder einem seiner Organe ausgeweitet.

Die Immunität gehört zur nötigen Meinungsfreiheit vor dem Parlament und seinen Organen. Damit sollen nicht sprachliche Ausrutscher geschützt, sondern der Betrieb der demokratischen Institutionen sichergestellt werden, indem die Volksvertreter vor der Gefahr einer gerichtlichen Verfolgung (oder vor jeder rechtlichen Verantwortung, laut dem deutschen Text) geschützt werden.

Im Entwurf befindet sich keine sehr ausführliche Beschreibung der Fälle, in denen die Immunität aufgehoben wird. Das ist aber auch nicht unbedingt nötig, denn der

Grosse Rat muss kein begründetes Urteil erlassen, sondern einfach in geheimer Abstimmung beschliessen, ob die Immunität aufgehoben werden soll, damit die Justiz ihre Arbeit machen kann.

Mit der parlamentarischen Immunität im Strafrecht wird eine Person vollständig oder teilweise aus Gründen des öffentlichen Interesses der strafrechtlichen Souveränität des Staates entzogen. Der Nutzniesser kann deshalb nicht freiwillig darauf verzichten (Hauser/Schweri, Schweizerisches Strafprozessrecht, 4. Aufl. 1999, § 17, Kap. 1, S. 58); in Artikel 168 Abs. 1 wird der betreffenden Person aber die Möglichkeit gegeben, selber den Grossen Rat um die Aufhebung ihrer Immunität zu ersuchen.

Da in der Verfassung die Immunität klar zum Grundsatz erhoben wird, wird im Entwurf eine Mindestzahl von Grossrätinnen und Grossräten gefordert, um die Aufhebung der Immunität zu verlangen; damit diese aufgehoben wird, ist das qualifizierte Mehr nötig.

Art. 169 ff. Dringlichkeit

Im Bereich der Dringlichkeit muss man zwischen beschleunigtem parlamentarischen Verfahren (Art. 169 f.) und der Dringlichkeitserklärung unterscheiden (Art. 92 KV; Art. 145); letztere hat einen Einfluss auf die Ausübung der Volksrechte.

Der Entwurf lässt dem Grossen Rat bei den nötigen Abweichungen im Dringlichkeitsfall einen grossen Ermessensspielraum. Das verlangt von den Grossrätinnen und Grossräten eine zusätzliche Überlegung, damit sie die verlangten Abweichungen angeben können (Art. 169 Abs. 2).

Aus Gründen der Einheitlichkeit des Entwurfs wird die Dringlichkeit mit qualifiziertem Mehr nach Artikel 135 beschlossen, während zurzeit in Artikel 69 GRRG eine Mehrheit von zwei Dritteln der anwesenden Mitglieder vorgeschrieben wird.

Überlegungen zur Notwendigkeit, die Behandlung eines Gegenstands im beschleunigten Verfahren fortzusetzen, müssen in den verschiedenen Stadien des Verfahrens gemacht werden; die Rückkehr zum ordentlichen Verfahren kann mit einfacher Mehrheit beschlossen werden (Art. 170 Abs. 3, 2. Satz).

Art. 172 ff. Veto

In Artikel 93 KV wird eine Neuerung im Freiburger Recht eingefügt: das Recht des Grossen Rates sein Veto einzulegen gegen Bestimmungen, die eine andere Behörde des Kantons auf Delegation des Grossen Rates hin erlassen hat. Dank dieser Bestimmung kann der Grosse Rat den Gebrauch, der von der Delegation gemacht wird, kontrollieren.

Es handelt sich dabei nicht um eine Behinderung der Gewaltentrennung, denn erstens wird dieses Mittel in der Verfassung selbst geschaffen und zweitens ist sein Gebrauch ausdrücklich auf eine delegierte Materie beschränkt – die die gesetzgebende Gewalt nicht einer anderen Behörde hätte delegieren können.

Der Verfassungstext lässt die Frage der Form und der Modalitäten des Vetorechts völlig offen. Nachdem der COPIL-24 diese Fragen gründlich geprüft hat, beantragt er eine Lösung, die sich auf folgende Überlegungen stützt:

- Es ist wichtig, dass der Staatsrat klar weiss, wann und für welchen Gegenstand sich der Grosse Rat das Recht vorbehalten will, später einzugreifen.

- Es erscheint nicht effizient, über jedem Erlass des Staatsrats, über jeder Änderung oder Aufhebung ein Damoklesschwert schweben zu lassen, wenn die delegierten Bestimmungen gar nicht grundlegend sein sollten (Art. 93 Abs. 2 KV). Angesichts der Tatsache, dass der Grosse Rat ein Milizparlament ist, des Systems der ordentlichen Kommissionen und des beschränkten Potenzials des Sekretariats des Grossen Rates muss das Veto eine Schutzmassnahme sein (Berichterstatter, TVR 2002 S. 366 f.) und sollte nur für heikle Gebiete oder Umstände vorgesehen werden. Das gilt um so mehr, als nichts den Grossen Rat verpflichtet, etwas an eine andere Behörde zu delegieren; wenn er es trotzdem macht, geschieht das normalerweise, weil er der Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhält, vertraut; sonst müsste er die entsprechenden Fragen selbst in einem Gesetz oder in einer Parlamentsverordnung regeln.
- Mit der Einführung des Auftrags des Grossen Rates an den Staatsrat muss dem Veto nicht ein allzu grosser Platz eingeräumt werden. Der Grosse Rat kann bei der Anwendung wenn nötig immer noch korrigierend einschreiten.

Das Büro teilt diese Erwägungen. Im Entwurf wird deshalb vorgeschrieben, dass das Veto, falls es gewünscht ist, im Erlass, in dem die Delegation enthalten ist, ausdrücklich erwähnt werden muss. Der Staatsrat unterbreitet dann von Amtes wegen die Bestimmungen, die er auf Grund dieser Delegation erlassen hat, der parlamentarischen Kommission, die den Erlass mit der Delegationsnorm behandelt hat, damit diese prüfen kann, ob die Bestimmungen des Staatsrats der Delegation entsprechen, und ihr Einverständnis geben kann. Der Grosse Rat schreitet nur bei Problemen ein.

Das Veto kann nicht gegen spätere Änderungen der Bestimmungen des Staatsrats eingelegt werden; damit soll erreicht werden, dass das Verfahren nicht überladen wird (die Kommission, die sich mit dem Gesetz mit der Delegationsnorm beschäftigte, besteht normalerweise nicht mehr) und dass der Grosse Rat wenn nötig mit einem Auftrag eingreifen kann.

Art. 177 ff. *Parlamentarische Untersuchungskommission*

In diesem Kapitel werden die Bestimmungen der Artikel 40b ff. GRRG übernommen. Der Artikel 177 muss im Zusammenhang mit den Artikeln 10 Abs. 5, 11 Abs. 1, 149 und 185 Abs. 1 Bst. g gelesen werden. Die Kommissionsmitglieder werden also vom Grossen Rat gewählt; ihre Zahl wird im Dekret, mit dem die Kommission eingesetzt wird, bestimmt; das Dekret muss auch die (finanziellen und personellen) Mittel, die der Kommission zur Verfügung gestellt werden, festlegen.

Das Verfahren, insbesondere was die Rechte und Pflichten der betreffenden Personen angeht, gleicht eher einem gerichtlichen Verfahren als einem parlamentarischen Verfahren. Man muss der Kommission deshalb für die Dauer ihres Auftrags ein Sekretariat, das in Handlungen der Rechtspflege versiert ist, zur Verfügung stellen.

Art. 184 ff. *Beziehungen zur vollziehenden Gewalt*

Im Entwurf werden die Rechte und Pflichten des Staatsrats zusammenfassend dargestellt und dessen Möglichkeit, vor dem Grossen Rat und dessen Organe einzugreifen, genauer umschrieben. Diese Kapitel, die einen Überblick bieten, fehlen heute im GRRG, dort sind diese Bestimmungen in den einschlägigen Artikeln über das parlamentarische Verfahren verstreut.

Von diesen Bestimmungen, die nicht bereits zusammen mit den für den Grossen Rat geltenden kommentiert wurden, seien folgende näher erläutert:

- In Artikel 187 Abs. 2 wird dem Grossen Rat die Möglichkeit gegeben, mit einer Parlamentsverordnung Formen und Fristen festzulegen, die so weit eingehalten werden müssen, wie es für den guten Betrieb des Grossen Rates nötig ist.
- In Artikel 188 über die Beziehungen zur FGK werden materiell die Artikel 37 und 38 GRRG übernommen.
- In Artikel 191 wird das Recht auf Rückzug und Änderung der Anträge des Staatsrats näher ausgeführt.
- In Artikel 193 Abs. 2 wird ein jährlich wiederkehrender Erlass vorgeschrieben, in dem die für das Finanzreferendum und für das qualifizierte Mehr in Finanzangelegenheiten massgeblichen Beträge ausdrücklich erwähnt werden.

Art. 194 ff. *Schlussbestimmungen*

Art. 195

Dieser Artikel ist trotz der formalen Anpassung nützlich, denn es ist möglich, dass in einigen Texten nur ein Dekret vorgeschrieben wird und dass man das so interpretieren muss, dass es sich um ein Dekret allgemein verbindlicher Natur handelt.

Art. 197

Mit der Änderung des Artikels 128 PRG wird die neue Form der Parlamentsverordnung berücksichtigt. Weitere Änderungen des PRG im Zusammenhang mit dem Gesetz über den Grossen Rat werden im Rahmen der Projekte zur Umsetzung der Verfassung, für die die ILFD zuständig ist, behandelt.

Art. 198

Der Verweis auf das «Gesetz über das Reglement des Grossen Rates» muss ersetzt werden.

Art. 199

Mit der Änderung von Artikel 17 SVOG kann der Vorbehalt, der im Moment auf die Informationen für die Untersuchungskommission beschränkt ist, allgemein eingeführt werden. Implizit sind damit Fälle nach den Artikeln 89, 181 und 188 des Entwurfs gemeint.

Mit der Änderung von Artikel 18 Abs. 3 SVOG wird der Fall behandelt, wo gegen ein Mitglied des Staatsrats eine Strafverfolgung wegen eines Verbrechens oder Vergehens, das es in der Ausübung seines Amtes begangen hat, eröffnet wird. Zurzeit reicht das einfache Mehr des Grossen Rates aus, um die Verfolgung zu bewilligen. Die Frage lautet materiell, ob man dieselbe Regelung wie für die Immunität wählen soll, nämlich das qualifizierte Mehr. Das Büro hat einstimmig beschlossen, das qualifizierte Mehr für beide Fälle zu wählen, so dass die Angelegenheit für Verfahren, die sehr selten sind, nicht kompliziert wird.

In Artikel 39 SVOG geht es darum, den Verweis auf das «Gesetz über das Reglement des Grossen Rates» zu ersetzen.

Es sei darauf hingewiesen, dass das SVOG ebenfalls Gegenstand eines Projekts zur Umsetzung der Verfassung bildet, mit dem man sich koordinieren muss.

Art. 200

Es geht um redaktionelle Änderungen, insbesondere darum, den Verweis auf das «Gesetz über das Reglement des Grossen Rates» zu ersetzen.

Art. 203

Historisch gesehen war die Zuhilfenahme eines Dekrets allgemein verbindlicher Natur nötig, weil es eine Form, die der Parlamentsverordnung entsprochen hätte, nicht gab. Man kann jetzt diese Form vorsehen.

Anhang

Der Inhalt des Anhangs wurde im Zusammenhang mit den Artikeln 157 ff. kommentiert.

5. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

5.1 Da der Entwurf im Wesentlichen die geltende Organisation und Arbeitsweise des Grossen Rates übernimmt und einige neue Institutionen und Instrumente, die von der Verfassung vorgeschrieben werden, einführt, verursacht er an und für sich kaum neue Ausgaben, wenn man von der Anpassung der Entschädigungen an die Lebenshaltungskosten und der Berücksichtigung der Sozialabgaben auf gewissen Entschädigungen, die von den Sozialversicherungen als beitragspflichtiges Einkommen betrachtet werden, absieht.

5.2 a) Die im Verhältnis zu 2001 höheren Beträge, mit denen die Zunahme der Lebenshaltungskosten (5 %) berücksichtigt werden soll, hätte rund 62 000 Franken gekostet, wenn man bei einem Parlament mit 130 Mitgliedern geblieben wäre; dank dem Übergang zu einem 110-köpfigen Parlament gemäss Verfassung fallen die Ausgaben für diesen Posten schliesslich um 44 000 Franken geringer aus.

b) Die Entrichtung der Sozialabgaben auf den Entschädigungen, die von den Sozialversicherungen als beitragspflichtiges Einkommen betrachtet werden, dürfte den Staat im Jahr ungefähr 90 000 Franken kosten (Arbeitnehmeranteil, der bei der Erhöhung der Entschädigung

berücksichtigt wurde, Arbeitgeberbeitrag und Beteiligung an den Verwaltungskosten). Die Entrichtung der Sozialabgaben ist eine gebundene Ausgabe auf Grund der Bundesgesetzgebung.

c) Eine vernachlässigbare Zusatzausgabe von wahrscheinlich weniger als 1000 Franken im Jahr wird von der Entschädigung der Kosten für fraktionslose Mitglieder verursacht (Art. 164 Abs. 2).

5.3 a) Die Anwendung der neuen Vorstösse, die von der Verfassung eingeführt werden (Auftrag und Veto), wird eine Erhöhung der mit der Arbeit der Kommissionen verbundenen Ausgaben, und deshalb der Arbeitsbelastung des Sekretariats zur Folge haben.

b) Die Möglichkeit, parlamentarische Vorstösse ausserhalb der Session einzureichen, und die Behandlung von Volksmotionen werden die Arbeitsbelastung des Sekretariats ebenfalls erhöhen.

c) Dieser Zunahme der Arbeitsbelastung zusammen mit dem bereits bestehenden Bedarf an Verstärkung wird mit dem Gesuch um eine halbe Sekretärinnen- oder Sekretärsstelle für das Sekretariat des Grossen Rates für den Voranschlag 2007 Rechnung getragen.

6. WEITERE AUSWIRKUNGEN

Angesichts des Gesagten untersteht der Entwurf keinem Finanzreferendum. Wie jedes Gesetz untersteht er hingegen dem freiwilligen Gesetzesreferendum.

Im Übrigen hat der Entwurf keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Da er Verfassungsbestimmungen umsetzt, die vom Bund genehmigt wurden, und die Organisation und die Arbeitsweise der Behörden regelt, gibt es keine Probleme bei der Konformität mit dem Bundesrecht oder bei der Europa-verträglichkeit.

Loi

du

sur le Grand Conseil (LGC)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (ci-après: Cst.), notamment ses articles 85 et suivants;

Vu le rapport du Bureau du Grand Conseil du 15 mai 2006;

Vu la détermination du Conseil d'Etat du 2 mai 2006;

Sur la proposition du Bureau,

Décrète:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente loi règle l'organisation et le fonctionnement du Grand Conseil.

² Elle détermine également les compétences du Grand Conseil et régit ses relations avec les autres autorités dans la mesure où ces questions ne sont pas réglées par la Constitution ou la législation spéciale.

³ La composition et l'élection du Grand Conseil, y compris les conditions d'éligibilité et les incompatibilités, sont régies par la Constitution et la législation sur l'exercice des droits politiques.

Art. 2 Terminologie

¹ «La présidence» désigne la personne qui exerce effectivement la fonction présidentielle au moment concerné.

² Les membres du Grand Conseil peuvent aussi être désignés par le terme de «député» ou «députée».

Grossratsgesetz (GRG)

vom

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV), insbesondere die Artikel 85 ff.;

nach Einsicht in den Bericht des Büros des Grossen Rates vom 15. Mai 2006;

nach Einsicht in die Stellungnahme des Staatsrats vom 2. Mai 2006;

auf Antrag des Büros,

beschliesst:

1. TITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand und Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz regelt die Organisation und die Arbeitsweise des Grossen Rates.

² Es legt ferner die Zuständigkeiten des Grossen Rates fest und regelt die Beziehungen zu den übrigen Behörden, soweit diese Fragen nicht in der Verfassung oder in der Spezialgesetzgebung geregelt werden.

³ Die Zusammensetzung und die Wahl des Grossen Rates sowie die Wählbarkeitsvoraussetzungen und die Unvereinbarkeiten werden in der Verfassung und in der Gesetzgebung über die Ausübung der politischen Rechte geregelt.

Art. 2 Begriffe

¹ «Präsidentin» bzw. «Präsident» bezeichnet die Person, die im betreffenden Moment tatsächlich diese Funktion ausübt.

² Die Mitglieder des Grossen Rates können auch mit «Grossrätin» und «Grossrat» bezeichnet werden.

TITRE II

Organisation du Grand Conseil

CHAPITRE PREMIER

Organes

SECTION I

Bureau

Art. 3 Composition

¹ Le Bureau se compose:

- a) du président ou de la présidente du Grand Conseil;
- b) des deux vice-présidents ou vice-présidentes du Grand Conseil;
- c) des scrutateurs et scrutatrices;
- d) des présidents ou présidentes des groupes parlementaires.

² En cas d'empêchement, le président ou la présidente d'un groupe parlementaire peut se faire remplacer par le vice-président ou la vice-présidente, ou, à défaut, par un autre membre de son groupe qu'il ou elle désigne et convoque à cet effet; il ou elle en informe la présidence.

Art. 4 Attributions

¹ Le Bureau assure la direction administrative et la gestion du Grand Conseil, sous réserve des compétences du plénum et de la présidence.

² Il traite les affaires que lui attribuent la législation ou le Grand Conseil, ainsi que celles qui ne ressortissent pas à un autre organe du Grand Conseil.

³ Il a notamment les attributions suivantes:

- a) il veille au bon fonctionnement du Grand Conseil, de ses organes et de son secrétariat;
- b) il constitue les commissions, leur attribue les affaires et nomme leurs membres, lorsque ces compétences ne relèvent pas du Grand Conseil;
- c) il planifie les séances du Grand Conseil, arrête la liste des objets à traiter et leur mode de traitement;

2. TITEL

Organisation des Grossen Rates

1. KAPITEL

Organe

1. ABSCHNITT

Büro

Art. 3 Zusammensetzung

¹ Das Büro setzt sich zusammen aus:

- a) der Präsidentin oder dem Präsidenten des Grossen Rates;
- b) den beiden Vizepräsidentinnen oder Vizepräsidenten des Grossen Rates;
- c) den Stimmzählerinnen und Stimmzählern;
- d) den Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten.

² Ist eine Fraktionspräsidentin oder ein Fraktionspräsident verhindert, so kann sie oder er sich von der Vizepräsidentin oder vom Vizepräsidenten oder sonst von einem anderen Mitglied der Fraktion, das von ihr oder ihm dazu bezeichnet und einberufen wird, vertreten lassen; sie oder er informiert die Präsidentin oder den Präsidenten.

Art. 4 Befugnisse

¹ Das Büro stellt die administrative Leitung und die Geschäftsführung des Grossen Rates sicher; die Befugnisse des Plenums und der Präsidentin bzw. des Präsidenten bleiben vorbehalten.

² Es behandelt die Geschäfte, die die Gesetzgebung und der Grosse Rat ihm übertragen oder die nicht einem andern Organ des Grossen Rats zugewiesen sind.

³ Es hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Es achtet auf den guten Betrieb des Grossen Rates, der Organe und des Sekretariats.
- b) Es setzt die Kommissionen ein, teilt ihnen Geschäfte zu und ernennt die Mitglieder, wenn diese Befugnisse nicht dem Grossen Rat übertragen sind.
- c) Es plant die Sitzungen des Grossen Rates, beschliesst die Liste der Verhandlungsgegenstände und die Art ihrer Behandlung.

- d) il coordonne les rapports du Grand Conseil avec les autres pouvoirs, et veille notamment au traitement régulier des affaires dont le Grand Conseil a chargé le pouvoir exécutif;
- e) il vérifie la validité d'une élection complémentaire ou, au besoin, le respect des conditions d'éligibilité d'un membre du Grand Conseil au cours de la législature et saisit le Grand Conseil du résultat de cette vérification;
- f) il arrête la détermination du Grand Conseil dans les procédures administratives et judiciaires qui impliquent le Grand Conseil.

Art. 5 Organisation et fonctionnement

¹ Le Bureau se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, sur convocation de la présidence, à la demande de trois membres du Bureau ou à celle du Conseil d'Etat.

² Les règles sur le fonctionnement des commissions sont applicables par analogie au fonctionnement du Bureau.

³ Le Bureau peut charger la présidence ou une délégation de ses membres d'exercer certaines compétences en son nom. Il peut également déléguer la préparation d'une affaire à une délégation de ses membres, à une commission ou au Secrétariat.

⁴ Le ou la secrétaire général-e du Grand Conseil participe aux séances du Bureau avec voix consultative.

⁵ Le chancelier ou la chancelière d'Etat est invité-e à assister aux séances du Bureau dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la coordination entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat. Il ou elle s'y exprime avec voix consultative.

⁶ L'invitation à une séance du Bureau mentionne spécifiquement les objets à l'examen desquels le chancelier ou la chancelière d'Etat est invité-e à participer. Ces objets sont groupés, autant que possible.

SECTION 2

Présidence

Art. 6* Exercice

¹ Le président et les deux vice-présidents sont élus pour la durée d'une année et ne sont pas immédiatement rééligibles à leur fonction. Toutefois, une présidence d'une durée inférieure à six mois n'empêche pas la réélection.

- d) Es koordiniert die Beziehungen des Grossen Rates zu den anderen Gewalten und achtet insbesondere darauf, dass die Geschäfte, mit denen der Grosse Rat die vollziehende Gewalt beauftragt hat, ordnungsgemäss behandelt werden.
- e) Es prüft die Gültigkeit einer Ergänzungswahl und wenn nötig, ob die Wählbarkeitsvoraussetzungen eines Mitglieds des Grossen Rates während der Legislaturperiode eingehalten werden, und unterbreitet das Ergebnis dieser Prüfung dem Grossen Rat.
- f) Es beschliesst die Stellungnahme des Grossen Rates in Verwaltungs- und Gerichtsverfahren, an denen der Grosse Rat beteiligt ist.

Art. 5 Organisation und Betrieb

¹ Das Büro tritt zusammen, sooft die Geschäfte es erfordern, auf Einberufung der Präsidentin oder des Präsidenten oder wenn drei Mitglieder des Büros oder der Staatsrat es verlangen.

² Die Bestimmungen über die Arbeitsweise der Kommissionen gelten sinngemäss auch für die Arbeitsweise des Büros.

³ Das Büro kann die Präsidentin oder den Präsidenten oder eine Delegation der Mitglieder damit beauftragen, gewisse Befugnisse in seinem Namen auszuüben. Es kann die Vorbereitung eines Geschäfts auch einer Delegation seiner Mitglieder, einer Kommission oder dem Sekretariat delegieren.

⁴ Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär des Grossen Rates nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen des Büros teil.

⁵ Die Staatskanzlerin oder der Staatskanzler wird zu den Sitzungen des Büros eingeladen, wenn dies nötig ist, um die Koordination zwischen dem Grossen Rat und dem Staatsrat sicherzustellen. Sie oder er hat beratende Stimme.

⁶ In den Einladungen zu den Sitzungen des Büros wird besonders erwähnt, zu welchen Geschäften die Staatskanzlerin oder der Staatskanzler eingeladen ist. Diese Geschäfte werden wenn möglich zeitlich zusammengefasst.

2. ABSCHNITT

Präsidium

Art. 6 Amtsausübung

¹ Die Präsidentin oder der Präsident und die beiden Vizepräsidentinnen oder Vizepräsidenten werden für ein Jahr gewählt und können nicht unmittelbar wiedergewählt werden. Wer weniger als ein halbes Jahr im Amt war, kann jedoch wiedergewählt werden.

² En cas d'empêchement ou de récusation du président ou pendant que celui-ci émet son opinion comme membre du Grand Conseil, la présidence est exercée par le premier vice-président, et, à défaut, par le deuxième.

³ Si les trois membres sont empêchés ou récusés, la présidence du Grand Conseil est assumée par le dernier président du Grand Conseil, par l'un de ses prédécesseurs ou, à défaut, par le doyen d'âge du Grand Conseil.

** Dans le présent article, le masculin générique a dû être utilisé pour des raisons de lisibilité et désigne donc aussi les personnes de sexe féminin et les fonctions de présidente, de vice-présidente et de doyenne d'âge.*

Art. 7 Attributions

¹ La présidence dirige les séances du Grand Conseil et du Bureau et veille à ce qu'ils s'acquittent à temps de leurs tâches.

² Elle veille au respect de la législation sur le Grand Conseil ainsi qu'à la dignité des débats et au maintien de l'ordre et de la sécurité pendant les sessions du Grand Conseil.

³ Elle traite la correspondance adressée au Grand Conseil ainsi que les autres affaires courantes.

⁴ En cas d'urgence, elle prend les mesures et rend les décisions indispensables à la place du Bureau. Elle en informe le Bureau lors de sa prochaine séance.

⁵ Elle signe, avec le ou la secrétaire général-e, tous les actes et lettres du Grand Conseil et du Bureau. Elle fait apposer le sceau du Grand Conseil sur les actes qu'il y a lieu d'authentifier.

Art. 8 Représentation du Grand Conseil

¹ D'ordinaire, les invitations adressées au Grand Conseil sont honorées par la présidence.

² Lorsque les circonstances le justifient, la présidence propose au Bureau qu'il s'y rende, en corps ou en délégation.

³ Le Bureau peut, exceptionnellement, convoquer les membres du Grand Conseil à l'inauguration ou à la visite d'ouvrages importants.

² Ist die Präsidentin oder der Präsident verhindert, tritt sie oder er in den Ausstand oder äussert sie oder er sich als Mitglied des Grossen Rates, so übt die erste Vizepräsidentin oder der erste Vizepräsident das Präsidium aus; kann auch diese Person das Präsidium nicht übernehmen, so tritt die zweite Vizepräsidentin oder der zweite Vizepräsident an deren Stelle.

³ Wenn die drei Mitglieder verhindert sind oder in den Ausstand treten, so wird das Präsidium des Grossen Rates von der letzten gewählten Präsidentin oder vom letzten gewählten Präsidenten oder einer Person, die dieses Amt vorher innehatte, wahrgenommen; stehen diese nicht zur Verfügung, so wird es vom ältesten Mitglied des Grossen Rates ausgeübt.

Art. 7 Befugnisse

¹ Die Präsidentin oder der Präsident leitet die Sitzungen des Grossen Rates und des Büros und achtet darauf, dass sie ihre Aufgaben rechtzeitig erledigen.

² Sie oder er achtet darauf, dass die Gesetzgebung über den Grossen Rat eingehalten wird, dass während der Sessionen des Grossen Rates die Verhandlungen würdig verlaufen und Ordnung und Sicherheit aufrechterhalten werden.

³ Sie oder er behandelt die an den Grossen Rat gerichtete Korrespondenz und die laufenden Geschäfte.

⁴ In dringenden Fällen trifft sie oder er an Stelle des Büros die unbedingt notwendigen Massnahmen und Entscheidungen. Das Büro wird an der nächsten Sitzung informiert.

⁵ Sie oder er unterzeichnet mit der Generalsekretärin oder dem Generalsekretär alle Urkunden und Briefe des Grossen Rates und des Büros. Sie oder er lässt auf den Urkunden, die beglaubigt werden müssen, das Siegel des Grossen Rates anbringen.

Art. 8 Vertretung des Grossen Rates

¹ Im Allgemeinen nimmt die Präsidentin oder der Präsident die Einladungen wahr, die an den Grossen Rat gerichtet werden.

² Wenn die Umstände es rechtfertigen, beantragt die Präsidentin oder der Präsident dem Büro, dass es in corpore oder eine Delegation der Einladung Folge leistet.

³ Das Büro kann ausnahmsweise die Mitglieder des Grossen Rates zur Eröffnung oder Besichtigung eines bedeutenden Werks einberufen.

SECTION 3

Commissions

1. En général

Art. 9 Mission

¹ En principe, l'examen préalable des objets que doit débattre le Grand Conseil est confié à une commission.

² Le Bureau peut se réserver l'examen préalable de projets concernant l'organisation et le fonctionnement internes du Grand Conseil.

³ Les commissions étudient les affaires qui leur ont été confiées, rassemblent les informations nécessaires et présentent un rapport et des propositions au Grand Conseil.

Art. 10 Types de commissions

¹ Les commissions permanentes sont instituées par la présente loi.

² Les commissions ordinaires sont instituées par le Bureau pour examiner une affaire déterminée. Elles sont dissoutes par l'accomplissement de la mission qui leur a été confiée.

³ Des commissions spécialisées peuvent être instituées par le Bureau pour traiter des affaires analogues pendant une durée déterminée.

⁴ Au besoin, une commission de rédaction est instituée par le Grand Conseil pour contrôler la formulation de l'acte discuté (art. 140).

⁵ Une commission d'enquête peut être instituée par le Grand Conseil si des événements d'une grande portée, survenus dans un domaine qui est l'objet de la haute surveillance du Grand Conseil, exigent que le Grand Conseil clarifie de façon particulière la situation (art. 177ss).

Art. 11 Nomination des membres

¹ Les membres des commissions permanentes ainsi que les membres d'une éventuelle commission d'enquête sont élus par le Grand Conseil.

² Les membres et les présidents ou présidentes des autres commissions sont nommés par le Bureau sur présentation des groupes parlementaires.

³ Toutefois, la commission concernée désigne elle-même ceux de ses membres qui, outre le ou la rapporteur-e, sont appelés à siéger dans une commission de rédaction.

3. ABSCHNITT

Kommissionen

1. Im Allgemeinen

Art. 9 Aufgabe

¹ In der Regel werden die Geschäfte, die der Grosse Rat behandeln muss, von einer Kommission vorgeprüft.

² Das Büro kann die Vorprüfung von Entwürfen, die die interne Organisation und den internen Betrieb des Grossen Rates betreffen, selbst übernehmen.

³ Die Kommissionen prüfen die Angelegenheiten, die ihnen überwiesen wurden, beschaffen sich die nötigen Informationen und stellen dem Grossen Rat Bericht und Antrag.

Art. 10 Arten von Kommissionen

¹ Die ständigen Kommissionen werden mit diesem Gesetz eingesetzt.

² Die ordentlichen Kommissionen werden vom Büro zur Prüfung einer bestimmten Angelegenheit eingesetzt. Mit der Erfüllung der ihnen übertragenen Aufgabe werden sie aufgelöst.

³ Das Büro kann Fachkommissionen einsetzen, die während einer bestimmten Zeit Geschäfte mit verwandtem Inhalt behandeln.

⁴ Wenn nötig setzt der Grosse Rat eine Redaktionskommission ein, mit dem Auftrag, nach der Beratung die Formulierung eines Erlasses zu kontrollieren (Art. 140).

⁵ Der Grosse Rat kann eine Untersuchungskommission einsetzen, wenn Vorkommnisse von grosser Tragweite auf einem Gebiet, das unter der Oberaufsicht des Grossen Rates steht, eine besondere Klärung der Situation durch den Grossen Rat nötig machen (Art. 177 ff.).

Art. 11 Wahl der Mitglieder

¹ Die Mitglieder der ständigen Kommissionen und der Untersuchungskommissionen werden vom Grossen Rat gewählt.

² Die Mitglieder und die Präsidentinnen und Präsidenten der übrigen Kommissionen werden vom Büro auf Vorschlag der Fraktionen gewählt.

³ Die betreffende Kommission bezeichnet jedoch selbst die Mitglieder, die neben der Berichterstatterin oder dem Berichterstatter an der Redaktionskommission teilnehmen sollen.

2. Commissions permanentes

Art. 12 Liste

Le Grand Conseil comprend les commissions permanentes suivantes:

- a) la Commission des finances et de gestion;
- b) la Commission des affaires extérieures;
- c) la Commission de justice;
- d) la Commission des grâces;
- e) la Commission des naturalisations;
- f) la Commission des pétitions.

Art. 13 Composition

¹ Les commissions permanentes sont composées de sept membres, à l'exception de la Commission des finances et de gestion et de la Commission des affaires extérieures qui sont composées de treize membres au maximum.

² Une même personne ne peut faire partie que d'une commission permanente. L'appartenance au Bureau n'est pas un empêchement.

³ Les commissions permanentes désignent leur président ou présidente ainsi que leur vice-président ou vice-présidente pour la durée d'une demi-législature; ils sont rééligibles.

Art. 14 Commission des finances et de gestion

¹ La Commission des finances et de gestion a les attributions suivantes:

- a) elle examine le plan financier, les projets de budget, les comptes annuels et les demandes de crédits d'engagement qui doivent être soumis au Grand Conseil;
- b) elle préavise les lois et décrets dont les conséquences financières portent sur une somme brute supérieure à 1,5 million de francs;
- c) elle contrôle la gestion et examine le compte rendu des autorités, établissements et autres organismes soumis à la haute surveillance du Grand Conseil, à l'exception du pouvoir judiciaire;
- d) elle examine le programme de législature;
- e) elle examine et, au besoin, prend position sur les rapports des organes de contrôle des finances;

2. Ständige Kommissionen

Art. 12 Grundsatz

Innerhalb des Grossen Rates bestehen folgende ständige Kommissionen:

- a) die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission;
- b) die Kommission für auswärtige Angelegenheiten;
- c) die Justizkommission;
- d) die Begnadigungskommission;
- e) die Einbürgerungskommission;
- f) die Petitionskommission.

Art. 13 Zusammensetzung

¹ Die ständigen Kommissionen setzen sich aus sieben Mitgliedern zusammen, mit Ausnahme der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission und der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, die höchstens dreizehn Mitglieder umfassen.

² Eine Person darf nicht mehr als einer ständigen Kommission angehören. Die Zugehörigkeit zum Büro stellt keinen Hinderungsgrund dar.

³ Die ständigen Kommissionen bezeichnen ihre Präsidentin oder ihren Präsidenten und ihre Vizepräsidentin oder ihren Vizepräsidenten für eine halbe Legislaturperiode; Wiederwahl ist möglich.

Art. 14 Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

¹ Die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission hat folgende Zuständigkeiten:

- a) Sie prüft den Finanzplan, die Voranschlagsentwürfe, die Jahresrechnungen und die Verpflichtungskreditbegehren, die dem Grossen Rat unterbreitet werden müssen.
- b) Sie nimmt Stellung zu den Gesetzen und Dekreten, die Auswirkungen in der Höhe von über 1,5 Millionen Franken brutto haben.
- c) Sie kontrolliert die Geschäftsführung und prüft den Rechenschaftsbericht der Behörden, Anstalten und anderen Organe, die unter der Oberaufsicht des Grossen Rates stehen, mit Ausnahme der richterlichen Gewalt.
- d) Sie prüft das Regierungsprogramm für die Legislaturperiode.
- e) Sie prüft die Berichte der Finanzkontrollorgane und nimmt wenn nötig dazu Stellung.

f) elle exerce les autres compétences que lui attribue la législation, notamment celle sur les finances de l'Etat.

² Les organes du Grand Conseil peuvent demander le préavis de la Commission des finances et de gestion sur d'autres questions financières ou sur une question de principe concernant la gestion de l'administration.

Art. 15 Commission des affaires extérieures

¹ La Commission des affaires extérieures examine les projets d'actes approuvant l'adhésion du canton à un traité intercantonal ou international, si cette approbation entre dans la compétence du Grand Conseil. Le Bureau peut confier cet examen à une autre commission; celle-ci prend au besoin le préavis de la Commission des affaires extérieures.

² La Commission des affaires extérieures examine toute requête parlementaire tendant à l'octroi d'un mandat de négociation ou à la dénonciation d'un traité intercantonal ou international.

³ Elle remplit en outre les missions et prend les mesures qui lui incombent en vertu du droit intercantonal et de la législation spéciale.

⁴ Elle désigne parmi ses membres les personnes déléguées par le canton de Fribourg dans une commission interparlementaire chargée de prendre position sur l'approbation ou la modification d'un traité; elle en informe le Bureau.

⁵ Les membres du Grand Conseil délégués dans une commission interparlementaire de contrôle de l'exécution d'un traité intercantonal sont élus par le Grand Conseil sur préavis de la Commission des affaires extérieures.

Art. 16 Commission de justice

¹ La Commission de justice examine les affaires en relation avec le pouvoir judiciaire. Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) elle examine les rapports annuels du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif;
- b) elle prépare les élections judiciaires de la compétence du Grand Conseil. Si elle le juge utile, elle donne un préavis;
- c) elle peut présenter un rapport au Grand Conseil en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice;

f) Sie übt die übrigen Zuständigkeiten aus, die ihr von der Gesetzgebung, insbesondere von derjenigen über den Finanzhaushalt des Staates übertragen werden.

² Die Organe des Grossen Rates können die Stellungnahme der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zu anderen finanziellen Fragen oder zu grundlegenden Fragen der Geschäftsführung der Verwaltung verlangen.

Art. 15 Kommission für auswärtige Angelegenheiten

¹ Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten prüft die Entwürfe von Erlassen zur Genehmigung des Beitritts des Kantons Freiburg zu einem interkantonalen oder internationalen Vertrag, deren Genehmigung in die Zuständigkeit des Grossen Rates fällt. Das Büro kann diese Prüfung einer anderen Kommission übertragen; diese holt wenn nötig die Stellungnahme der Kommission für auswärtige Angelegenheiten ein.

² Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten prüft alle parlamentarischen Eingaben, die die Erteilung eines Mandats zur Aushandlung oder zur Kündigung eines interkantonalen oder internationalen Vertrags verlangen.

³ Sie erfüllt ausserdem die Aufgaben und trifft die Massnahmen, die auf Grund des interkantonalen Rechts und der Spezialgesetzgebung in ihre Zuständigkeit gehören.

⁴ Sie bezeichnet aus ihren Mitgliedern die Vertreterinnen und Vertreter des Kantons Freiburg in den interparlamentarischen Kommissionen, die beauftragt sind, zur Genehmigung oder zur Änderung eines Vertrags Stellung zu nehmen; sie informiert das Büro.

⁵ Die Mitglieder des Grossen Rates, die in eine interparlamentarische Kommission zur Kontrolle der Ausführung eines interkantonalen Vertrags delegiert werden, werden vom Grossen Rat auf Stellungnahme der Kommission für auswärtige Angelegenheiten gewählt.

Art. 16 Justizkommission

¹ Die Justizkommission prüft die Angelegenheiten im Zusammenhang mit der richterlichen Gewalt. Sie hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Sie prüft die Jahresberichte des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts.
- b) Sie bereitet die Richterwahlen vor, die in die Zuständigkeit des Grossen Rates fallen. Wenn sie es als nötig erachtet, gibt sie eine Stellungnahme ab.
- c) Sie kann dem Grossen Rat einen Bericht zur Verbesserung der Arbeit der Gerichtsbehörden vorlegen.

- d) elle reçoit de la part du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif toutes les plaintes déposées contre les juges ou les membres des autorités soumises à surveillance et les décisions prises à la suite de ces plaintes;
- e) elle répond aux questions parlementaires qui portent sur l'administration de la justice (art. 77 al. 2 et 78 al. 2) et examine les pétitions relatives au domaine judiciaire.

² A la requête de la Commission de justice, les autorités judiciaires et les magistrats ou magistrates sont tenus de lui communiquer les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission, dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs et du secret de fonction.

Art. 17 Commission des grâces

La Commission des grâces examine les demandes de grâce.

Art. 18 Commission des naturalisations

La Commission des naturalisations examine les projets de décrets d'octroi du droit de cité cantonal et procède aux auditions nécessaires.

Art. 19 Commission des pétitions

La Commission des pétitions examine les pétitions relevant du Grand Conseil, à l'exception de celles qui relèvent du domaine judiciaire (art. 16 al. 1 let. e).

3. Commissions ordinaires et spécialisées

Art. 20

¹ Les commissions ordinaires et spécialisées se composent de onze membres au maximum.

² L'auteur-e d'une motion prise en considération fait partie d'office d'une commission ordinaire.

³ Un membre d'une commission ordinaire peut se faire remplacer par un autre membre du Grand Conseil; il en avise immédiatement la présidence de la commission et le Secrétariat. Le membre remplacé quitte définitivement la commission.

- d) Sie erhält vom Kantonsgericht und vom Verwaltungsgericht alle Klagen gegen die der Aufsicht unterstehenden Richterinnen und Richter und Behördenmitglieder sowie die Entscheide über diese Klagen.
- e) Sie beantwortet die parlamentarischen Anfragen zur Tätigkeit der Gerichtsbehörden (Art. 77 Abs. 2 und 78 Abs. 2) und prüft die Petitionen, die den Justizbereich betreffen.

² Auf Verlangen der Justizkommission müssen die Gerichtsbehörden und die Magistratspersonen ihr die nötigen Auskünfte zur Erfüllung ihrer Aufgabe erteilen; dabei müssen das Prinzip der Gewaltentrennung und das Amtsgeheimnis beachtet werden.

Art. 17 Begnadigungskommission

Die Begnadigungskommission prüft die Begnadigungsgesuche.

Art. 18 Einbürgerungskommission

Die Einbürgerungskommission prüft die Dekretsentwürfe zur Erteilung des Kantonsbürgerrechts; sie führt die notwendigen Anhörungen durch.

Art. 19 Petitionskommission

Die Petitionskommission prüft die Petitionen, für die der Grosse Rat zuständig ist, mit Ausnahme derjenigen, die den Justizbereich betreffen (Art. 16 Abs. 1 Bst. e).

3. Ordentliche Kommissionen und Fachkommissionen

Art. 20

¹ Die ordentlichen Kommissionen und die Fachkommissionen bestehen aus höchstens 11 Mitgliedern.

² Die Verfasserin oder der Verfasser einer erheblich erklärten Motion ist von Amtes wegen Mitglied der entsprechenden ordentlichen Kommission.

³ Ein Mitglied einer ordentlichen Kommission kann sich von einem anderen Mitglied des Grossen Rates ersetzen lassen; es teilt dies sofort der Kommissionspräsidentin oder dem Kommissionspräsidenten und dem Sekretariat mit. Das ersetzte Mitglied scheidet endgültig aus der Kommission aus.

4. Fonctionnement des commissions

Art. 21 En général

¹ Pour siéger valablement, la présence de la majorité des membres est requise.

² Les votes ont lieu à la majorité des voix exprimées; les abstentions ne comptent pas. Les règles sur l'urgence (art. 169 al. 3) sont toutefois réservées.

³ La présidence peut voter. En cas d'égalité, elle départage.

⁴ Si trois membres le demandent, une proposition de minorité est établie.

⁵ La présidence de la commission répond en tout temps aux demandes du Bureau concernant l'avancement des travaux.

Art. 22 Secrétariat

¹ La personne qui assure le secrétariat tient un procès-verbal succinct de chaque séance; celui-ci mentionne le lieu, la date et la durée de la séance, les présences, les documents distribués, les objets discutés, les propositions mises au vote, les décisions prises ainsi que les résultats des votes.

² Elle prépare les propositions écrites que la commission adresse au Grand Conseil et, le cas échéant, collabore à la rédaction du rapport.

³ Elle peut s'exprimer avec voix consultative.

Art. 23 Propositions

¹ La présidence annonce immédiatement au Secrétariat la fin et le résultat de l'examen préalable d'un objet par la commission afin que cet objet puisse être porté à l'ordre du jour provisoire d'une prochaine session.

² La commission remet par écrit ses propositions ainsi que les éventuelles propositions de minorité et propose le mode de traitement à adopter pour les débats.

Art. 24 Rapports

¹ La commission décide de la forme de son rapport et désigne le ou la rapporteur-e chargé-e de le présenter devant le Grand Conseil.

4. Arbeitsweise der Kommissionen

Art. 21 Im Allgemeinen

¹ Damit eine Kommission gültig tagen kann, muss die Mehrheit der Mitglieder anwesend sein.

² Es wird mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen abgestimmt; Enthaltungen werden nicht gezählt. Die Bestimmungen über die Dringlichkeit (Art. 169 Abs. 3) bleiben vorbehalten.

³ Die Präsidentin oder der Präsident kann abstimmen. Bei Stimmgleichheit trifft sie oder er den Stichentscheid.

⁴ Auf Verlangen von 3 Mitgliedern wird ein Minderheitsantrag formuliert.

⁵ Die Präsidentin oder der Präsident beantwortet jederzeit Fragen des Büros nach dem Fortschritt der Arbeiten.

Art. 22 Sekretariat

¹ Die Sekretärin oder der Sekretär der Kommission führt über jede Sitzung ein kurzes Protokoll. Darin werden der Ort, das Datum und die Dauer der Sitzung, die Anwesenden, die verteilten Dokumente, die behandelten Geschäfte, die Anträge, über die abgestimmt wurde, die getroffenen Entscheide und die Abstimmungsergebnisse erwähnt.

² Sie oder er bereitet die schriftlichen Anträge der Kommission an den Grossen Rat vor und arbeitet gegebenenfalls beim Verfassen des Berichts mit.

³ Sie oder er hat beratende Stimme.

Art. 23 Anträge

¹ Die Präsidentin oder der Präsident meldet dem Sekretariat unverzüglich, dass die Kommission die Vorprüfung des Geschäfts beendet hat, damit das geprüfte Geschäft auf die provisorische Traktandenliste einer der folgenden Session gesetzt werden kann.

² Die Kommission gibt ihre Anträge sowie allfällige Minderheitsanträge schriftlich ab und beantragt, nach welcher Kategorie das Geschäft behandelt werden soll.

Art. 24 Berichte

¹ Die Kommission entscheidet über die Form ihres Berichts und bezeichnet für die Präsentation ihres Berichts vor dem Grossen Rat die Berichterstatterin oder den Berichterstatter.

² La minorité de la commission peut établir un rapport propre, séparé ou intégré au rapport majoritaire, et/ou désigner un ou une rapporteur-e de minorité.

³ Un rapport écrit complémentaire au message est établi lorsqu'une proposition majoritaire ou minoritaire modifie de manière importante l'évaluation des conséquences du projet discuté.

SECTION 4

Groupes parlementaires

Art. 25 Constitution

¹ Les membres du Grand Conseil appartenant au même parti politique ou élus sur une liste du même groupe d'électeurs et électrices au sens de la législation sur l'exercice des droits politiques forment d'office un groupe parlementaire s'ils sont cinq au moins.

² Les autres membres du Grand Conseil peuvent s'associer pour former un groupe s'ils sont cinq au moins. Ils peuvent aussi demander leur rattachement à un groupe existant.

³ Un membre du Grand Conseil ne peut pas appartenir à plus d'un groupe.

⁴ Les groupes sont reconnus par le Grand Conseil au début de la législature et pour toute la durée de celle-ci, même si l'effectif de leurs membres n'est plus de cinq par la suite. En cours de législature, un groupe peut décider de se dissoudre, mais aucun groupe ne peut être créé, même en cas d'élection complémentaire.

⁵ Le membre du Grand Conseil qui quitte un groupe parlementaire ou en est exclu est réputé démissionnaire des fonctions auxquelles il a été élu par le Grand Conseil ou nommé par le Bureau.

VARIANTE

(proposition de minorité, prise à 3 voix contre 9 et 1 abstention)

al. 1, 2 et 4

Mettre «quatre» au lieu de «cinq»

Art. 26 Prérogatives

¹ Les groupes sont équitablement représentés dans les organes du Grand Conseil.

² Die Kommissionsminderheit kann entweder unabhängig vom Bericht der Mehrheit oder als Teil davon einen eigenen Bericht erstellen und eine Berichtserstatterin oder einen Berichtserstatter der Minderheit bezeichnen.

³ Ein zusätzlicher schriftlicher Bericht zur Botschaft wird erstellt, wenn die geschätzten Auswirkungen des diskutierten Entwurfs mit einem Mehrheits- oder einem Minderheitsantrag bedeutend geändert werden.

4. ABSCHNITT

Fraktionen

Art. 25 Bildung

¹ Fünf oder mehr Mitglieder des Grossen Rates, die derselben politischen Partei angehören oder auf derselben Liste einer Wählerinnen- und Wählergruppe im Sinne der Gesetzgebung über die Ausübung der politischen Rechte gewählt wurden, bilden von Amtes wegen eine Fraktion.

² Die übrigen Mitglieder des Grossen Rates können sich zu einer Fraktion zusammenschliessen, unter der Bedingung, dass ihre Zahl mindestens fünf beträgt. Sie können auch um ihren Anschluss an eine bestehende Fraktion ersuchen.

³ Ein Mitglied des Grossen Rates kann nicht mehr als einer Fraktion angehören.

⁴ Die Fraktionen werden vom Grossen Rat zu Beginn der Legislaturperiode für die ganze Legislaturperiode anerkannt, selbst wenn sie mit der Zeit weniger als fünf Mitglieder haben. Während der Legislaturperiode kann eine Fraktion beschliessen, sich aufzulösen; es kann hingegen keine neue Fraktion gebildet werden, auch nicht nach Ergänzungswahlen.

⁵ Das Mitglied des Grossen Rates, das aus einer Fraktion austritt oder aus ihr ausgeschlossen wird, muss von allen Ämtern, in die es vom Grossen Rat gewählt wurde oder für die es vom Büro bezeichnet wurde, zurücktreten.

VARIANTE

(Minderheitsantrag, der mit 3 gegen 9 Stimmen bei einer Enthaltung beschlossen wurde)

Abs. 1, 2 und 4

Jeweils «vier» statt «fünf»

Art. 26 Rechte

¹ Die Fraktionen sind in den Organen des Grossen Rates angemessen vertreten.

² Ils peuvent présenter des candidatures en vue de la nomination des commissions ou d'une élection.

³ Un ou une porte-parole de chaque groupe peut intervenir lors des débats, y compris en cas de débat restreint.

⁴ Chaque groupe reçoit une indemnité annuelle destinée à couvrir ses frais de secrétariat et de fonctionnement.

SECTION 5

Scrutateurs et scrutatrices

Art. 27 Election

¹ Le Grand Conseil élit, pour la durée de la législature, six scrutateurs ou scrutatrices, ainsi que six suppléants ou suppléantes qui peuvent être appelés à les remplacer lors des séances du Grand Conseil.

² La présidence désigne, le cas échéant, le suppléant ou la suppléante appelé-e à fonctionner.

Art. 28 Fonctions

¹ Lors des élections, les scrutateurs et scrutatrices préparent les scrutins et les dépouillent.

² Ils dénombrent les voix lorsqu'un vote a lieu par assis et levé.

³ Ils assistent la présidence pour le contrôle des présences.

⁴ Au besoin, la présidence invite les suppléants et suppléantes à prêter main forte aux scrutateurs et scrutatrices.

CHAPITRE 2

Secrétariat du Grand Conseil

Art. 29 Attributions a) En général

¹ Le Secrétariat est l'état-major du Grand Conseil. Il collabore à la bonne marche du Grand Conseil et en assure le support logistique.

² Sie können für die Bestellung von Kommissionen oder für Wahlen Kandidaturen vorschlagen.

³ Eine Sprecherin oder ein Sprecher aus jeder Fraktion kann bei den Beratungen das Wort ergreifen, auch wenn es nur eine beschränkte Debatte gibt.

⁴ Jede Fraktion erhält zur Deckung ihrer Sekretariats- und Betriebskosten eine jährliche Entschädigung.

5. ABSCHNITT

Stimmzählerinnen und Stimmzähler

Art. 27 Wahl

¹ Der Grosse Rat wählt für die Dauer der Legislaturperiode sechs Stimmzählerinnen und Stimmzähler und sechs Stellvertreterinnen und Stellvertreter, die sie an den Sitzungen des Grossen Rates vertreten können.

² Die Präsidentin oder der Präsident bezeichnet wenn nötig die Stellvertreterin oder den Stellvertreter, die oder der zum Einsatz kommt.

Art. 28 Aufgaben

¹ Bei den Wahlen bereiten die Stimmzählerinnen und Stimmzähler die Wahlgänge vor und zählen die Stimmen.

² Sie zählen die Stimmen, wenn mit Sitzenbleiben und Aufstehen abgestimmt wird.

³ Sie helfen der Präsidentin oder dem Präsidenten bei der Präsenzkontrolle.

⁴ Wenn nötig fordert die Präsidentin oder der Präsident die Stellvertreterinnen und Stellvertreter auf, den Stimmzählerinnen und Stimmzählern zu helfen.

2. KAPITEL

Sekretariat des Grossen Rates

Art. 29 Befugnisse a) Im Allgemeinen

¹ Das Sekretariat ist die Stabsstelle des Grossen Rates. Es trägt zur einwandfreien Ratsarbeit des Grossen Rates bei und bietet dafür die logistische Unterstützung.

² Il conseille les membres du Grand Conseil sur les aspects procéduraux et les assiste dans leur activité parlementaire.

³ Il assure, en collaboration avec la Chancellerie d'Etat, les relations entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat.

⁴ Il exécute les autres tâches qui lui incombent en vertu de la législation.

Art. 30 b) Tâches d'état-major

En qualité d'organe d'état-major du Grand Conseil, le Secrétariat accomplit notamment les tâches qui suivent:

- a) il collabore avec la présidence à l'expédition de la correspondance et des affaires courantes et à l'envoi des convocations du Grand Conseil et du Bureau et assume la garde des sceaux authentifiant les actes du Grand Conseil;
- b) il veille au respect du protocole;
- c) il assure la tenue des registres et de la documentation du Grand Conseil ainsi que de ses archives;
- d) il assure la gestion des locaux;
- e) il pourvoit à l'enregistrement et à la saisie du compte rendu des débats ainsi qu'au fonctionnement du système de vote électronique;
- f) il assure la tenue du rôle du Grand Conseil et du procès-verbal des séances de ses organes, ainsi que la saisie, la publication et la diffusion du Bulletin officiel des séances du Grand Conseil;
- g) il pourvoit à la diffusion des documents adressés à l'ensemble des membres du Grand Conseil ainsi qu'aux médias;
- h) il pourvoit à l'indemnisation des membres et des organes du Grand Conseil;
- i) il organise une brève formation initiale pour les nouveaux membres du Grand Conseil.

Art. 31 c) Tenue des registres

Le Secrétariat tient les registres suivants:

² Es berät die Mitglieder des Grossen Rates in Verfahrensfragen und unterstützt sie in ihrer parlamentarischen Tätigkeit.

³ Es gewährleistet gemeinsam mit der Staatskanzlei die Beziehungen zwischen dem Grossen Rat und dem Staatsrat.

⁴ Es führt die weiteren Aufgaben aus, die ihm durch die Gesetzgebung übertragen werden.

Art. 30 b) Stabsaufgaben

Als Stabsstelle des Grossen Rates erfüllt das Sekretariat insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Es arbeitet bei der Erledigung der Korrespondenz und der laufenden Geschäfte und beim Versand der Einberufungen des Grossen Rates und des Büros mit dem Präsidenten oder mit der Präsidentin zusammen und verwahrt die Siegel, mit denen die Urkunden des Grossen Rates beglaubigt werden.
- b) Es sorgt dafür, dass das Protokoll eingehalten wird.
- c) Es führt die Register und die Dokumentation sowie die Archive des Grossen Rates.
- d) Es verwaltet die Räumlichkeiten.
- e) Es sorgt dafür, dass das Protokoll der Sitzungen aufgezeichnet und erfasst wird und dass die elektronische Abstimmungsanlage funktioniert.
- f) Es führt das Sitzungsjournal des Grossen Rates und die Protokolle der Sitzungen seiner Organe und stellt die Erfassung, die Veröffentlichung und die Verteilung des Amtlichen Tagblatts der Sitzungen des Grossen Rates sicher.
- g) Es sorgt für die Verteilung der Unterlagen an alle Mitglieder des Grossen Rates und an die Medien.
- h) Es zahlt die Entschädigungen an die Mitglieder und die Organe des Grossen Rates aus.
- i) Es organisiert eine kurze Einführung für die neuen Mitglieder des Grossen Rates.

Art. 31 c) Register

Das Sekretariat führt folgende Register:

- a) le registre contenant l'état nominatif des membres du Grand Conseil et des commissions permanentes ou spécialisées, ainsi que des personnes élues, nommées ou déléguées par le Grand Conseil, avec notamment la date de l'élection, de la nomination ou de la délégation et la durée de la fonction;
- b) le registre des messages et des projets de lois et de décrets ainsi que des rapports;
- c) le registre des instruments parlementaires avec mention de la suite qui leur a été donnée;
- d) le registre de la correspondance;
- e) le registre des demandes de grâce;
- f) le registre des pétitions;
- g) le registre des demandes de naturalisation.

Art. 32 Secrétaire général-e

¹ Le ou la secrétaire général-e est élu-e par le Grand Conseil, sur le préavis du Bureau, pour une période individuelle de cinq ans.

² Il ou elle dirige le Secrétariat et a envers lui les mêmes attributions qu'un ou une chef-fe de Direction envers celle-ci.

³ Il ou elle assiste la présidence dans sa fonction de direction du Bureau et du Grand Conseil.

⁴ Il ou elle exerce les autres tâches qui lui sont attribuées par la législation ou qui lui sont déléguées.

Art. 33 Secrétaire général-e adjoint-e

¹ Le Grand Conseil nomme, pour la durée de la législature, un secrétaire général adjoint ou une secrétaire générale adjointe. Le Bureau donne un préavis, après avoir entendu le ou la secrétaire général-e.

² Cette personne assure la suppléance du ou de la secrétaire général-e.

- a) das Register mit den Namen der Mitglieder des Grossen Rates und der ständigen und Fachkommissionen sowie der vom Grossen Rat gewählten, ernannten und delegierten Personen, wobei insbesondere das Datum der Wahl, der Ernennung oder der Delegation und die Amtsdauer angegeben werden;
- b) das Register der Botschaften und der Gesetzes- und Dekretsentwürfe sowie der Berichte;
- c) das Register der parlamentarischen Vorstösse mit der Folge, die ihnen gegeben wurde;
- d) das Register der Korrespondenz;
- e) das Register der Begnadigungsgesuche;
- f) das Register der Petitionen;
- g) das Register der Einbürgerungsgesuche.

Art. 32 Generalsekretärin oder Generalsekretär

¹ Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär wird vom Grossen Rat auf Stellungnahme des Büros für eine individuelle Amtsdauer von 5 Jahren gewählt.

² Sie oder er leitet das Sekretariat und hat gegenüber diesem dieselben Befugnisse wie eine Direktionsvorsteherin oder ein Direktionsvorsteher gegenüber einer Direktion.

³ Sie oder er unterstützt den Präsidenten bei der Leitung des Büros und des Grossen Rates.

⁴ Sie oder er übt die übrigen Aufgaben aus, die ihr oder ihm auf Grund der Gesetzgebung zukommen oder die ihr oder ihm übertragen werden.

Art. 33 Stellvertretende Generalsekretärin oder stellvertretender Generalsekretär

¹ Der Grosse Rat wählt für die Dauer der Legislaturperiode eine stellvertretende Generalsekretärin oder einen stellvertretenden Generalsekretär. Das Büro nimmt Stellung, nachdem es die Generalsekretärin oder den Generalsekretär angehört hat.

² Diese Person vertritt die Generalsekretärin oder den Generalsekretär.

Art. 34 Rapports de service
a) En général

¹ Le personnel du Secrétariat est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

² Le Secrétariat est une autorité d'engagement au sens de la législation sur le personnel de l'Etat.

³ Lorsque le respect de la séparation des pouvoirs l'exige, le Bureau rend les décisions ou reçoit les communications que la législation sur le personnel de l'Etat place dans la compétence du Conseil d'Etat.

⁴ Un recours direct auprès du Tribunal administratif est ouvert contre:

- a) les décisions du ou de la secrétaire général-e en matière de personnel;
- b) les décisions du Bureau relatives au ou à la secrétaire général-e.

Art. 35 b) Du ou de la secrétaire général-e

¹ Les rapports de service du ou de la secrétaire général-e sont régis par un contrat de durée déterminée, correspondant à sa période d'élection. Le Grand Conseil est représenté par son président ou sa présidente pour la signature du contrat.

² Les rapports de service peuvent toutefois être résiliés de part et d'autre dans un délai de six mois. Les articles 38 et suivants de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat sont applicables.

³ Si le ou la secrétaire général-e se présente pour une nouvelle période et n'est pas réélu-e, les rapports de service cessent de plein droit à la fin du mois en cours, et une indemnité de départ correspondant à son traitement lui est versée pendant six mois. Le gain réalisé durant cette période est déduit de l'indemnité s'il provient d'un traitement versé ou subventionné par l'Etat.

Art. 36 Gestion

¹ Les règles applicables à l'administration dans le domaine de la gestion administrative valent par analogie pour le Secrétariat.

Art. 34 Dienstverhältnis
a) Im Allgemeinen

¹ Das Personal des Sekretariats ist der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt.

² Das Sekretariat ist Anstellungsbehörde im Sinn der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

³ Wenn das aus Gründen der Gewaltentrennung notwendig ist, erlässt das Büro die Verfügungen und nimmt die Mitteilungen entgegen, für die gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal der Staatsrat zuständig ist.

⁴ Gegen folgende Entscheide kann direkt beim Verwaltungsgericht Beschwerde geführt werden:

- a) Entscheide der Generalsekretärin oder des Generalsekretärs über Personalfragen;
- b) Entscheide des Büros, die die Generalsekretärin oder den Generalsekretär betreffen.

Art. 35 b) der Generalsekretärin oder des Generalsekretärs

¹ Das Dienstverhältnis der Generalsekretärin oder des Generalsekretärs wird in einem Vertrag geregelt, der auf die Amtsdauer, für die sie oder er gewählt wurde, befristet ist. Für den Grossen Rat unterschreibt die Präsidentin oder der Präsident den Vertrag.

² Das Dienstverhältnis kann von beiden Seiten mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden. Die Artikel 38 ff. des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal sind anwendbar.

³ Tritt die Generalsekretärin oder der Generalsekretär zur Wiederwahl für eine neue Amtsdauer an, und wird sie oder er nicht wieder gewählt, so endet das Dienstverhältnis von Rechts wegen am Ende des laufenden Monats und es wird ihr oder ihm während 6 Monaten eine Abgangsentschädigung in der Höhe des Gehalts ausbezahlt. Der während dieser Zeit erzielte Verdienst wird von der Entschädigung abgezogen, wenn er von einem Gehalt stammt, das der Staat zahlt oder subventioniert.

Art. 36 Verwaltungs- und Haushaltführung

¹ Die für die Verwaltung geltenden Regeln der Verwaltungsführung gelten sinngemäss auch für das Sekretariat.

² Lorsque le respect de la séparation des pouvoirs l'exige, le Bureau exerce à l'égard du Secrétariat les compétences que la législation attribue au Conseil d'Etat.

³ Le Secrétariat remet au Bureau un compte rendu de son activité pour l'année écoulée et lui soumet ses objectifs et priorités pour l'année suivante.

⁴ La gestion financière est régie par les articles 154 et suivants.

Art. 37 Relations avec l'administration

¹ Le Secrétariat peut faire appel aux services de l'administration, en particulier de la Chancellerie d'Etat, pour l'assister dans l'exécution de ses tâches.

² La fourniture des prestations auxquelles il est régulièrement recouru fait l'objet d'une convention entre le Conseil d'Etat et le Bureau.

³ Les autres prestations font l'objet d'une entente entre la Chancellerie d'Etat ou la Direction concernée et le Secrétariat si elles dépassent le cadre de l'entraide administrative.

Art. 38 Entraide administrative

¹ Le Secrétariat bénéficie de l'entraide administrative au même titre qu'une Direction; il la fournit dans la même mesure.

² Il a les mêmes droits et obligations, à l'égard de l'administration, que les membres ou les organes du Grand Conseil, lorsqu'il a reçu mandat d'exécuter une tâche en leur nom.

CHAPITRE 3

Session constitutive

Art. 39 Date et objets

Dans les semaines qui suivent les élections générales, le Grand Conseil nouvellement élu se réunit notamment pour valider les élections et reconstituer ses organes.

² Wenn das aus Gründen der Gewaltentrennung notwendig ist, übt das Büro gegenüber dem Sekretariat die Befugnisse aus, für die laut der Gesetzgebung der Staatsrat zuständig ist.

³ Das Sekretariat gibt dem Büro einen Rechenschaftsbericht über das vergangene Jahr ab und unterbreitet ihm seine Ziele und Schwerpunkte für das kommende Jahr.

⁴ Die Haushaltsführung wird in den Artikeln 154 ff. geregelt.

Art. 37 Verhältnis zur Verwaltung

¹ Das Sekretariat kann als Unterstützung bei der Erfüllung seiner Aufgaben die Dienstleistungen der Verwaltung, insbesondere der Staatskanzlei in Anspruch nehmen.

² Über Dienstleistungen, die regelmässig in Anspruch genommen werden, wird zwischen dem Staatsrat und dem Büro eine Vereinbarung abgeschlossen.

³ Die übrigen Dienstleistungen werden von der Staatskanzlei oder der betreffenden Direktion und dem Sekretariat in gegenseitigem Einverständnis geregelt, wenn sie über die Amtshilfe hinausgehen.

Art. 38 Amtshilfe

¹ Das Sekretariat kann mit gleichem Recht wie eine Direktion Amtshilfe in Anspruch nehmen; es leistet sie im selben Mass.

² Es hat gegenüber der Verwaltung die gleichen Rechte und Pflichten wie die Mitglieder und die Organe des Grossen Rates, wenn es den Auftrag erhalten hat, eine Aufgabe in deren Namen auszuführen.

3. KAPITEL

Konstituierende Session

Art. 39 Datum und Verhandlungsgegenstände

In den Wochen nach den Gesamterneuerungswahlen versammelt sich der neu gewählte Grosse Rat, um insbesondere die Wahlen zu validieren und seine Organe zu bestellen.

Art. 40 Bureau provisoire
a) Composition

¹ Le doyen ou la doyenne d'âge des personnes présumées élues au Grand Conseil et les présidents ou présidentes de chaque groupe constitué d'office (art. 25 al. 1), ou une personne désignée par leur groupe pour les remplacer, forment le Bureau provisoire.

² Les autres groupes (art. 25 al. 2) sont représentés au sein du Bureau provisoire à partir du moment où ils ont annoncé leur constitution provisoire au Secrétariat.

Art. 41 b) Attributions

¹ Jusqu'à l'élection du président ou de la présidente du Grand Conseil et à la reconstitution du Bureau, le doyen ou la doyenne d'âge assume la présidence et le Bureau provisoire exerce les attributions nécessaires au déroulement de la session constitutive, sous réserve des attributions de la commission spéciale de validation.

² En particulier, le Bureau provisoire:

- a) prépare la reconnaissance des groupes parlementaires;
- b) récolte les candidatures des groupes parlementaires en vue de la reconstitution des organes du Grand Conseil;
- c) fixe l'ordre du jour des séances de la session constitutive et convoque les personnes concernées;
- d) désigne huit personnes, parmi les membres présumés élus, pour fonctionner comme scrutateurs ou scrutatrices lors de la session constitutive.

Art. 42 Commission spéciale de validation

¹ Les scrutateurs et scrutatrices désignés par le Bureau provisoire constituent, sous la présidence du doyen ou de la doyenne d'âge du Grand Conseil, la commission spéciale de validation.

² La commission vérifie la régularité du déroulement des élections ainsi que la validité de l'élection des personnes à assermenter lors de la session constitutive.

³ Si elle constate un cas d'incompatibilité ou une autre cause de contestation de l'élection, la commission entend sans délai la personne concernée et recueille les informations nécessaires pour permettre au Grand Conseil de statuer sur le cas.

Art. 40 Provisorisches Büro
a) Zusammensetzung

¹ Das älteste der als gewählt erachteten Mitglieder des Grossen Rates und die Präsidentinnen und Präsidenten aller von Amtes wegen gebildeten Fraktionen (Art. 25 Abs. 1) oder eine Person, die von ihrer Fraktion als Ersatz bezeichnet wird, bilden das provisorische Büro.

² Die übrigen Fraktionen (Art. 25 Abs. 2) sind im provisorischen Büro vertreten, sobald sie ihre provisorische Bildung beim Sekretariat des Grossen Rates angemeldet haben.

Art. 41 b) Zuständigkeiten

¹ Bis zur Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten des Grossen Rates und bis zur Konstituierung des Büros übernimmt die älteste Person das Amt des Präsidenten (Alterspräsidentin oder Alterspräsident), und das provisorische Büro übt die für den Ablauf der konstituierenden Session nötigen Zuständigkeiten aus; die Zuständigkeiten der Validierungskommission bleiben vorbehalten.

² Das provisorische Büro hat insbesondere folgende Zuständigkeiten:

- a) Es bereitet die Anerkennung der Fraktionen vor.
- b) Es nimmt von den Fraktionen die Kandidaturen für die Rekonstituierung der Organe des Grossen Rates entgegen.
- c) Es erstellt die Traktandenliste für die Sitzung der konstituierenden Session und beruft die betreffenden Personen ein.
- d) Es bezeichnet unter den als gewählt erachteten Mitgliedern acht Personen als Stimmzählerinnen und Stimmzähler für die konstituierende Session.

Art. 42 Validierungskommission

¹ Die vom provisorischen Büro bezeichneten Stimmzählerinnen und Stimmzähler bilden unter dem Vorsitz der Alterspräsidentin oder des Alterspräsidenten die Validierungskommission.

² Die Kommission überprüft, ob die Wahlen ordnungsgemäss abgelaufen sind und ob die Personen, die in der konstituierenden Session vereidigt werden, gültig gewählt sind.

³ Stellt sie einen Fall von Unvereinbarkeit oder einen anderen Grund zur Bestreitung der Wahl fest, so hört sie unverzüglich die betreffende Person an und holt die nötigen Informationen ein, damit der Grosse Rat über den Fall entscheiden kann.

⁴ Elle adresse ses conclusions aux membres présumés élus du Grand Conseil, sous la forme d'un bref rapport écrit auquel elle joint le message du Conseil d'Etat relatif aux résultats des élections.

Art. 43 Programme général de la session

¹ La session constitutive se compose de deux séances.

² La première séance se déroule selon le programme suivant:

- a) contrôle des présences;
- b) ouverture solennelle de la session;
- c) validation de l'élection des membres du Grand Conseil, suivie de leur assermentation;
- d) validation de l'élection des membres du Conseil d'Etat et des préfets, suivie de l'assermentation des membres du Conseil d'Etat;
- e) élection du président ou de la présidente du Conseil d'Etat;
- f) reconnaissance des groupes parlementaires;
- g) élection du président ou de la présidente du Grand Conseil et des autres des membres du Bureau;
- h) nomination du secrétaire général adjoint ou de la secrétaire générale adjointe.

³ La seconde séance se déroule selon le programme suivant:

- a) cortège et cérémonie à la Cathédrale;
- b) détermination du nombre des membres de la Commission des finances et de gestion et de la Commission des affaires extérieures;
- c) élection des membres des commissions permanentes.

Art. 44 Validation des pouvoirs des membres du Grand Conseil

¹ Le Grand Conseil provisoire, constitué des personnes présumées élus d'après les procès-verbaux du scrutin et dont la commission spéciale de validation ne conteste pas les pouvoirs, valide les pouvoirs de ses membres et statue sur les cas litigieux.

² La validation a lieu par cercle électoral. Les personnes présumées élues dans un cercle ne votent pas lors de la validation des élections de ce cercle. Les personnes dont les pouvoirs ne sont pas validés se retirent immédiatement.

⁴ Sie richtet ihre Anträge in Form eines kurzen schriftlichen Berichts an die als gewählt erachteten Mitglieder des Grossen Rates; sie fügt diesem Bericht die Botschaft des Staatsrates über die Wahlergebnisse bei.

Art. 43 Allgemeines Programm der Session

¹ Die konstituierende Sitzung umfasst zwei Sitzungen.

² Das Programm der ersten Sitzung lautet wie folgt:

- a) Präsenzkontrolle;
- b) feierliche Eröffnung der Session;
- c) Validierung der Wahl der Mitglieder des Grossen Rates mit anschliessender Vereidigung;
- d) Validierung der Wahl der Mitglieder des Staatsrats und der Oberamtänner, Vereidigung der Mitglieder des Staatsrats;
- e) Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten des Staatsrats;
- f) Anerkennung der Fraktionen;
- g) Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten des Grossen Rates und der übrigen Mitglieder des Büros;
- h) Ernennung der stellvertretenden Generalsekretärin oder des stellvertretenden Generalsekretärs.

³ Das Programm der zweiten Sitzung lautet wie folgt:

- a) Umzug und Feier in der Kathedrale;
- b) Festlegung der Zahl der Mitglieder der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission und der Kommission für auswärtige Angelegenheiten;
- c) Wahl der Mitglieder der ständigen Kommissionen.

Art. 44 Validierung des Mandats der Grossrätinnen und Grossräte

¹ Der provisorische Grosse Rat, der sich aus den Personen zusammensetzt, die gemäss den Wahlprotokollen als gewählt erachtet werden und deren Mandate von der Validierungskommission nicht bestritten werden, validiert die Mandate seiner Mitglieder und entscheidet über strittige Fälle.

² Die Validierung erfolgt Wahlkreis für Wahlkreis. Die in einem Wahlkreis als gewählt erachteten Personen stimmen bei der Validierung der Wahlen dieses Wahlkreises nicht. Die Person, deren Mandat nicht validiert wird, zieht sich unverzüglich zurück.

Art. 45 Assermentation

¹ Le ou la secrétaire général-e lit, dans les deux langues officielles, la formule du serment et de la promesse solennelle prévue par la législation y relative.

² Chaque personne à assermenter se lève à l'appel de son nom et, la main droite levée, déclare dans sa langue «Je le jure» «Ich schwöre es» ou «Je le promets» «Ich verspreche es».

³ La personne empêchée d'assister à la session constitutive est assermentée à la première séance à laquelle elle est en mesure d'assister. Si la personne ne se présente pas dès que possible, le Bureau lui impartit un délai au terme duquel elle est déclarée démissionnaire.

⁴ En cas de nécessité, le Bureau procède à l'assermentation d'une personne pour lui permettre de prendre ses fonctions sans attendre la prochaine session du Grand Conseil.

Art. 46 Organes du Grand Conseil

¹ Les personnes élues membres d'un organe du Grand Conseil prennent immédiatement leur fonction.

² Les scrutateurs et scrutatrices désignés par le Bureau provisoire exercent toutefois leur fonction jusqu'à l'issue de la session constitutive.

TITRE III

Fonctionnement du Grand Conseil

CHAPITRE 4

Statut des membres du Grand Conseil

SECTION 1

Début et fin

Art. 47

¹ Les membres du Grand Conseil entrent en fonction sitôt après leur assermentation.

Art. 45 Vereidigung

¹ Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär verliest in beiden Amtssprachen die in der einschlägigen Gesetzgebung enthaltene Eidesformel und die Formel des feierlichen Versprechens.

² Beim Aufruf ihres Namens steht jede zu vereidigende Person auf, erhebt die rechte Hand und erklärt in ihrer Sprache «Ich schwöre es» «Je le jure» oder «Ich verspreche es» «Je le promets».

³ Die Person, die an der Teilnahme an der konstituierenden Session verhindert ist, wird an der ersten Sitzung, an der sie anwesend sein kann, vereidigt. Wenn die Person nicht erscheint, sobald es ihr möglich ist, setzt das Büro ihr eine Frist; verstreicht die Frist unbenutzt, so wird der Rücktritt der Person angenommen.

⁴ Wenn nötig vereidigt das Büro eine Person, damit diese ihr Amt antreten kann, ohne die nächste Session des Grossen Rates abwarten zu müssen.

Art. 46 Organe des Grossen Rates

¹ Die in ein Organ des Grossen Rates gewählten Personen treten ihr Amt sofort an.

² Die vom provisorischen Büro bezeichneten Stimmzählerinnen und Stimmzähler üben ihre Funktion jedoch bis zum Ende der konstituierenden Session aus.

3. TITEL

Arbeitsweise des Grossen Rates

4. KAPITEL

Stellung der Mitglieder des Grossen Rates

1. ABSCHNITT

Entstehung und Beendigung der Zugehörigkeit

Art. 47

¹ Die Mitglieder des Grossen Rates treten ihr Amt unmittelbar nach der Vereidigung an.

² Un membre du Grand Conseil peut présenter en tout temps sa démission du Grand Conseil. Il informe la présidence par écrit et mentionne la date à laquelle sa démission prend effet.

³ Le Grand Conseil, sur la proposition du Bureau, déclare démissionnaire le membre du Grand Conseil:

- a) qui refuse de prêter serment ou de faire la promesse solennelle;
- b) qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité;
- c) qui ne respecte plus les règles sur les incompatibilités;
- d) ou qui n'assiste pas avec assiduité aux séances malgré un avertissement prononcé par le Bureau.

⁴ Le Secrétariat avise immédiatement la préfecture compétente pour pourvoir au remplacement du membre démissionnaire.

SECTION 2

Droits

Art. 48 En général

¹ Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, chaque membre du Grand Conseil a le droit notamment:

- a) de prendre la parole et de formuler des propositions au cours des débats du Grand Conseil et des commissions dont il fait partie;
- b) de prendre part aux votes et élections;
- c) d'utiliser les instruments parlementaires;
- d) de recevoir des indemnités de séance et de déplacement ainsi que, le cas échéant, d'autres indemnités pour l'accomplissement de tâches particulières;
- e) de recevoir la documentation et les renseignements liés à l'exercice de l'activité parlementaire;
- f) de s'associer avec d'autres membres du Grand Conseil pour former un groupe parlementaire.

² Il s'exprime dans la langue officielle de son choix.

² Ein Mitglied des Grossen Rates kann jederzeit seinen Rücktritt aus dem Grossen Rat erklären. Es teilt den Rücktritt der Präsidentin oder dem Präsidenten schriftlich mit und gibt an, auf welches Datum es zurücktritt.

³ Der Grosse Rat erklärt auf Antrag des Büros ein Mitglied als zurückgetreten, wenn es:

- a) sich weigert, den Eid oder das feierliche Versprechen zu leisten;
- b) die Wählbarkeitsvoraussetzungen nicht mehr erfüllt;
- c) die Bestimmungen über die Unvereinbarkeiten nicht beachtet;
- d) trotz einer Verwarnung durch das Büro nicht gewissenhaft an den Sitzungen teilnimmt.

⁴ Das Sekretariat benachrichtigt unverzüglich das zuständige Oberamt, damit es die Nachfolge des zurückgetretenen Mitglieds regeln kann.

2. ABSCHNITT

Rechte

Art. 48 Im Allgemeinen

¹ In den Grenzen der gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen hat jedes Mitglied des Grossen Rates insbesondere folgende Rechte:

- a) Es kann während der Verhandlungen des Grossen Rates und der Kommissionen, denen es angehört, das Wort ergreifen und Anträge stellen.
- b) Es kann an den Abstimmungen und Wahlen teilnehmen.
- c) Es kann parlamentarische Vorstösse einreichen.
- d) Es erhält Sitzungsgeld und Reiseentschädigungen sowie gegebenenfalls weitere Entschädigungen für die Ausführung von besonderen Aufgaben.
- e) Es erhält die Unterlagen und die Auskünfte, die für die parlamentarische Arbeit notwendig sind.
- f) Es kann sich mit anderen Mitgliedern des Grossen Rates zusammenschliessen, um eine Fraktion zu bilden.

² Es spricht in der Amtssprache seiner Wahl.

Art. 49 Liberté de parole

¹ La liberté de parole des membres du Grand Conseil dans l'exercice de leur activité parlementaire est garantie dans les limites de la Constitution et de la présente loi.

² Les restrictions liées à l'organisation des débats et à l'ordre des séances sont réservées.

³ Le Grand Conseil lève l'immunité dans les cas et selon la procédure prévue aux articles 167 et 168.

Art. 50 Référendum parlementaire

L'exercice du droit de référendum financier par le quart des membres du Grand Conseil (art. 99 al. 3 Cst.) est régi par la loi sur l'exercice des droits politiques.

Art. 51 Documentation

¹ Chaque membre du Grand Conseil reçoit une documentation de base, qui se compose au moins des éléments suivants:

- a) la Constitution cantonale;
- b) la législation sur le Grand Conseil;
- c) la législation sur l'exercice des droits politiques;
- d) le guide parlementaire.

² Les membres du Grand Conseil reçoivent d'office la version imprimée du Bulletin officiel des séances du Grand Conseil. S'ils y renoncent, ils en informent le Secrétariat.

³ Ils obtiennent, sur demande, un abonnement gratuit au Recueil officiel fribourgeois et/ou à la Feuille officielle du canton de Fribourg et la remise à prix réduit du Recueil systématique de la législation fribourgeoise et de ses mises à jour.

⁴ Ils indiquent au Secrétariat dans quelle langue officielle ils souhaitent recevoir la documentation.

Art. 52 Pièce de légitimation

Les membres du Grand Conseil peuvent demander au Secrétariat de leur fournir une attestation ou une autre pièce de légitimation. Celle-ci doit être restituée à l'expiration de la fonction y relative.

Art. 49 Äusserungsfreiheit

¹ Die Äusserungsfreiheit der Mitglieder des Grossen Rates in der Ausübung ihrer parlamentarischen Tätigkeit wird im Rahmen der Verfassung und dieses Gesetzes gewährleistet.

² Die Einschränkungen im Zusammenhang mit der Organisation der Beratungen und der Sitzungsordnung bleiben vorbehalten.

³ Der Grosse Rat hebt die Immunität in den Fällen und gemäss dem Verfahren nach den Artikeln 167 und 168 auf.

Art. 50 Parlamentarisches Referendum

Die Ausübung des Finanzreferendumsrechts durch einen Viertel der Mitglieder des Grossen Rates (Art. 99 Abs. 3 KV) richtet sich nach dem Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte.

Art. 51 Unterlagen

¹ Jedes Mitglied des Grossen Rates erhält die wichtigsten Unterlagen; dazu gehören mindestens:

- a) die Kantonsverfassung;
- b) die Gesetzgebung über den Grossen Rat;
- c) die Gesetzgebung über die Ausübung der politischen Rechte;
- d) der parlamentarische Leitfaden.

² Die Mitglieder des Grossen Rates erhalten von Amtes wegen die gedruckte Fassung des Amtlichen Tagblatts der Sitzungen des Grossen Rates. Wenn sie darauf verzichten wollen, teilen sie dies dem Sekretariat mit.

³ Auf Verlangen erhalten sie ein Gratisabonnement für die Amtliche Sammlung des Kantons Freiburg und das Amtsblatt des Kantons Freiburg und können die Systematische Gesetzessammlung des Kantons Freiburg und ihre Nachführungen zu einem vergünstigten Preis beziehen.

⁴ Sie geben dem Sekretariat an, in welcher Amtssprache sie die Unterlagen erhalten wollen.

Art. 52 Legitimationsausweis

Die Mitglieder des Grossen Rates können vom Sekretariat die Ausstellung einer Bestätigung oder eines Legitimationsausweises verlangen. Dieser muss zurückgegeben werden, sobald die entsprechende Funktion nicht mehr ausgeübt wird.

SECTION 3

Obligations

Art. 53 En général

Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, chaque membre du Grand Conseil a l'obligation:

- a) d'assister aux séances du Grand Conseil et à celles des organes auxquels il appartient, sauf empêchement légitime;
- b) de signaler les liens particuliers qui le rattachent à des intérêts privés ou publics;
- c) de se récuser dans les cas prévus par la législation;
- d) de respecter la dignité qui sied à sa fonction;
- e) de respecter le secret de fonction.

Art. 54 En cas d'absence

¹ Le membre qui est empêché d'assister, en tout ou partie, à une séance du Grand Conseil ou d'un de ses organes, ou qui s'absente définitivement en cours de séance, en informe immédiatement la présidence et lui en fait connaître le motif.

² Un membre peut être invité à ne pas quitter la séance si le nombre de membres restants n'atteint plus le quorum, à moins qu'il n'ait informé suffisamment tôt la présidence de son empêchement.

³ A défaut d'une dispense de la présidence ou d'un motif reconnu légitime par le Bureau, le membre concerné est mentionné comme absent au rôle ou au procès-verbal. Il en va de même du membre qui n'est pas présent au plus tard une demi-heure après l'ouverture d'une séance.

⁴ Le membre du Grand Conseil excusé, mentionné absent ou dont le nom ne figure pas sur la liste lors d'un appel nominal ou d'un contrôle du quorum est privé des indemnités de séance et de déplacement.

⁵ Le membre qui manque d'assiduité aux séances reçoit un avertissement du Bureau; le cas échéant, le Bureau pourvoit à son remplacement au sein de la commission concernée. Si les manquements perdurent, le Bureau propose au Grand Conseil de déclarer ce membre démissionnaire.

3. ABSCHNITT

Pflichten

Art. 53 Im Allgemeinen

In den Grenzen der gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen hat jedes Mitglied des Grossen Rates insbesondere folgende Pflichten:

- a) Es muss an den Sitzungen des Grossen Rates und an denjenigen der Organe, denen es angehört, teilnehmen, ausser es sei aus triftigen Gründen verhindert.
- b) Es muss besondere Verbindungen zu privaten und öffentlichen Interessen offenlegen.
- c) Es muss in den Fällen, die in der Gesetzgebung vorgesehen sind, in den Ausstand treten.
- d) Es muss die Würde seines Amtes wahren.
- e) Es muss das Amtsgeheimnis wahren.

Art. 54 Bei Abwesenheit

¹ Das Mitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung des Grossen Rates oder eines seiner Organe ganz oder teilweise verhindert ist oder im Verlauf einer Sitzung weggehen muss, teilt dies mit einer Begründung unverzüglich der Präsidentin oder dem Präsidenten mit.

² Ein Mitglied kann aufgefordert werden zu bleiben, wenn sonst das Quorum nicht mehr erreicht wird, es sei denn, es habe der Präsidentin oder dem Präsidenten rechtzeitig mitgeteilt, dass es verhindert ist.

³ Hat ein Mitglied keine Dispens der Präsidentin oder des Präsidenten oder keine vom Büro als ausreichend anerkannte Begründung, so wird es im Sitzungsjournal oder im Protokoll als abwesend aufgeführt. Das gilt auch, wenn ein Mitglied spätestens nach einer halben Stunde nach Sitzungseröffnung nicht anwesend ist.

⁴ Ist ein Mitglied des Grossen Rates entschuldigt oder abwesend, oder steht sein Name bei einer Abstimmung unter Namensaufruf oder bei einer Kontrolle des Quorums nicht auf der Liste, so erhält es weder Sitzungsgeld noch Reiseentschädigungen.

⁵ Wenn ein Mitglied nicht regelmässig an den Sitzungen teilnimmt, wird es vom Büro verwahrt; gegebenenfalls sorgt das Büro dafür, dass es in der betreffenden Kommission ersetzt wird. Tritt keine Besserung ein, so beantragt das Büro dem Grossen Rat, das Mitglied als zurückgetreten zu erklären.

⁶ Le cas échéant, toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour prévenir le risque accru d'atteinte que comporte le traitement de données sensibles au sens de la législation sur la protection des données.

Art. 55 Obligation de signaler les intérêts

La procédure de déclaration, le registre et l'information relatifs aux liens particuliers rattachant les membres du Grand Conseil à des intérêts privés ou publics sont régis par la législation sur l'information du public et l'accès aux documents officiels.

Art. 56 Récusation

a) Cas

¹ Lors des séances du Grand Conseil et de ses organes, un membre du Grand Conseil s'abstient de participer à la discussion et au vote si l'objet traité intéresse à titre privé et de manière particulière:

- a) le membre du Grand Conseil lui-même;
- b) la personne à laquelle il est marié ou avec laquelle il vit en partenariat enregistré ou en ménage commun, ou une personne dont il est parent ou allié en ligne directe;
- c) une personne physique dont il est le représentant légal, le curateur ou le mandataire;
- d) une personne morale ou une autre institution de droit privé ou de droit public envers laquelle il se trouve dans un rapport de dépendance, notamment parce qu'il en est le conseil, qu'il siège dans un de ses organes ou qu'il y exerce une fonction dirigeante.

² Cette disposition n'est pas applicable:

- a) à l'examen des instruments parlementaires, des projets de lois ou d'ordonnances parlementaires ainsi qu'aux délibérations et votes d'ensemble sur le budget et les comptes;
- b) aux élections.

³ En dérogation à la lettre d de l'alinéa 1, le membre du Grand Conseil qui appartient aux organes des établissements autonomes, de la Banque cantonale de Fribourg ou d'autres institutions analogues peut participer à la discussion des comptes rendus et rapports de ces institutions, après avoir rappelé ce lien particulier.

⁶ Allenfalls müssen alle Massnahmen ergriffen werden, um die erhöhte Gefahr von Persönlichkeitsverletzungen auf Grund des Bearbeitens von besonders schützenswerten Personendaten im Sinn der Gesetzgebung über den Datenschutz abzuwenden.

Art. 55 Verpflichtung zur Offenlegung der Interessenbindungen

Das Meldeverfahren, das Register und die Auskunftserteilung im Zusammenhang mit besonderen Verbindungen der Mitglieder des Grossen Rates zu privaten oder öffentlichen Interessen werden in der Gesetzgebung über die Information und den Zugang der Öffentlichkeit zu amtlichen Dokumenten geregelt.

Art. 56 Ausstand

a) Fälle

¹ Während der Sitzungen des Grossen Rates und seiner Organe verzichtet ein Mitglied des Grossen Rates auf die Teilnahme an der Diskussion und an der Abstimmung, wenn der behandelte Gegenstand folgende Personen privat besonders betrifft:

- a) das Mitglied des Grossen Rates selbst;
- b) die Person, mit der es verheiratet ist oder mit der es in einer eingetragenen Partnerschaft oder in gemeinsamem Haushalt lebt, oder eine Person, mit der es in gerader Linie verwandt oder verschwägert ist;
- c) eine natürliche Person, deren gesetzlicher Vertreter, Beistand oder Beauftragter es ist;
- d) eine juristische Person oder eine andere privat- oder öffentlich-rechtliche Einrichtung, zu der es in einem Abhängigkeitsverhältnis steht, insbesondere weil es deren Berater ist, in einem der Organe Einsitz hat oder eine leitende Funktion ausübt.

² In folgenden Fällen gilt diese Bestimmung nicht:

- a) bei der Prüfung von parlamentarischen Vorstössen, von Gesetzes- oder Parlamentsverordnungsentwürfen sowie bei den Beratungen und den Abstimmungen über den ganzen Voranschlag oder die ganze Rechnung;
- b) bei den Wahlen.

³ Entgegen Absatz 1 Bst. d kann das Mitglied des Grossen Rates, das den Organen selbständiger Anstalten, der Freiburger Kantonalbank oder ähnlicher Einrichtungen angehört, an der Diskussion der Rechenschaftsberichte und Berichte dieser Einrichtungen teilnehmen, wenn es vorgängig auf seine besonderen Verbindungen hingewiesen hat.

⁴ Les règles sur la récusation ne sont pas applicables lorsque la révélation de l'existence d'un mandat violerait le secret professionnel.

Art. 57 b) Procédure

¹ La personne qui se trouve dans un cas de récusation avise sans retard la présidence du Grand Conseil ou de la commission et en indique le motif. Elle quitte la salle de séance pour la durée de l'examen de l'objet concerné, après l'annonce de la présidence à ce sujet.

² La récusation est consignée au rôle ou au procès-verbal.

³ En cas de contestation surgissant au sein d'une commission, le Bureau tranche définitivement la question.

⁴ Les contestations surgissant en séance plénière sont soulevées par motion d'ordre.

Art. 58 c) Effet

¹ Un défaut de récusation n'entraîne pas l'invalidité de la décision prise par le Grand Conseil.

² Toutefois, s'il estime qu'un défaut de récusation a pu fausser le résultat d'un vote, le Grand Conseil peut décider de revoter tant que la séance au cours de laquelle a eu lieu le vote final n'a pas été levée.

CHAPITRE 5

Instruments parlementaires

SECTION 1

Dispositions générales

Art. 59 Auteur-e-s et énumération

¹ Les membres, le Bureau ou les commissions permanentes du Grand Conseil disposent des instruments parlementaires suivants:

- a) la motion;
- b) le postulat;

⁴ Die Ausstandsregeln gelten nicht, wenn durch das Offenlegen eines Mandats das Berufsgeheimnis verletzt würde.

Art. 57 b) Verfahren

¹ Muss eine Person in den Ausstand treten, so teilt sie dies der Präsidentin oder dem Präsidenten des Grossen Rates oder der Kommission unverzüglich mit und gibt den Grund für den Ausstand an. Sie verlässt für die Dauer der Prüfung des betreffenden Geschäfts den Saal, nachdem die Präsidentin oder der Präsident eine entsprechende Mitteilung gemacht hat.

² Der Ausstand wird im Sitzungsjournal oder im Protokoll festgehalten.

³ Ist der Ausstand innerhalb einer Kommission streitig, so entscheidet das Büro endgültig.

⁴ In der Sitzung des Plenums auftretende Streitfälle werden mit einem Ordnungsantrag zur Abstimmung gebracht.

Art. 58 c) Wirkung

¹ Ist ein Mitglied, das dazu verpflichtet gewesen wäre, nicht in den Ausstand getreten, so hat das nicht zur Folge, dass der Entscheid des Grossen Rates ungültig ist.

² Erachtet es der Grosse Rat als möglich, dass das Ergebnis einer Abstimmung dadurch, dass ein Mitglied pflichtwidrig nicht in den Ausstand getreten ist, verfälscht wurde, so kann er beschliessen, dass erneut abgestimmt wird, solange die Sitzung, in der die Schlussabstimmung stattgefunden hat, noch nicht beendet ist.

5. KAPITEL

Parlamentarische Vorstösse

1. ABSCHNITT

Allgemeine Bestimmungen

Art. 59 Verfasserinnen und Verfasser und Arten

¹ Die Mitglieder, das Büro und die ständigen Kommissionen des Grossen Rates können folgende Arten von parlamentarischen Vorstössen einreichen:

- a) die Motion;
- b) das Postulat;

- c) la question;
- d) le mandat;
- e) la résolution;
- f) la requête (dont la motion d'ordre).

² Les dispositions prévoyant un nombre minimal de signatures pour le dépôt de certains instruments sont réservées.

³ Le droit d'une commission, d'une minorité de celle-ci ou des membres du Grand Conseil de proposer des amendements lors de l'examen de projets d'actes ou de faire des propositions lors de la discussion d'autres objets demeure réservé.

Art. 60 Principes

¹ Les instruments parlementaires sont présentés en la forme écrite et comportent une brève motivation. Leur objet doit pouvoir être clairement déterminé et doit respecter l'unité de la matière. Ils peuvent être déposés en tout temps.

² La motion, le postulat et le mandat sont soumis pour détermination au Conseil d'Etat. Leur prise en considération est ensuite débattue en Grand Conseil. Leurs auteur-e-s s'expriment en premier lieu lors de la discussion et peuvent retirer l'instrument, en tout ou partie, au plus tard à la fin de cette intervention.

³ Une résolution ou une requête peut être retirée tant que la discussion y relative n'est pas close.

⁴ L'instrument parlementaire dont l'unique auteur-e ne fait plus partie du Grand Conseil est rayé du registre s'il n'est pas repris par un ou une cosignataire au plus tard avant la fin de la session qui suit la démission. Le Conseil d'Etat garde dans tous les cas la possibilité de répondre à une question dont l'auteur-e ne fait plus partie du Grand Conseil.

Art. 61 Signatures

¹ Un instrument parlementaire est signé par deux auteur-e-s au maximum. S'il y a plus de signatures, à défaut de mention contraire, les deux premières sont considérées comme celles des auteur-e-s et les autres comme celles de cosignataires.

- c) die Anfrage;
- d) den Auftrag;
- e) die Resolution;
- f) die Eingabe einschliesslich des Ordnungsantrags.

² Die Bestimmungen über die Mindestanzahl Unterschriften für gewisse parlamentarische Vorstösse bleiben vorbehalten.

³ Das Recht einer Kommission, einer Kommissionsminderheit oder von Mitgliedern des Grossen Rates, bei der Prüfung von Erlassentwürfen Änderungsanträge zu stellen und bei der Beratung von anderen Geschäften Anträge zu stellen, bleibt vorbehalten.

Art. 60 Grundsätze

¹ Die parlamentarischen Vorstösse werden schriftlich eingereicht und enthalten eine kurze Begründung. Der Gegenstand muss klar bestimmt werden können, er muss die Einheit der Materie wahren. Sie können jederzeit eingereicht werden.

² Die Motion, das Postulat und der Auftrag werden dem Staatsrat zur Stellungnahme vorgelegt. Anschliessend wird im Grossen Rat über die Erheblicherklärung beraten. Die Verfasserinnen und Verfasser ergreifen in der Diskussion als Erste das Wort und können den Vorstoss bis spätestens am Ende ihrer Wortmeldung ganz oder teilweise zurückziehen.

³ Resolutionen und Eingaben können zurückgezogen werden, solange die Diskussion darüber nicht geschlossen wurde.

⁴ Wird ein parlamentarischer Vorstoss von einem Mitglied des Grossen Rates allein eingereicht und gehört die Verfasserin oder der Verfasser dem Grossen Rat nicht mehr an, so wird der Vorstoss abgeschrieben, sofern er nicht spätestens vor dem Ende der auf den Rücktritt folgenden Session von einer Mitunterzeichnerin oder einem Mitunterzeichner übernommen wird. Der Staatsrat hat indessen auf jeden Fall die Möglichkeit, auf eine Anfrage, deren Verfasserin oder Verfasser dem Grossen Rat nicht mehr angehört, zu antworten.

Art. 61 Unterschriften

¹ Ein parlamentarischer Vorstoss wird von höchstens zwei Verfasserinnen und Verfassern unterzeichnet. Trägt der Vorstoss mehr als zwei Unterschriften und werden keine näheren Angaben gemacht, so werden die beiden ersten als diejenigen der Verfasserinnen und Verfasser und die weiteren als diejenigen der Mitunterzeichnerinnen und Mitunterzeichner betrachtet.

² Lorsqu'un nombre minimal de signatures est requis par la législation, les auteur-e-s sont les premiers signataires jusqu'à concurrence du nombre minimal requis. Si l'un ou l'une des auteur-e-s démissionne du Grand Conseil ou déclare retirer sa signature, l'instrument parlementaire est rayé du registre s'il n'est pas repris par un ou une cosignataire au plus tard avant la fin de la session qui suit.

Art. 62 Publicité

¹ Les instruments parlementaires, hormis les questions, sont distribués aux membres du Grand Conseil et aux médias par les soins du Secrétariat, après leur transmission au Conseil d'Etat. Les auteur-e-s des instruments s'abstiennent de les communiquer eux-mêmes aux médias.

² Les instruments parlementaires et les réponses du Conseil d'Etat sont insérés dans le Bulletin officiel de la session qui suit leur dépôt.

Art. 63 Réponse commune

¹ Le Conseil d'Etat peut fournir une réponse commune à plusieurs instruments parlementaires qui portent sur des objets connexes.

² Dans les conclusions de sa réponse, il doit toutefois indiquer explicitement sa détermination à l'égard de chaque instrument parlementaire.

Art. 64 Suite directe

a) Objets

¹ S'il adhère à la proposition présentée dans un instrument parlementaire, le Conseil d'Etat peut y donner suite directement.

² Il dépose alors un rapport, un projet d'acte ou un projet complémentaire (art. 66 al. 1) durant le délai de réponse.

³ En cas de mandat, il adopte les règles ou prend les mesures souhaitées et fait rapport sur la suite qu'il a donnée.

⁴ S'il n'adhère pas à une proposition, le Conseil d'Etat peut joindre directement à sa réponse un contre-projet (art. 66 al. 2).

Art. 65 b) Décision du Bureau

¹ Le Bureau entend les auteur-e-s de l'instrument parlementaire auquel le Conseil d'Etat a donné directement suite, puis décide s'il y a lieu de renoncer à la prise en considération.

² Wenn von der Gesetzgebung eine Mindestzahl von Unterschriften vorgeschrieben wird, unterzeichnen die Verfasserinnen und Verfasser als erste, nachher werden die weiteren Unterschriften hinzugefügt, bis die Mindestzahl erreicht ist. Tritt eine der Verfasserinnen oder einer der Verfasser aus dem Grossen Rat zurück oder zieht sie oder er die Unterschrift zurück, so wird der parlamentarische Vorstoss abgeschrieben, sofern er nicht spätestens vor dem Ende der folgenden Session von einer Mitunterzeichnerin oder einem Mitunterzeichner übernommen wird.

Art. 62 Öffentlichkeit

¹ Das Sekretariat sorgt dafür, dass die parlamentarischen Vorstösse mit Ausnahme der Anfragen den Mitgliedern des Grossen Rates und den Medien verteilt werden, nachdem sie dem Staatsrat überwiesen wurden. Die Verfasserinnen und Verfasser der Vorstösse gelangen nicht selbst an die Medien.

² Die parlamentarischen Vorstösse und die Antworten des Staatsrats werden in das Amtliche Tagblatt der Sitzung, die ihrer Einreichung folgt, aufgenommen.

Art. 63 Gemeinsame Antwort

¹ Der Staatsrat kann mehrere parlamentarische Vorstösse mit verwandtem Inhalt gemeinsam beantworten.

² In seiner Antwort muss er jedoch klar zu den einzelnen Vorstössen Stellung nehmen.

Art. 64 Direkte Folge

a) Allgemeines

¹ Ist der Staatsrat mit dem Antrag in einem parlamentarischen Vorstoss einverstanden, so kann er ihm direkt Folge geben.

² Er reicht in diesem Fall innert der Antwortfrist einen Bericht, einen Erlassentwurf oder einen ergänzenden Entwurf (Art. 66 Abs. 1) ein.

³ Bei einem Auftrag erlässt er die Bestimmungen oder trifft die gewünschten Massnahmen und macht einen Bericht über die Folge, die er dem Auftrag gegeben hat.

⁴ Wenn der Staatsrat mit einem Antrag nicht einverstanden ist, kann er der Antwort direkt einen Gegenentwurf beifügen (Art. 66 Abs. 2).

Art. 65 b) Entscheid des Büros

¹ Das Büro hört die Verfasserinnen und Verfasser eines parlamentarischen Vorstosses, dem der Staatsrat direkt Folge geleistet hat, an und entscheidet dann, ob auf die Erheblicherklärung verzichtet werden soll.

² S'il renonce à la procédure de prise en considération, le Bureau charge une commission d'examiner le projet ou le contre-projet du Conseil d'Etat ou, selon le cas, transmet au Grand Conseil le rapport du Conseil d'Etat.

Art. 66 Projet complémentaire et contre-projet

¹ Sans s'écarter du fond, le projet complémentaire vise à assurer la présentation d'un acte complet, conforme aux exigences en la matière et qui s'insère harmonieusement dans la législation existante.

² Le contre-projet se présente sous la forme d'un acte entièrement rédigé comportant des propositions qui diffèrent sur le fond de la motion sans toutefois sortir du cadre de celle-ci.

Art. 67 Urgence

Les dérogations prévues ou décidées en cas d'urgence (art. 169 et 170) sont réservées.

Art. 68 Rapport annuel

Le Conseil d'Etat dresse chaque année, dans son rapport d'activité, la liste des instruments auxquels il a donné suite durant l'année écoulée et fait un rapport succinctement motivé sur l'état des motions, postulats et mandats encore pendants et sur la planification prévue pour y donner suite.

SECTION 2

Motion

Art. 69 Objet

La motion est la proposition faite au Grand Conseil d'obliger le Conseil d'Etat à lui présenter un projet d'acte ayant pour objet:

- a) des règles de droit devant figurer dans la Constitution, une loi ou une ordonnance parlementaire;
- b) l'adhésion à un traité intercantonal ou international;
- c) des décisions devant prendre la forme d'un décret;
- d) l'exercice des droits d'initiative ou de référendum du canton au niveau fédéral.

² Verzichtet das Büro auf die Erheblicherklärung, so beauftragt es eine Kommission damit, den Entwurf oder den Gegenentwurf des Staatsrats zu prüfen, oder überweist allenfalls dem Grossen Rat den Bericht des Staatsrats.

Art. 66 Ergänzender Entwurf und Gegenentwurf

¹ Der ergänzende Entwurf dient dazu, einen vollständigen Erlass zu unterbreiten, der den einschlägigen Anforderungen entspricht und sich harmonisch in die bestehende Gesetzgebung einfügt, aber materiell dem Vorstoss entspricht.

² Ein Gegenentwurf hat die Form eines ausgearbeiteten Erlasses mit Anträgen, die materiell von der Motion verschieden sind, ohne aber von deren Materie abzuweichen.

Art. 67 Dringlichkeit

Die Abweichungen, die bei Dringlichkeit (Art. 169 und 170) vorgesehen oder beschlossen werden, bleiben vorbehalten.

Art. 68 Jährlicher Bericht

Der Staatsrat erstellt jedes Jahr im Rechenschaftsbericht die Liste der Vorstösse, denen er im Verlauf des Berichtsjahrs Folge gegeben hat, und macht einen kurz begründeten Bericht über den Stand der noch hängigen Motionen, Postulate und Aufträge und darüber, wie er ihnen Folge zu geben gedenkt.

2. ABSCHNITT

Motion

Art. 69 Gegenstand

Die Motion ist der Antrag an den Grossen Rat, den Staatsrat zu verpflichten, ihm einen Erlassentwurf mit folgendem Inhalt vorzulegen:

- a) rechtliche Bestimmungen in der Verfassung, in einem Gesetz oder in einer Parlamentsverordnung;
- b) den Beitritt zu einem interkantonalen oder internationalen Vertrag;
- c) Beschlüsse, die in der Form eines Dekrets erlassen werden müssen;
- d) die Ausübung des Initiativ- und Referendumsrechts des Kantons auf eidgenössischer Ebene.

Art. 70 Dépôt
a) Généralités

¹ La motion est déposée auprès du Secrétariat.

² Elle est formulée en termes généraux ou sous une forme rédigée, dans la langue officielle choisie par son auteur-e ou dans les deux langues officielles.

Art. 71 b) Motivation et transmission

¹ La motion comporte une brève motivation, qui peut être remise jusqu'à la fin de la session qui suit le dépôt de la motion.

² Le Secrétariat enregistre la motion et, dès qu'elle est motivée, la transmet à la Chancellerie d'Etat en vue d'obtenir la détermination du Conseil d'Etat.

³ Au besoin, le Secrétariat groupe la transmission des motions reçues; celle-ci se fait au plus tard à la fin de la prochaine session.

Art. 72 Réponse du Conseil d'Etat
a) En général

¹ Le Conseil d'Etat répond au plus tard dans les cinq mois qui suivent la transmission de la motion à la Chancellerie d'Etat. Le Bureau peut prolonger ce délai sur demande motivée; il entend l'auteur-e de la motion.

² Dans sa réponse, le Conseil d'Etat propose l'acceptation ou le rejet de la motion. Il se détermine, le cas échéant, sur sa recevabilité et s'exprime sommairement sur les principaux points qui doivent figurer dans un message, notamment sur les conséquences financières et en personnel qui découleraient de l'acceptation de la motion.

Art. 73 b) Cas particuliers

¹ Si la motion est formulée sous une forme rédigée, le Conseil d'Etat peut en outre exposer les grandes lignes d'un contre-projet ou annoncer un projet complémentaire (art. 66).

² Le Conseil d'Etat peut proposer le fractionnement de la motion si elle comporte des points qui peuvent être traités séparément. Il se détermine alors explicitement sur chacun de ces points, mais aussi sur la motion dans son ensemble pour le cas où le fractionnement ne serait pas accepté par le Grand Conseil.

Art. 70 Einreichen
a) Allgemeines

¹ Die Motion wird beim Sekretariat eingereicht.

² Sie wird als allgemeine Anregung oder als ausgearbeiteter Entwurf in einer Amtssprache nach Wahl der Verfasserin oder des Verfassers oder in beiden Amtssprachen formuliert.

Art. 71 b) Begründung und Überweisung

¹ Die Motion wird kurz begründet; die Begründung muss bis spätestens am Ende der Session, die auf die Einreichung der Motion folgt, abgegeben werden.

² Das Sekretariat registriert die Motion und überweist sie sofort nach der Begründung der Staatskanzlei, um die Stellungnahme des Staatsrats einzuholen.

³ Wenn nötig überweist das Sekretariat die eingegangenen Motionen in thematischen Gruppen; sie müssen spätestens bis zum Ende der nächsten Session überwiesen werden.

Art. 72 Antwort des Staatsrats
a) Im Allgemeinen

¹ Der Staatsrat antwortet spätestens fünf Monate nach der Überweisung der Motion an die Staatskanzlei. Auf begründetes Gesuch hin kann das Büro diese Frist verlängern; es hört die Verfasserin oder den Verfasser der Motion an.

² In seiner Antwort beantragt der Staatsrat die Annahme oder die Ablehnung der Motion. Er nimmt gegebenenfalls Stellung zur Zulässigkeit und äussert sich zusammenfassend zu den wichtigsten Punkten, die in einer Botschaft stehen müssen, insbesondere zu den allfälligen finanziellen und personellen Auswirkungen der Motion.

Art. 73 b) Besondere Fälle

¹ Wurde die Motion als ausgearbeiteter Entwurf formuliert, so kann der Staatsrat ausserdem die groben Züge eines Gegenentwurfs darlegen oder einen ergänzenden Entwurf ankündigen (Art. 66).

² Der Staatsrat kann die Aufteilung der Motion verlangen, wenn sie Punkte enthält, die getrennt behandelt werden können. Er nimmt in diesem Fall ausdrücklich zu jedem Punkt, aber auch zur Motion als Ganzes Stellung für den Fall, dass der Grosse Rat die Aufteilung nicht annimmt.

Art. 74 Prise en considération
a) Discussion et décision

¹ La motion et la réponse du Conseil d'Etat sont discutées en séance du Grand Conseil.

² Une motion peut être fractionnée si elle comporte des points qui peuvent être traités séparément. Elle ne peut pas être transformée en un autre instrument parlementaire.

³ Si le Grand Conseil prend la motion en considération, il la transmet au Conseil d'Etat pour qu'il lui donne la suite qu'elle comporte.

Art. 75 b) Traitement

¹ Le Conseil d'Etat dispose d'un délai d'une année pour donner à la motion prise en considération la suite qu'elle comporte.

² Sur la proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil peut toutefois fixer un délai plus long lors de la prise en considération.

³ Le Conseil d'Etat présente, le cas échéant, un contre-projet ou un projet complémentaire dans le même délai.

⁴ Le Bureau peut prolonger le délai sur demande motivée.

SECTION 3

Postulat

Art. 76

¹ Le postulat est la proposition faite au Grand Conseil d'obliger le Conseil d'Etat à faire réaliser une étude sur une question déterminée, puis à déposer un rapport et, le cas échéant, des propositions.

² La procédure est semblable à celle qui est prévue pour la motion.

³ Le Grand Conseil prend acte du rapport présenté par le Conseil d'Etat, sauf dans les cas de l'article 146 al. 3.

Art. 74 Erheblicherklärung
a) Beratung und Entscheid

¹ Die Motion und die Antwort des Staatsrats werden in einer Sitzung des Grossen Rates beraten.

² Eine Motion kann aufgeteilt werden, wenn sie Punkte enthält, die getrennt behandelt werden können. Sie kann nicht in einen anderen parlamentarischen Vorstoss umgewandelt werden.

³ Erklärt der Grosse Rat eine Motion erheblich, so überweist er sie an den Staatsrat, damit dieser ihr die entsprechende Folge gibt.

Art. 75 b) Behandlung

¹ Der Staatsrat muss innert einem Jahr der erheblich erklärten Motion die entsprechende Folge geben.

² Auf Antrag des Staatsrats kann der Grosse Rat bei der Erheblicherklärung eine längere Frist festlegen.

³ Gegebenenfalls unterbreitet der Staatsrat in derselben Frist einen Gegenentwurf oder einen ergänzenden Entwurf.

⁴ Auf begründetes Gesuch hin kann das Büro die Frist verlängern.

3. ABSCHNITT

Postulat

Art. 76

¹ Das Postulat ist der Antrag an den Grossen Rat, den Staatsrat zu verpflichten, eine bestimmte Frage prüfen zu lassen sowie dazu einen Bericht vorzulegen und gegebenenfalls Anträge zu stellen.

² Das Verfahren ist dem der Motion ähnlich.

³ Der Grosse Rat nimmt den Bericht des Staatsrats zur Kenntnis, ausser in den Fällen nach Artikel 146 Abs. 3.

SECTION 4

Question

Art. 77 Objet

¹ La question est une demande d'explication adressée au Conseil d'Etat sur un objet de son administration.

² Une question qui porte sur l'administration de la justice fait, en principe, l'objet d'une requête adressée à la Commission de justice.

Art. 78 Procédure

¹ La question est déposée auprès de la Chancellerie d'Etat, qui en transmet une copie au Secrétariat.

² Le Conseil d'Etat répond au plus tard dans les deux mois qui suivent le dépôt de la question. Lorsqu'une question porte sur l'administration de la justice, le Conseil d'Etat peut, dans le mois qui suit le dépôt, proposer au Bureau qu'il la transmette comme requête à la Commission de justice.

³ Les règles sur la procédure accélérée (art. 169 et 170) ne sont pas applicables.

SECTION 5

Mandat

Art. 79 Objet

¹ Le mandat est la proposition faite au Grand Conseil d'amener le Conseil d'Etat à prendre des mesures dans un domaine ressortissant à la compétence de ce dernier.

² Le mandat est irrecevable:

- a) s'il met en cause la répartition des tâches ou d'autres règles qui figurent dans la Constitution ou dans une loi;
- b) ou s'il vise à influencer sur une décision administrative à prendre dans le cadre d'une procédure ordonnée par la loi ou sur une décision sur recours.

Art. 80 Procédure

¹ La procédure est semblable à celle qui est prévue pour la motion, sous réserve des règles suivantes.

4. ABSCHNITT

Anfrage

Art. 77 Gegenstand

¹ Die Anfrage ist ein Auskunftsgesuch einer Grossrätin oder eines Grossrats an den Staatsrat über Angelegenheiten der Verwaltung.

² Eine Anfrage über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden muss grundsätzlich an die Justizkommission gerichtet werden.

Art. 78 Verfahren

¹ Die Anfrage wird bei der Staatskanzlei eingereicht; diese übermittelt dem Sekretariat eine Kopie.

² Der Staatsrat antwortet spätestens innerhalb von 2 Monaten nach der Einreichung der Anfrage. Wenn eine Anfrage die Tätigkeit der Gerichtsbehörden betrifft, kann der Staatsrat innert einem Monat nach der Einreichung dem Büro beantragen, sie als Eingabe an die Justizkommission zu überweisen.

³ Die Bestimmungen über das beschleunigte Verfahren (Art. 169 und 170) sind nicht anwendbar.

5. ABSCHNITT

Auftrag

Art. 79 Gegenstand

¹ Der Auftrag ist der Antrag an den Grossen Rat, den Staatsrat zu veranlassen, in einem Bereich, der in dessen Zuständigkeit steht, Massnahmen zu ergreifen.

² Der Auftrag ist nicht zulässig, wenn er:

- a) die Aufgabenteilung oder andere Bestimmungen aus der Verfassung oder aus einem Gesetz in Frage stellt, oder
- b) darauf abzielt, eine Verwaltungsverfügung, die im Rahmen eines gesetzlichen Verfahrens getroffen werden muss, oder einen Beschwerdeentscheid zu beeinflussen.

Art. 80 Verfahren

¹ Das Verfahren ist ähnlich wie bei der Motion; die folgenden Bestimmungen bleiben vorbehalten.

² La demande de mandat est signée par au moins dix membres du Grand Conseil.

³ La prise en considération d'un mandat contre l'avis du Conseil d'Etat nécessite une décision prise à la majorité qualifiée (art. 135), sauf en cas de non-conformité de dispositions soumises au veto (art. 175 let. a).

SECTION 6

Résolution

Art. 81

¹ La résolution est la proposition faite au Grand Conseil d'exprimer de manière purement déclarative son opinion sur un événement.

² La résolution déposée en cours de session est discutée et prise en considération au plus tard à la fin de la session.

³ La résolution déposée hors session est jointe à la convocation ou distribuée au début de la session qui suit; elle est discutée et prise en considération au plus tard à la fin de cette session.

SECTION 7

Motion d'ordre et autres requêtes

Art. 82

¹ La requête est la proposition de prendre une décision ou une mesure relevant de la compétence du Grand Conseil ou d'un de ses organes et pour laquelle la législation ne prescrit pas une autre forme. Elle peut notamment porter sur le déroulement de la procédure parlementaire (motion d'ordre).

² La motion d'ordre qui émane de la présidence est formulée oralement; elle ne peut pas porter sur un objet pour lequel un nombre minimal de signatures est requis.

³ D'ordinaire, la motion d'ordre est traitée toutes affaires cessantes.

² Das Auftragsgesuch wird von mindestens zehn Mitgliedern des Grossen Rates unterzeichnet.

³ Die Erheblicherklärung eines Auftrags gegen die Meinung des Staatsrats muss mit qualifiziertem Mehr (Art. 135) beschlossen werden, ausser im Fall von fehlender Konformität von Bestimmungen, die dem Veto unterstellt sind (Artikel 175 Bst. a).

6. ABSCHNITT

Resolution

Art. 81

¹ Die Resolution ist der Antrag an den Grossen Rat, seiner Meinung über ein Ereignis in einer unverbindlichen Erklärung Ausdruck zu geben.

² Wird eine Resolution während einer Session eingereicht, so wird sie spätestens am Ende der Session beraten und erheblich erklärt.

³ Wird eine Resolution ausserhalb der Session eingereicht, so wird sie der Einberufung zur nächsten Session beigelegt oder am Anfang der Session verteilt; sie wird spätestens am Ende dieser Session beraten und erheblich erklärt.

7. ABSCHNITT

Ordnungsantrag und andere Eingaben

Art. 82

¹ Die Eingabe ist der Antrag an den Grossen Rat, einen Entscheid zu treffen oder eine Massnahme zu ergreifen, für die der Grosse Rat oder eines seiner Organe zuständig ist und für die die Gesetzgebung keine andere Form vorschreibt. Sie kann insbesondere den Ablauf des parlamentarischen Verfahrens zum Gegenstand haben (Ordnungsantrag).

² Die Präsidentin oder der Präsident formuliert eigene Ordnungsanträge mündlich; diese können nicht einen Gegenstand betreffen, für den eine bestimmte Anzahl Unterschriften erforderlich ist.

³ Für die Behandlung eines Ordnungsantrages werden in der Regel alle anderen Beratungen unterbrochen.

CHAPITRE 6

Motion populaire

Art. 83

La motion populaire qui a abouti conformément à la législation sur l'exercice des droits politiques est traitée comme une motion parlementaire, sous réserve des spécificités suivantes:

- a) le Secrétariat transmet la réponse du Conseil d'Etat au comité des motionnaires pour information au moins huit jours avant la session au cours de laquelle il est prévu de discuter la prise en considération de la motion et indique les dates de cette session;
- b) les règles sur l'urgence ne sont pas applicables;
- c) les motionnaires ne s'expriment pas devant le Grand Conseil ou ses commissions.

CHAPITRE 7

Forme des actes du Grand Conseil

Art. 84 Loi et ordonnance parlementaire

¹ Revêt la forme d'une loi l'acte par lequel le Grand Conseil édicte des règles de droit ou approuve l'adhésion à un traité qui comporte de telles règles.

² Le Grand Conseil peut édicter des règles de droit d'importance secondaire sous la forme d'une ordonnance parlementaire si la loi l'y autorise.

Art. 85 Décret

Revêtent la forme d'un décret notamment:

- a) les actes pour lesquels cette forme est prévue par une loi ou par une ordonnance parlementaire;
- b) les actes dont le seul but est d'exécuter un ordre prescrit par une disposition légale, tels que l'adoption du budget ou des comptes de l'Etat;
- c) les actes qui créent des obligations ou confèrent des droits dans un cas concret ou qui règlent la situation d'une personne déterminée;
- d) l'approbation de l'adhésion à un traité non législatif.

6. KAPITEL

Volksmotion

Art. 83

Eine Volksmotion, die gemäss der Gesetzgebung über die Ausübung der politischen Rechte zustande gekommen ist, wird wie eine parlamentarische Motion behandelt; folgende Besonderheiten bleiben vorbehalten:

- a) Das Sekretariat überweist dem Komitee der Verfasserinnen und Verfasser der Motion die Antwort des Staatsrats spätestens 8 Tage vor der Session, während der die Erheblicherklärung voraussichtlich beraten wird, und gibt die Daten dieser Session an.
- b) Die Bestimmungen über die Dringlichkeit gelten nicht.
- c) Die Verfasserinnen und Verfasser äussern sich nicht vor dem Grosse Rat oder den Kommissionen.

7. KAPITEL

Form der Erlasse des Grossen Rates

Art. 84 Gesetz und Parlamentsverordnung

¹ Ein Erlass hat die Form eines Gesetzes, wenn er rechtsetzende Bestimmungen des Grossen Rats enthält oder den Beitritt zu einem Vertrag, der rechtsetzende Bestimmungen enthält, genehmigt.

² Der Grosse Rat kann rechtsetzende Bestimmungen von zweitrangiger Bedeutung in Form einer Parlamentsverordnung erlassen, wenn das Gesetz ihn dazu ermächtigt.

Art. 85 Dekret

Die Form eines Dekrets haben namentlich:

- a) die Erlasse, für die diese Form in einem Gesetz oder in einer Parlamentsverordnung vorgesehen ist;
- b) Erlasse, deren Zweck lediglich darin besteht, eine gesetzliche Anweisung zu vollziehen, wie z. B. die Annahme des Staatsvoranschlags oder der Staatsrechnung;
- c) Erlasse, mit denen in einem konkreten Fall Pflichten oder Rechte begründet werden oder mit denen die Situation einer bestimmten Person geregelt wird;
- d) die Genehmigung des Beitritts zu einem nicht rechtsetzenden Vertrag.

CHAPITRE 8

Information

SECTION 1

Bulletin officiel des séances du Grand Conseil

Art. 86 Contenu

¹ Le Bulletin officiel des séances du Grand Conseil (ci-après: le Bulletin officiel) contient:

- a) le compte rendu des débats et le résultat nominal des votes;
- b) les documents distribués à l'ensemble des membres du Grand Conseil et auxquels le public a accès;
- c) d'autres documents d'intérêt général, sur décision du Bureau.

² Les documents relatifs au budget et aux comptes de l'Etat sont présentés dans des annexes. Celles-ci se présentent dans le même format que le Bulletin officiel.

Art. 87 Accès et diffusion

¹ Le Bulletin officiel est établi sous forme imprimée et sous forme électronique. Il est disponible, dans la mesure du possible, avant le début d'une nouvelle session.

² Il est accessible au public et est diffusé sur Internet.

³ Le Bureau peut décider des exceptions à la diffusion sur Internet pour des raisons de protection des données personnelles.

SECTION 2

Information du Grand Conseil et de ses membres

Art. 88 Informations provenant du Grand Conseil

¹ La présidence assure l'information des membres et des organes du Grand Conseil sur les opérations réalisées hors session et sur la correspondance échangée, dans la mesure où leur importance ou leur intérêt le justifie.

² Les membres du Grand Conseil peuvent consulter les procès-verbaux et les documents reçus ou élaborés par une commission ou par le Bureau.

8. KAPITEL

Information

1. ABSCHNITT

Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates

Art. 86 Inhalt

¹ Das Amtliche Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates (Amtliches Tagblatt) enthält:

- a) das Protokoll der Beratungen und das Ergebnis der Abstimmungen mit Namensangaben;
- b) die Dokumente, die allen Mitgliedern des Grossen Rates verteilt wurden und die der Öffentlichkeit zugänglich sind;
- c) auf Entscheid des Büros weitere Dokumente von allgemeinem Interesse.

² Die Dokumente zum Staatsvoranschlag und zur Staatsrechnung sind in Anhängen enthalten. Die Anhänge haben dasselbe Format wie das Amtliche Tagblatt.

Art. 87 Zugang und Verbreitung

¹ Das Amtliche Tagblatt wird in gedruckter und in elektronischer Form erstellt. Es steht wenn möglich vor Beginn der folgenden Session zur Verfügung.

² Es ist öffentlich zugänglich und wird im Internet verbreitet.

³ Das Büro kann aus Gründen des Datenschutzes Ausnahmen von der Verbreitung im Internet beschliessen.

2. ABSCHNITT

Information des Grossen Rates und der Mitglieder

Art. 88 Information des Grossen Rates

¹ Sind Tätigkeiten ausserhalb der Session oder eine Korrespondenz von gewisser Bedeutung und grösserem Interesse, so sorgt die Präsidentin oder der Präsident für die Information der Mitglieder und Organe des Grossen Rates.

² Die Mitglieder des Grossen Rates können die Protokolle und die Dokumente einsehen, die eine Kommission oder das Büro erhalten oder ausgearbeitet hat.

³ Les informations reçues sous le sceau du secret de fonction ne sont pas consultables.

Art. 89 Informations provenant d'autres autorités

¹ Le Grand Conseil et ses organes reçoivent d'office des autres autorités les informations dont ils ont besoin pour accomplir leurs tâches, notamment dans l'exercice de la haute surveillance.

² Ils peuvent requérir du Conseil d'Etat et de l'administration les informations nécessaires à l'exercice de leur activité parlementaire. A cette fin, ils s'adressent à la Direction concernée ou, avec l'accord de celle-ci, à l'unité administrative compétente.

³ La transmission ou la consultation d'informations soumises au secret de fonction peut être subordonnée à la prise de mesures visant à garantir le respect du secret. Ces mesures peuvent consister notamment à limiter l'accès aux données à la seule présidence ou à certains membres du Grand Conseil, à produire des documents ou des synthèses d'informations anonymisés ou à limiter le nombre de copies.

⁴ La présidence du Grand Conseil peut en tout temps consulter les dossiers du Conseil d'Etat sur les objets qui concernent le Grand Conseil (art. 98 al. 2 Cst.).

⁵ Le droit du Conseil d'Etat ou de la Direction concernée d'opposer son veto à la levée ultérieure du secret de fonction (art. 100 al. 2) demeure réservé.

Art. 90 Langue des documents

¹ Le Secrétariat pourvoit au besoin à la traduction dans l'autre langue officielle des documents émis par le Grand Conseil et ses organes, ainsi que des instruments parlementaires déposés et de leur motivation. Toutefois, les comptes rendus des débats et les procès-verbaux des commissions ne sont pas traduits et les communications internes au Grand Conseil ne sont traduites que sur demande d'un membre du Grand Conseil.

² Les autorités du canton, les unités administratives et les délégataires de tâches publiques remettent dans les deux langues officielles les documents qui sont destinés à être distribués à l'ensemble des membres du Grand Conseil.

³ A la demande d'une commission permanente ou du Secrétariat, ils fournissent également la traduction d'autres documents nécessaires à l'exercice de la haute surveillance.

³ Informationen, die unter das Amtsgeheimnis fallen, können nicht eingesehen werden.

Art. 89 Informationen von anderen Behörden

¹ Der Grosse Rat und seine Organe erhalten von den anderen Behörden von Amtes wegen die Informationen, die sie zur Ausführung ihrer Aufgaben, insbesondere zur Ausübung der Oberaufsicht, benötigen.

² Sie können vom Staatsrat und von der Verwaltung die nötigen Informationen zur Ausübung der parlamentarischen Tätigkeit anfordern. Dazu wenden sie sich an die betreffende Direktion oder mit deren Einverständnis an die zuständige Verwaltungseinheit.

³ Die Übermittlung und die Einsicht in Informationen, die dem Amtsgeheimnis unterliegen, kann davon abhängig gemacht werden, dass Massnahmen ergriffen werden, um die Einhaltung des Amtsgeheimnisses zu gewährleisten. Die Massnahmen können insbesondere darin bestehen, dass nur die Präsidentin oder der Präsident oder gewisse Mitglieder des Grossen Rates Zugang haben, dass anonymisierte Dokumente oder Zusammenfassungen vorgelegt werden oder dass die Zahl der Kopien begrenzt wird.

⁴ Die Präsidentin oder der Präsident des Grossen Rates kann jederzeit Dokumente des Staatsrats einsehen, die den Grossen Rat betreffen (Art. 98 Abs. 2 KV).

⁵ Das Recht des Staatsrats oder der betreffenden Direktion, eine nachträgliche Aufhebung des Amtsgeheimnisses zu verhindern (Art. 100 Abs. 2) bleibt vorbehalten.

Art. 90 Sprache der Unterlagen

¹ Das Sekretariat sorgt wenn nötig dafür, dass Dokumente aus dem Grossen Rat oder seiner Organe sowie die parlamentarischen Vorstösse und deren Begründung in die andere Amtssprache übersetzt werden. Die Protokolle der Beratungen und der Kommissionen werden jedoch nicht übersetzt, und die internen Mitteilungen des Grossen Rates werden nur übersetzt, wenn ein Mitglied des Grossen Rates es verlangt.

² Die Kantonsbehörden, die Verwaltungseinheiten und die Einrichtungen, an die öffentliche Aufgaben delegiert werden, geben die Dokumente, die für alle Mitglieder des Grossen Rates bestimmt sind, in beiden Amtssprachen ab.

³ Auf Verlangen einer ständigen Kommission oder des Sekretariats liefern sie auch die Übersetzung von weiteren Unterlagen, die zur Ausübung der Oberaufsicht nötig sind.

SECTION 3

Information du public et publicité des séances

Art. 91 Principes

¹ Sous réserve des compétences de la présidence, le Secrétariat assure l'information du public sur les activités du Grand Conseil, conformément à la législation y relative et aux dispositions de la présente loi.

² Il coordonne l'information donnée par le Grand Conseil avec celle qui est fournie par le Conseil d'Etat ou l'administration cantonale.

³ Il veille aux bonnes relations avec les médias et facilite leur travail dans la mesure du possible.

⁴ L'information complémentaire sur les travaux d'une commission (art. 96 al. 2) est réservée.

Art. 92 Médias

a) Facilités

¹ Les médias disposent d'un espace réservé pour suivre les débats.

² Ils sont autorisés à effectuer des prises de sons et d'images lors des débats publics, pour autant que le déroulement des travaux du Grand Conseil n'en soit pas perturbé de manière significative.

³ En outre, sous réserve des restrictions prévues par la loi, les médias accrédités reçoivent d'office les documents adressés à l'ensemble des membres du Grand Conseil et leurs représentants ou représentantes peuvent assister aux séances tenues à huis clos.

b) Accréditation

¹ Le Secrétariat gère les accréditations auprès du Grand Conseil selon les mêmes principes que ceux qui régissent l'accréditation auprès du Conseil d'Etat.

² Les médias accrédités auprès de la Chancellerie d'Etat obtiennent leur accréditation auprès du Grand Conseil sur simple demande.

³ Les décisions du Secrétariat peuvent être portées devant le Bureau dans les trente jours dès la communication de la décision. Celui-ci statue sous réserve de recours auprès du Tribunal administratif.

3. ABSCHNITT

Information der Öffentlichkeit und Öffentlichkeit der Sitzungen

Art. 91 Grundsätze

¹ Das Sekretariat stellt die Information der Öffentlichkeit über die Tätigkeit des Grossen Rates gemäss der einschlägigen Gesetzgebung und diesem Gesetz sicher; die Zuständigkeiten der Präsidentin oder des Präsidenten bleiben vorbehalten.

² Es koordiniert die Information aus dem Grossen Rat mit derjenigen aus dem Staatsrat und der Kantonsverwaltung.

³ Es achtet auf gute Beziehungen zu den Medien und erleichtert ihnen wenn möglich die Arbeit.

⁴ Die zusätzliche Information über die Arbeiten einer Kommission (Art. 96 Abs. 2) bleibt vorbehalten.

Art. 92 Medien

a) Arbeitsbedingungen

¹ Den Medienvertreterinnen und Medienvertretern stehen reservierte Plätze zur Verfügung, damit sie die Verhandlungen verfolgen können.

² Sie können von den öffentlichen Verhandlungen Ton- und Bildaufzeichnungen machen, wenn die Arbeiten des Grossen Rates dabei nicht wesentlich gestört werden.

³ Die akkreditierten Medien erhalten von Amtes wegen die Unterlagen, die für alle Mitglieder des Grossen Rates bestimmt sind, und ihre Vertreterinnen und Vertreter können den geheimen Beratungen beiwohnen; gesetzliche Einschränkungen bleiben vorbehalten.

b) Akkreditierung

¹ Das Sekretariat verwaltet die Akkreditierungen beim Grossen Rat nach den Grundsätzen, die für die Akkreditierung beim Staatsrat gelten.

² Die bei der Staatskanzlei akkreditierten Medien erhalten die Akkreditierungen beim Grossen Rat auf einfaches Gesuch hin.

³ Die Entscheide des Sekretariats können innert 30 Tagen nach Mitteilung des Entscheids beim Büro angefochten werden. Dieses entscheidet unter Vorbehalt der Beschwerde an das Verwaltungsgericht.

Art. 94 Documents

¹ Les documents adressés à l'ensemble des membres du Grand Conseil sont remis aux médias accrédités et sont rendus publics sans délai.

² La diffusion d'informations et l'accès aux documents peuvent être limités pour garantir la protection de la personnalité ou d'un intérêt public important.

³ En particulier, les informations qu'il est envisagé de traiter à huis clos ne sont pas rendues publiques et leur remise à la presse accréditée peut être différée par le Bureau jusqu'à décision du Grand Conseil sur le huis clos et son étendue.

Art. 95 Publicité des débats a) Séances plénières

¹ Les séances du Grand Conseil sont publiques. Elles peuvent être diffusées sur Internet ou sur d'autres médias.

² Le huis clos, la tribune pour le public ainsi que le maintien de l'ordre et de la sécurité sont régis par les articles 116 et suivants.

Art. 96 b) Séances des commissions

¹ Les séances des commissions ne sont pas publiques.

² La présidence de la commission ou une personne désignée à cet effet fournit, au besoin, des informations sur le déroulement des travaux et répond aux demandes de renseignements des médias. Le cas échéant, le ou la rapporteur-e de minorité peut aussi donner des informations.

SECTION 4

Secret de fonction

Art. 97 Objet

¹ Est soumis au secret de fonction tout fait dont la divulgation:

- a) est limitée en vertu de la législation ou d'une décision de l'autorité compétente;
- b) pourrait léser un intérêt public ou privé prépondérant ou les droits de la personnalité,

Art. 94 Dokumente

¹ Die an alle Mitglieder des Grossen Rates verschickten Dokumente werden den akkreditierten Medien abgegeben; sie werden unverzüglich veröffentlicht.

² Die Verbreitung von Informationen und der Zugang zu den Dokumenten kann begrenzt werden, um den Persönlichkeitsschutz zu garantieren oder wenn ein bedeutendes öffentliches Interesse dem entgegen steht.

³ Nicht veröffentlicht werden insbesondere Informationen, die in geheimer Beratung behandelt werden sollen, und das Büro kann beschliessen, dass sie den akkreditierten Medien erst abgegeben werden, wenn der Grosse Rat über die geheime Beratung und das Ausmass der Geheimhaltung entschieden hat.

Art. 95 Öffentlichkeit der Beratungen a) Plenarsitzungen

¹ Die Sitzungen des Grossen Rates sind öffentlich. Sie können über Internet und weitere Medien verbreitet werden.

² Die geheime Beratung, die Benützung der Tribüne durch die Öffentlichkeit und die Aufrechterhaltung von Ordnung und Sicherheit werden in den Artikeln 116 ff. geregelt.

Art. 96 b) Kommissionssitzungen

¹ Die Kommissionssitzungen sind nicht öffentlich.

² Die Präsidentin oder der Präsident der Kommission oder eine dazu bezeichnete Person informiert wenn nötig über den Verlauf der Arbeiten und beantwortet die Auskunftsgesuche der Medien. Gegebenenfalls kann auch die Berichterstatterin oder der Berichterstatter der Minderheit entsprechende Informationen geben.

4. ABSCHNITT

Amtsgeheimnis

Art. 97 Gegenstand

¹ Dem Amtsgeheimnis unterliegen alle Tatsachen, deren Verbreitung:

- a) auf Grund der Gesetzgebung oder eines Entscheids der zuständigen Behörde eingeschränkt ist;
- b) ein überwiegendes öffentliches oder privates Interesse oder die Persönlichkeitsrechte verletzen könnte, oder

c) ou interférerait dans une procédure en cours.

² Les commissions et le Bureau peuvent décider de la confidentialité de travaux ou documents déterminés, notamment pour le bon exercice de leurs tâches.

³ Si une autorité a levé le secret de fonction pour permettre au Grand Conseil d'exercer ses compétences, les membres du Grand Conseil sont liés par le secret de fonction au sujet des informations ainsi révélées.

Art. 98 Champ d'application

Les membres du Grand Conseil et les autres personnes qui ont connaissance de faits soumis au secret de fonction dans le cadre ou à l'occasion de leur activité au sein ou au service du Grand Conseil sont tenus par le secret de fonction.

Art. 99 Divulgateion interne autorisée

¹ Sauf si le contraire résulte clairement des circonstances, les informations traitées au sein du Bureau et des commissions peuvent être divulguées devant une commission, le Bureau ou un groupe parlementaire, à condition:

- a) que cela soit indispensable à l'examen d'une affaire traitée par ceux-ci
- b) et que cela ne porte pas une atteinte importante à un intérêt public ou privé.

² L'information est fournie sous une forme respectant au mieux le secret de fonction.

³ En cas de doute sur la portée de cette divulgation, la levée du secret doit être requise.

⁴ Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent par analogie aux personnes qui représentent le Conseil d'Etat devant le Grand Conseil ou ses organes, lorsqu'elles informent le Conseil d'Etat sur les affaires traitées dans ce cadre.

Art. 100 Levée

¹ Le secret est levé, totalement ou partiellement, si un intérêt public ou privé prépondérant le nécessite.

² Si une autorité a levé le secret de fonction pour permettre au Grand Conseil d'exercer ses compétences, elle peut opposer son veto à une levée ultérieure du secret par le Grand Conseil.

³ Si le secret porte sur une information fournie par une tierce autorité ou par un particulier, ceux-ci sont entendus.

c) in ein laufendes Verfahren eingreifen würde.

² Die Kommissionen und das Büro können entscheiden, dass bestimmte Arbeiten oder Dokumente vertraulich sind, insbesondere, damit sie ihre Aufgaben einwandfrei ausüben können.

³ Wenn eine Behörde das Amtsgeheimnis aufgehoben hat, damit der Grosse Rat seine Zuständigkeiten ausüben kann, sind die Mitglieder des Grossen Rates bei den so erhaltenen Informationen an das Amtsgeheimnis gebunden.

Art. 98 Anwendungsbereich

An das Amtsgeheimnis sind die Mitglieder des Grossen Rates und die übrigen Personen gebunden, die im Rahmen ihrer Tätigkeit beim Grossen Rat oder für diesen Kenntnis von Tatsachen erhalten haben, die dem Amtsgeheimnis unterliegen.

Art. 99 Zugelassene interne Verbreitung

¹ Wenn auf Grund der Umstände nicht klar etwas anderes feststeht, können die im Büro und in den Kommissionen behandelten Informationen einer Kommission, dem Büro oder einer Fraktion mitgeteilt werden, wenn:

- a) die Information für die Prüfung eines Geschäfts unbedingt nötig ist, und
- b) die Verbreitung der Information nicht in bedeutendem Masse einem öffentlichen oder privaten Interesse schadet.

² Die Information wird so gegeben, dass das Amtsgeheimnis so gut wie möglich gewahrt wird.

³ Bestehen über die Auswirkungen dieser Verbreitung Zweifel, so muss um die Aufhebung des Amtsgeheimnisses ersucht werden.

⁴ Die Bestimmungen der vorangehenden Absätze gelten sinngemäss für Personen, die den Staatsrat vor dem Grossen Rat oder seinen Organen vertreten, wenn sie den Staatsrat über die dabei behandelten Geschäfte informieren.

Art. 100 Aufhebung

¹ Das Amtsgeheimnis wird ganz oder teilweise aufgehoben, wenn ein überwiegendes öffentliches oder privates Interesse die Aufhebung nötig macht.

² Hat eine Behörde das Amtsgeheimnis aufgehoben, damit der Grosse Rat seine Zuständigkeiten ausüben kann, so hat sie ein Vetorecht, wenn der Grosse Rat später das Amtsgeheimnis aufheben will.

³ Betrifft das Amtsgeheimnis eine Information von Seiten einer Drittbehörde oder einer Privatperson, so werden diese angehört.

⁴ Le Bureau – ou la commission concernée, si elle est encore en fonction – statue par une décision écrite.

Art. 101 Sanction

La violation du secret de fonction tombe sous le coup des dispositions du code pénal suisse, sous réserve des règles relatives à l'immunité (art. 167 et 168).

CHAPITRE 9

Sessions

Art. 102 Sessions ordinaires

¹ Le Grand Conseil se réunit en session ordinaire en principe huit fois durant l'année.

² En juin au plus tard, le Bureau fixe les dates des sessions de l'année suivante, après avoir entendu le Conseil d'Etat.

³ En règle générale, la durée des sessions ne dépasse pas une semaine, à raison d'un demi-jour de séance du mardi au vendredi.

⁴ Les séances ont lieu le matin, sauf la première séance de la session, qui a lieu l'après-midi, le matin étant consacré aux séances des groupes parlementaires.

Art. 103 Sessions extraordinaires

Le Grand Conseil est convoqué à l'extraordinaire:

- a) lorsque le Bureau le juge nécessaire;
- b) lorsque vingt-deux membres du Grand Conseil en font la requête;
- c) à la demande du Conseil d'Etat.

Art. 104 Séances complémentaires

¹ Des séances complémentaires sont fixées pour achever le programme de la session ou renoncer à la prochaine session ordinaire, ou pour traiter un objet en cas d'urgence.

² Elles prennent la forme d'une séance prolongée sur un jour entier, d'une séance de soirée ou d'une séance supplémentaire.

⁴ Das Büro oder die betreffende Kommission, wenn sie noch im Amt ist, entscheidet schriftlich.

Art. 101 Strafbarkeit

Die Verletzung des Amtsgeheimnisses wird nach den Bestimmungen des Schweizerischen Strafgesetzbuches geahndet; die Bestimmungen über die Immunität (Art. 167 und 168) bleiben vorbehalten.

9. KAPITEL

Sessionen

Art. 102 Ordentliche Sessionen

¹ Der Grosse Rat versammelt sich grundsätzlich achtmal im Jahr zu einer ordentlichen Session.

² Spätestens im Juni legt das Büro die Sessionsdaten für das folgende Jahr fest; es hört vorgängig den Staatsrat an.

³ Im Allgemeinen dauern die Sessionen nicht länger als eine Woche, wobei jeweils von Dienstag bis Freitag täglich eine halbtägige Sitzung stattfindet.

⁴ Die Sitzungen finden jeweils am Vormittag statt, nur die erste Sitzung jeder Session findet am Nachmittag statt, da der Vormittag für die Fraktionssitzungen reserviert ist.

Art. 103 Ausserordentliche Sessionen

Der Grosse Rat wird zu ausserordentlichen Sessionen einberufen:

- a) wenn das Büro es als notwendig erachtet;
- b) auf Verlangen von mindestens 22 Mitgliedern des Grossen Rates;
- c) auf Begehren des Staatsrats.

Art. 104 Ergänzende Sitzungen

¹ Ergänzende Sitzungen werden festgesetzt, damit das Sessionsprogramm beendet, auf die nächste Session verzichtet oder ein dringliches Geschäft behandelt werden kann.

² Sie finden in Form einer auf einen ganzen Tag verlängerten Sitzung, einer Abendsitzung oder einer zusätzlichen Sitzung statt.

³ Il n'est pas envoyé de convocation spéciale; le Secrétariat et la présidence des groupes parlementaires informent, si nécessaire, les membres du Grand Conseil qui étaient absents au moment où la décision a été prise.

Art. 105 Suspension et clôture anticipée

¹ Le Grand Conseil suspend ses délibérations ou clôt ses séances de manière anticipée dans les cas prévus par la législation ou en vertu d'une décision prise à la suite d'une motion d'ordre. La compétence présidentielle en cas de troubles est réservée.

² Sauf circonstances extraordinaires, la suspension n'excède pas deux jours ouvrables.

³ En cas de suspension, aucune adjonction ne peut être faite à la liste des objets sans une décision du Grand Conseil.

⁴ Il n'est pas envoyé de convocation spéciale; le Secrétariat et la présidence des groupes parlementaires informent, si nécessaire, les membres du Grand Conseil qui étaient absents au moment où la décision a été prise.

Art. 106 Session constitutive

Les dispositions spéciales relatives à la session constitutive (art. 39ss) sont réservées.

Art. 107 Préparation

¹ Deux fois par année, en novembre pour le premier semestre de l'année suivante et en juin pour le second semestre de l'année en cours, le Conseil d'Etat informe le Grand Conseil des objets dont il entend le saisir au cours du semestre suivant; il indique la session au cours de laquelle il souhaite que l'objet soit traité et les grandes lignes de la planification qu'il a prévue pour y parvenir.

² Treize jours avant l'ouverture d'une session, le Secrétariat établit la liste provisoire des objets sur la base des propositions, rapports et autres communications reçues des commissions, du Conseil d'Etat ou d'autres autorités.

Art. 108 Liste des objets et programme de travail

¹ Le Bureau arrête la liste des objets et leur mode de traitement ainsi que le programme chronologique de la session. Si la commission ou le Conseil d'Etat propose de traiter un objet en procédure accélérée, cet objet et la décision sur la procédure accélérée sont inscrits en priorité dans le programme de la session.

³ Es wird keine besondere Einladung versandt; das Sekretariat und die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten informieren wenn nötig die Mitglieder des Grossen Rates, die abwesend waren, als der Entscheid getroffen wurde.

Art. 105 Unterbrechung oder vorzeitige Beendigung

¹ Der Grosse Rat unterbricht seine Beratungen oder schliesst seine Sitzungen vorzeitig in den Fällen, die in der Gesetzgebung vorgesehen sind, oder falls dies infolge eines Ordnungsantrags beschlossen wird. Die Befugnis der Präsidentin oder des Präsidenten bei Störfällen bleibt vorbehalten.

² Wenn keine besonderen Umstände vorliegen, dauert die Unterbrechung nicht länger als zwei Werktage.

³ Bei einer Unterbrechung darf der Liste der Verhandlungsgegenstände ohne Entscheid des Grossen Rates nichts angefügt werden.

⁴ Es wird keine besondere Einladung versandt; das Sekretariat und die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten informieren wenn nötig die Mitglieder des Grossen Rates, die abwesend waren, als der Entscheid getroffen wurde.

Art. 106 Konstituierende Session

Die besonderen Bestimmungen über die konstituierende Session (Art. 39 ff.) bleiben vorbehalten.

Art. 107 Vorbereitung

¹ Der Staatsrat informiert den Grossen Rat zweimal im Jahr darüber, welche Geschäfte er ihm im nächsten Halbjahr voraussichtlich überweisen wird; für das erste Halbjahr findet diese Information im November und für das zweite Halbjahr im Juni statt; er gibt die Session, während er das Geschäft behandelt haben will, und die groben Linien der Planung, mit denen er dieses Ziel erreichen will, an.

² 13 Tage vor der Eröffnung einer Session erstellt das Sekretariat auf Grund der Anträge, Berichte und anderer Mitteilungen von den Kommissionen, vom Staatsrat und von anderen Behörden die provisorische Liste der Verhandlungsgegenstände.

Art. 108 Liste der Verhandlungsgegenstände und Arbeitsprogramm

¹ Das Büro beschliesst die Liste der Verhandlungsgegenstände, die Art ihrer Behandlung und das zeitliche Programm der Session. Wenn die Kommission oder der Staatsrat beantragt, ein Geschäft nach dem beschleunigten Verfahren zu behandeln, wird dieses Geschäft und der Entscheid über das beschleunigte Verfahren vordringlich in das Programm der Session aufgenommen.

² En cours de session, la liste des objets ne peut être modifiée que par une décision du Grand Conseil faisant suite à une proposition de la présidence ou à une motion d'ordre. Le retrait d'un objet est réservé.

³ Le mode de traitement d'une affaire peut être modifié à la suite d'une motion d'ordre signée par au moins cinq membres du Grand Conseil et déposée au plus tard à l'ouverture de la session. La modification ne peut tendre qu'à classer une affaire dans une catégorie inférieure.

Art. 109 Mode de traitement des affaires

a) Principes

¹ Les affaires à débattre sont classées dans l'une des catégories suivantes:

- a) débat libre (catégorie I);
- b) débat organisé (catégorie II);
- c) procédure écrite (catégorie III).

² En principe, les affaires font l'objet d'un débat libre.

³ Sauf disposition contraire, le débat organisé et la procédure écrite sont réservés à des affaires qui ont été soumises à l'examen préalable d'une commission ou du Bureau.

Art. 110 b) Débat organisé et procédure écrite

¹ Lors du débat organisé, le droit de demander la parole est limité:

- a) à un ou une porte-parole par groupe parlementaire;
- b) aux membres du Grand Conseil qui présentent des propositions se rapportant à l'entrée en matière ou qui ont déposé des amendements.

² Pour les affaires traitées selon la procédure écrite, la discussion n'est pas ouverte et la commission fait rapport par écrit.

³ Les rapporteur-e-s et le ou la commissaire du gouvernement peuvent toutefois demander la parole pour chaque affaire.

Art. 111 Convocation

¹ Le Grand Conseil est convoqué au moins huit jours à l'avance, sauf cas d'urgence.

² Während der Session kann die Liste der Verhandlungsgegenstände nur mit einem Entscheid des Grossen Rates über einen Antrag der Präsidentin oder des Präsidenten oder einen Ordnungsantrag geändert werden. Der Rückzug eines Verhandlungsgegenstands bleibt vorbehalten.

³ Die Art der Behandlung eines Geschäfts kann mit einem Ordnungsantrag, der von mindestens fünf Mitgliedern des Grossen Rates unterzeichnet und spätestens bei der Eröffnung der Session eingereicht wird, geändert werden. Mit der Änderung kann nur die Einstufung in eine tiefere Kategorie verlangt werden.

Art. 109 Art der Behandlung der Geschäfte

a) Grundsätze

¹ Die zu beratenden Geschäfte werden in eine der folgenden Kategorien eingeteilt:

- a) freie Debatte (Kategorie I);
- b) organisierte Debatte (Kategorie II);
- c) schriftliches Verfahren (Kategorie III).

² Die Geschäfte werden grundsätzlich in freier Debatte behandelt.

³ Ohne anders lautende Bestimmung sind die organisierte Debatte und das schriftliche Verfahren für Geschäfte reserviert, die vorher von einer Kommission oder vom Büro geprüft wurden.

Art. 110 b) Organisierte Debatte und schriftliches Verfahren

¹ Bei der organisierten Debatte können folgende Personen das Wort ergreifen:

- a) eine Sprecherin oder ein Sprecher für jede Fraktion;
- b) die Mitglieder des Grossen Rates, die zum Eintreten Anträge stellen oder Änderungsanträge eingereicht haben.

² Für die Geschäfte, die nach dem schriftlichen Verfahren behandelt werden, wird keine Diskussion eröffnet, und die Kommission erstattet schriftlich Bericht.

³ Die Berichterstatterinnen und Berichterstatter und die Regierungsvertreterinnen und Regierungsvertreter können jedoch zu jedem Geschäft das Wort verlangen.

Art. 111 Einberufung

¹ Der Grosse Rat wird mindestens acht Tage im Voraus einberufen; dringende Umstände bleiben vorbehalten.

² La convocation contient:

- a) l'indication du jour et de l'heure de l'ouverture de chaque séance;
- b) la liste des objets qui seront traités et leur mode de traitement;
- c) le programme chronologique de travail.

³ Elle est accompagnée de tous les documents ayant trait à ces objets et qui n'ont pas été distribués préalablement.

Art. 112 Compte rendu des débats

- a) En général

¹ Les débats tenus en séance publique sont enregistrés, puis transcrits intégralement en vue de leur publication dans le Bulletin officiel.

² Lors de la transcription, des corrections de style occasionnelles sont permises; aucun changement de fond n'est autorisé.

³ Une rectification peut être demandée en cas d'erreur importante. D'ordinaire, la rectification est prise en compte sous la forme d'une communication de la présidence lors d'une prochaine séance. Elle doit être approuvée par le Bureau si elle exige un rectificatif à insérer dans le Bulletin officiel.

Art. 113 b) Défaillance du système d'enregistrement

¹ En cas de défaillance du système d'enregistrement, la séance est interrompue ou suspendue.

² Le Bureau peut toutefois décider la poursuite des débats après que le Secrétariat a été mis en mesure d'assurer la tenue d'un compte rendu sommaire.

³ Le compte rendu sommaire doit refléter l'essentiel des idées émises lors des interventions. Une fois mis au propre, il est soumis au Bureau pour approbation par voie de circulation.

Art. 114 Rôle

Le Secrétariat tient un rôle de chaque séance, qui mentionne, directement ou sous la forme d'une annexe, notamment les éléments suivants:

- a) la personne qui exerce la présidence;
- b) la liste des membres présents, absents ou excusés en début de séance;
- c) les objets mis en délibération;

² Die Einladung enthält:

- a) für jede Sitzung die Angabe von Tag und Zeit der Eröffnung;
- b) die Liste der Verhandlungsgegenstände und die Kategorie der Behandlung;
- c) das zeitliche Arbeitsprogramm.

³ Der Einladung liegen alle Unterlagen zu den Gegenständen bei, die nicht schon vorher verteilt wurden.

Art. 112 Protokoll der Verhandlungen

- a) Im Allgemeinen

¹ Die öffentlichen Verhandlungen werden aufgezeichnet und dann für die Veröffentlichung im Amtlichen Tagblatt vollständig abgeschrieben.

² Beim Abschreiben sind gelegentliche stilistische Korrekturen erlaubt; materielle Änderungen sind nicht zulässig.

³ Liegt ein wichtiger Fehler vor, so kann eine Berichtigung verlangt werden. Im Allgemeinen wird die Berichtigung in Form einer Mitteilung der Präsidentin oder des Präsidenten an einer nächsten Sitzung gemacht. Sie muss vom Büro genehmigt werden, wenn sie im Amtlichen Tagblatt veröffentlicht werden muss.

Art. 113 b) Ausfall des Aufzeichnungssystems

¹ Versagt das Aufzeichnungssystem, so wird die Sitzung unterbrochen oder ausgesetzt.

² Das Büro kann beschliessen, dass die Verhandlungen fortgesetzt werden, wenn dem Sekretariat ermöglicht wird, ein zusammenfassendes Protokoll zu verfassen.

³ Das zusammenfassende Protokoll muss die wesentlichen Ideen, die in den Voten geäußert wurden, wiedergeben. Sobald es ins Reine geschrieben ist, wird es dem Büro auf dem Zirkulationsweg zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 114 Sitzungsjournal

Das Sekretariat führt von jeder Sitzung ein Journal, in dem direkt oder in Form einer Beilage folgende Elemente angegeben werden:

- a) der Name der Präsidentin oder des Präsidenten;
- b) die Liste der Mitglieder, die zu Beginn der Sitzung anwesend, abwesend oder entschuldigt sind;
- c) die Verhandlungsgegenstände;

- d) les propositions des commissions;
- e) le nom des intervenants et, le cas échéant, leurs propositions ou leurs amendements;
- f) les propositions et les amendements mis aux voix, les décisions prises à leur sujet et le résultat des votes et des scrutins.

Art. 115 Emplacements

¹ Le Bureau attribue les places dans la salle du Grand Conseil en tenant compte, dans la mesure du possible, des souhaits des groupes parlementaires et des personnes concernées.

² Les membres interviennent, debout, et votent à la place qui leur a été attribuée.

Art. 116 Huis clos

a) Cas

¹ Les séances ont lieu à huis clos lorsque le Grand Conseil délibère sur le prononcé du huis clos, sur les demandes de grâce, les demandes de levée de l'immunité ou d'autorisation de poursuivre un membre du Conseil d'Etat et dans les autres cas prévus par la loi.

² Le huis clos peut aussi être prononcé par le Grand Conseil dans d'autres cas afin de garantir la protection de la personnalité ou d'un intérêt public important. Cette décision nécessite la majorité qualifiée (art. 135).

Art. 117 b) Modalités

¹ Ne demeurent dans la salle que les membres du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, le personnel du Secrétariat et les huissiers ou huissières. Les journalistes accrédités peuvent suivre les débats à huis clos, sauf décision contraire du Grand Conseil.

² Toutes les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations, lequel ne peut être levé que par le Grand Conseil. Les médias ne peuvent relater ces débats que d'une manière qui ne porte pas atteinte à la protection recherchée par l'instauration du huis clos; tout enregistrement de sons ou d'images est interdit.

³ Il n'est pas établi de compte rendu des délibérations.

- d) die Anträge der Kommissionen;
- e) die Namen der Rednerinnen und Redner und gegebenenfalls ihre Anträge und Änderungsanträge;
- f) die Anträge und Änderungsanträge, über die abgestimmt wurde, die entsprechenden Beschlüsse und das Ergebnis der Abstimmungen und Urengänge.

Art. 115 Platzierung

¹ Das Büro teilt die Plätze im Grossratssaal zu, wobei es wenn möglich die Wünsche der betreffenden Fraktionen und Personen berücksichtigt.

² Die Mitglieder erheben sich zum Reden und stimmen an dem Platz ab, der ihnen zugeteilt wurde.

Art. 116 Geheime Beratung

a) Fälle

¹ Eine geheime Beratung findet statt, wenn der Grosse Rat darüber berät, ob in einer Sache geheim beraten werden soll, sowie über die Begnadigungsgesuche, die Gesuche um Aufhebung der Immunität oder um die Ermächtigung, ein Mitglied des Staatsrats strafrechtlich verfolgen zu können, sowie in den anderen Fällen, die im Gesetz vorgesehen sind.

² Der Grosse Rat kann auch in anderen Fällen eine geheime Beratung beschliessen, wenn es darum geht, den Persönlichkeitsschutz oder ein wichtiges öffentliches Interesse zu wahren. Dieser Entscheid muss mit qualifiziertem Mehr (Art. 135) getroffen werden.

Art. 117 b) Modalitäten

¹ Im Saal verbleiben nur die Mitglieder des Grossen Rates und des Staatsrates, das Personal des Sekretariats und die Weibinnen und Weibel. Die akkreditierten Journalisten können die geheimen Beratungen verfolgen, wenn der Grosse Rat nichts anderes beschliesst.

² Alle anwesenden Personen sind verpflichtet, über die Beratungen Stillschweigen zu bewahren; die Schweigepflicht kann nur vom Grossen Rat aufgehoben werden. Die Medien können über diese Beratungen nur in einer Weise berichten, die den Schutz, der mit den geheimen Beratungen bezweckt wurde, nicht verletzt. Jegliche Ton- oder Bildaufzeichnung ist untersagt.

³ Über die geheimen Beratungen wird kein Verhandlungsprotokoll geführt.

⁴ Le rôle ordinaire des séances du Grand Conseil relate uniquement, sous une forme appropriée, la décision finale rendue à huis clos et le Secrétariat tient un rôle séparé pour la séance qui se déroule à huis clos. Les actes y relatifs sont joints à ce rôle spécial pour être conservés sous scellés.

Art. 118 Tribune

¹ Une tribune est assignée au public pour lui permettre de suivre les débats.

² Le public doit garder le silence et s'abstenir de toute marque d'approbation ou de réprobation. Il se conforme en outre aux instructions de la présidence.

³ La présidence rappelle à l'ordre la personne qui contrevient à l'alinéa précédent et, au besoin, la fait expulser de la tribune.

⁴ Ces règles sont affichées à l'entrée de la tribune.

Art. 119 Maintien de l'ordre et de la sécurité

¹ Si l'ampleur d'un trouble ou d'une menace le justifie, la présidence ordonne l'évacuation et la fermeture temporaire de la tribune ou d'autres locaux. La séance du Grand Conseil est interrompue aussitôt que cet ordre est donné.

² La présidence peut requérir la force publique pour assurer le bon déroulement des travaux du Grand Conseil.

³ Elle peut ordonner que les personnes qui troublent les travaux du Grand Conseil ou en menacent la sécurité soient mises en état d'arrestation pour être déférées devant les autorités judiciaires.

⁴ Ces dispositions sont également applicables si des désordres se produisent dans le bâtiment où siège le Grand Conseil et à ses abords.

⁴ Das ordentliche Sitzungsjournal des Grossen Rates erwähnt in geeigneter Form lediglich den Schlusssentscheid nach der geheimen Beratung, und das Sekretariat führt ein getrenntes Journal über die geheime Beratung. Die dazugehörigen Unterlagen werden diesem besonderen Journal beigelegt und versiegelt aufbewahrt.

Art. 118 Tribüne

¹ Dem Publikum steht eine Tribüne zur Verfügung.

² Das Publikum muss sich still verhalten und sich jeglicher Äusserung von Zustimmung oder Ablehnung enthalten. Es befolgt ausserdem die Anweisungen der Präsidentin oder des Präsidenten.

³ Die Präsidentin oder der Präsident ruft Personen, die dem vorstehenden Absatz zuwiderhandeln, zur Ordnung und lässt sie wenn nötig von der Tribüne weisen.

⁴ Diese Bestimmungen werden beim Eingang zur Tribüne angeschlagen.

Art. 119 Aufrechterhaltung von Ordnung und Sicherheit

¹ Wenn es vom Ausmass der Störung oder der Bedrohung her gerechtfertigt ist, ordnet die Präsidentin oder der Präsident an, dass die Tribüne oder andere Räumlichkeiten verlassen und vorübergehend geschlossen werden. Sobald eine derartige Weisung erteilt wird, ist die Sitzung zu unterbrechen.

² Die Präsidentin oder der Präsident kann Polizei anfordern, um den einwandfreien Ablauf der Arbeiten des Grossen Rates sicherzustellen.

³ Sie oder er kann anordnen, dass die Personen, die die Arbeiten des Grossen Rates stören oder die Sicherheit bedrohen, verhaftet und den Gerichtsbehörden zugeführt werden.

⁴ Diese Bestimmungen gelten auch für Störungen im Gebäude, in dem der Grosse Rat tagt, und in dessen Umgebung.

CHAPITRE 10

Procédure lors des débats

SECTION 1

Dispositions générales

Art. 120 Ouverture de séance

Après avoir vérifié que le quorum est atteint, la présidence ouvre la séance, transmet ses communications et celles du Bureau, puis rappelle brièvement le programme de travail.

Art. 121 Quorum

¹ Si elle a un doute concernant le quorum ou si elle en est requise par motion d'ordre, la présidence fait procéder à un contrôle des présences.

² A cette fin, elle se fait produire la liste électronique des présences en début de séance ou elle fait procéder à un vote fictif.

³ En cas de défaillance du système électronique, elle requiert l'intervention des scrutateurs et scrutatrices et, au besoin, fait procéder à un appel nominal.

⁴ Lorsque les membres présents ne forment pas la majorité (56 membres) des membres du Grand Conseil, la présidence interrompt la séance, ou la lève s'il n'est pas possible de rétablir rapidement le quorum.

Art. 122 Déroulement de la discussion

¹ Les interventions ne doivent pas dépasser cinq minutes. Cette règle ne s'applique ni à la présidence, ni aux rapporteur-e-s, ni aux membres du Conseil d'Etat.

² Un membre du Grand Conseil ne peut pas prendre la parole plus de deux fois sur la même proposition. Le membre qui n'a pas encore parlé a la priorité sur celui qui a déjà parlé.

³ La personne qui s'adresse à l'assemblée se sert de la formule «Madame la Présidente ou Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs».

10. KAPITEL

Verfahren bei den Verhandlungen

1. ABSCHNITT

Allgemeine Bestimmungen

Art. 120 Sitzungseröffnung

Nachdem die Präsidentin oder der Präsident festgestellt hat, dass das Quorum erreicht ist, eröffnet sie oder er die Sitzung, gibt die eigenen Mitteilungen und diejenigen des Büros bekannt und erinnert kurz an das Arbeitsprogramm.

Art. 121 Quorum

¹ Wenn die Präsidentin oder der Präsident nicht sicher ist, ob das Quorum erreicht ist, oder mit einem Ordnungsantrag dazu aufgefordert wird, lässt sie oder er eine Anwesenheitskontrolle durchführen.

² Dazu lässt sie oder er sich die elektronische Liste der Anwesenden zu Sitzungsbeginn ausdrucken oder führt eine fiktive Abstimmung durch.

³ Ist das elektronische System defekt, so bietet sie oder er die Stimmzählrinnen und Stimmzähler auf oder führt wenn nötig einen Namensaufruf durch.

⁴ Ist von den Mitgliedern des Rates nicht die Mehrheit (56 Mitglieder) anwesend, so wird die Sitzung von der Präsidentin oder vom Präsidenten unterbrochen und, wenn das Quorum nicht in Kürze hergestellt werden kann, geschlossen.

Art. 122 Ablauf der Beratung

¹ Die Voten dürfen nicht länger als fünf Minuten dauern. Diese Vorschrift gilt weder für die Präsidentin oder den Präsidenten noch für die Berichterstatterinnen und Berichterstatter, noch für die Mitglieder des Staatsrats.

² Ein Mitglied des Grossen Rates kann zum selben Antrag nicht mehr als zweimal das Wort ergreifen. Das Mitglied, das noch nicht gesprochen hat, kommt vor demjenigen an die Reihe, das schon gesprochen hat.

³ Wer zur Versammlung spricht, verwendet folgende Anrede: «Frau Präsidentin, meine Damen und Herren» oder «Herr Präsident, meine Damen und Herren».

⁴ Celle qui s'adresse particulièrement à un membre du Grand Conseil, ou qui en parle, fait usage des expressions «collègue» ou «député-e» et «Madame la Conseillère ou Monsieur le Conseiller» si elle s'adresse à un membre du gouvernement.

Art. 123 Discipline des débats

¹ La présidence rappelle à l'ordre le membre du Grand Conseil qui ne respecte pas les règles des débats, qui porte atteinte à leur dignité ou qui les trouble de toute autre manière.

² Au besoin, elle lui retire la parole; en dernier recours, elle le fait expulser momentanément de la salle du Grand Conseil.

³ La présidence interrompt la séance en cas de troubles graves au sein du Grand Conseil.

⁴ Après avoir, si possible, consulté le Bureau, elle peut lever la séance ou suspendre la session.

Art. 124 Amendements

a) Objet

¹ Un amendement peut tendre:

- a) à modifier ou supprimer dans son ensemble un article ou un alinéa du projet d'acte en délibération;
- b) à introduire dans ce projet un nouvel article ou un nouvel alinéa;
- c) à modifier un amendement présenté par la commission ou un membre du Grand Conseil;
- d) à modifier le titre ou les considérants du projet d'acte en délibération.

² Un amendement n'est pas recevable s'il sort du cadre du projet discuté.

Art. 125 b) Forme

¹ L'amendement est formulé par écrit et remis, signé, à la présidence avant d'être développé.

² Il doit être complètement rédigé et porter le numéro de l'article et de l'alinéa auxquels il se rapporte; il les reproduit intégralement.

³ Son auteur-e en donne lecture au début de son intervention dans la discussion.

⁴ Wendet es sich unmittelbar an einen Grossrat, so bedient es sich der Worte «Frau Kollegin» oder «Herr Kollege», «Frau Grossrätin» oder «Herr Grossrat». Wendet es sich an ein Mitglied des Staatsrates, heisst die Anrede «Frau Staatsrätin» oder «Herr Staatsrat».

Art. 123 Disziplin bei den Verhandlungen

¹ Die Präsidentin oder der Präsident ruft die Mitglieder des Grossen Rates zur Ordnung, die die Regeln der Verhandlungen nicht beachten, deren Würde verletzen oder sie auf andere Art stören.

² Wenn nötig entzieht sie oder er ihnen das Wort; als letztes Mittel werden sie vorübergehend aus dem Grossratsaal gewiesen.

³ Bei schweren Störungen im Grossen Rat unterbricht die Präsidentin oder der Präsident die Sitzung.

⁴ Nachdem sie oder er wenn möglich das Büro angehört hat, kann sie oder er die Sitzung abbrechen oder die Session unterbrechen.

Art. 124 Änderungsantrag

a) Gegenstand

¹ Mit einem Änderungsantrag kann verlangt werden, dass:

- a) ein Artikel oder ein Absatz des Erlassentwurfs, der beraten wird, geändert oder als Ganzes aufgehoben wird;
- b) in diesem Entwurf ein neuer Artikel oder ein neuer Absatz eingefügt wird;
- c) ein Änderungsantrag einer Kommission oder eines Mitglieds des Grossen Rates geändert wird;
- d) der Titel oder die Erwägungen eines Erlassentwurfs, der beraten wird, geändert werden.

² Ein Änderungsantrag ist nicht zulässig, wenn er über den Rahmen des diskutierten Entwurfs hinausgeht.

Art. 125 b) Form

¹ Der Änderungsantrag wird schriftlich formuliert und unterzeichnet der Präsidentin oder dem Präsidenten abgegeben, bevor er begründet wird.

² Er ist vollständig abzufassen und mit der entsprechenden Nummer des Artikels und des Absatzes zu versehen. Der Artikel oder Absatz wird vollständig wiedergegeben.

³ Die Verfasserin oder der Verfasser liest ihn am Anfang ihres oder seines Votums in der Beratung vor.

SECTION 2

Votes

Art. 126 Adoption tacite

¹ Les propositions qui ne sont pas formellement combattues sont adoptées tacitement. Il en va de même si l'auteur-e d'un projet, d'un contre-projet ou d'un amendement se rallie à un amendement unique ou au texte voté lors d'une précédente lecture.

² L'alinéa 1 n'est pas applicable lors du vote final (art. 141) ou lorsque la majorité qualifiée est nécessaire (art. 135 et 136).

Art. 127 Préparation

¹ Avant le vote, la présidence donne, s'il y a lieu, un bref aperçu des propositions en présence et indique l'ordre dans lequel elles seront mises aux voix. En cas de contestation, le Grand Conseil décide immédiatement.

² Sur demande, les propositions et l'ordre du vote sont traduits dans l'autre langue officielle avant que le vote ne soit ouvert.

Art. 128 Ordre des votes

¹ Les amendements incompatibles entre eux sont d'ordinaire mis au vote en premier lieu, opposés deux par deux. Il n'est alors possible de voter que pour l'un des amendements.

² Le texte du projet soumis au Grand Conseil est opposé en dernier lieu à l'amendement qui l'a emporté sur tous les autres.

Art. 129 Procédure a) Principes

¹ Le vote se fait électroniquement. Si le système électronique est défaillant, le vote a lieu par appel nominal.

² Lors des séances à huis clos, le vote a lieu par assis et levé sans appel nominal, sauf motion d'ordre contraire. Le vote au bulletin secret demeure réservé.

³ Le vote au bulletin secret n'a lieu que lorsqu'il est expressément prévu par la législation sur le Grand Conseil.

2. ABSCHNITT

Abstimmungen

Art. 126 Stillschweigende Annahme

¹ Anträge, die nicht ausdrücklich bekämpft werden, werden stillschweigend angenommen. Das gilt auch, wenn die Verfasserin oder der Verfasser eines Entwurfs, eines Gegenentwurfs oder eines Änderungsantrags sich einem einzigen Änderungsantrag oder dem Text, der in einer vorhergehenden Lesung beschlossen wurde, anschliesst.

² Der Absatz 1 gilt nicht bei der Schlussabstimmung (Art. 141) oder wenn das qualifizierte Mehr nötig ist (Art. 135 und 136).

Art. 127 Vorbereitung

¹ Vor der Abstimmung gibt die Präsidentin oder der Präsident wenn nötig einen kurzen Überblick über die vorliegenden Anträge und gibt an, in welcher Reihenfolge sie zur Abstimmung gelangen. In Streitfällen entscheidet der Grosse Rat sofort.

² Auf Verlangen werden die Anträge und die Abstimmungsreihenfolge in die andere Amtssprache übersetzt, bevor die Abstimmung eröffnet wird.

Art. 128 Abstimmungsreihenfolge

¹ Die Änderungsanträge, die unter sich unvereinbar sind, werden als erste zur Abstimmung gebracht; dabei werden immer zwei einander gegenübergestellt. Man kann nur für einen der beiden zur Abstimmung gebrachten Änderungsanträge stimmen.

² Der Text des Entwurfs, der dem Grossen Rat unterbreitet wurde, wird zuletzt dem Änderungsantrag gegenübergestellt, der über alle anderen obsiegt hat.

Art. 129 Verfahren a) Grundsätze

¹ Es wird elektronisch abgestimmt. Wenn das elektronische System versagt, wird per Namensaufruf abgestimmt.

² Bei den geheimen Beratungen wird durch Sitzenbleiben und Aufstehen ohne Namensaufruf abgestimmt, wenn nicht mit einem Ordnungsantrag etwas anderes verlangt wird. Die geheime Abstimmung mit Stimmzetteln bleibt vorbehalten.

³ Die geheime Abstimmung wird nur in den Fällen durchgeführt, die ausdrücklich in der Gesetzgebung über den Grossen Rat vorgesehen sind.

Art. 130 b) Vote électronique

¹ Les votes sont exprimés par «oui», «non» ou «abstention».

² Le système de vote électronique compte et enregistre les votes émis. Le vote nominal des membres du Grand Conseil et le résultat général du vote (oui, non, abstention) sont affichés sur des panneaux électroniques.

³ La présidence confirme oralement le résultat général du vote.

Art. 131 c) Vote par assis et levé

¹ Lors d'un vote par assis et levé, les scrutateurs et scrutatrices comptent les voix, à moins qu'il n'y ait une majorité évidente. Dans tous les cas, il y a contre-épreuve.

² En cas de doute ou à la suite d'une motion d'ordre, la présidence fait procéder par appel nominal. Seul le résultat général du vote est toutefois conservé.

Art. 132 d) Vote au bulletin secret

En cas de vote au bulletin secret, les règles sur le déroulement du scrutin en cas d'élection (art. 151ss) sont applicables par analogie.

Art. 133 e) Enregistrement

¹ Les résultats des votes réalisés par voie électronique font l'objet d'un enregistrement officiel.

² Toutes les données de vote qui ne sont pas destinées expressément à la publication sont confidentielles. Le Bureau peut autoriser que les données enregistrées soient analysées à des fins scientifiques ou statistiques.

³ Le Secrétariat conserve toutes les données de vote jusqu'à la fin de la législature suivante.

Art. 134 Majorité ordinaire

¹ La majorité simple décide.

² La présidence départage en cas d'égalité, même si elle a déjà voté.

Art. 130 b) Elektronische Abstimmung

¹ Es kann mit «Ja» oder «Nein» oder «Enthaltung» gestimmt werden.

² Das elektronische Abstimmungssystem zählt und registriert die abgegebenen Stimmen. Welches Mitglied des Grossen Rates wie gestimmt hat, wird zusammen mit dem Gesamtergebnis der Abstimmung (Ja, Nein, Enthaltung) auf den Bildschirmen angezeigt.

³ Die Präsidentin oder der Präsident bestätigt das Gesamtergebnis der Abstimmung mündlich.

Art. 131 c) Abstimmung durch Aufstehen und Sitzenbleiben

¹ Wird mit Aufstehen und Sitzenbleiben abgestimmt, so zählen die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler die Stimmen, es sei denn, die Mehrheit sei offensichtlich. In allen Fällen wird das Gegenmehr festgestellt.

² Bestehen Zweifel oder wurde ein entsprechender Ordnungsantrag eingereicht, so lässt die Präsidentin oder der Präsident mit Namensaufruf abstimmen. Es wird nur das Gesamtergebnis der Abstimmung aufbewahrt.

Art. 132 d) Geheime Abstimmung

Bei einer geheimen Abstimmung gelten die Bestimmungen über die Durchführung einer Wahl (Art. 151 ff.) sinngemäss.

Art. 133 e) Aufzeichnung

¹ Die Ergebnisse der elektronischen Abstimmung werden amtlich aufgezeichnet.

² Alle Abstimmungsdaten, die nicht ausdrücklich zur Veröffentlichung bestimmt sind, sind vertraulich. Das Büro kann die Verwendung der gespeicherten Daten zu wissenschaftlichen oder statistischen Zwecken bewilligen.

³ Das Sekretariat bewahrt alle Daten bis zum Ende der nächsten Legislaturperiode auf.

Art. 134 Ordentliches Mehr

¹ Es wird mit einfachem Mehr entschieden.

² Bei Stimmgleichheit fällt der Präsidentin oder dem Präsidenten der Stichentscheid zu, auch wenn sie oder er bereits gestimmt hat.

Art. 135 Majorité qualifiée
a) Principe

¹ Lorsque la législation sur le Grand Conseil prescrit un vote à la majorité qualifiée, il s'agit de la majorité des membres du Grand Conseil (56 membres).

² Une décision soumise à une majorité qualifiée fait toujours l'objet d'un vote spécifique.

Art. 136 b) Cas

¹ Doivent être adoptées à la majorité qualifiée les décisions relatives:

- a) à la prise en considération d'un mandat contre l'avis du Conseil d'Etat (art. 80 al. 3);
- b) au prononcé du huis clos (art. 116 al. 2);
- c) à la clause soustrayant un acte urgent au référendum préalable (art. 145 al. 1);
- d) à la levée de l'immunité (art. 168 al. 4);
- e) à la procédure accélérée (art. 169 al. 3).

² Doivent également être adoptées à la majorité qualifiée:

- a) les dépenses brutes et uniques dont la valeur excède 1/3% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil ainsi que les dépenses brutes et périodiques dont la valeur excède 1/40% de ces mêmes comptes;
- b) les diminutions de recettes de l'Etat et des communes dont la valeur totale excède, pour les cinq premières années d'application de la loi ou du décret, 1/3% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil.

³ Les cas prévus par la législation spéciale sont en outre réservés.

Art. 135 Qualifiziertes Mehr
a) Grundsatz

¹ Das qualifizierte Mehr im Sinne der Gesetzgebung über den Grossen Rat bedeutet die Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates (56 Mitglieder).

² Über einen Beschluss, für den ein qualifiziertes Mehr erforderlich ist, wird stets getrennt abgestimmt.

Art. 136 b) Wirkung

¹ Das qualifizierte Mehr ist erforderlich für:

- a) die Erheblicherklärung eines Auftrags gegen die Meinung des Staatsrats (Art. 80 Abs. 3);
- b) den Beschluss, eine geheime Beratung (Art. 116 Abs. 2) durchzuführen;
- c) eine Klausel, mit der ein dringlicher Erlass dem vorherigen Referendum entzogen wird (Art. 145 Abs. 1);
- d) die Aufhebung der Immunität (Art. 168 Abs. 4);
- e) ein beschleunigtes Verfahren (Art. 169 Abs. 3);

² Ferner müssen mit qualifiziertem Mehr angenommen werden:

- a) die einmaligen Bruttoausgaben, die wertmässig mehr als 1/3% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung ausmachen, sowie wiederkehrende Bruttoausgaben, die wertmässig mehr als 1/40% derselben Staatsrechnung ausmachen;
- b) Einnahmenreduktionen des Staates und der Gemeinden, die in den ersten 5 Jahren, in denen das Gesetz oder Dekret Anwendung findet, mehr als 1/3% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung ausmachen.

³ Die in der Spezialgesetzgebung vorgesehenen Fälle bleiben ausserdem vorbehalten.

SECTION 3

Examen des projets d'actes

1. Entrée en matière

Art. 137

¹ Lors du débat d'entrée en matière, les interventions visent à motiver l'acceptation de l'entrée en matière, son refus ou le renvoi de l'acte à son auteur. Les questions de recevabilité et autres questions préjudicielles sont traitées dans le cadre de ce débat.

² La proposition de renvoi de tout ou partie d'un projet doit être formulée d'une manière qui permette au Conseil d'État ou à la commission de connaître clairement le but du renvoi et le résultat qui en est attendu.

³ La parole est donnée:

- a) au ou à la rapporteur-e de la commission;
- b) au ou à la commissaire du gouvernement;
- c) aux porte-parole des groupes;
- d) aux membres du Grand Conseil qui ont déposé une proposition de refus ou de renvoi du projet.

⁴ L'entrée en matière acceptée est définitive; il ne peut plus être fait de propositions de renvoi ou de retrait du projet dans son entier. Toutefois, au cours de l'examen de détail, le Grand Conseil peut toujours décider le renvoi d'un titre, d'un chapitre, d'une section ou d'un article à la commission ou au Conseil d'État, pour nouvel examen et proposition.

2. Examen de détail

Art. 138 Mode de discussion

¹ Si l'entrée en matière est acceptée, le projet est mis en délibération article par article; la lecture par alinéa de certains articles peut être décidée par la présidence ou demandée par le ou la rapporteur-e, par le ou la commissaire du gouvernement, ou par motion d'ordre.

² La délibération est introduite par le ou la rapporteur-e et par le ou la commissaire du gouvernement. Les débats se déroulent ensuite conformément au mode de traitement retenu.

3. ABSCHNITT

Prüfung der Erlassentwürfe

1. Eintreten

Art. 137

¹ Bei der Eintretensdebatte wird das Wort ergriffen, um Eintretens-, Nichteintretens- oder Rückweisungsanträge zu begründen. Fragen der Zulässigkeit und andere Vorfragen sind bei dieser Debatte zu erledigen.

² Der Rückweisungsantrag für den ganzen Entwurf oder einen Teil davon muss so formuliert werden, dass es dem Staatsrat oder der Kommission möglich ist, den Rückweisungsgrund und das erwartete Ergebnis klar zu erkennen.

³ Es erhalten das Wort:

- a) die Berichterstatterin oder der Berichterstatter der Kommission;
- b) die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter;
- c) die Fraktionssprecherinnen und -sprecher;
- d) die Mitglieder des Grossen Rates, die einen Nichteintretens- oder einen Rückweisungsantrag eingereicht haben.

⁴ Wurde Eintreten beschlossen, so ist dieser Beschluss endgültig; es können keine Rückweisungs- oder Rückzugsanträge für den Entwurf als Ganzes mehr gestellt werden. Der Grosse Rat kann bei der Detailberatung indessen jederzeit einen Titel, ein Kapitel, einen Abschnitt oder einen Artikel zu nochmaliger Prüfung und neuem Antrag an die Kommission oder an den Staatsrat zurückweisen.

2. Detailberatung

Art. 138 Vorgehen bei der Beratung

¹ Wurde Eintreten beschlossen, so geht der Entwurf in die Detailberatung, die artikelweise erfolgt; die absatzweise Lesung gewisser Artikel kann von der Präsidentin oder vom Präsidenten beschlossen und von der Berichterstatterin oder vom Berichterstatter, von der Regierungsvertreterin oder vom Regierungsvertreter oder mit einem Ordnungsantrag verlangt werden.

² Die Beratung wird von der Berichterstatterin oder dem Berichterstatter der Kommission oder von der Regierungsvertreterin oder vom Regierungsvertreter eingeleitet. Nachher verläuft die Beratung gemäss der gewählten Art der Behandlung.

³ Pour clore la discussion, le ou la rapporteur-e et le ou la commissaire du gouvernement se déterminent brièvement sur les interventions. Un membre du Grand Conseil ne peut plus intervenir que pour rectifier un fait erroné ou personnel, mais il doit s'en tenir strictement à ce fait.

⁴ Lorsque la délibération sur les articles est terminée, la présidence met en discussion selon les mêmes modalités le titre, le préambule et les éventuels considérants.

Art. 139 Rapporteur-e

¹ Lorsque les propositions de la commission et du Conseil d'Etat sont identiques et que la commission est unanime, le ou la rapporteur-e renonce à les commenter. Le ou la commissaire du gouvernement peut cependant demander la parole.

² Dans les autres cas, le ou la rapporteur-e motive brièvement les propositions de la commission. Il ou elle présente aussi les propositions de la minorité si celle-ci n'a pas désigné une personne pour le faire.

³ Les rapporteur-e-s ont le droit d'exprimer leur opinion personnelle; dans ce cas, ils annoncent qu'ils ne parlent pas au nom de la commission ou de la minorité de celle-ci.

3. Commission de rédaction et vote final

Art. 140 Commission de rédaction

¹ Les actes destinés à être publiés peuvent être soumis à une commission de rédaction avant le vote final.

² La commission de rédaction est composée du ou de la rapporteur-e de la commission qui a traité le projet, du ou de la commissaire du gouvernement et de deux ou trois membres de la commission concernée; les deux langues officielles sont représentées. Elle s'assure la collaboration des services administratifs concernés.

³ Elle ne peut en aucun cas modifier le fond des décisions prises.

³ Zum Schluss der Diskussion nehmen die Berichterstatterin oder der Berichterstatter oder die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter kurz zu den Voten Stellung. Ein Mitglied des Grossen Rates kann nur noch das Wort ergreifen, um eine seine Person betreffende oder eine falsche Tatsache richtig zu stellen, es hat sich dabei aber genau an diese Tatsachen zu halten.

⁴ Nach Abschluss der artikelweisen Beratung eröffnet die Präsidentin oder der Präsident nach den gleichen Modalitäten die Diskussion über Titel, Ingress und allfällige Erwägungen.

Art. 139 Berichterstatterin und Berichterstatter

¹ Stimmen die Anträge der Kommission und des Staatsrates überein und ist die Kommission einstimmig, so verzichtet die Berichterstatterin oder der Berichterstatter darauf, diese Anträge zu kommentieren. Die Regierungsvertreterin oder Regierungsvertreter kann indessen das Wort verlangen.

² In den übrigen Fällen begründet die Berichterstatterin oder der Berichterstatter kurz die Anträge der Kommission. Sie oder er stellt auch die Anträge der Minderheit vor, wenn diese nicht selbst eine Person dafür bezeichnet hat.

³ Die Berichterstatterinnen und Berichterstatter haben das Recht, ihre persönliche Meinung zu vertreten. Vertreten sie ihre eigene Meinung, so teilen sie mit, dass sie nicht im Namen der Kommission oder der Kommissionsminderheit sprechen.

3. Redaktionskommission und Schlussabstimmung

Art. 140 Redaktionskommission

¹ Die Erlasse, die veröffentlicht werden, können vor der Schlussabstimmung einer Redaktionskommission vorgelegt werden.

² Die Redaktionskommission setzt sich zusammen aus der Berichterstatterin oder dem Berichterstatter der Kommission, die das Geschäft behandelt hat, der Regierungsvertreterin oder dem Regierungsvertreter und zwei oder drei Mitgliedern der betreffenden Kommission; beide Amtssprachen sind vertreten. Sie sichert sich die Mitarbeit der betreffenden Verwaltungsstellen.

³ Sie kann keinesfalls den Inhalt der gefassten Beschlüsse ändern.

Art. 141 Vote final

¹ Le Grand Conseil vote sur l'ensemble du projet tel qu'il résulte de l'examen de détail et des éventuelles corrections apportées par la commission de rédaction.

² L'acte porte la date du vote final.

4. Actes susceptibles de référendum

Art. 142 Lectures supplémentaires

a) Objets et procédure

¹ Les actes qui sont soumis obligatoirement ou facultativement à un vote populaire font l'objet d'une deuxième lecture.

² En deuxième lecture, l'examen a lieu par chapitre ou par section. Chaque membre conserve le droit de demander l'ouverture de la discussion sur un ou des articles.

³ Les articles ayant fait l'objet de divergences entre les deux lectures sont soumis à une troisième lecture, au cours de laquelle le Grand Conseil opte pour la décision prise dans l'une ou dans l'autre des lectures. De nouvelles propositions sont alors irrecevables.

⁴ La présidence cite les articles qui ont fait l'objet de modifications lors des débats précédents et précise la nature de ces modifications. Avant de passer au vote, elle demande aux personnes qui ont présenté des amendements si elles les maintiennent.

Art. 143 b) Délai entre les lectures

¹ Les lectures d'un projet de dispositions constitutionnelles ou de loi nouvelle ont obligatoirement lieu au cours de différentes séances.

² Toutefois, les lectures d'une loi nouvelle peuvent se suivre immédiatement s'il n'y a pas de divergences entre le Conseil d'Etat et la commission à l'issue de la première lecture. L'examen des actes urgents demeure en outre réservé.

³ Pour les dispositions autres que des modifications de la Constitution ou qu'une loi nouvelle, un délai entre les lectures peut être requis par motion d'ordre.

Art. 141 Schlussabstimmung

¹ Der Grosse Rat stimmt über den gesamten Entwurf ab, wie er aus der Detailberatung hervorgegangen ist und der allfällige von der Redaktionskommission angebrachte Korrekturen enthält.

² Der Erlass trägt das Datum der Schlussabstimmung.

4. Dem Referendum unterstehende Erlasse

Art. 142 Zusätzliche Lesungen

a) Erlasse und Verfahren

¹ Bei Erlassen, die der obligatorischen oder fakultativen Volksabstimmung unterstehen, wird eine zweite Lesung durchgeführt.

² In der zweiten Lesung wird der Erlass kapitelweise oder abschnittsweise geprüft. Jedes Mitglied kann verlangen, dass die Diskussion über einen oder mehrere Artikel eröffnet wird.

³ Sind bei einem Artikel zwischen der ersten und der zweiten Lesung Differenzen entstanden, so entscheidet sich der Grosse Rat in einer dritten Lesung für das Ergebnis der ersten oder zweiten Lesung. Neue Anträge sind unzulässig.

⁴ Die Präsidentin oder der Präsident ruft die Artikel auf, die in der vorhergehenden Lesung geändert wurden, und erläutert den Sinn dieser Änderungen. Bevor zur Abstimmung geschritten wird, fragt sie oder er die Personen, die Änderungsanträge eingereicht haben, ob sie diese aufrechterhalten.

Art. 143 b) Abstand zwischen den Lesungen

¹ Die Lesungen eines Entwurfs für Verfassungsbestimmungen oder für ein neues Gesetz müssen zwingend in verschiedenen Sitzungen stattfinden.

² Die Lesungen eines neuen Gesetzes können aber unmittelbar hintereinander stattfinden, wenn es nach der ersten Lesung keine Differenzen zwischen dem Staatsrat und der Kommission gibt. Die Prüfung von dringlichen Erlassen bleibt ausserdem vorbehalten.

³ Für andere Bestimmungen als Verfassungsänderungen und neue Gesetze kann mit einem Ordnungsantrag ein zeitlicher Abstand zwischen den Lesungen gefordert werden.

Art. 144 Clause référendaire

Les actes du Grand Conseil comportent une clause finale qui mentionne expressément s'ils sont soumis ou non au référendum et, le cas échéant, le ou les types de référendum concernés.

Art. 145 Actes urgents

¹ La décision de déclarer urgent un acte (art. 92 Cst.) nécessite la majorité qualifiée (art. 135).

² Un article spécial de l'acte mentionne cette décision.

³ La durée de validité d'une loi urgente est limitée conformément aux exigences de la Constitution et de la loi sur l'exercice des droits politiques.

⁴ Au besoin, les règles sur la procédure accélérée (art. 169 et 170) sont applicables.

SECTION 4

Autres décisions du Grand Conseil

Art. 146

¹ Le traitement d'objets autres que des projets d'actes se limite d'ordinaire à la discussion, y compris le cas échéant sur l'entrée en matière, et au vote. Au besoin, les articles 137 et suivants s'appliquent par analogie.

² Le Grand Conseil prend acte sans voter des rapports qui lui sont soumis, à moins qu'une disposition législative ne prescrive leur approbation.

³ Les conclusions d'un rapport sont toutefois mises au vote si elles nécessitent l'élaboration d'un projet d'acte du Grand Conseil.

SECTION 5

Elections

Art. 147 Genre de scrutin

¹ Les élections et les nominations qui relèvent du Grand Conseil se font à la majorité absolue des bulletins valables.

² Elles ont lieu au bulletin secret et se déroulent par scrutin uninominal ou par scrutin de liste.

Art. 144 Referendumsklausel

Die Erlasse des Grossen Rates enthalten eine Schlussklausel, in der ausdrücklich angegeben wird, ob sie dem Referendum unterstellt sind oder nicht und, wenn ja, welcher Art Referendum.

Art. 145 Dringliche Erlasse

¹ Der Entscheid, einen Erlass als dringlich zu erklären (Art. 92 KV) muss mit qualifiziertem Mehr getroffen werden (Art. 135).

² Dieser Entscheid wird in einem eigenen Artikel erwähnt.

³ Die Gültigkeitsdauer eines dringlichen Gesetzes ist gemäss der Verfassung und dem Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte beschränkt.

⁴ Wenn nötig gelten ausserdem die Bestimmungen über das beschleunigte Verfahren (Art. 169 und 170).

4. ABSCHNITT

Die übrigen Beschlüsse des Grossen Rates

Art. 146

¹ Die Behandlung eines Geschäfts, bei dem es sich nicht um einen Erlassentwurf handelt, beschränkt sich im Allgemeinen auf die Diskussion, allenfalls auch über das Eintreten, und auf die Abstimmung. Wenn nötig gelten die Artikel 137 ff. sinngemäss.

² Der Grosse Rat nimmt die Berichte, die ihm vorgelegt werden, ohne abzustimmen zur Kenntnis, es sei denn, die Genehmigung werde durch eine Gesetzesbestimmung vorgeschrieben.

³ Die Anträge eines Berichts gelangen aber zur Abstimmung, wenn sie die Ausarbeitung eines Erlasses des Grossen Rates verlangen.

5. ABSCHNITT

Wahlen

Art. 147 Wahlsystem

¹ Die dem Grossen Rat zustehenden Wahlen erfolgen mit dem absoluten Mehr der gültigen Stimmzettel.

² Sie werden geheim durch Listen- oder Einzelwahl durchgeführt.

Art. 148 Scrutin uninominal

¹ Sont élus au scrutin uninominal les personnes qui suivent:

- a) le président ou la présidente du Grand Conseil;
- b) les deux vice-présidents ou vice-présidentes du Grand Conseil;
- c) le président ou la présidente du Conseil d'Etat;
- d) le président ou la présidente du Tribunal cantonal;
- e) le président ou la présidente du Tribunal administratif;
- f) les membres et les membres suppléants du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif;
- g) le ou la secrétaire général-e du Grand Conseil.

² Les deux premiers tours de scrutin sont libres.

³ Dans les tours suivants, seules les personnes ayant obtenu des voix lors du deuxième tour restent éligibles et, à chaque tour, la personne qui a obtenu le moins de voix est éliminée de l'élection. Les noms des personnes encore éligibles sont lus par la présidence avant chaque tour.

⁴ Entre chaque tour de scrutin, la présidence offre aux groupes parlementaires la possibilité de s'exprimer brièvement par l'intermédiaire d'un ou d'une porte-parole.

Art. 149 Scrutin de liste

¹ Les membres des commissions permanentes, ceux d'autres commissions et les autres personnes qui ne sont pas visées par l'article 148 al. 1 sont élus au scrutin de liste.

² Les candidats ou candidates qui ont obtenu la majorité absolue au premier ou au deuxième tour sont élus.

³ On retient ensuite, parmi les candidatures qui ont obtenu le plus de voix au second tour, le double du nombre des postes qui sont encore à pourvoir; les autres candidatures n'entrent plus en considération pour les tours suivants. Les noms des personnes encore éligibles sont lus par la présidence avant chaque tour.

⁴ On procède ensuite à un nouveau tour de scrutin et l'on continue ainsi jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus à la majorité absolue.

Art. 148 Einzelwahl

¹ Folgende Personen werden in Einzelwahl gewählt:

- a) die Präsidentin oder der Präsident des Grossen Rates;
- b) die beiden Vizepräsidentinnen oder Vizepräsidenten des Grossen Rates;
- c) die Präsidentin oder der Präsident des Staatsrats;
- d) die Präsidentin oder der Präsident des Kantonsgerichts;
- e) die Präsidentin oder der Präsident des Verwaltungsgerichts;
- f) die Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts;
- g) die Generalsekretärin oder der Generalsekretär des Grossen Rates.

² Die beiden ersten Wahlgänge sind frei.

³ In den folgenden Wahlgängen können nur Personen gewählt werden, die im zweiten Wahlgang Stimmen erhalten haben; bei jedem Wahlgang scheidet die Person mit der geringsten Stimmzahl aus. Die Namen der Personen, die noch wählbar sind, werden vor jedem Wahlgang von der Präsidentin oder vom Präsidenten verlesen.

⁴ Nach jedem Wahlgang bietet die Präsidentin oder der Präsident den Fraktionen die Gelegenheit, sich kurz durch eine Sprecherin oder einen Sprecher zu äussern.

Art. 149 Listenwahl

¹ Die Mitglieder der ständigen Kommissionen, der anderen Kommissionen und die übrigen in Artikel 148 Abs. 1 nicht genannten Personen werden in Listenwahlen gewählt.

² Die Kandidatinnen und Kandidaten, die im ersten oder zweiten Wahlgang das absolute Mehr erreichen, sind gewählt.

³ Von den Kandidatinnen und Kandidaten, die im zweiten Wahlgang am meisten Stimmen erhalten haben, können am folgenden Wahlgang doppelt so viele teilnehmen, wie Sitze zu besetzen sind. Die ausgeschiedenen Kandidaturen werden für die weiteren Wahlgänge nicht mehr berücksichtigt. Die Namen der Personen, die noch wählbar sind, werden vor jedem Wahlgang von der Präsidentin oder vom Präsidenten verlesen.

⁴ Es wird hierauf zu einem neuen Wahlgang geschritten und so fortgefahren, bis alle Wahlen mit dem absoluten Mehr vollzogen sind.

⁵ Entre chaque tour de scrutin, la présidence offre aux groupes parlementaires la possibilité de s'exprimer brièvement par l'intermédiaire d'un ou d'une porte-parole.

⁶ Si un tour de scrutin donne la majorité absolue à plus de personnes qu'il n'y a de sièges à pourvoir, les personnes qui ont obtenu le plus de suffrages sont élues, à concurrence du nombre de sièges disponibles.

Art. 150 Election ou nomination sur proposition

Lorsque l'éligibilité est subordonnée à une proposition présentée par une autorité ou un organisme déterminé et que le nombre de propositions correspond au nombre de personnes à élire ou à nommer, le Grand Conseil peut décider de surseoir à l'élection ou à la nomination et de demander des propositions supplémentaires.

Art. 151 Déroulement du scrutin

¹ Les scrutateurs ou scrutatrices remettent un bulletin à chaque membre présent. Ils font inscrire au rôle le nombre de bulletins distribués.

² La présidence prend part au scrutin; elle tire au sort en cas d'égalité de suffrages entre plusieurs candidatures.

³ En cas de scrutin de liste, chaque personne qui vote peut écrire autant de noms qu'il y a de personnes à élire. Il peut être fait usage d'une liste photocopiée.

⁴ Chaque membre dépose personnellement son bulletin dans l'urne.

Art. 152 Suffrages non valables

¹ N'entrent pas en ligne de compte:

- a) les bulletins illisibles ou équivoques;
- b) les bulletins contenant une mention étrangère à la désignation des candidats ou candidates;
- c) les suffrages donnés à une personne non éligible;
- d) les bulletins blancs.

² Lorsqu'un bulletin de liste renferme plus de noms qu'il n'y a de personnes à élire, les derniers noms inscrits sont biffés par les scrutateurs ou scrutatrices.

⁵ Nach jedem Wahlgang bietet die Präsidentin oder der Präsident allen Fraktionen die Gelegenheit, sich kurz durch eine Sprecherin oder einen Sprecher zu äussern.

⁶ Haben in einem Wahlgang mehr Kandidatinnen und Kandidaten das absolute Mehr erreicht, als Sitze zu besetzen sind, so sind nach Massgabe der zu besetzenden Sitze die Personen mit den meisten Stimmen gewählt.

Art. 150 Wahl auf Vorschlag

Hängt die Wählbarkeit vom Vorschlag einer Behörde oder eines bestimmten Organs ab und entspricht die Zahl der Vorschläge der Zahl der zu wählenden Personen, so kann der Grosse Rat beschliessen, die Wahl auszusetzen und zusätzliche Vorschläge zu verlangen.

Art. 151 Durchführung der Wahlen

¹ Die Stimmzähler und Stimmzählerinnen geben jedem anwesenden Mitglied einen Stimmzettel ab. Sie lassen die Zahl der ausgeteilten Stimmzettel im Sitzungsjournal vermerken.

² Die Präsidentin oder der Präsident nimmt an der Wahl teil; haben mehrere Kandidatinnen und Kandidaten die gleiche Stimmzahl erhalten, so zieht sie oder er das Los.

³ Bei einer Listenwahl kann jede Person so viele Namen aufschreiben wie Personen zu wählen sind. Es können vervielfältigte Listen verwendet werden.

⁴ Jedes Mitglied legt seinen Stimmzettel eigenhändig in die Urne.

Art. 152 Ungültige Stimmen

¹ Es werden nicht in Betracht gezogen:

- a) die unleserlichen oder zweideutigen Stimmzettel;
- b) die Stimmzettel, die einen von der Bezeichnung der Kandidatin oder des Kandidaten abweichenden Vermerk enthalten;
- c) die zugunsten einer nicht wählbaren Person abgegebenen Stimmen;
- d) die leeren Stimmzettel.

² Enthält ein Listenstimmzettel mehr Namen, als Personen zu wählen sind, so werden die zuunterst stehenden Namen von den Stimmzählerinnen und Stimmzählern gestrichen.

Art. 153 Annulation du scrutin

¹ Le scrutin est annulé s'il est établi qu'une erreur importante a été commise, notamment si le nombre des bulletins rentrés dépasse celui des bulletins distribués. Le Grand Conseil en décide.

² En cas d'annulation, il est procédé immédiatement à un nouveau scrutin.

³ Une élection ne peut plus être annulée après que la personne élue a été assermentée ou que la séance a été levée.

CHAPITRE 11

Dispositions financières

SECTION 1

Gestion financière

Art. 154 Principe

¹ Les règles applicables à l'administration dans le domaine de la gestion financière valent par analogie pour le Grand Conseil et son Secrétariat.

² Lorsque le respect de la séparation des pouvoirs l'exige, le Bureau exerce les compétences que la législation attribue au Conseil d'Etat, à moins que la décision ne relève du Grand Conseil lui-même.

Art. 155 Budget et comptes

¹ Le Grand Conseil dispose pour ses besoins propres des ressources financières inscrites au budget.

² Les centres de charges du Grand Conseil et du Secrétariat forment un chapitre du budget et des comptes de l'Etat.

³ Le Secrétariat élabore les projets de budget et de comptes relatifs au Grand Conseil. Il soumet ces projets au Bureau, puis ceux-ci font l'objet d'une détermination du Conseil d'Etat à l'intention de la Commission des finances et de gestion.

⁴ Le ou la secrétaire général-e répond, devant la Commission des finances et de gestion ou en séance plénière, aux questions relatives au projet de budget ou aux comptes du Grand Conseil et du Secrétariat, ainsi qu'à celles qui sont relatives au compte rendu annuel du Secrétariat.

Art. 153 Annullierung der Wahlen

¹ Die Wahl wird annulliert, wenn feststeht, dass ein wichtiger Fehler begangen wurde, insbesondere wenn mehr Stimmzettel eingingen als ausgeteilt wurden. Der Grosse Rat entscheidet darüber.

² Wurde eine Wahl annulliert, so wird unmittelbar eine neue Wahl durchgeführt.

³ Eine Wahl kann nicht mehr annulliert werden, nachdem die gewählte Person vereidigt oder die Sitzung geschlossen wurde.

11. KAPITEL

Finanzielle Bestimmungen

1. ABSCHNITT

Finanzhaushalt

Art. 154 Grundsatz

¹ Die für die Verwaltung geltenden Regeln der Haushaltsführung gelten sinngemäss auch für den Grossen Rat und dessen Sekretariat.

² Wenn das aus Gründen der Gewaltentrennung notwendig ist, übt das Büro gegenüber dem Sekretariat die Befugnisse aus, für die laut der Gesetzgebung der Staatsrat zuständig ist, es sei denn, für den Entscheid sei der Grosse Rat selbst zuständig.

Art. 155 Voranschlag und Rechnung

¹ Der Grosse Rat verfügt für seine eigenen Bedürfnisse über finanzielle Mittel, die im Voranschlag eingetragen sind.

² Die Kostenstellen des Grossen Rates und des Sekretariats bilden ein Kapitel des Staatsvoranschlags und der Staatsrechnung.

³ Das Sekretariat arbeitet die Entwürfe für den Voranschlag und die Rechnung des Grossen Rates aus. Es unterbreitet diese Entwürfe dem Büro; der Staatsrat nimmt anschliessend zu diesen Entwürfen Stellung zuhanden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission.

⁴ Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär beantwortet vor der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission und im Plenum Fragen zum Voranschlagsentwurf und zur Rechnung des Grossen Rates und des Sekretariats sowie zum Rechenschaftsbericht des Sekretariats.

Art. 156 Indemnisation de tierces personnes

¹ Le versement d'une indemnité à des tierces personnes pour des prestations en faveur du Grand Conseil ou d'un de ses organes est décidé par le Bureau. La commission concernée doit obtenir l'accord du Bureau avant de recourir aux services payants d'une tierce personne.

² Lorsqu'une rémunération horaire est justifiée, le Bureau applique un tarif correspondant à celui qui est prévu pour les commissions de l'Etat. Lorsqu'il estime devoir s'en écarter, il prend l'avis de la Direction dont relève la gestion financière de l'Etat.

SECTION 2

Indemnités

1. Principes

Art. 157 Membres du Grand Conseil

¹ Une indemnité annuelle et forfaitaire de frais est octroyée aux membres du Grand Conseil.

² Les membres reçoivent en outre une indemnité de présence et, le cas échéant, de déplacement pour leur participation aux séances du Grand Conseil, du Bureau et des commissions.

³ Ils ont droit à une indemnité de présence pour une séance de groupe par session ou pour d'autres séances de groupe reconnues par le Bureau.

⁴ Le Bureau peut accorder tout ou partie de l'indemnité pour d'autres prestations officielles.

⁵ L'indemnité forfaitaire allouée au membre qui n'appartient pas à un groupe parlementaire (art. 164 al. 2) est versée en sus de ces indemnités.

Art. 158 Présidence du Grand Conseil

Une indemnité annuelle et forfaitaire particulière est octroyée pour la présidence du Grand Conseil.

Art. 159 Suppléments de fonction

Un supplément d'indemnité est octroyé:

Art. 156 Entschädigung Dritter

¹ Das Büro kann Drittpersonen für Leistungen für den Grossen Rat oder eines seiner Organe eine Entschädigung gewähren. Bevor die betreffende Kommission die entgeltliche Hilfe einer Drittperson in Anspruch nehmen darf, muss sie das Einverständnis des Büros haben.

² Ist eine Zahlung im Stundenlohn gerechtfertigt, so wendet das Büro einen Tarif an, der demjenigen der Kommissionen des Staates entspricht. Wenn es von diesem Tarif abweichen will, muss es die Stellungnahme der für den Finanzhaushalt des Staates zuständigen Direktion einholen.

2. ABSCHNITT

Entschädigungen

1. Grundsätze

Art. 157 Mitglieder des Grossen Rates

¹ Die Mitglieder des Grossen Rates erhalten eine jährliche pauschale Unkostenentschädigung.

² Die Mitglieder erhalten ausserdem eine Anwesenheits- und gegebenenfalls eine Reiseentschädigung für die Teilnahme an den Sitzungen des Grossen Rates, des Büros und der Kommissionen.

³ Sie haben Anrecht auf eine Anwesenheitsentschädigung für eine Fraktionssitzung pro Session und für weitere Fraktionssitzungen, die vom Büro anerkannt werden.

⁴ Das Büro kann für weitere offizielle Dienste die ganze Entschädigung oder einen Teil davon bewilligen.

⁵ Die Pauschalentschädigung für die Mitglieder, die keiner Fraktion angehören (Art. 164 Abs. 2), wird zusätzlich zu diesen Entschädigungen ausgezahlt.

Art. 158 Präsidentin oder Präsident des Grossen Rates

Eine besondere jährliche Pauschalentschädigung wird der Präsidentin oder dem Präsidenten des Grossen Rates gewährt.

Art. 159 Funktionszuschlag

Eine zusätzliche Entschädigung wird gewährt für:

- a) pour la présidence du Grand Conseil, par séance ou par prestation officielle;
- b) pour la présidence d'une séance de commission;
- c) pour la présentation du rapport d'une commission ou du Bureau;
- d) pour l'exercice de la fonction de scrutateur ou scrutatrice.

Art. 160 Limites

¹ Si une séance de commission dure plus de trois heures, un supplément d'indemnité est octroyé par demi-heure supplémentaire entamée.

² L'indemnisation pour la présentation du rapport d'une commission est réduite ou supprimée dans les cas simples ou lorsque la durée du traitement de l'objet n'est pas liée à la complexité de ce dernier. Un rapport de minorité n'est indemnisé que sur demande et si le travail requis dépasse sensiblement celui qui est habituellement nécessaire pour motiver des amendements.

³ Sur demande motivée, le Secrétariat peut verser jusqu'à l'équivalent de quatre indemnités de présence à la présidence d'une commission ou à un ou une rapporteur-e lorsque des circonstances spéciales le justifient.

⁴ Au surplus, le Bureau décide du versement, de la réduction ou de la suppression d'une indemnité lorsque cela paraît équitable.

Art. 161 Indemnité de déplacement

¹ L'indemnité de déplacement se compose:

- a) d'une indemnité journalière de base;
- b) d'une indemnité kilométrique;
- c) d'une indemnité de temps.

² L'indemnité kilométrique et l'indemnité de temps sont calculées à partir du domicile de la personne concernée jusqu'au lieu de la séance ou de la prestation et retour.

Art. 162 Versement

Le versement des indemnités a lieu périodiquement.

Art. 163 Prestations particulières

¹ Sur demande, le Bureau peut octroyer des indemnités spéciales à certains membres du Grand Conseil pour des prestations particulières.

- a) das Präsidium des Grossen Rates, je Sitzung und je offiziellen Dienst;
- b) den Vorsitz in einer Kommissionssitzung;
- c) die Vorstellung eines Berichts einer Kommission oder des Büros;
- d) das Ausüben des Amtes einer Stimmzählerin oder eines Stimmzählers.

Art. 160 Grenzen

¹ Dauert eine Kommissionssitzung mehr als drei Stunden, so wird pro begonnene zusätzliche halbe Stunde ein Zuschlag zum Sitzungsgeld ausgerichtet.

² Die Entschädigung für die Vorstellung des Berichts einer Kommission wird herabgesetzt oder nicht ausgerichtet, wenn die Vorstellung einfach ist oder die Dauer der Behandlung des Geschäfts nicht auf die Komplexität des Geschäfts zurückzuführen ist. Ein Bericht der Minderheit wird nur auf Verlangen entschädigt und wenn der nötige Arbeitsaufwand den für die Begründung eines Änderungsantrags üblichen Aufwand spürbar übersteigt.

³ Auf begründetes Gesuch hin und wenn es durch ausserordentliche Umstände gerechtfertigt wird, kann das Sekretariat der Präsidentin oder dem Präsidenten einer Kommission oder der Berichterstatlerin oder dem Berichterstatler den Gegenwert von bis zu vier Sitzungsgeldern auszahlen.

⁴ Im Übrigen entscheidet das Büro darüber, ob eine Entschädigung gezahlt, verringert oder nicht ausgerichtet wird, wenn dies angezeigt erscheint.

Art. 161 Reiseentschädigung

¹ Die Reiseentschädigung setzt sich wie folgt zusammen:

- a) eine Grundentschädigung pro Tag;
- b) eine Kilometerentschädigung;
- c) eine Reisezeitentschädigung.

² Die Kilometer- und die Reisezeitentschädigung werden für die Distanz vom Wohnort der betreffenden Person zum Ort der Sitzung oder des offiziellen Dienstes und zurück berechnet.

Art. 162 Auszahlung

Diese Entschädigungen werden periodisch ausgezahlt.

Art. 163 Besondere Dienste

¹ Auf Verlangen kann das Büro gewissen Mitgliedern des Grossen Rates besondere Entschädigungen für besondere Dienste gewähren.

² Lorsqu'une rémunération horaire est justifiée, le Bureau applique un tarif correspondant à celui qui est prévu pour les commissions de l'Etat.

Art. 164 Groupes parlementaires

¹ L'indemnité allouée à chaque groupe parlementaire en vertu de l'article 26 al. 4 comprend un montant de base et un montant par membre du groupe.

² Le membre du Grand Conseil qui n'est pas membre d'un groupe parlementaire touche un forfait annuel pour ses travaux de préparation, correspondant au montant versé à un groupe par membre inscrit.

2. Montants

Art. 165

¹ Les montants des indemnités ordinaires sont fixés dans une annexe à la présente loi.

² Le Bureau est compétent pour procéder à l'adaptation au coût de la vie des montants des indemnités lorsque l'indice suisse des prix à la consommation a augmenté de 5 points depuis la fixation ou depuis la dernière adaptation de ces montants.

3. Décompte et contentieux

Art. 166

¹ Le Secrétariat établit les décomptes sur la base des listes de présence aux séances, des attestations fournies par les commissions ou de décomptes adressés par les bénéficiaires dans les cas spéciaux.

² Les notes de frais relatives aux séances de commissions sont visées par la présidence de la commission.

³ Le Bureau apprécie et liquide les cas non prévus. Il statue définitivement sur les cas litigieux.

² Ist eine Zahlung im Stundenlohn gerechtfertigt, so wendet das Büro einen Tarif an, der demjenigen der Kommissionen des Staates entspricht.

Art. 164 Fraktionen

¹ Die Entschädigung, die gemäss Artikel 26 Abs. 4 jeder Fraktion ausgerichtet wird, umfasst einen Grundbetrag und einen Betrag pro Fraktionsmitglied.

² Fraktionslose Mitglieder des Grossen Rates erhalten eine jährliche Pauschale für ihre Vorbereitungsarbeiten; der Betrag entspricht demjenigen, der einer Fraktion für ein eingeschriebenes Mitglied ausgerichtet wird.

2. Beträge

Art. 165

¹ Die Höhe der ordentlichen Entschädigungen wird in einem Anhang zu diesem Gesetz festgelegt.

² Das Büro kann den Betrag der Entschädigungen den Lebenshaltungskosten anpassen, wenn der Landesindex der Konsumentenpreise seit der Festlegung oder seit der letzten Anpassung dieser Beträge um 5 Punkte gestiegen ist.

3. Abrechnung und Streitfälle

Art. 166

¹ Das Sekretariat erstellt die Abrechnungen auf Grund der Präsenzlisten, der Bestätigungen der Kommissionen und, in besonderen Fällen, der Abrechnungen, die von den Berechtigten eingereicht werden.

² Die Abrechnungen über die Kommissionssitzungen werden von der Präsidentin oder dem Präsidenten der Kommission geprüft.

³ Das Büro beurteilt und erledigt nicht vorgesehene Fälle. Es entscheidet endgültig über Streitfälle.

TITRE IV

Institutions diverses

CHAPITRE 12

Immunité

Art. 167 Cas

L'immunité des membres du Grand Conseil et du Conseil d'Etat (art. 89 Cst.) ne peut être levée que si la personne qui en bénéficie:

- a) abuse de sa fonction pour commettre une infraction
- b) ou viole gravement le secret de fonction ou se rend complice d'une telle violation.

Art. 168 Procédure

¹ La demande de levée de l'immunité peut être présentée par la personne qui en bénéficie, par au moins cinq membres ou un organe du Grand Conseil, par le Conseil d'Etat ou par l'autorité judiciaire qui serait compétente si l'immunité venait à être levée.

² La demande est renvoyée à une commission, qui établit un rapport écrit après avoir entendu la personne concernée et recueilli les renseignements qu'elle estime nécessaires.

³ Le Conseil d'Etat est immédiatement avisé par le Grand Conseil du dépôt d'une demande qui concerne un membre du Conseil d'Etat. Au terme des travaux de la commission, il reçoit le rapport de celle-ci à titre d'information.

⁴ Après avoir délibéré à huis clos sur la base du rapport de la commission, le Grand Conseil statue au bulletin secret. La décision de lever l'immunité nécessite la majorité qualifiée (art. 135).

CHAPITRE 13

Urgence

Art. 169 Procédure accélérée

- a) En général

¹ Le Grand Conseil ou ses organes peuvent déroger à la procédure prévue par la présente loi dans la mesure où l'urgence le nécessite.

4. TITEL

Verschiedene Rechtsinstitute

12. KAPITEL

Immunität

Art. 167 Fälle

Die Immunität eines Mitglieds des Grossen Rates und des Staatsrats (Art. 89 KV) kann nur aufgehoben werden, wenn dieses Mitglied:

- a) sein Amt dazu missbraucht, eine Straftat zu begehen, oder
- b) das Amtsgeheimnis schwer wiegend verletzt oder sich bei einer solchen Verletzung der Mithilfe schuldig macht.

Art. 168 Verfahren

¹ Das Gesuch um Aufhebung der Immunität kann eingereicht werden von der Person, die im Genuss der Immunität steht, von mindestens fünf Mitgliedern oder einem Organ des Grossen Rates, vom Staatsrat oder von der Gerichtsbehörde, die zuständig wäre, wenn die Immunität aufgehoben würde.

² Das Gesuch wird einer Kommission überwiesen; diese erstattet schriftlich Bericht, nachdem sie die betreffende Person angehört und die Auskünfte, die sie als nötig erachtet, eingeholt hat.

³ Der Staatsrat wird vom Grossen Rat sofort darüber informiert, wenn ein Gesuch, das ein Mitglied des Staatsrats betrifft, eingereicht wurde. Nach Abschluss der Arbeiten der Kommission erhält er deren Bericht zur Information.

⁴ Nach der geheimen Beratung auf Grund des Kommissionsberichts stimmt der Grosse Rat geheim ab. Für den Beschluss, die Immunität aufzuheben, ist das qualifizierte Mehr erforderlich (Art. 135).

13. KAPITEL

Dringlichkeit

Art. 169 Beschleunigtes Verfahren

- a) Im Allgemeinen

¹ Der Grosse Rat und seine Organe können vom Verfahren gemäss diesem Gesetz abweichen, wenn es aus Dringlichkeitsgründen notwendig ist.

² La demande de procédure accélérée doit indiquer les dérogations envisagées.

³ La décision d'appliquer la procédure accélérée nécessite la majorité qualifiée du Grand Conseil (art. 135) ou la majorité des membres de l'organe concerné.

Art. 170 b) Instruments parlementaires

¹ Si un instrument parlementaire, pour lequel la procédure accélérée est demandée, est déposé au cours d'une session, son développement se fait oralement ou est remis séance tenante.

² Lorsque le délai octroyé au Conseil d'Etat pour répondre est particulièrement bref, sa réponse peut ne pas être conforme à toutes les exigences ordinaires.

³ Lors de la procédure de prise en considération, le Grand Conseil confirme ou infirme l'urgence et en tire les conclusions pour les délais de traitement ultérieur. La majorité simple suffit pour cette décision.

Art. 171 Actes urgents

Les règles relatives à la déclaration d'urgence d'un acte (art. 145) sont réservées.

CHAPITRE 14

Veto

Art. 172 Clause

¹ Le Grand Conseil insère une clause de veto dans l'acte qui délègue des compétences législatives s'il souhaite contrôler l'usage qui sera fait de la délégation octroyée.

² Le veto ne peut pas porter sur les dispositions d'exécution prises par le Conseil d'Etat conformément à ses compétences constitutionnelles.

³ La clause est insérée dans la norme qui prévoit la délégation ou dans une disposition finale de l'acte. Dans ce dernier cas, elle mentionne explicitement les compétences législatives dont la mise en œuvre est soumise au veto.

² Im Gesuch um ein beschleunigtes Verfahren müssen die geplanten Abweichungen angegeben werden.

³ Der Entscheid, das beschleunigte Verfahren anzuwenden, muss mit dem qualifizierten Mehr des Grossen Rates (Art. 135) oder der Mehrheit der Mitglieder des betreffenden Organs getroffen werden.

Art. 170 b) Parlamentarische Vorstösse

¹ Wird ein parlamentarischer Vorstoss, für den das dringliche Verfahren verlangt wird, während einer Session eingereicht, so wird er in derselben Sitzung mündlich oder schriftlich begründet.

² Wird dem Staatsrat eine besonders kurze Antwortfrist gesetzt, so muss die Antwort nicht allen ordentlichen Anforderungen genügen.

³ Bei der Erheblicherklärung bestätigt oder widerruft der Grosse Rat die Dringlichkeit und zieht die Konsequenzen für die weitere Behandlung. Das einfache Mehr genügt für diesen Entscheid.

Art. 171 Dringliche Erlasse

Die Bestimmungen über die Dringlicherklärung eines Erlasses (Art. 145) bleiben vorbehalten.

14. KAPITEL

Veto

Art. 172 Klausel

¹ Delegiert der Grosse Rat in einem Erlass Gesetzgebungskompetenzen und will er deren Anwendung kontrollieren, so fügt er eine Vetoklausel ein.

² Gegen Ausführungsbestimmungen, die vom Staatsrat gemäss seinen verfassungsmässigen Zuständigkeiten erlassen werden, kann kein Veto eingelegt werden.

³ Die Klausel wird in der Bestimmung, mit der die Delegation erteilt wird, oder in einer Schlussbestimmung des Erlasses eingefügt. In diesem Fall erwähnt sie ausdrücklich, bei welchen Gesetzgebungskompetenzen die Ausführung mit einem Veto belegt werden kann.

Art. 173 Remise des dispositions

¹ L'autorité délégataire remet d'office au Grand Conseil les dispositions qu'elle a adoptées et qui sont soumises au veto.

² Elle agit suffisamment tôt pour permettre le contrôle par le Grand Conseil avant l'entrée en vigueur prévue.

Art. 174 Examen de la conformité

¹ La commission qui avait examiné ou proposé l'acte où a été insérée la clause de veto examine à bref délai la conformité à la délégation des dispositions adoptées.

² Elle renvoie à l'autorité délégataire les éventuelles dispositions non conformes avec une brève motivation et lui fixe un délai pour lui présenter des dispositions conformes.

³ Si les dispositions sont conformes à la délégation, la commission est compétente pour en donner acte à l'autorité délégataire; elle en informe le Grand Conseil.

⁴ Si, dans le délai imparti, l'autorité délégataire conteste la non-conformité des dispositions qu'elle a adoptées ou ne fournit pas des dispositions conformes à la délégation, la commission saisit le Grand Conseil.

Art. 175 Décision en cas de non-conformité

Pour corriger la non-conformité des dispositions déléguées, le Grand Conseil peut:

- a) adresser à l'autorité délégataire un mandat, adopté à la majorité simple des votants;
- b) adopter lui-même les règles déléguées, par la voie d'une ordonnance parlementaire.

Art. 176 Modifications ultérieures

Le veto ne porte pas sur les modifications ultérieures des dispositions déléguées.

Art. 173 Einreichen der Ausführungsbestimmungen

¹ Die Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhalten hat, legt dem Grossen Rat von Amtes wegen die von ihr erlassenen Bestimmungen vor, die dem Veto unterstehen.

² Sie handelt früh genug, damit der Grosse Rat die Bestimmungen vor dem geplanten Inkrafttreten kontrollieren kann.

Art. 174 Prüfung der Übereinstimmung

¹ Die Kommission, die den Erlass mit der Vetoklausel geprüft oder beantragt hatte, prüft innert kurzer Frist, ob die erlassenen Bestimmungen mit der Delegation übereinstimmen.

² Sie weist allfällige nicht übereinstimmende Bestimmungen mit einer kurzen Begründung an die Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhalten hat, zurück und setzt ihr eine Frist, um übereinstimmende Bestimmungen vorzulegen.

³ Stimmen die Bestimmungen mit der Delegation überein, so kann die Kommission der Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhalten hat, die Übereinstimmung bestätigen; sie teilt dies dem Grossen Rat mit.

⁴ Wenn die Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhalten hat, in der festgesetzten Frist bestreitet, dass die Bestimmungen, die sie verabschiedet hat, nicht mit der Delegation übereinstimmen, oder keine übereinstimmende Bestimmungen vorlegt, fasst die Kommission den Grossen Rat.

Art. 175 Entscheid bei fehlender Übereinstimmung

Um die fehlende Übereinstimmung der delegierten Bestimmungen zu korrigieren, kann der Grosse Rat:

- a) der Behörde, die die Gesetzgebungskompetenz erhalten hat, mit der einfachen Mehrheit der Stimmenden einen Auftrag erteilen;
- b) mit einer Parlamentsverordnung selbst die delegierten Bestimmungen erlassen.

Art. 176 Spätere Änderungen

Gegen spätere Änderungen der delegierten Bestimmungen kann kein Veto eingelegt werden.

CHAPITRE 15

Commission d'enquête parlementaire

Art. 177 Procédure d'institution

¹ La demande d'enquête se présente sous la forme d'une requête émanant d'au moins cinq membres ou d'une commission permanente du Grand Conseil.

² Le Secrétariat en informe immédiatement le Conseil d'Etat.

³ L'institution de la commission d'enquête et son mandat prennent la forme d'un décret simple.

⁴ L'institution de la commission d'enquête n'empêche pas le déroulement des autres procédures prévues par la loi, pour autant que le travail de la commission d'enquête ne soit pas rendu plus difficile ou impossible.

Art. 178 Procédure et moyens

¹ La commission d'enquête détermine les mesures touchant à la procédure et au personnel nécessitées par ses recherches.

² La commission d'enquête peut notamment interroger des personnes appelées à fournir des renseignements, auditionner des témoins, demander des renseignements et des documents aux autorités, aux membres d'autorités, aux unités administratives, aux collaborateurs et collaboratrices de l'Etat et aux particuliers, ordonner des expertises et procéder à des inspections de lieux.

³ Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative relatives à l'établissement des faits, à l'administration des preuves, à la récusation et aux mesures provisionnelles sont applicables par analogie, dans la mesure où la présente loi ne prévoit pas des dispositions plus particulières. Les articles 292 et 309 du code pénal suisse sont également applicables.

⁴ Avant qu'une personne ne soit entendue, il y a lieu d'établir si elle doit l'être en qualité de personne appelée à fournir des renseignements, en qualité de témoin ou en qualité d'expert. Si l'enquête concerne uniquement ou principalement une personne déterminée, celle-ci peut seulement être entendue comme personne appelée à fournir des renseignements.

⁵ Les membres de la commission d'enquête et toutes les personnes qui participent à l'enquête sont soumis au secret de fonction.

Art. 179 Droit des personnes concernées

¹ Les personnes appelées à fournir des renseignements ont le droit de refuser de déposer. Elles doivent être informées de ce droit.

15. KAPITEL

Parlamentarische Untersuchungskommission

Art. 177 Einsetzung

¹ Das Gesuch um eine Untersuchung hat die Form einer Eingabe von mindestens fünf Mitgliedern oder einer ständigen Kommission des Grossen Rates.

² Das Sekretariat informiert den Staatsrat unverzüglich darüber.

³ Die Einsetzung der Untersuchungskommission und deren Auftrag werden mit einem einfachen Dekret beschlossen.

⁴ Die Einsetzung der Untersuchungskommission hemmt den Ablauf anderer gesetzlich vorgesehener Verfahren nicht, es sei denn, die Arbeit der Kommission werde dadurch erschwert oder verunmöglicht.

Art. 178 Verfahren und Mittel

¹ Die Untersuchungskommission bestimmt die für die Ermittlung erforderlichen verfahrensmässigen und personellen Vorkehren.

² Die Untersuchungskommission kann insbesondere Auskunftspersonen befragen, Zeugen einvernehmen und von den Behörden, Behördenmitgliedern, Verwaltungseinheiten, Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Staates und Privatpersonen Auskünfte und Unterlagen verlangen sowie Expertenberichte bestellen und einen Augenschein durchführen.

³ Die Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege über die Feststellung des Sachverhalts, die Beweiserhebung, den Ausstand und die vorsorglichen Massnahmen gelten sinngemäss, es sei denn, dieses Gesetz enthalte nähere Bestimmungen. Ausserdem gelten die Artikel 292 und 309 des Schweizerischen Strafgesetzbuches.

⁴ Bevor eine Person angehört wird, muss festgelegt werden, ob sie als Auskunftsperson, als Zeugin oder Zeuge oder als Expertin oder Experte befragt wird. Wenn die Untersuchung sich ausschliesslich oder hauptsächlich gegen eine bestimmte Person richtet, kann diese nur als Auskunftsperson angehört werden.

⁵ Die Mitglieder der Untersuchungskommission und alle anderen Personen, die an der Untersuchung beteiligt sind, unterstehen dem Amtsgeheimnis.

Art. 179 Rechte der betroffenen Personen

¹ Die Auskunftspersonen können die Aussage verweigern. Sie müssen auf dieses Recht hingewiesen werden.

² Les personnes directement touchées dans leurs intérêts par l'enquête ont le droit d'être assistées, de participer aux auditions et de poser des questions complémentaires. Elles peuvent en outre consulter les dossiers, les expertises et les rapports produits ainsi que les procès-verbaux d'audition.

³ La commission peut restreindre ou refuser le droit des personnes directement touchées dans leurs intérêts d'assister aux auditions et de consulter les documents si l'intérêt de l'enquête en cours l'exige. Dans ce cas, la commission ne peut se fonder sur les moyens de preuve concernés que si les intéressés ont été informés de leur contenu essentiel et que possibilité leur a été accordée de s'exprimer à ce sujet et d'apporter d'autres preuves.

⁴ Une fois les recherches terminées et avant la présentation du rapport au Grand Conseil, les personnes auxquelles des reproches sont adressés ont le droit de s'exprimer devant la commission d'enquête. Leurs prises de position doivent figurer en substance dans le rapport.

Art. 180 Collaborateurs et collaboratrices de l'Etat

¹ Les collaborateurs et collaboratrices de l'Etat sont tenus de donner avec véacité des renseignements sur les constatations se rapportant à leurs obligations et qu'ils ont faites en raison de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur service. Ils sont également tenus de signaler les documents susceptibles de faire l'objet de l'enquête.

² Ils sont libérés du secret de fonction pour les faits en rapport avec l'enquête menée.

Art. 181 Droits du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat et ses membres disposent des droits mentionnés à l'article 179. Ils peuvent se faire représenter.

² Le Conseil d'Etat et ses membres ont le droit de s'exprimer sur les conclusions de l'enquête devant la commission et dans un rapport adressé au Grand Conseil.

³ L'article 180 s'applique par analogie à la communication de renseignements par des membres du Conseil d'Etat à la commission d'enquête.

² Die Personen, deren Interessen von der Untersuchung unmittelbar berührt werden, können sich verbeiständen lassen; ausserdem haben sie das Recht, an den Anhörungen teilzunehmen und ergänzende Fragen zu stellen. Sie können auch die Akten, die Expertisen, die Berichte und die Protokolle der Anhörungen einsehen.

³ Die Kommission kann für die Personen, deren Interessen von der Untersuchung unmittelbar berührt werden, das Recht, an den Anhörungen teilzunehmen und die Unterlagen einzusehen, einschränken oder verweigern, wenn dies im Interesse der laufenden Untersuchung liegt. In diesem Fall darf sich die Kommission nur auf die entsprechenden Beweismittel stützen, wenn den Betroffenen der wesentliche Inhalt mitgeteilt und ihnen die Möglichkeit gegeben wurde, sich dazu zu äussern und andere Beweise vorzubringen.

⁴ Nach Abschluss der Ermittlungen und vor der Berichterstattung an den Grossen Rat haben die Personen, an die Vorwürfe gerichtet werden, das Recht, sich vor der Untersuchungskommission zu äussern. Die wesentlichen Punkte ihrer Stellungnahme müssen im Bericht enthalten sein.

Art. 180 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Staates

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Staates sind verpflichtet, wahrheitsgetreu Auskunft zu geben über Feststellungen, die in Zusammenhang mit ihren Pflichten stehen und die sie in Ausübung ihres Amtes oder in Erfüllung ihrer Dienstpflicht gemacht haben. Sie müssen ferner die Dokumente angeben, die Gegenstand der Untersuchung sein könnten.

² Sie werden für die Tatsachen, die mit der Untersuchung im Zusammenhang stehen, vom Amtsgeheimnis entbunden.

Art. 181 Rechte des Staatsrats

¹ Der Staatsrat und seine Mitglieder verfügen über die Rechte nach Artikel 179. Sie können sich vertreten lassen.

² Der Staatsrat und seine Mitglieder haben das Recht, sich zu den Ergebnissen der Untersuchung vor der Kommission und in einem Bericht an den Grossen Rat zu äussern.

³ Der Artikel 180 gilt sinngemäss für die Erteilung von Auskünften durch die Mitglieder des Staatsrats an die Untersuchungskommission.

Art. 182 Droits des autorités judiciaires

Lorsque l'enquête porte sur l'administration de la justice, le Tribunal cantonal ou le Tribunal administratif ont le droit de s'exprimer sur les conclusions de l'enquête devant la commission et dans un rapport adressé au Grand Conseil.

Art. 183 Voie de droit

¹ La personne atteinte par une mesure, une décision ou le rapport de la commission d'enquête peut recourir devant le Tribunal administratif en invoquant la violation de règles d'organisation ou de procédure ou la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

² Le recours n'a pas d'effet suspensif.

³ Le délai de recours est de dix jours à compter de la mesure ou de la communication de la décision. Il est de trente jours en cas de recours contre le rapport de la commission d'enquête.

⁴ Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative relatives au mémoire de recours, à l'instruction du recours et à l'indemnité de partie sont applicables par analogie.

⁵ A la demande de la partie recourante, le jugement du Tribunal administratif doit être, en tout ou partie, rendu public en séance du Grand Conseil.

TITRE V

Relations avec le pouvoir exécutif

CHAPITRE 16

Statut du Conseil d'Etat à l'égard du Grand Conseil

Art. 184 En général

¹ Le Conseil d'Etat est soumis à la haute surveillance du Grand Conseil et répond devant celui-ci conformément à la Constitution.

² Le Conseil d'Etat dispose d'un droit d'initiative propre et prépare les projets d'actes législatifs à l'intention du Grand Conseil.

Art. 182 Rechte der Gerichtsbehörden

Wenn die Untersuchung die Tätigkeit der Gerichtsbehörden zum Gegenstand hat, haben das Kantonsgericht oder das Verwaltungsgericht das Recht, sich zu den Ergebnissen der Untersuchung vor der Kommission und in einem Bericht an den Grossen Rat zu äussern.

Art. 183 Rechtsweg

¹ Wer von einer Massnahme, einem Entscheid oder vom Bericht der Untersuchungskommission betroffen ist, kann beim Verwaltungsgericht Beschwerde einlegen, um die Verletzung von Organisations- oder Verfahrensregeln oder die ungenaue oder unvollständige Feststellung des erheblichen Sachverhalts feststellen zu lassen.

² Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

³ Die Beschwerdefrist beträgt 10 Tage vom Zeitpunkt an gerechnet, an dem die Massnahme ergriffen oder der Entscheid mitgeteilt wurde. Sie beträgt 30 Tage bei einer Beschwerde gegen den Bericht der Untersuchungskommission.

⁴ Die Bestimmungen des Verwaltungsrechtspflegegesetzes über die Beschwerdeschrift, die Instruktion der Beschwerde und die Parteientschädigung gelten sinngemäss.

⁵ Auf Ersuchen der beschwerdeführenden Partei muss das Urteil des Verwaltungsgerichts in einer Sitzung des Grossen Rates vollständig oder teilweise öffentlich gemacht werden.

5. TITEL

Beziehungen zur vollziehenden Gewalt

16. KAPITEL

Stellung des Staatsrats gegenüber dem Grossen Rat

Art. 184 Im Allgemeinen

¹ Der Staatsrat steht unter der Oberaufsicht des Grossen Rates und ist gemäss der Verfassung ihm gegenüber verantwortlich.

² Der Staatsrat verfügt über ein eigenes Initiativrecht und bereitet die Erlassentwürfe zuhanden des Grossen Rates vor.

Art. 185 Droits

¹ Le Conseil d'Etat a notamment les droits suivants:

- a) demander la convocation extraordinaire du Grand Conseil;
- b) saisir le Grand Conseil de projets législatifs ou de rapports et, le cas échéant, retirer ses propositions;
- c) se déterminer sur les motions, postulats et mandats avant leur prise en considération;
- d) formuler un contre-projet ou un projet complémentaire;
- e) assister aux séances du Grand Conseil et de ses commissions;
- f) participer aux discussions, notamment en se déterminant sur les propositions et amendements, en présentant des amendements aux propositions des membres du Grand Conseil ou en demandant le renvoi en commission d'une proposition;
- g) se déterminer sur l'institution d'une commission d'enquête et sur les conclusions de l'enquête;
- h) saisir le Grand Conseil en cas de conflit de compétence avec le pouvoir judiciaire.

² Les membres du Conseil d'Etat bénéficient de l'immunité pour les propos qu'ils tiennent au Grand Conseil et devant les organes de celui-ci (art. 89 Cst.). L'immunité ne peut être levée que dans les cas et selon la procédure fixés par les articles 167 et 168 de la présente loi.

Art. 186 Représentation et assistance

¹ A titre exceptionnel et avec l'accord de la présidence de la commission, le ou la commissaire du gouvernement peut se faire représenter lors des séances de commission par le ou la secrétaire général-e de sa Direction ou par un ou une autre cadre supérieur-e.

² Le ou la commissaire du gouvernement peut se faire assister lors des séances de commission par des collaborateurs ou collaboratrices chargés de l'accompagnement technique du projet.

³ La participation du chancelier ou de la chancelière d'Etat aux séances du Bureau (art. 5 al. 5) est en outre réservée.

Art. 185 Rechte

¹ Der Staatsrat hat namentlich folgende Rechte:

- a) Er kann die ausserordentliche Einberufung des Grossen Rates verlangen.
- b) Er kann den Grossen Rat mit Gesetzesentwürfen oder Berichten befassen und gegebenenfalls seine Anträge zurückziehen.
- c) Er kann zu den Motionen, Postulaten und Aufträgen Stellung nehmen, bevor sie erheblich erklärt werden.
- d) Er kann einen Gegenentwurf oder einen ergänzenden Entwurf formulieren.
- e) Er kann an den Sitzungen des Grossen Rates und dessen Kommissionen teilnehmen.
- f) Er kann sich an den Beratungen beteiligen und sich insbesondere zu den Anträgen und Änderungsanträgen äussern, zu den Anträgen der Mitglieder des Grossen Rates Änderungsanträge stellen und verlangen, dass ein Antrag an die Kommission zurückgewiesen wird.
- g) Er kann sich zur Einsetzung einer Untersuchungskommission und zu den Schlussfolgerungen der Untersuchung äussern.
- h) Er kann in einem Zuständigkeitskonflikt mit der richterlichen Gewalt den Grossen Rat befassen.

² Die Mitglieder des Staatsrates geniessen Immunität für ihre Äusserungen vor dem Grossen Rat oder dessen Organen (Art. 89 KV). Die Immunität kann in den Fällen und nach den Verfahren gemäss den Artikeln 167 und 168 dieses Gesetzes aufgehoben werden.

Art. 186 Vertretung und Unterstützung

¹ Mit dem Einverständnis der Kommissionspräsidentin oder des Kommissionspräsidenten kann sich die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter in den Kommissionssitzungen ausnahmsweise von der Generalsekretärin oder vom Generalsekretär oder einem anderen Mitglied des höheren Kadres seiner Direktion vertreten lassen.

² Die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter kann sich an den Kommissionssitzungen von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern begleiten lassen, die mit der technischen Betreuung des Entwurfs beauftragt sind.

³ Ausserdem bleibt die Teilnahme der Staatskanzlerin oder des Staatskanzlers an den Sitzungen des Büros (Art. 5 Abs. 5) vorbehalten.

Art. 187 Obligations

¹ Le Conseil d'Etat a notamment les obligations suivantes:

- a) faire élaborer les projets et messages ainsi que les rapports et autres documents prescrits par la législation ou demandés par le Grand Conseil conformément à la présente loi;
- b) présenter, dans les délais, sa réponse aux instruments parlementaires qui lui ont été adressés;
- c) adopter les règles et prendre les mesures commandées par l'exécution d'un mandat ou d'une loi;
- d) soumettre au Grand Conseil les règles adoptées en vertu d'une délégation assortie d'une clause de veto;
- e) informer régulièrement le Grand Conseil de la planification et de l'avancement des travaux dont celui-ci l'a chargé;
- f) fournir les informations dans les cas prévus par la législation ou à la demande de la présidence du Grand Conseil;
- g) déléguer un de ses membres aux séances du Grand Conseil et de ses commissions ou, dans les cas prévus par la loi, s'y faire représenter;
- h) soumettre au Grand Conseil pour approbation les mesures prises pour parer à un danger sérieux, direct et imminent, si ces mesures doivent durer plus d'une année.

² Dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du Grand Conseil, celui-ci peut préciser, par voie d'ordonnance parlementaire, les formes et les délais à respecter.

Art. 188 Relations avec la Commission des finances et de gestion

¹ La Commission des finances et de gestion est en relation directe avec le service chargé de l'administration des finances.

² Elle peut, après en avoir avisé le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice concerné-e, s'adresser aux organes des établissements autonomes, de l'administration centrale, de la Banque cantonale de Fribourg et d'autres délégataires de tâches publiques, pour en obtenir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 187 Pflichten

¹ Der Staatsrat hat namentlich folgende Pflichten:

- a) Er lässt die Entwürfe und Botschaften sowie die anderen Berichte und Unterlagen ausarbeiten, die von der Gesetzgebung vorgeschrieben oder vom Grossen Rat gemäss diesem Gesetz verlangt werden.
- b) Er legt die Antworten auf die parlamentarischen Vorstösse, die an ihn gerichtet wurden, fristgerecht vor.
- c) Er erlässt die Bestimmungen und trifft die Massnahmen, die für die Ausführung eines Auftrags oder eines Gesetzes nötig sind.
- d) Er unterbreitet dem Grossen Rat die gestützt auf eine Delegationsnorm mit Vetoklausel beschlossenen Bestimmungen.
- e) Er unterrichtet den Grossen Rat regelmässig über die Planung und den Stand der Arbeiten, mit denen dieser ihn beauftragt hat.
- f) Er gibt die Informationen, die vom Gesetz vorgesehen sind oder von der Präsidentin oder dem Präsidenten des Grossen Rates verlangt werden.
- g) Er delegiert eines seiner Mitglieder in die Sitzungen des Grossen Rates oder dessen Kommissionen oder er lässt sich in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen vertreten.
- h) Er unterbreitet dem Grossen Rat die Massnahmen zur Abwendung ernster und unmittelbar drohender Gefahr zur Genehmigung, wenn diese Massnahmen länger als ein Jahr gelten sollen.

² Soweit es für den guten Ratsbetrieb notwendig ist, kann der Grosse Rat mit einer Parlamentsverordnung die Formen und Fristen festlegen, die eingehalten werden müssen.

Art. 188 Beziehungen zur Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

¹ Die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission steht in direkter Beziehung zur Dienststelle, die mit der Finanzverwaltung beauftragt ist.

² Sie kann sich für die Auskünfte, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendig sind, an die verantwortlichen Organe der selbständigen Anstalten, der Zentralverwaltung, der Freiburger Kantonalbank und anderer Einrichtungen, an die öffentliche Aufgaben delegiert wurden, wenden; sie informiert vorgängig die zuständige Direktionsvorsteherin oder den zuständigen Direktionsvorsteher.

³ Elle invite le Conseil d'Etat à lui fournir verbalement ou par écrit les réponses à ses observations et questions. Le Conseil d'Etat doit transmettre ses réponses suffisamment tôt pour que la Commission des finances et de gestion puisse présenter son rapport au Grand Conseil.

⁴ Si l'objet est important, la Commission des finances et de gestion peut décider que ses observations, ses propositions et les réponses du Conseil d'Etat seront remises par écrit aux membres du Grand Conseil.

CHAPITRE 17

Modes d'intervention du Conseil d'Etat

Art. 189 Forme de sa proposition

¹ La proposition dont le Conseil d'Etat saisit le Grand Conseil, à la demande de ce dernier ou de son propre mouvement, a la forme d'un projet ou d'un contre-projet d'acte, ou d'un projet complémentaire; ceux-ci sont accompagnés d'un message explicatif. La proposition peut aussi prendre la forme d'un rapport.

² Le droit du Conseil d'Etat de présenter des amendements lors de la discussion d'un projet par le Grand Conseil est réservé (art. 185 al. 1 let. f).

Art. 190 Droit de parole

Le ou la commissaire du gouvernement parle immédiatement après le ou la rapporteur-e de la commission et bénéficie d'un droit de parole similaire.

Art. 191 Retrait et modification des propositions

¹ Le Conseil d'Etat peut retirer ses propositions en tout temps, notamment pour se rallier à une proposition de la commission ou d'un membre du Grand Conseil.

² Le retrait dans son entier du projet présenté par le Conseil d'Etat n'est toutefois plus possible après que l'entrée en matière a été votée.

³ Exceptionnellement, le Conseil d'Etat peut présenter une modification de son propre projet, accompagnée d'un message complémentaire. Si le projet initial est en cours d'examen devant le Grand Conseil, un débat d'entrée en matière spécifique est consacré au projet modifié.

³ Sie fordert den Staatsrat auf, ihre Bemerkungen und Fragen mündlich oder schriftlich zu beantworten. Der Staatsrat stellt der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission seine Antworten rechtzeitig zu, damit diese ihren Bericht dem Grossen Rat vorlegen kann.

⁴ Handelt es sich um ein wichtiges Geschäft, so kann die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission beschliessen, dass ihre Bemerkungen und Anträge sowie die Antworten des Staatsrates den Grossrätinnen und Grossräten schriftlich abgegeben werden.

17. KAPITEL

Arten des Eingreifens des Staatsrats

Art. 189 Form des Antrags

¹ Der Antrag, mit dem der Staatsrat den Grossen Rat auf dessen Verlangen oder von sich aus befasst, hat die Form eines Erlassentwurfs oder Gegenentwurfs oder eines ergänzenden Entwurfs; dazu wird eine erläuternde Botschaft eingereicht. Der Antrag kann auch die Form eines Berichts haben.

² Das Recht des Staatsrates, bei der Beratung eines Entwurfs im Grossen Rat Änderungsanträge einzureichen, bleibt vorbehalten (Art. 185 Abs. 1 Bst. f).

Art. 190 Rederecht

Die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter spricht in der Regel unmittelbar nach der Berichterstatterin oder dem Berichterstatter der Kommission und hat ein ähnliches Rederecht.

Art. 191 Rückzug und Änderung von Anträgen

¹ Der Staatsrat kann seine Anträge jederzeit zurückziehen, insbesondere um sich einem Antrag der Kommission oder eines Mitglieds des Grossen Rates anzuschliessen.

² Ein vollständiger Rückzug eines vom Staatsrat unterbreiteten Entwurfs ist jedoch nicht mehr möglich, nachdem Eintreten beschlossen wurde.

³ Ausnahmsweise kann der Staatsrat eine Änderung seines eigenen Entwurfs zusammen mit einer Zusatzbotschaft unterbreiten. Wird der ursprüngliche Entwurf gerade vom Grossen Rat beraten, so findet für den geänderten Entwurf eine besondere Eintretensdebatte statt.

Art. 192 Message

Le message contient l'exposé des motifs et informe notamment sur les points suivants:

- a) l'origine de la proposition;
- b) la nécessité du projet;
- c) les travaux préparatoires et les principales propositions du projet;
- d) les conséquences financières et en personnel;
- e) l'influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes;
- f) la constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'eurocompatibilité du projet;
- g) la soumission ou non aux référendums législatif et financier, y compris, le cas échéant, la soustraction au référendum ordinaire en raison de l'urgence;
- h) si nécessaire, la justification d'une proposition d'appliquer la procédure accélérée, le rappel de la nécessité d'une majorité qualifiée ou d'une approbation fédérale.

Art. 193 Documents financiers et compte rendu

¹ La préparation, la présentation et l'adoption des projets de budget et des comptes de l'Etat ainsi que l'élaboration et l'actualisation du plan financier sont réglées par la législation sur les finances de l'Etat.

² Sitôt après l'adoption du décret annuel approuvant les comptes, le Conseil d'Etat publie une ordonnance qui mentionne explicitement les montants déterminants pour les référendums financiers (art. 45 et 46 Cst.) et pour la majorité qualifiée en matière financière (art. 136 al. 2).

³ Une fois par année, le Conseil d'Etat présente un tableau récapitulatif des conséquences financières et en personnel des décisions prises par le Grand Conseil.

Art. 192 Botschaft

Die Botschaft enthält die Begründung des Antrags und informiert insbesondere über:

- a) den Ursprung des Antrags;
- b) die Notwendigkeit des Entwurfs;
- c) die Vorarbeiten und Grundzüge des Entwurfs;
- d) die finanziellen und personellen Folgen;
- e) den Einfluss des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden;
- f) die Verfassungsmässigkeit, die Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und die Europaverträglichkeit des Entwurfs;
- g) die Unterstellung unter das Gesetzes- oder das Finanzreferendum und gegebenenfalls über den Antrag, dass der Erlass wegen Dringlichkeit dem ordentlichen Referendum entzogen werden soll;
- h) wenn nötig die Gründe für das beschleunigte Verfahren, ein allenfalls gefordertes qualifiziertes Mehr oder die Genehmigung durch den Bund.

Art. 193 Finanzielle Unterlagen und jährlicher Rechenschaftsbericht

¹ Die Vorbereitung, das Unterbreiten und der Erlass der Entwürfe für den Staatsvoranschlag und die Staatsrechnung sowie die Erarbeitung und die Nachführung des Finanzplans werden in der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates geregelt.

² Sofort nach dem Erlass des jährlichen Dekrets zur Genehmigung der Staatsrechnung veröffentlicht der Staatsrat in einer Verordnung die massgebenden Beträge für die Finanzreferenden (Art. 45 und 46 KV) und für das qualifizierte Mehr in Finanzangelegenheiten (Art. 136 Abs. 2).

³ Der Staatsrat legt einmal jährlich eine zusammenfassende Tabelle mit den finanziellen und personellen Folgen der Beschlüsse des Grossen Rates vor.

TITRE VI

Dispositions finales

CHAPITRE 18

Droit transitoire

Art. 194 Droit transitoire

¹ La présente loi s'applique de manière anticipée aux opérations réalisées en vue de la législature 2007–2011, notamment à la session constitutive de décembre 2006, à l'exception des règles sur les indemnités.

² Elle s'applique aux procédures législatives en cours ainsi qu'au traitement des instruments parlementaires pendants. Le Bureau ou le Grand Conseil peuvent toutefois terminer le traitement d'affaires déterminées conformément à l'ancien droit si des circonstances particulières le justifient.

Art. 195 Adaptation du droit existant

Lorsque la législation existante prescrit l'adoption d'un décret de portée générale, l'acte est pris en la forme d'une loi.

CHAPITRE 19

Abrogations

Art. 196

Sont abrogés:

- a) la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil (RSF 121.1);
- b) le décret du 22 juin 2001 concernant les indemnités des membres et des groupes du Grand Conseil (RSF 121.2).

CHAPITRE 20

Modifications

Art. 197 Droits politiques

La loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1) est modifiée comme il suit:

6. TITEL

Schlussbestimmungen

18. KAPITEL

Übergangsrecht

Art. 194 Übergangsrecht

¹ Dieses Gesetz gilt vorzeitig für die Handlungen für die Legislaturperiode 2007–2011, insbesondere für die konstituierende Session im Dezember 2006; mit Ausnahme der Bestimmungen über die Entschädigungen.

² Es gilt für die laufenden Gesetzgebungsverfahren und für die Behandlung der hängigen parlamentarischen Vorstösse. Das Büro oder der Grosse Rat können aber bestimmte Geschäfte nach dem alten Recht abschliessen, wenn besondere Umstände es rechtfertigen.

Art. 195 Anpassung des bestehenden Rechts

Wenn die bestehende Gesetzgebung den Erlass eines Dekrets allgemeinverbindlicher Natur vorschreibt, nimmt der Erlass die Form eines Gesetzes an.

19. KAPITEL

Aufhebung bestehenden Rechts

Art. 196

Es werden aufgehoben:

- a) das Gesetz vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates (SGF 121.1);
- b) das Dekret vom 22. Juni 2001 über die Entschädigungen der Mitglieder und der Fraktionen des Grossen Rates (SGF 121.2).

20. KAPITEL

Änderungen bestehenden Rechts

Art. 197 Politische Rechte

Das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) wird wie folgt geändert:

Art. 128 Publication des actes du Grand Conseil

Les lois, les ordonnances parlementaires et les décrets adoptés par le Grand Conseil sont publiés conformément à la loi sur la publication des actes législatifs.

Art. 198 Frais de campagne électorale

La loi du 22 juin 2001 sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC; RSF 115.6) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 3

³ Les indemnités octroyées aux groupes parlementaires du Grand Conseil sont réglées par la législation sur le Grand Conseil.

Art. 199 Organisation du Conseil d'Etat

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 17 al. 3, 2^e phr.

³ (...); la communication de renseignements au Grand Conseil et à ses organes dans les cas prévus par la législation sur le Grand Conseil demeure réservée.

Art. 18 al. 3, 2^e phr. (nouvelle), et al. 5 (nouveau)

³ (...). L'autorisation n'est accordée que si elle a été décidée par la majorité des membres du Grand Conseil.

⁵ L'immunité pour les propos tenus au Grand Conseil et devant les organes de celui-ci demeure réservée.

Art. 21 al. 1

¹ Le président ou la présidente est élu-e chaque année par le Grand Conseil, conformément à la Constitution et à la législation sur le Grand Conseil.

Art. 39 e) Règles complémentaires

Le Conseil d'Etat édicte au besoin des règles complémentaires sur la procédure de vote; à défaut, les dispositions de la législation sur le Grand Conseil s'appliquent par analogie, notamment en ce qui concerne l'ordre des votes.

Art. 128 Veröffentlichung der Erlasse des Grossen Rates

Die vom Grossen Rat verabschiedeten Gesetze, Parlamentsverordnungen und Dekrete werden gemäss dem Gesetz über die Veröffentlichung der Erlasse veröffentlicht.

Art. 198 Wahlkampfkosten

Das Gesetz vom 22. Juni 2001 über die finanzielle Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten (BWKG; SGF 115.6) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 3

³ Die Entschädigungen der Fraktionen des Grossen Rates werden in der Gesetzgebung über den Grossen Rat geregelt.

Art. 199 Organisation des Staatsrats

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 17 Abs. 3, 2. Satz

³ (...); die Erteilung von Auskünften an den Grossen Rat und seine Organe nach der Gesetzgebung über den Grossen Rat bleibt vorbehalten.

Art. 18 Abs. 3, 2. Satz (neu), und Abs. 5 (neu)

³ (...). Die Ermächtigung wird erteilt, wenn sie von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates beschlossen wurde.

⁵ Die Immunität für Äusserungen vor dem Grossen Rat und seinen Organen bleibt vorbehalten.

Art. 21 Abs. 1

¹ Die Präsidentin oder der Präsident wird nach der Verfassung und der Gesetzgebung über den Grossen Rat alljährlich vom Grossen Rat gewählt.

Art. 39 e) Zusätzliche Bestimmungen

Der Staatsrat erlässt wenn nötig ergänzende Bestimmungen über das Abstimmungsverfahren; fehlen entsprechende Regeln, so gelten die Bestimmungen der Gesetzgebung über den Grossen Rat sinngemäss, insbesondere diejenigen über die Reihenfolge der Abstimmungen.

Art. 200 Publication des actes législatifs

La loi du 16 octobre 2001 sur la publication des actes législatifs (LPAL; RSF 124.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 2

² La législation spéciale est réservée, notamment celle sur l'exercice des droits politiques et celle sur le Grand Conseil.

Art. 5 Travaux préparatoires

Les documents distribués à l'ensemble des membres du Grand Conseil ainsi que les débats de celui-ci sont publiés conformément à la législation sur le Grand Conseil.

Art. 201 Finances de l'Etat

La loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1) est modifiée comme il suit:

Art. 29 al. 4, 1^{re} phr.

Supprimer les mots «sans portée générale».

Art. 202 Subventions

La loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub; RSF 616.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 1

Supprimer les mots «ou par un décret de portée générale».

Art. 13 al. 2

Supprimer les mots «ou des décrets de portée générale».

Art. 203 Aménagement des eaux

La loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 200 Veröffentlichung der Erlasse

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Veröffentlichung der Erlasse (VEG; SGF 124.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 2

² Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten, insbesondere diejenige über die Ausübung der politischen Rechte und diejenige über den Grossen Rat.

Art. 5 Vorarbeiten

Die Unterlagen, die allen Mitgliedern des Grossen Rates verteilt werden, sowie dessen Beratungen werden gemäss der Gesetzgebung über den Grossen Rat veröffentlicht.

Art. 201 Finanzhaushalt des Staates

Das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) wird wie folgt geändert:

Art. 29 Abs. 4, 1. Satz

Der Ausdruck «nicht allgemeinverbindlichen» wird gestrichen.

Art. 202 Subventionen

Das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG; SGF 616.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 1

¹ Subventionen müssen auf einem Gesetz beruhen.

Art. 13 Abs. 2

² Unter Vorbehalt von Artikel 9 Abs. 2 sind die in den Buchstaben a–e bezeichneten Punkte in Gesetzen zu regeln.

Art. 203 Wasserbau

Das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 42 Coût minimal subventionnable –
Compétence du Conseil d'Etat

¹ Le coût minimal des travaux subventionnables est fixé par le Grand Conseil sous la forme d'une ordonnance parlementaire.

² Le Grand Conseil fixe, également par ordonnance parlementaire, le montant en dessous duquel la subvention est accordée par le Conseil d'Etat.

CHAPITRE 21

Droit complémentaire et entrée en vigueur

Art. 204 Droit complémentaire

Le Grand Conseil peut préciser par voie d'ordonnance parlementaire le détail de son organisation et de son fonctionnement.

Art. 205 Entrée en vigueur

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

² Le droit transitoire (art. 194) est réservé.

Art. 42 Subventionsberechtigte Mindestkosten / Zuständigkeit
des Staatsrates

¹ Die Mindestkosten der subventionsberechtigten Arbeiten werden vom Grossen Rat in einer Parlamentsverordnung festgelegt.

² Der Grosse Rat setzt ebenfalls in einer Parlamentsverordnung den Betrag fest, unterhalb dem der Staatsrat für die Gewährung zuständig ist.

21. KAPITEL

Ergänzendes Recht und Inkrafttreten

Art. 204 Ergänzendes Recht

Der Grosse Rat kann in einer Parlamentsverordnung die Einzelheiten seiner Organisation und seiner Arbeitsweise genauer regeln.

Art. 205 Inkrafttreten

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2007 in Kraft.

² Das Übergangsrecht (Art. 194) bleibt vorbehalten.

ANNEXE

Montants des indemnités

A. Indice

Les montants ont été fixés sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation à la date du 30 novembre 2005, qui s'élevait à 105,4 points (mai 2000 = 100 pts).

B. Indemnités individuelles

a) Membres du Grand Conseil	Fr.
– indemnité annuelle de frais	525.–
– indemnité de présence	170.–
– supplément en cas de séance prolongée	25.–
b) Présidence du Grand Conseil	
– indemnité annuelle	3 900.–
– présidence d'une séance du Grand Conseil	265.–
– prestation officielle	220.–
c) Autres indemnités spéciales	
– supplément pour la présidence d'une commission, par séance de commission	85.–
– supplément pour la présentation d'un rapport, par séance du Grand Conseil	85.–
– forfait annuel pour les scrutateurs et scrutatrices	320.–
– supplément pour les scrutateurs et scrutatrices suppléants, par séance du Grand Conseil au cours de laquelle il a été fait appel à leurs services	11.–
d) Indemnités de déplacement	
– indemnité journalière de base	10.–
– indemnité kilométrique	0.65
– indemnité de temps, par minute	0.50

ANHANG

Höhe der Entschädigungen

A. Index

Die Beträge wurden auf der Grundlage des Landesindex der Konsumentenpreise am 30. November 2005 beim Stand von 105,4 Punkten (Mai 2000 = 100 Punkte) festgesetzt.

B. Individuelle Entschädigungen

a) Mitglieder des Grossen Rates	Fr.
– jährliche Unkostenentschädigung	525.–
– Sitzungsgeld	170.–
– Zuschlag für länger dauernde Sitzungen	25.–
b) Präsidentin oder Präsident des Grossen Rates	
– jährliche Entschädigung	3 900.–
– Präsidieren einer Sitzung des Grossen Rates	265.–
– offizieller Dienst	220.–
c) Weitere besondere Entschädigungen	
– zusätzliche Entschädigung für das Präsidieren einer Kommissionssitzung, pro Kommissionssitzung	85.–
– zusätzliche Entschädigung für das Vorstellen eines Berichts, pro Sitzung des Grossen Rates	85.–
– jährliche Pauschale für Stimmzählerinnen und Stimmzähler	320.–
– Zuschlag für Stimmzähler-Stellvertreterinnen und -Stellvertreter, für jede Sitzung des Grossen Rates, in denen sie wirklich ihres Amtes walten mussten	11.–
d) Reiseentschädigungen	
– pauschale Reiseentschädigung pro Tag	10.–
– Kilometerentschädigung	0.65
– Reisezeitentschädigung, pro Minute	0.50

C. Indemnité annuelle des groupes parlementaires

– montant de base	5 200.–
– montant par membre	260.–

C. Jährliche Fraktionsentschädigungen

– Grundbetrag	5 200.–
– Betrag pro Fraktionsmitglied	260.–